

INVENTAIRE DES ARRÊTS DU CONSEIL DU ROI

(Janvier - Février 1730)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 2 juillet 1937, à 14 heures

PAR

Georges PERROT

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques
Avocat stagiaire à la Cour d'Appel

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. Olivier MARTIN, *Professeur*

SUFFRAGANTS { M. PETOT, *Professeur*
 { M. REGNAULT, *Professeur*

IMPRIMERIES

« LES PRESSES MODERNES »

PALAIS ROYAL

PARIS

—
1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INVENTAIRE DES ARRÊTS DU CONSEIL DU ROI

(Janvier-Février 1730)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 2 juillet 1937, à 14 heures

PAR

Georges PERROT

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques

Avocat stagiaire à la Cour d'Appel

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. Olivier MARTIN, *Professeur*

SUFFRAGANTS { M. PETOT, *Professeur*
 { M. REGNAULT, *Professeur*

IMPRIMERIES

« LES PRESSES MODERNES »

PALAIS ROYAL

PARIS

—
1937

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

I. — Le Conseil d'Etat du Roi sous la Monarchie absolue

Tel qu'il fonctionne à l'époque de la monarchie administrative, le Conseil d'Etat du Roi est le résultat d'une très longue évolution qui a commencé avec la royauté elle-même. Il est, comme la plupart des institutions de l'Ancien Régime, le fruit d'une expérience plusieurs fois séculaire du gouvernement. Nous ne retracerons pas ici son historique, dont l'étude a déjà été faite par de nombreux auteurs, et nous nous placerons d'emblée à une époque où le Conseil a déjà atteint sa forme définitive : au début du XVIII^e siècle.

**Caractères généraux du Conseil du Roi. — Sa diversité apparente. —
Son unité réelle**

« Dans tous les temps nos Rois ont appelé auprès d'eux des personnes choisies pour les conseiller sur les affaires qui intéressent l'ordre et l'administration de leur Etat et même pour se reposer sur quelques-unes d'elles d'une partie de cette administration. C'est de là qu'on a donné le nom de Conseil d'Etat à l'assemblée où ces personnes assistent. L'objet d'une pareille assemblée, considérée en général, comprend toutes les affaires sur lesquelles le Roi juge à propos de consulter ceux qui sont de son Conseil, soit qu'elles concernent les négociations ou les finances, soit qu'elles aient rapport à la manutention de l'ordre intérieur du Royaume et à l'administration de la justice. C'est aussi pour cette raison que les Rois ont toujours choisi, pour entrer dans leurs Conseils, ceux

qui, par les emplois qu'ils ont exercés, ont acquis plus de connaissance et d'expérience que les autres sur ces différents objets. Mais la diversité et l'importance de ces matières et le grand nombre des affaires qui se sont multipliées à proportion de l'agrandissement du Royaume et de la puissance du Souverain ont donné lieu de partager le travail entre plusieurs départements et de fixer des jours différents où le Roi se fait rendre compte de chacune de ces matières en présence de son Conseil dont il juge à propos de prendre les avis, ce qui forme comme différentes séances du Conseil dont chacune a pris le nom de la matière qui y est traitée. Le Conseil se tient aux jours que le Roi indique dans chaque semaine : soit pour les Affaires Etrangères, soit pour celles qui sont du département de MM. les Secrétaires d'Etat que l'on appelle « les Dépêches », soit pour les Finances et le Commerce ou pour les affaires contentieuses entre les particuliers. Il n'y a donc qu'un seul Conseil en France et tout ce qui en est émané a la même autorité, mais le Roi y appelle plus ou moins de personnes, du nombre de ceux qu'il a choisis pour être de son Conseil, suivant la nature des affaires sur lesquelles il juge à propos de les assembler. »

Ainsi s'exprime Tolozan dans l'avant-propos de son *Règlement du Conseil* pour mettre en garde le lecteur contre l'apparente diversité des formes du Conseil du Roi, diversité qui pourrait lui dissimuler l'unité profonde et réelle de cette institution.

Organisation, fonctionnement et attributions du Conseil. — Conseil d'Etat proprement dit et Conseils Royaux

Le Roi assistait en principe à toutes les séances de son Conseil dont les décisions étaient toujours prises en son nom. Mais en fait l'activité du Conseil était telle qu'il était impossible au Roi d'être toujours présent. Aussi sa présence ou son absence va-t-elle servir de base à une première distinction fondamentale.

Le Conseil du Roi se divisait d'abord en ce que nous appellerons « le Conseil d'Etat proprement dit » où Sa Majesté ne siégeait en pratique jamais et les « Conseils Royaux » où elle siégeait toujours.

Le Conseil d'Etat proprement dit, de son vrai nom « Conseil d'Etat Privé, Finances et Direction », revêtait lui-même deux aspects très différents suivant le fonds des matières qui lui étaient soumises. Il prenait alors tantôt le nom de « Conseil Privé » ou

« Conseil des Parties », tantôt celui de « Conseil d'Etat et Finances » ou « Conseil des Finances ». Mais qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre de ces formations, le Roi en était toujours absent.

Les formations du Conseil où le Roi prenait toujours séance étaient appelés « Conseils du Roi » ou « Conseils Royaux ». Il y en avait quatre : le Conseil d'En Haut, ou Conseil Etroit, ou Conseil des Affaires Etrangères, le Conseil des Dépêches, le Conseil Royal des Finances (par opposition au « Conseil des Finances » tout court) et le Conseil du Commerce (1).

A. — CONSEIL D'ÉTAT PRIVÉ, FINANCES ET DIRECTION

Il comprenait 39 conseillers et 70 maîtres des requêtes que l'on retrouvait en principe dans ses deux formations, bien qu'à raison de la spécialisation très poussée du « Conseil Privé » certains conseillers qui y avaient accès de droit n'y assistassent en pratique jamais.

a) Conseil d'Etat Privé.

C'était essentiellement une juridiction de droit privé qui, au sommet de la hiérarchie judiciaire, ne statuait que sur des affaires civiles ou criminelles dans lesquelles il ne s'agissait que de l'intérêt des parties, d'où son nom de « Conseil des Parties ». Tout le contentieux privé pouvait lui être soumis. Par la voie de l'évocation, il pouvait même statuer sur des affaires déjà saisies par les juridictions compétentes. Par le pourvoi en cassation, il avait le droit de casser des arrêts rendus en dernier ressort par les Cours Souveraines. Enfin, en qualité de tribunal du Roi lui-même, il pouvait déterminer la compétence des juridictions auxquelles S. M. avait délégué son droit de justice. Il pouvait ainsi trancher les conflits de compétence entre Cours Souveraines (Cours des Aides et Parlements).

Le Conseil d'Etat Privé était assisté de cinq Bureaux qui se répartissaient les différentes affaires. Un de ces Bureaux était réservé aux affaires ecclésiastiques. Un autre se chargeait de l'examen des requêtes en cassation ou en contrariété d'arrêts (lorsqu'elles n'intéressaient pas l'Eglise, le Domaine ou les Finances), des requêtes en révision, etc. Les trois autres Bureaux étaient

(1) Ce Conseil du Commerce n'eut qu'une existence intermittente et éphémère. Au commencement de l'année 1730, il n'existait pas encore.

destinés à la communication des instances. Chaque affaire était ainsi étudiée par les commissaires des différents Bureaux (Maîtres des requêtes de quartier et Conseiller d'Etat désignés par le Chancelier). L'un d'entre eux était spécialement chargé du rapport et écrivait à la suite de la requête le dispositif de l'arrêt qui était lu et discuté en séance générale. La décision était prise à la majorité.

Le Conseil des Parties était toujours présidé par le Chancelier en personne qui signait tous les arrêts. Il se réunissait en principe tous les lundis. Lorsque le Roi résidait à Versailles, il se tenait dans la grande salle du rez-de-chaussée réservée au Conseil.

b) Conseil d'Etat, Finances et Direction.

Appelé communément depuis Louis XIV « Conseil des Finances », ce Conseil réglait toutes les affaires, contentieuses ou non, relatives à l'administration des Finances et à l'économie du Royaume. Nous verrons un peu plus loin que ses attributions étaient souvent partagées avec le « Conseil Royal des Finances ».

Le Conseil des Finances, comme le Conseil des Parties, était assisté de Bureaux, mais ici il n'y en avait que deux. L'un était chargé de toutes les affaires relatives aux Domaines Aides et Octrois : c'était le Bureau des Domaines. L'autre s'occupait des Gabelles, Tailles, Cinq grosses Fermes et autres affaires de finance, c'était le Bureau des Finances ou des Gabelles. Ces deux Bureaux comprenaient toujours le Contrôleur général des Finances, les six Intendants des Finances, les principaux Conseillers du Conseil et quelques Maîtres des requêtes. Chaque affaire de finance était examinée dans un de ces Bureaux et rapportée soit par un Maître des requêtes, soit par un Intendant des Finances, soit par le Contrôleur général lui-même.

Le Conseil des Finances était en principe présidé par le Chancelier, toujours assisté du Contrôleur général des Finances qui apposait sa signature sur l'arrêt à côté de celle du Chancelier

c) Grande et Petite Direction.

Le Conseil des Finances ne comprenait pas seulement des Bureaux qui activaient la préparation des affaires, il était encore prolongé, en quelque sorte, par deux appendices : la Grande et la Petite Direction des Finances.

La Grande Direction était surtout chargée des contestations des particuliers avec les traitants et des particuliers avec l'Etat :

mise à l'enchère des fermes, des offices, des fournitures à l'armée et autres adjudications. Elle était composée du Chef du Conseil Royal des Finances (personnage purement décoratif), du Contrôleur général des Finances, de deux Conseillers d'Etat, des Intendants des Finances, de ceux des Conseillers d'Etat faisant partie des Bureaux du Domaine et des Finances et de tous les Maîtres des requêtes.

La Petite Direction s'occupait des affaires de peu d'importance et les expédiait elle-même pour soulager le Conseil des Finances et la Grande Direction. Elle était composée du Contrôleur général, des Conseillers d'Etat du Conseil des Finances et des deux Conseillers les plus anciens des Bureaux du Domaine et des Finances. Les Maîtres des requêtes n'avaient pas le droit d'opiner.

Grande et Petite Direction avaient des pouvoirs de décision propre et rendaient des arrêts tout comme le Conseil des Finances dont elles n'étaient en somme qu'une formation réduite.

Le Conseil des Finances se réunissait une fois par semaine, le mardi, soit le lendemain du jour où s'était tenu le Conseil Privé. Quant aux Directions, elles se tenaient tous les quinze jours seulement et en général le mardi, à l'issue du Conseil des Finances. Cependant nous avons trouvé dans la collection des Secrétaires du Conseil pour les mois de janvier et de février 1730 un certain nombre d'arrêts de finance rendus le lundi, c'est-à-dire la veille du jour où devait se tenir le Conseil des Finances. Très vraisemblablement, il devait s'agir, dans ces cas d'ailleurs exceptionnels, de décisions prises en grande ou en Petite Direction.

Lorsque Sa Majesté résidait à Versailles, c'est-à-dire le plus souvent, le Conseil des Finances se tenait dans la salle du Conseil, au rez-de-chaussée. La Grande Direction s'y tenait en principe également, ou bien elle se réunissait plus simplement chez le Chancelier lui-même. La Petite Direction, à raison du petit nombre de ses membres, se tenait d'une manière plus intime dans les appartements mêmes du Chef du Conseil Royal.

En somme, le Conseil d'Etat Privé, Finances et Direction, tenait séance les deux premiers jours de chaque semaine et cela pour une raison d'ordre pratique très simple : c'est que les Conseillers et Maîtres des Requêtes qui se réunissaient tantôt en Conseil Privé, tantôt en Conseil des Finances ou en Direction,

étaient pour la plupart domiciliés à Paris. En rapprochant ainsi les jours de séance de ces diverses formations, on leur évitait de découper plus d'une fois dans la semaine.

B. — LES CONSEILS ROYAUX

Au début de l'année 1730, les formations du Conseil où le Roi siégeait régulièrement étaient au nombre de trois : le « Conseil d'En Haut », le « Conseil des Dépêches » et le « Conseil Royal des Finances ».

a) Le Conseil d'En Haut.

Ce Conseil était avant tout un Conseil de gouvernement qui s'occupait des grandes affaires de l'Etat : Paix, Guerre, Négociation avec les autres pays, Questions de politique intérieure et extérieure, etc. Ce véritable « Conseil des Ministres » ne comprenait que sept personnages qui prenaient tous le titre de « Ministres d'Etat » : les quatre Secrétaires d'Etat, le Contrôleur général des Finances et deux autres Conseillers d'Etat de toute confiance appartenant à la haute noblesse. C'était la seule formation du Conseil où le Chancelier ne figurât point, du moins en tant que Chancelier, car au cas où il cumulait cette fonction avec celle de Secrétaire d'Etat, il avait accès au Conseil d'En Haut comme les autres Secrétaires d'Etat. Ainsi, en 1730, le Chancelier, qui était Germain Louis de Chauvelin, prenait toujours place au Conseil d'En Haut en qualité de Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères.

Le Conseil d'En Haut s'appelait aussi « Conseil Etroit » ou « Conseil des Affaires Etrangères ». Sous Louis XIV et sous Louis XV, on l'appelait encore plus couramment « Conseil d'Etat », car il statuait presque exclusivement sur les affaires de l'Etat. A raison de l'importance des matières qui y étaient tranchées, les décisions du Conseil d'En Haut prenaient en général la forme d'Edits ou de Déclarations. Néanmoins le Roi pouvait y rendre des arrêts de règlement et même y juger, sous forme d'arrêts, des questions contentieuses importantes qu'il voulait réserver à sa personne.

b) Le Conseil des Dépêches.

Cette formation du Conseil était, comme on l'a dit très justement, un véritable « Ministère de l'Intérieur Collectif » composé des quatre Secrétaires d'Etat qui servaient tour à tour de rapporteurs,

du Contrôleur général des Finances, du Chancelier et de deux membres du Conseil d'Etat Privé des Finances. Les Conseillers qui faisaient partie du Conseil d'En Haut y étaient admis de plein droit. Le Conseil des Dépêches s'occupait de toutes les questions d'administration intérieure pour lesquelles l'étroite collaboration des quatre Secrétaires d'Etat assurait une certaine unité d'action et de direction. Le Conseil correspondait avec les différentes branches de l'administration provinciale, donnait des instructions aux Intendants, organisait les grands travaux publics, réglait l'état des garnisons, assurait la surveillance des ordres religieux et du clergé séculier, entretenait des rapports permanents avec les Etats Provinciaux, les villes, les communautés de métiers et tous les autres corps organisés du Royaume.

Ce n'était pas essentiellement un Conseil de gouvernement, comme le Conseil d'En Haut, c'était aussi une juridiction administrative devant laquelle étaient portés les appels contre les décisions des différentes autorités administratives et même les pourvois en cassation contre des arrêts de Cours Souveraines. Le Roi pouvait aussi y évoquer tout le contentieux administratif, voire même privé, qu'il voulait. C'est dans ce but qu'il appelait toujours à son Conseil des Dépêches deux membres du Conseil d'Etat Privé et Finances spécialisés dans les affaires contentieuses.

c) Le Conseil Royal des Finances.

Ce Conseil tranchait toutes les questions économiques et financières qui, pour différents motifs et notamment à cause de leur importance, échappaient au Conseil d'Etat, Finances et Direction. Il avait des attributions administratives et surtout fiscales (Budget, Création, Répartition et Recouvrement des impôts, Emprunts, Surveillance de la gestion des fermiers, etc.). Dans ce cas, il n'intervenait que lorsqu'un ordre de Sa Majesté était nécessaire, car la plus grosse partie des affaires financières et fiscales était liquidée en Conseil des Finances et Direction. Il avait aussi des attributions contentieuses et jugeait en dernier ressort les procès concernant le Domaine et les impôts qui n'avaient pas été tranchés par le Conseil des Finances et Direction. Il est très difficile d'établir une démarcation de compétence entre ce dernier Conseil et le Conseil Royal des Finances, car la répartition des affaires entre ces deux Conseils se faisait d'une manière purement empirique et n'obéissait à aucun principe.

Le Conseil Royal des Finances était composé du Chancelier, du Contrôleur général des Finances, qui en était le personnage capital, et le rapporteur de principe, du Chef du Conseil Royal et de deux Conseillers d'Etat ordinaires.

d) Le Conseil du Commerce.

Colbert avait créé en 1664 une quatrième formation du Conseil chargée d'examiner toutes les affaires commerciales et économiques du Royaume. De ce fait une grande partie des attributions du Conseil des Finances avait été transférée à ce nouveau Conseil qui prit le nom de « Conseil du Commerce ». Puis, au départ de Colbert, ce Conseil du Commerce disparut pour réapparaître après un Règlement du Conseil du 29 mai 1730 et disparaître définitivement à la suite d'un nouveau Règlement du Conseil du 30 juin 1787. Ce Conseil de Commerce, comme les trois précédents, se tenait toujours en présence du Roi et tranchait de toutes les questions relatives au commerce intérieur et extérieur, à l'industrie et à l'agriculture. Avant 1730, un « Bureau du Commerce » composé des « Députés du Commerce », c'est-à-dire de négociants des principales places du royaume, de représentants du haut commerce et de fermiers généraux, avait un rôle purement consultatif. Il ne faisait que donner des avis, soit au Conseil d'Etat et Finances, soit au Conseil Royal des Finances. Il ne prenait jamais de décisions propres.

Les divers Conseils Royaux que nous venons d'examiner se réunissaient toujours en présence du Roi qui les présidait, au premier étage du palais de Versailles, dans la Cour de Marbre, à côté de la Chambre du Roi. Ce local leur était commun, mais ils y siégeaient à des jours différents. Les séances n'en étaient pas à jours déterminés, comme pour le Conseil d'Etat Privé, Finances et Direction. Sa Majesté devant toujours y être présente, c'était elle qui en fixait les dates, selon son bon plaisir.

C. — COMMISSIONS EXTRAORDINAIRES

A côté des formations normales et régulières du Conseil que nous venons de voir, il existait des « Commissions Extraordinaires » spécialement chargées de l'examen de certaines affaires. Très différentes des Bureaux ordinaires du Conseil dont nous avons

parlé plus haut et qui étaient liés au fonctionnement régulier des divers Conseils, ces Commissions étaient extrêmement nombreuses. Elles prenaient tantôt le titre de « Commissions », tantôt celui de « Bureaux » et parfois même celui de « Conseil », par exemple Conseil des Prises. Les principales étaient : la Commission pour la liquidation des dettes des communautés d'arts et métiers de Paris, la Commission pour la Réformation des Eaux et Forêts, la Commission pour l'examen des procès relatifs à la Compagnie des Indes, le Bureau des Postes et Messageries, le Bureau des Economats, la Commission des Péages, le Bureau des vivres et étapes, etc.

Ces innombrables Commissions étaient tantôt temporaires, tantôt permanentes. Elles n'avaient pas simplement un rôle consultatif, elles rendaient des arrêts en dernier ressort qui avaient même force et autorité que ceux du Conseil proprement dit.

CONCLUSION

Le Conseil du Roi était donc, à l'époque de la monarchie administrative, un très vaste organisme dont la variété des attributions avait nécessairement entraîné une différenciation très poussée de ses différents rouages. Et pourtant, en dépit de ce morcellement apparent, malgré la diversité de ses aspects, le Conseil du Roi avait su garder son unité profonde et réelle dont le Roi n'était pas resté seulement le symbole, mais vraiment le pivot essentiel.

Cet aperçu très sommaire sur l'organisation, le fonctionnement et la compétence du Conseil du Roi était nécessaire à l'introduction de cet ouvrage dont l'objet va porter exclusivement sur une matière particulièrement abondante et variée : les Arrêts du Conseil d'Etat du Roi.

II. — Arrêts du Conseil

M. Noël Valois a consacré une partie importante de son œuvre à l'étude très approfondie du Conseil du Roi et de ses arrêts à l'époque de la monarchie tempérée (1). Le Conseil était alors en pleine formation et s'acheminait progressivement vers son stade définitif qu'il ne devait atteindre qu'après l'établissement de la monarchie absolue. C'est précisément à cette époque de la monarchie absolue et administrative que s'est placé ici l'auteur, mais à une échelle bien plus réduite que M. Noël Valois. Ce dernier est parvenu à dresser l'inventaire de tous les arrêts du Conseil du Roi sous le règne d'Henri IV. L'auteur n'a envisagé, dans l'inventaire qui va suivre, qu'une toute petite partie du règne de Louis XV : les deux premiers mois de l'année 1730. Il a d'autre part laissé volontairement dans l'ombre les arrêts du Conseil d'Etat Privé ou Conseil des Parties qui, à cause de leur physionomie très particulière, méritent une étude spéciale (2).

ARCHIVES DU CONSEIL

Les arrêts du Conseil ont été conservés dans plusieurs collections privées et officielles.

Les collections privées sont le Code Louis XV et la collection Rondonneau. Etant imprimées, elles ont l'avantage d'être d'une lecture facile, mais elles ont le grave inconvénient d'être incomplètes. Ainsi la collection chronologique Rondonneau (3) ne renferme pour les mois de janvier et de février 1730, que 40 arrêts sur un total de 446. Quant au Code Louis XV (4), il en renferme à peine une demi-douzaine.

(1) Noël VALOIS : *Le Conseil du Roi aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles*. Du même : *Inventaire des arrêts du Conseil du Roi sous le règne d'Henri IV*.

(2) Il aurait été intéressant de recueillir également les arrêts des Commissions extraordinaires du Conseil, conservés aux Archives Nationales dans des collections spéciales. Malheureusement leur classement purement méthodique et sans aucun ordre chronologique constitue un obstacle à peu près insurmontable à leur dépouillement.

(3) Archives Nationales. Rondonneau, série AD + 811-815.

(4) Code Louis XV, tome III.

Les collections officielles sont les minutes mêmes des arrêts qui ont été conservées par les greffiers du Conseil ou les Secrétaires d'Etat. On trouve, dans les séries E et V des Archives Nationales, toutes les minutes des arrêts rendus dans les diverses formations du Conseil. Les arrêts du Conseil n'étaient en effet pas tous expédiés par les mêmes personnages. Les Secrétaires d'Etat expédiaient tous les arrêts rendus en présence du Roi, c'est-à-dire tous les arrêts « en commandement », et c'était eux qui en formaient la collection. On retrouve ainsi pour l'année 1730 quatre collections d'arrêts du Conseil conservées par les Secrétaires d'Etat : celle du Secrétaire d'Etat de la Maison du Roi et de la Marine (1), celle du Secrétaire d'Etat à la Guerre (2), celle du Secrétaire d'Etat à la Religion Réformée (3) et celle du Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères (4).

La répartition des arrêts en commandement entre les divers Secrétaires d'Etat se faisait surtout d'après leur département géographique. Chaque Secrétaire d'Etat avait en effet, en plus de ses fonctions ministérielles, l'administration d'un certain nombre de provinces et il était chargé d'expédier tous les arrêts en commandement concernant la circonscription territoriale dont il avait la haute direction. Il est même tout à fait remarquable de constater le petit nombre d'arrêts conservés par les Secrétaires d'Etat se rapportant à leur département politique. La seule explication en est que lorsque les Secrétaires d'Etat avaient à faire prendre au Roi une décision importante relative à leurs attributions ministérielles, cette décision prenait le plus souvent la forme d'une Ordonnance. N'étaient en somme rendues sous forme d'arrêts que les décisions administratives ou financières correspondant à nos arrêts ministériels ou à nos décrets. Les ministres, sous l'Ancien Régime, n'avaient en effet aucun pouvoir propre et leurs décisions devaient toujours prendre, sinon la forme d'Ordonnances, d'Edits ou de Déclarations, du moins celle d'Arrêts du Conseil. C'est d'ailleurs l'expression de cette vérité constitutionnelle que le Roi doit toujours prendre ses décisions « à Grand Conseil ».

Les arrêts qui n'étaient pas expédiés par les Secrétaires d'Etat, c'est-à-dire tous ceux qui n'étaient pas rendus « en commandement », étaient collationnés par des Officiers spécialement créés

(1) Archives Nationales : E 2103.

(2) Archives Nationales : E 2109.

(3) Archives Nationales : E 2106.

(4) Archives Nationales : E 2110.

pour cette fonction : les Secrétaires Greffiers du Conseil et les Secrétaires des Finances. Ces officiers ont une origine commune très ancienne : Le Clerc du Secret ou Notaire de France qui, avant 1300, était chargé de la signature et de l'expédition des Lettres et Arrêts émanés du Conseil. Ce personnage, unique à l'origine, vit peu à peu ses fonctions se répartir entre plusieurs officiers dont les uns sont devenus, à partir de 1519, les « Secrétaires du Conseil d'Etat et Direction des Finances » et les autres les « Secrétaires des Finances et Greffiers du Conseil Privé ». C'est donc dans la collection des minutes conservées par les premiers (1) que nous avons recueilli tous les arrêts du Conseil ne figurant pas dans les collections des Secrétaires d'Etat, puisque, ainsi que nous l'avons dit plus haut, nous avons délibérément laissé de côté les arrêts rendus au Conseil Privé.

TYPES ET FORMES DES ARRETS DU CONSEIL

Les arrêts du Conseil revêtaient un certain nombre de formes et de types très caractérisés.

Arrêts simples, Arrêts en commandement

Nous avons déjà dit que le Roi n'assistait pas à toutes les séances de son Conseil. Cela lui était matériellement impossible. C'est ainsi, nous le savons, qu'il ne siégeait jamais au Conseil d'Etat proprement dit, qu'il s'agisse du Conseil Privé ou du Conseil des Finances. Lorsque Sa Majesté n'était pas là, le Conseil rendait cependant les arrêts en son nom, puisque en principe toute décision émanait du Roi, mais le dispositif des arrêts faisait état de cette présence purement idéale par la formule suivante : « Le Roi en son Conseil » ou « Sa Majesté en son Conseil ». Nous appellerons « arrêts simples » les arrêts dont le dispositif débutait par cette formule : « par opposition aux Arrêts en commandement » qui étaient rendus en la présence réelle du Roi. Cette présence réelle était alors indiquée dans le dispositif par la formule : « Le Roi étant en son Conseil » ou « Sa Majesté étant en son Conseil ».

Les arrêts simples sont évidemment de beaucoup les plus nombreux. Pour les deux premiers mois de l'année 1730 ils repré-

(1) Archives Nationales : E 1053, E 1054.

sentent les trois quarts du total. Il est certain que cette proportion serait encore beaucoup plus forte si nous ajoutions aux arrêts du Conseil des Finances ceux du Conseil des Parties, puisque ces derniers étaient en principe rendus en l'absence du Roi. Nous avons cependant noté que cette règle n'était pas absolue, car dans les collections des Secrétaires d'Etat de la Maison du Roi, de la Religion Réformée et des Affaires Etrangères, nous nous sommes trouvés en présence de sept arrêts en commandement portant *in fine* la mention : « Expédié au greffe du Conseil d'Etat Privé ». Recherches faites dans les Archives du Conseil Privé (1), nous avons retrouvé une autre expédition de ces arrêts portant la signature de MM. de Maurepas, de Saint-Florentin et de Chauvelin (2) qui étaient en effet respectivement à cette époque Secrétaires d'Etat de la Maison du Roi, de la Religion Réformée et des Affaires Etrangères. Ainsi donc, il arrivait qu'exceptionnellement Sa Majesté assistât aux séances du Conseil des Parties. Dans ce cas, les arrêts étaient collationnés en double. Une expédition était conservée par le greffier du Conseil Privé et l'autre par un Secrétaire d'Etat. Ces arrêts étaient toujours « sur Requête » ou « contradictoires », car il ne pouvait s'agir que de contentieux privé.

Mises à part ces très rares exceptions, les arrêts en commandement relevés dans notre inventaire ont tous été rendus dans les différentes formations du Conseil où le Roi siégeait régulièrement : Conseil d'En Haut ou des Affaires Etrangères, Conseil des Dépêches et Conseil Royal des Finances (3). Il est très difficile de préciser dans lequel de ces Conseils chacun des arrêts était rendu, car il n'en est point fait mention dans les minutes. Toutefois, en égard à leur contenu, on peut affirmer que la grosse majorité, sinon la totalité des arrêts en commandement que nous avons recueillis, a été prise, soit au Conseil des Dépêches, soit au Conseil Royal des Finances, Le Conseil d'En-Haut réservé aux grandes affaires de l'Etat ne rendait, en effet, qu'exceptionnellement des arrêts et la plupart de ses délibérations, à cause de leur caractère confidentiel, n'étaient reproduites sur aucun registre.

(1) Archives Nationales : V²-889.

(2) Louis-Germain de Chauvelin, Chancelier, avait également le département des Affaires Etrangères.

(3) Au début de 1730, c'est-à-dire à l'époque à laquelle se placent les arrêts recueillis dans notre inventaire, il n'y avait pas encore de Conseil du Commerce. Celui-ci n'a été créé que par un Règlement du Conseil du 29 mai 1730.

Arrêts sur Requête. — Arrêts contradictoires. — Arrêts sur représentations — Arrêts de propre Mouvement

Arrêts simples et arrêts en commandement rentraient eux-mêmes dans quatre types bien déterminés : l'arrêt sur Requête, l'arrêt contradictoire, l'arrêt sur Représentations et l'arrêt de propre Mouvement.

Le plus souvent le Conseil était saisi par voie de Requête directe émanant d'un particulier ou d'une collectivité. L'arrêt commençait alors ainsi : « Sur la Requête présentée au Roi en son Conseil par... » ou « Vu la Requête de... ». Le suppliant exposait dans sa Requête ou dans son mémoire ce qu'il attendait de la justice ou de la Grâce du Roi. La variété de ces requêtes était infinie, car tout sujet du Royaume pouvait s'adresser au Conseil du Roi et ce dernier accueillait en principe toute cause qui se présentait à lui.

Le Conseil pouvait aussi trancher contradictoirement entre les prétentions de deux ou plusieurs parties. En ce cas les arrêts commençaient par : « Vu les Requêtes respectives de... et de... » ou « Vu la Requête de... » d'une part, le mémoire en réponse de... d'autre part ». La formule n'était pas rigoureuse et présentait quelques variantes. Aux mémoires des parties pouvait venir aussi s'ajouter la Requête en intervention d'un tiers. En général, le Conseil était directement saisi par les parties, mais il pouvait l'être également sur renvoi d'une autre juridiction ou d'une Commission du Conseil, lorsque celles-ci ne pouvant ou ne voulant pas statuer sur le fond renvoyait les plaignants à se pourvoir au principal devant le Conseil du Roi. Les arrêts contradictoires sur renvoi étaient probablement beaucoup plus fréquents devant le Conseil des Parties que devant les Conseils des Dépêches et des Finances. Nous n'en avons relevé, en tous cas, qu'un tout petit nombre dans notre inventaire.

Les arrêts sur Requête et les arrêts contradictoires n'étaient pas toujours rendus au fond. Le Roi, avant de statuer, prenait souvent avis des personnes intéressées ou compétentes. Il renvoyait pour supplément d'information devant un Intendant, devant une Commission ou un Bureau, etc. Il ordonnait une communication de pièces ou une production de titres... Le Conseil ne décidait donc pas toujours d'une manière définitive. Chaque fois qu'il avait besoin d'être éclairé, il ne rendait qu'un arrêt « avant faire droit ».

Il arrivait que le Conseil fut saisi, non plus par voie de Requête ou par les mémoires des parties, mais « sur Représentations ». En général l'arrêt n'indiquait pas par qui ces Représentations avaient été faites. La formule anonyme était : « Sur ce qui a été représenté au Roi en son Conseil ». Parfois cependant l'auteur des Représentations était désigné comme suit : « Sur les Représentations qui ont été faites à Sa Majesté par... ». Les « Représentations » étaient un moyen d'attirer l'attention du Conseil et du Roi sur des situations anormales intéressant l'ordre public ou sur des cas urgents.

Enfin le Conseil pouvait statuer *proprio motu*. Il avait le privilège de se saisir lui-même quand bon lui semblait. L'arrêt commençait alors par : « Vu par le Roi en son Conseil » ou « Sa Majesté étant informée ». Le dispositif des arrêts « de propre Mouvement » était souvent précédé de la formule : « A quoi Sa Majesté voulant pourvoir ».

L'arrêt de propre Mouvement était la forme courante des décisions administratives dont l'importance n'était pas suffisante pour mériter la forme beaucoup plus solennelle de l'Ordonnance, de l'Edit ou de la Déclaration. Il correspondrait assez exactement à nos arrêtés ministériels et à nos décrets d'aujourd'hui.

Parmi les quatre types d'arrêts qui viennent d'être énumérés, les plus nombreux étaient de beaucoup les arrêts sur Requête et ceux de propre Mouvement. Dans notre inventaire, ces deux derniers représentent plus des six septièmes du total.

FONDS DES ARRÊTS DU CONSEIL

Les arrêts du Conseil portaient sur les matières les plus diverses du droit privé et du droit public. Cette diversité tenait surtout à ce fait que le Conseil du Roi était à la fois une juridiction suprême et un Conseil de gouvernement.

Arrêts d'évocation. — Arrêts de Cassation

Les arrêts sur Requête et les arrêts contradictoires étaient généralement rendus par le Conseil statuant comme juridiction suprême. Ces arrêts étaient pris tantôt en droit privé, tantôt en droit public. Les particuliers pouvaient en effet s'adresser au Roi pour le supplier de vouloir bien « évoquer à Soi et en son Conseil » un litige privé. Par l'exercice de sa justice retenue, le Roi pouvait

alors évoquer devant lui pour le faire trancher par son Conseil ou par telle autorité commise par lui un procès qui aurait dû normalement être jugé par une juridiction de droit commun. L'arrêt était en ce cas rendu « sur évocation » et cette évocation pouvait avoir lieu même alors que la Cour de justice compétente avait déjà été saisie.

La requête présentée au Roi en son Conseil avait souvent pour but d'obtenir la cassation d'un arrêt rendu en dernier ressort par une Cour Souveraine (Parlement, Cour des Aides). Cette requête en cassation, ou pourvoi en cassation qui remplaça sous la monarchie absolue l'ancienne « proposition d'erreur », était courante devant le Conseil des Parties, mais nous la rencontrerons très souvent aussi devant le Conseil des Finances et devant les Conseils Royaux. L'arrêt qui était pris sur une telle requête était dit « arrêt de Cassation ».

Les arrêts sur Requête et les arrêts contradictoires pouvaient également être rendus en matière administrative, car nous savons que le Conseil du Roi cumulait les pouvoirs de notre Cour de Cassation et de notre Conseil d'Etat actuels. Par exemple, un particulier s'adressait par voie de requête au Conseil pour obtenir un office ou une fonction publique, pour solliciter une dérogation de faveur à un précédent arrêt du Conseil, à un Règlement ou à des Lettres patentes, etc. Nous rencontrerons aussi très fréquemment des arrêts rendus en « opposition » à tel arrêt du Conseil ou parfois des arrêts rendus « en interprétation » d'un Règlement, de Lettres patentes ou d'un autre arrêt.

Agissant comme « Conseil de Gouvernement » ou comme « Conseil des Ministres », le Conseil du Roi statuait toujours « de propre Mouvement » et exceptionnellement « sur Représentations ». La quasi totalité des affaires d'ordre administratif, économique et financier du Royaume était ainsi tranchée par le Conseil décidant *proprio motu*.

L'examen des arrêts du Conseil résumés plus loin révélera rapidement l'extrême variété des affaires qu'ils tranchaient. En faisant abstraction même du contentieux privé soumis principalement au Conseil des Parties, le domaine de la compétence du Conseil reste immense. En matière contentieuse, le Conseil était saisi de tous les litiges mettant aux prises un particulier ou une collectivité avec une branche de l'administration. En matière

politique ou administrative, lorsqu'il statuait comme Conseil des Ministres, il régissait et réglementait toutes les affaires touchant à l'intérêt ou à l'ordre public.

Arrêts de grâce

Le Conseil était aussi le grand dispensateur des grâces, et nombreux étaient les arrêts où, sans recevoir les suppliants « au fond », le Roi faisait échec à une règle établie ou à une condamnation encourue « par grâce et sans tirer à conséquence ». Il arrivait par exemple fréquemment qu'un particulier régulièrement condamné par une juridiction quelconque de droit commun (bailliage, sénéchaussée, présidial) ou d'exception (Maîtrise des Eaux et Forêts, Amirautés) s'adressât directement au Roi en son Conseil pour voir réduire, sinon supprimer complètement sa condamnation. On pouvait même se pourvoir en grâce au Conseil d'Etat contre des décisions rendues en dernier ressort contre des arrêts de Cours Souveraines (Parlements, Cour des Aides). Et cela se comprenait aisément, puisqu'il ne s'agissait plus de suivre les voies de dévolution, mais de solliciter une faveur particulière que seule Sa Majesté avait le pouvoir d'accorder. Bien entendu, les arrêts du Conseil ainsi rendus « par grâce » ne touchaient pas à nouveau le fond du litige : ce qui avait été jugé restait chose jugée, le règlement rigoureux ou gênant dont se plaignait le suppliant conservait toute sa force et toute son autorité. Le Roi, s'il le jugeait bon, en vertu de sa souveraineté absolue, accordait la dispense, la dérogation ou le délai demandés, mais par grâce simplement « et sans tirer à conséquences ». Il ne fallait pas que cette faveur puisse constituer un précédent. En général d'ailleurs, lorsqu'il s'agissait d'une condamnation justement encourue, le Roi n'accordait qu'une modération de la peine et en laissait subsister une partie. L'arrêt de grâce se terminait même très souvent par une injonction comminatoire à l'égard du suppliant, lui recommandant très énergiquement de se soumettre à l'avenir aux règlements en vigueur et de ne plus se laisser aller aux mêmes défaillances.

Arrêts de Finances

La plupart des arrêts qui vont suivre ayant été rendus par le « Conseil d'Etat, Finances et Direction », nous nous permettrons d'étudier plus spécialement ce genre d'arrêts que nous désignerons

d'une façon générale du nom d' « arrêts de Finances ». Ces arrêts tranchaient aussi bien des questions proprement financières (Impôts, Domaines, Revenus casuels, Gestion des officiers et des comptables des deniers royaux, Finances municipales, etc.) ou administratives (Eaux et Forêts, Offices, Fournitures des Troupes, Adjudications, Travaux Publics, etc.) que de toutes les affaires relatives au commerce, à l'industrie et à l'économie du royaume.

Répartition des affaires entre le « Conseil Royal des Finances » et le « Conseil d'Etat Privé, Finances et Directions ».

Les arrêts de Finances étaient le plus couramment pris par le « Conseil d'Etat et Finances » où le Roi ne siégeait pas, mais ils pouvaient l'être également par le « Conseil Royal des Finances » où le Roi était présent. En principe, ce dernier ne décidait que dans les affaires devant donner lieu à un ordre de Sa Majesté : par exemple une désignation ou une subrogation de Commissaires, ou dans des cas particulièrement graves et importants : Procès criminels de faux sauniers ou de faux monnayeurs, contrebande organisée, interdiction d'officiers, travaux publics de grande envergure, etc. Le Conseil d'Etat et Finances se chargeait au contraire du contentieux administratif ordinaire dans la mesure où celui-ci n'était pas de la compétence des Parlements ou des Cours des Aides. Encore avons-nous vu que le pourvoi en cassation contre les arrêts de ces Cours Souveraines était porté au Conseil.

La répartition des affaires entre le Conseil Royal et le Conseil d'Etat et de Finances était faite par les soins des Bureaux et des six Intendants du Contrôle général des Finances qui préparaient d'avance les arrêts.

Rapport, Dire, Conclusions et Avis.

Chaque arrêt de Finances devait avoir fait l'objet d'un rapport au Conseil. Ce Rapport était en principe rédigé par le Contrôleur généraux de Finances lui-même, mais le plus souvent c'était un Intendant des Finances ou un Maître des Requêtes qui s'en chargeait. Néanmoins le texte de tous les arrêts de Finances portait invariablement la mention : « Ouï le rapport de sieur X., Conseiller d'Etat Ordinaire et au Conseil Royal, Contrôleur général des Finances », même si le rapport n'en avait pas été effectivement préparé par ce dernier. Le rapport par le Contrôleur général des Finances était la marque des arrêts de Finances.

Le rapport n'était pas toujours suffisant pour éclairer la religion du Conseil, qui avait souvent besoin de lumières supplémentaires sous formes d'avis, de dires ou de conclusions.

Lorsqu'il s'agissait d'affaires touchant à l'administration générale (police, justice, finances) d'un province ou d'une généralité, le Conseil prenait avis de l'Intendant compétent. Lorsqu'il avait à trancher une question relative à une administration particulière, Domaines ou Eaux et Forêts par exemple, il se faisait renseigner par le fonctionnaire le plus autorisé de cette administration et les motifs de l'arrêt mentionnaient avant le rapport du Contrôleur général des Finances : « Vu l'avis de sieur X., Grand Maître des Eaux et Forêts de tel département » ou : « Vu le dire du sieur X., l'un des Inspecteurs du Domaine. » Pour les affaires intéressant l'économie générale du Royaume, le Conseil prenait l'avis « des Députés du Commerce » (1), d'un « Inspecteur des Manufactures », des « Chambres de Commerce », etc. Lorsqu'il s'agissait d'industries ou de commerces particuliers, il s'adressait aux corps de métiers intéressés. En ce qui concernait les Finances municipales, il consultait les maires, échevins ou jurats des municipalités, il prenait acte des délibérations des habitants, etc.

Très souvent aussi le Conseil prenait avis d'une Commission « à ce député » ou s'en rapportait aux conclusions d'un Maître des Requêtes ou d'un Conseiller d'Etat spécialement chargé d'instruire l'affaire. C'est ainsi que tous les arrêts concernant les péages étaient pris « vu l'avis des Commissaires à cet effet désignés, après les conclusions d'un Maître des Requêtes, Procureur général du Roi en cette partie et sur le rapport du Contrôleur général des Finances ».

Il arrivait encore que le Conseil ne se décidât qu'après enquête, commission rogatoire, représentation de titres ou autres procédures d'information qui faisaient l'objet de rapports particuliers ou de conclusions de la part des officiers ou des juridictions qui en avaient été chargées.

Bref, le Conseil tâchait de se renseigner et d'éclairer son jugement le plus possible et par les moyens les plus divers. Il était toujours fait état dans les motifs de ses arrêts de ces différentes sources d'informations.

(1) A partir du Règlement du 29 mai 1730 qui créa un Conseil du Commerce, toutes les questions commerciales furent soumises et tranchées par ce Conseil.

Signature des arrêts de Finances.

Avant même d'être soumis au Conseil, les arrêts étaient déjà signés par le Contrôleur général des Finances, par le Maître des Requêtes chargé du rapport, dans les cas où le rapport n'avait pas été fait par le Contrôleur général lui-même et, le cas échéant, par les Commissaires chargés d'instruire l'affaire. Toutes ces signatures étaient apposées au bas et à gauche de l'arrêt. Après chaque séance du Conseil, les minutes étaient rendues au Contrôleur général des Finances qui les enregistrait et les envoyait au Chancelier pour être signées. Ce dernier signait en bas et à droite. Ainsi tous les arrêts de Finances de l'année 1730 étaient signés à gauche par le sieur Le Peletier ou le sieur Orry, qui furent successivement Contrôleur général des Finances, et à droite par le sieur de Chauvelin, Chancelier,

Quand elles revenaient de la signature du Chancelier, on remettait au greffe du Conseil d'Etat et Finances les minutes des arrêts qu'il avait rendus et aux différents Secrétaires d'Etat les arrêts rendus « en commandement » concernant leurs départements politiques et administratifs. Nous avons déjà dit que les ampliations des premiers étaient délivrées par les Secrétaires des Finances, tandis que celles des seconds l'étaient par les Secrétaires d'État qui y apposaient leurs signatures.

EXÉCUTION DES ARRÊTS DU CONSEIL

Les Lettres Patentes

Certains arrêts du Conseil devaient revêtir pour leur exécution une forme particulièrement solennelle. Leur dispositif portait alors *in fine* la formule suivante : « Et pour l'exécution du présent arrêt, seront par Sa Majesté toutes lettres nécessaires expédiées ». Les arrêts ainsi revêtus de Lettres patentes étaient très nombreux. Pour les arrêts sur Requête, cette formalité n'était pas nécessaire, sauf dans quelques cas particuliers, lorsqu'il s'agissait de mesures particulières susceptibles d'avoir une répercussion importante ou lorsqu'il s'agissait de faveurs exceptionnelles dont il fallait que les autorités administratives, financières ou judiciaires fussent averties : ainsi en matière d'Eaux et Forêts, l'Ordonnance Royale d'août 1669 prescrivait qu'aucune autorisation de

coupes ou de ventes de bois, en dehors des coupes régulières, ne pouvait être donnée au Conseil du Roi sans la formalité subséquente des Lettres patentes. Mais le Conseil restait juge de l'opportunité de cette mesure et dans les cas de dérogations minimales aux règlements des Eaux et Forêts, il pouvait dispenser les suppliants particuliers ou collectivités, de cette formalité assez coûteuse. Cette dispense était, en général, motivée de la façon suivante : « Vu la modicité des coupes » ou « Attendu qu'il s'agit surtout d'un aménagement de bois, fait Sa Majesté dispense de la formalité des Lettres patentes, portée à l'Ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669 ».

Il y avait encore un cas typique où la formalité des Lettres patentes était de règle, c'était la Commission sur requête « aux fonctions et charges d'un office ». Quant aux arrêts de propre Mouvement, ils revêtaient cette forme chaque fois que l'importance de leur objet la rendait nécessaire.

En somme, l'utilité des Lettres patentes provenait d'une particularité propre à tous les arrêts du Conseil : c'est que le Roi s'y exprimait en style indirect, tandis que dans les arrêts de ses Cours Souveraines il parlait en style direct. Cela s'expliquait par ce fait que les matières contentieuses soumises à la juridiction du Conseil étaient généralement longues et importantes. Ses décisions étaient alors rédigées sous forme de résultat, comme un précis de ce qui avait été proposé et arrêté : « Vu par le Roi » ou « Sa Majesté ayant été informée », etc. Par les Lettres patentes, le Roi avait justement le moyen de transposer en style direct ce qu'il avait exprimé en style indirect dans ses arrêts et il le faisait chaque fois qu'il était nécessaire.

Exécution par provision

Nous avons vu que, par application de sa « justice retenue » et par la voie de l'évocation, le Conseil du Roi pouvait attirer à sa haute juridiction toutes sortes de procès pendants devant d'autres Cours et Tribunaux. Comme il s'agissait le plus souvent d'arrêts rendus sur requête ou *proprio motu*, l'exécution de ces arrêts aurait pu rencontrer des « oppositions » de la part des personnes auxquelles ils faisaient grief et qui ne figuraient pas aux débats. Aussi, lorsqu'il s'agissait d'affaires importantes et urgentes, le dispositif des arrêts portait qu'ils seraient exécutés « nonobstant toutes oppositions ou empêchements quelconques dont, si aucuns

interviennent, Sa Majesté se réserve, et à son Conseil, la connaissance ». Par cette formule, que nous rencontrerons constamment dans notre inventaire, l'exécution des arrêts du Conseil était à l'abri de tout obstacle.

Agents d'exécution des arrêts du Conseil

Le Roi, en son Conseil, chargeait souvent une personne déterminée de l'exécution de ses décisions, soit sous forme d'injonction, soit sous celle d'une Commission.

La formule de l'injonction était la suivante : « Enjoint Sa Majesté au sieur X. de tenir la main à l'exécution du présent arrêt. » La formule de la Commission était généralement celle-ci : « Le Roi, en son Conseil, commet le sieur X. pour procéder à l'exécution », etc. La Commission était toujours un mandat précis et bien déterminé. Elle n'était pas nécessairement conférée à un fonctionnaire. Au contraire, l'injonction était toujours faite à un agent du Roi.

L'Intendant.

L'agent d'exécution normal des arrêts du Conseil était l'Intendant de la généralité. D'ailleurs son titre « d'Intendant de justice, police et finances, départi en telle généralité pour l'exécution des ordres de Sa Majesté » indique bien dans quelle large mesure le Roi pouvait se servir de lui pour l'exécution de toutes ses décisions.

Autres agents d'exécution.

L'Intendant n'était cependant pas le seul fonctionnaire auquel le Roi confiât l'exécution des décisions prises en son Conseil. Lorsque celles-ci ne dépassaient pas le cadre d'une administration déterminée, par exemple celle des Eaux et Forêts, c'était au chef de cette administration que le Roi s'adressait pour en assurer l'exécution dans son département. Nous verrons ainsi que tous les arrêts contentieux ou rendus en forme de règlements en matière d'Eaux et Forêts étaient exécutés par « le sieur X., Grand Maître des Eaux et Forêts de tel département ou par tel officier de la Maîtrise de... qu'il lui plaira commettre ».

Lorsqu'il s'agissait de la comptabilité des deniers royaux, de paiements, de recouvrements et de mouvement de fonds en général, l'exécution des arrêts du Conseil était confiée, non seulement à l'Intendant de la généralité, agent normal d'exécution en matière

de finance, mais encore aux divers fonctionnaires comptables compétents : Receveurs des Finances, Receveurs des Domaines, Caissier des Revenus casuels, Contrôleur des Bons d'Etat du Conseil, Garde du Trésor, etc.

Il était fréquent aussi que l'exécution des arrêts du Conseil fut confiée à une Commission permanente chargée d'un travail particulier dans lequel rentrait l'exécution des décisions en question. Ainsi en matière d'Eaux et Forêts, le Roi pouvait faire exécuter ses arrêts par « MM. les Commissaires députés pour réformation des bois de telle province » ou bien si les arrêts du Conseil réglaient des questions relatives aux finances d'une collectivité, municipalité ou communauté de métiers, par exemple, leur exécution était assurée par « MM. les Commissaires députés pour la vérification et liquidation des dettes et affaires de telle municipalité ou de telle communauté ».

Bref, le Roi chargeait de l'exécution de ses arrêts les fonctionnaires les plus divers : Intendants, agents comptables, Commissaires, Grands Maîtres des Eaux et Forêts, Officiers de police, Lieutenants d'amirauté, etc. Cela était naturel et logique, puisque les décisions du Conseil portaient sur les objets les plus variés et que, en tant que Souverain « absolu », le Roi exerçait l'autorité la plus complète et les pouvoirs les plus directs sur tous les fonctionnaires du royaume.

AVANT - PROPOS

L'exposé très succinct que nous venons d'esquisser sur le Conseil d'Etat du Roi au XVIII^e siècle aura néanmoins suffi, nous l'espérons, à donner une idée assez précise sur ce qu'était devenu ce vaste et puissant organisme à l'époque de la monarchie administrative. Institution remarquable tant au point de vue de son organisation, fruit de plusieurs siècles de perfectionnements et d'efforts, qu'au point de vue de son œuvre immense et de son activité débordante, le Conseil du Roi porte vraiment la marque du génie propre à notre ancienne monarchie.

L'inventaire qui va suivre n'est évidemment pas la reproduction textuelle des arrêts du Conseil conservés aux Archives Nationales pour le début de 1730. Il n'est qu'un résumé dans lequel nous avons essayé d'extraire la substance de chaque arrêt de la manière la plus brève et la plus concise, tout en respectant dans la mesure du possible le style propre du Conseil.

Cet ouvrage n'a que la valeur d'une modeste ébauche. Son utilité aura peut-être été de donner quelques aperçus nouveaux sur une matière encore peu explorée. Du moins est-ce l'espoir de l'auteur, qui formule ici le vœu que cet essai soit le début d'une œuvre de défrichement à laquelle d'autres étudiants de bonne volonté viendront apporter leur concours.

**INVENTAIRE DES ARRÊTS
DU CONSEIL DU ROI**

(Janvier-Février 1730)

1. Versailles, 1^{er} janvier 1730. *Arrêt de propre mouvement. S. M. y étant : — Bureau établi pour la discussion des affaires concernant les gabelles, cinq grosses fermes, tailles et autres affaires de finance. Nomination d'un Commissaire* (1).

Le Roi ayant ci-devant nommé le sieur Rouille du Coudray Conseiller d'Etat ordinaire pour l'un au Commissaire du « Bureau établi pour la discussion des affaires concernant les gabelles, cinq grosses fermes » tailles et autres affaires de finance (1). Et S. M. désirant pourvoir à la place qui est à présent vacante audit Bureau par le décès dudit sieur Rouillé du Coudray. Ouï le rapport du sieur Le Peletier, Conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil Royal, Contrôleur général des Finances (2).

Le Roi étant en son Conseil, commet le sieur Meliand Conseiller d'Etat ordinaire pour servir au lieu et place dudit sieur Rouillé du Coudray, décédé.

(1) Archives Nationales E 2103 (1). (Collection formée par le Secrétaire d'État de la Maison du Roi.)

(2) Cette formule que l'on retrouve dans tous les arrêts ou finance, sera remplacée dans les arrêts qui suivront par la formule plus brève « Sur le rapport de X, contrôleur général des Finances ».

2. Versailles, 2 janvier 1730. *Arrêt sur Requête, S. M. y étant Exécution par Commissaires : — Suppression d'un office. Liquidation. et remboursement de la finance* (1).

Faisant droit à la requête de René Arnoul ci-devant Procureur du Roi alternatif et mitrienal du grenier à sel de la Gravelle, généralité de Tours. Vu les pièces jointes, et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne que par les sieurs Commissaires nommés par l'arrêt de son Conseil du 3 mai 1728, il sera procédé à la liquidation de la finance de l'office de son Procureur au grenier à sel de la Gravelle, supprimé par Edit de mai 1726, dont était pourvu le dit René Arnoul, sur le pied tant de la somme de 8.100 livres portée au Décret d'adjudication dudit office du 12 octobre 1709, que de celle de 529 livres à quoi se trouvent montées les trois années trois mois de gages dus audit Arnoul à compter du 1^{er} janvier 1727 jusqu'au 1^{er} janvier de la présente année, pour de la somme à laquelle se trouvera monter l'ordonnance de liquidation en être le supplément payé et remboursé.

(1) Archives Nationales : E 2106 (1). (Collection formée par le Secrétaire d'État de la Religion Réformée.)

3. Versailles 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Revêtu de Lettres patentes. S. M. y étant : — Eaux et Forêts. Paiement de l'indemnité du gruyer du Bois de Boulogne* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Marquis de Pezé, capitaine des chasses et gruyer au Parc et Bois de Boulogne. — Vu l'arrêt

(1) Archives Nationales : E 2103 (2).

de Conseil du 5 septembre 1719 rendu au profit de feu sieur d'Armenonville ci-devant capitaine des chasses et gruyer dudit Parc de Boulogne, — Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que l'emploi de la somme de 5.000 livres fait en dépense dans l'Etat des Bois de la généralité de Paris, en exécution dudit arrêt du Conseil du 5 septembre 1719, sous le nom de feu sieur d'Armenonville continuera annuellement d'être fait dans le même état sous le nom du sieur Marquis de Pezé, laquelle somme lui sera payée par le Receveur général des Domaines et Bois de ladite généralité. Et pour l'exécution du présent arrêt, toutes lettres nécessaires seront expédiées.

4. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Revêtu de lettres patentes. S. M. y étant : — Office. Commission* (1).

Le Roi étant informé que le sieur Edme, François, de Turmenyes de Montigny ne pouvait à cause de sa mauvaise santé remplir les fonctions de sa charge, à quoi étant nécessaire de pourvoir, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil commet le sieur Louis des Réaux pour faire les fonctions de l'état et office de garde du Trésor Royal alternatif dont est pourvu le sieur Edme François de Turmenyes de Montigny, à la charge pour ce dernier de demeurer civilement responsable des faits dudit sieur de Réaux et de compter seul tant au Conseil qu'en la Chambre des Comptes des exercices dudit sieur de Réaux. Et pour l'exécution du présent arrêt, toutes lettres nécessaires seront expédiées.

(1) Archives Nationales : E 2103 (3).

5. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt contradictoire, avant faire droit : — Droits sur les sels. Enquête. Renvoi de gardes et contre-gardes de grenier à sel devant l'intendant pour représentation des titres de leurs offices* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 13 mars 1725 par lequel S. M. a évoqué à soi et à son Conseil l'assignation donnée aux entrepreneurs de la voiture des sel du Bas-Languedoc par les « gardes et contre-gardes du grenier à sel du Saint Esprit » et chambres en dépendantes, pour raison des droits par eux prétendus sur tous les sels emplantés aux-dits greniers et chambres ; celui du 20 novembre 1725 par lequel S. M. a pareillement évoqué les instances pendantes en la visitation des gabelles du Saint Esprit et en la Cour des Aides de Montpellier entre lesdits gardes et contre-gardes et les anciens et nouveaux entrepreneurs de la Fourniture des sels en Bas-Languedoc, Vu les requêtes en reprise d'instance des gardes et contre-gardes d'une part demandant le paiement des droits de déchargement des sels au Saint Esprit, à Viviers, au Teil et à la Voulte, par les entrepreneurs de la voiture des sels sur le Rhône, des cautions de Pierre

(1) Archives Nationales : E 2106 (2).

Carlier adjudicataire des fermes unies prenant le fait et cause des dits entrepreneurs d'autre part, sollicitant la suppression des offices de gardes et contre-gardes devenus inutiles, proposant le remboursement de leurs finances. Vu aussi les pièces justificatives jointes aux dites requêtes et mémoires, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, avant faire droit sur l'instance ordonne que les gardes et contre-gardes du grenier à sel du Saint-Esprit représenteront dans un mois au sieur de Bernaye de Saint-Maurice, Intendant du Languedoc, les titres de propriété de leurs charges et offices, pour sur le procès-verbal dressé à cet effet par ledit intendant être par S. M. ordonné ce qu'il appartiendra.

6. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant : — Homologation partielle d'un traité passé entre la Chambre des Comptes et les Etats de Bretagne. Cassation d'un article. Epices (1).*

Vu la Requête des députés et Procureur général syndic des Etats de Bretagne, demandant à S. M. de vouloir bien homologuer le Traité en huit articles passé entre lesdits Etats et la Chambre des Comptes de la Province, au sujet des Epices des comptes de trésorier général desdits Etats et de celles des comptes des Trésoriers particuliers, Receveurs ou Miseurs des Communautés des villes de Bretagne, vu ledit traité, et sur le rapport du sieur le Peletier...

Le Roi étant en son Conseil ayant aucunement égard à ladite requête, approuve et homologue les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 8 dudit traité, mais casse et annule le septième article en ce qu'il stipule la jonction des Etats avec la Chambre des Comptes de Bretagne d'une façon permanente. Ordonne S. M. que la Commission énoncée dans ledit article, pour conférer sur les difficultés qui pourraient survenir entre les Etats et la Chambre des Comptes, n'aura lieu que pendant que lesdits Etats seront assemblés et cessera immédiatement après leur clôture.

(1) Archives Nationales ; E 2106 (3)

7. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Revenus casuels. Droits de « Prest et annuel ». Interprétation d'un arrêt du Conseil (1).*

Faisant droit à la requête de Gilles Vernier, secrétaire de S. M. maison couronne de France, caissier principal des revenus casuels, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, interprète en tant que de besoin l'arrêt du Conseil du 20 décembre 1729 ainsi que les Lettres Patentes dont il a été revêtu afin de permettre au suppliant d'expédier au lieu et place de son prédécesseur les quittances des sommes payées aux Bureaux de Paris et des provinces et généralités, pour les droits du « prest et annuel », qui n'auraient pas été signées dudit prédécesseur.

(1) Archives Nationales : E 1053 A (1). (Collection formée par les Secrétaires du Conseil.)

8. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'intendant : — Ponts et chaussées. Paiement de travaux fournis par un maître-maçon après adjudication* (1).

Faisant droit à la requête d'André Persy, maître-maçon à vie dans les Trois Évêchés et adjudicataire au rabais des ouvrages et grosses réparations à la charge de S. M. qui étaient à faire aux étangs de Bru et d'Ommeray ainsi qu'à la chaussée servant à la traite et au flottage des bois employés à la cuite et formation des sels de la saline de Moyenvic, Vu les pièces énoncées dans la dite requête (procès-verbal de prise de possession de ladite saline de Moyenvic par le sieur Carlier, adjudicataire général des Fermes — adjudication faite au suppliant — procès verbaux de toisé et réception desdits ouvrages et réparations), Vu aussi l'avis du sieur de Creil intendant de la généralité de Metz, Sur le rapport du sieur Le Peletier Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la somme de 16.644 livres, 2 deniers à laquelle s'élève le montant des travaux fournis par ledit Persy lui sera payée, sur l'ordonnance de l'intendant par Carlier, adjudicataire des Fermes générales.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ².

9. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Eaux et Forêts. Communication de pièce. Mainlevée de garnison établie dans un chantier* (1).

Faisant droit à la requête des associés de l'adjudication du bois de la forêt de Jugny en Bourgogne, demandant qu'il leur soit donné mainlevée de la garnison établie dans leur chantier par le sieur François, créancier de l'un d'eux, sauf à autoriser ledit sieur François à saisir entre les mains de leurs caissiers la part revenant à son débiteur, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne communication de ladite requête à François pour y fournir de réponse dans trois jours, et cependant fait, dès à présent, mainlevée de la garnison établie par lui dans le chantier des suppliants.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ³.

10. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Revêtu de lettres patentes. Avis de l'intendant et des députés du commerce. Eaux et forêts. Construction d'une forge. Autorisation* (1).

Faisant droit à la requête du prince de Birckenfeld.

Vu les pièces énoncées à ladite requête, vu l'avis de l'intendant de la généralité et celui des Députés du Commerce. Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁴.

Le Roi en son Conseil, autorise le suppliant à construire une forge et fonderie dans ses terres du Comté de la « petite pierre » au lieu appelé Dieffenbach, en Alsace et ordonne que toutes lettres nécessaires seront expédiées pour l'exécution du présent arrêt.

11. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'intendant. Exécution par lui : — Finances municipales. Ville de Bordeaux. Droits d'entrée, augmentation (1).*

Vu l'arrêt du Conseil du 23 avril 1726, l'arrêt du Conseil et les Lettres Patentes sur icelui de 12 juillet 1726, ainsi que l'arrêt du Conseil du 7 janvier 1727, vu aussi l'avis du sieur Boucher intendant de la généralité de Bordeaux, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, proroge la levée du troisième sol d'augmentation établi par l'arrêt du 7 janvier 1727, qui sera perçu conjointement avec les deux sols ci-devant établis sur tous les droits d'entrée et de sortie dans les bureaux des Fermes de la généralité de Bordeaux, afin de hâter l'extinction des dettes de ladite ville. Enjoint à l'Intendant de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁵.

12. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Dires d'un inspecteur du Domaine. Exécution par grand maître : — Eaux et Forêts. Cassation de jugement de Commissaires à la Réformation des Bois. Annexion au domaine de S. M. (1).*

Rejetant la triple requête du sieur Pourcheresse d'Estrabonne, Conseiller au Parlement de Besançon, se prétendant usufruitier des bois de Dampierre en Bourgogne, en vertu de lettres patentes de l'archiduchesse Marguerite remontant au 27 mars 1526 et d'un jugement des Commissaires à la Réformation desdits bois rendu le 27 août 1728, vu les dires de l'Inspecteur général des domaines, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, casse et annule le jugement rendu par les Commissaires de la Réformation des bois de Bourgogne le 17 avril 1728. Déclare les bois de Dampierre faire partie du domaine de Sa Majesté, et ordonne que par le sieur Dauxy, grand maître des Eaux et Forêts du département de Bourgogne, il sera procédé à l'arpentage général desdits bois de Dampierre. S. M. enjoint en outre audit grand maître et aux officiers de la Maîtrise de veiller à la conservation desdits bois.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁶.

13. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête, avant faire droit. Rapport d'un commissaire : — Finances municipales. Ville de Corbie. Comptes de gestion. Recette des deniers patrimoniaux et communs. Production de pièces (1).*

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁷.

Avant faire droit à la requête de Pierre Dion, Procureur à la prévôté de Fouilloy et notaire au comte de Corbie, ci-devant Receveur des deniers patrimoniaux et communs de la ville de Corbie, ladite requête rappelant qu'un précédant arrêt du Conseil du 4 juillet 1729 avait ordonné aux habitants et communauté de Corbie de comparaître devant le sieur Maboul, rapporteur nommé à cet effet afin que les comptes du suppliant soient publiquement vérifiés ; qu'à raison du silence répété desdits habitants malgré plusieurs sommations, le suppliant s'était cru autorisé à poursuivre l'exécution par défaut dudit arrêt, ainsi que le constate un procès-verbal dudit sieur Maboul rapporteur ; mais qu'à raison de modifications importantes survenues depuis lors, le suppliant demandait à restreindre les conclusions, par lui précédemment prises, sur le rapport du sieur Maboul, maître des requêtes et commissaire à ce député, et tout considéré.

Le Roi en son Conseil, ordonne que les parties produiront, dans le délai ou règlement et joint à l'instance, sauf à disjoindre, s'il y échoit.

14. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement : — Adjudication d'un office. Paiement d'un créancier colloqué dans une procédure d'ordre.*

Vu l'arrêt du Conseil du 29 août 1729 faisant droit sur l'instance d'ordre et distribution de prix et des intérêts de l'office de secrétaire du Roi en la Chancellerie, près la Cour des Monnaies de Lyon, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que le comte de Sautrières sera payé par le garde du Trésor Royal de la somme de 14.200 livres, montant du prix de l'adjudication dudit office et ce, en conséquence de l'arrêt d'ordre du 29 août 1727 qui avait colloqué ledit comte de Sautrières pour 12.000 livres au principal et pour les intérêts de ladite somme, à compter du 11 octobre 1726.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁸.

15. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête, revêtu de lettres patentes. Avis de l'Intendant. Foires, autorisation (1).*

Faisant droit à la requête des consuls, habitants et communauté de Bouvente, élection de Valence, en Dauphiné, vu l'avis du sieur de Fontanieu, Intendant du Dauphiné, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, autorise les suppliants à tenir dans leurs paroisse, deux foires par an, le 29 avril et le 26 octobre pour les bestiaux et denrées de leur pays. Ordonne que pour l'exécution du présent arrêt toutes lettres nécessaires seront expédiées.

(1) Archives Nationale : E 1053 A ⁹.

16. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête avant faire droit : — Société par actions. Conversion de capital. Communication de pièces (1).*

Avant faire droit à la requête des Directeurs et actionnaires du « Canal qu'on avait entrepris de faire en Provence, pour l'utilisation des eaux de la Durance », ladite requête exposant qu'à raison des difficultés insurmontables auxquelles se heurtait la construction dudit canal, les suppliants demandaient la dissolution de leur société et la conversion de leur capital d'actions, en intérêts sur le canal de navigation de Picardie, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que ladite requête sera communiquée aux propriétaires de privilège de débiter les eaux de la Durance dont les suppliants ne sont cessionnaires que pour moitié des droits seulement, à l'effet de fournir par lesdits propriétaires, telle réponse ou consentement qu'ils aviseront, pour sur le tout vu et rapporté, être par S. M. ordonné ce qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ¹⁰.

17. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Quatre sols pour livre. Fraude. Condamnation. Confirmation d'une ordonnance d'intendant avec aggravation (1).*

Vu la requête de Nicolas Montaigu, subrogé aux droits de Charles Basset, ci-devant régisseur des Domaines, se plaignant de ce qu'une ordonnance d'Intendant du 24 décembre 1728 n'avait condamné deux contribuables récalcitrants, les nommés Corban et Dumoutier, à payer les 4 sols pour livre qu'ils devaient sur certaines marchandises par eux vendues, qu'à compter du 15 avril 1727, alors que ces quatre sols étaient dus au suppliant à compter des mois de décembre 1720, vu les pièces rapportées, sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à ladite requête, condamne cependant Corban et Dumoutier, à payer les 4 sols par livre à compter du 7 décembre 1725 et ordonne au surplus que ladite ordonnance de 24 décembre 1727 sera exécutée.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ¹¹.

18. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt contradictoire sur renvoi d'une commission du Conseil : — Succession en deshérence. Compagnie des Indes. Attribution au domaine de S. M. (1).*

Vu les requêtes respectives de Louis Huby, Reveceur général des Domaines en la généralité de Paris, François Legras, subrogé à Louis Bourgeois, fermier général des domaines de France, Frédéric Sold, fermier des domaines de l'ordre militaire de Saint-Louis. et Jean Vaudier, donataire de S. M. d'une part, et de la Compagnie

(1) Archives Nationales : E 1053 A ¹².

des Indes d'autre part ; lesdites requêtes présentées en conséquence d'un jugement de renvoi devant le Conseil d'Etat du roi, rendu le 22 avril 1728 par les sieurs commissaires députés pour juger en dernier ressort les contestations dans lesquelles la Compagnie des Indes à intérêt, à propos de l'attribution à titre de deshérence de la succession du sieur Toussaint Regnard, décédé à Surate. Vu les différentes pièces, édits et déclarations contenues dans lesdites requêtes, ainsi qu'une sentence de la Chambre des domaines rendue à propos d'une espèce semblable le 24 septembre 1701, sur le rapport du sieur Le Peletier Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, faisant droit sur le renvoi, déclare la succession dudit Toussaint Regnard appartenir à S. M., et en conséquence déclare que les effets en provenant seront distribués à qui il appartiendra.

19. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête :— Actions de la Compagnie des Indes. Evocation et renvoi devant une Commission* (1).

Vu la requête du sieur Dumoulin, écuyer, ancien secrétaire de S. M. maison couronne de France, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ayant aucunement égard à ladite requête, évoque à soi et en son Conseil, la demande formée par la dame Sauvale contre le suppliant devant les juges et consuls de Paris, à propos d'actions de la Compagnie des Indes, que ledit Dumoulin, retiendrait soit-disant, au préjudice de ladite dame Sauvale, ce faisant renvoie les parties devant les sieurs de Machault et d'Aguesseau, conseillers d'Etat, Langeois, de Maupeou. Chapuis d'Arnouville, de Balofre, maîtres des requêtes commissaires nommés par arrêt du Conseil du 27 septembre 1723 pour juger les contestations qui pourraient subvenir au sujet des négociations des actions de la Compagnie des Indes.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ¹³.

20. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Aides. Vente du vin au détail. Fraudes, condamnation aux droits et amendes. Cassation de sentences d'élection* (1).

Faisant droit à la requête d'Adrien de la Fosse, sous-fermier des aides en la généralité de Châlons, vu les procès verbaux dressés par les commis du suppliant — les sentences des élus de Châlons des 26 juin et 6 novembre 1728 — les articles de l'ordonnance de 1680 concernant la vente des vins en détail, les arrêts et règlements en la matière et les pièces jointes à la requête, sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil ordonne que les articles de l'ordonnance de 1680 et les arrêts antérieurs en la matière, seront exécutés selon leur forme et teneur, en conséquence, casse les sentences des élus

(1) Archives Nationales : E 1053 A ¹⁴. — Rondonneau : AD + 8-11 janvier (7).

de Châlons des 26 juin et 6 novembre 1728, pour avoir été rendus en violation desdits arrêts et ordonnance, condamne les fraudeurs Deya, Devaux et Dubois à payer les droits et amendes qu'ils ont encourus, et ordonne l'enregistrement du présent arrêt au greffe de l'élection de Châlons.

21. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : -- Offices-Revenus casuels. Droits de survivance* (1).

Vu la requête de Claude-Antoine Buson, de Champdiner, chanoine de l'église collégiale de Dole, suppliant que dans la sincère ignorance où il se trouvait des Règlements des revenus casuels, il lui soit fait grâce du triple droit de survivance à l'office de conseiller-clerc du Parlement de Besançon, triple droit qu'il avait encouru pour avoir laissé passer le délai légal pendant lequel il n'aurait pu payer que le simple droit, Vu les pièces, sur le rapport de sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ayant aucunement égard à ladite requête, ordonne que le dit office de conseiller de S. M. Clerc au Parlement de Besançon, sera employé dans un rôle de survivance au double droit seulement, au profit dudit Buson de Champdiner, nonobstant que les deux ans de jour du décès du titulaire antérieur soient expirés et ce, sans tirer aucunement à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ¹⁵.

22. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Exécution par l'intendant : -- Droits féodaux. Rachat par une communauté de droits de moulinage et de fournage. Imposition supplémentaire* (1).

Ayant égard à la requête des Consuls, communauté et habitants de Charges, en Dauphiné, étant du domaine de S. M. suppliant qu'on leur fournisse les moyens de se libérer d'un droit de moulinage et d'un droit de fournage très lourds, qu'ils sont tenus d'acquitter envers le sieur de Champoléon en paiement d'une dette de 28.000 livres contractée envers ce dernier et reconnue par deux arrêts du Conseil du 1^{er} juillet et du 2 septembre 1727. Vu lesdits arrêts, sur le rapport de sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que ces arrêts du 1^{er} juillet et du 2 septembre 1727 seront exécutés et en conséquence ordonne que par le sieur de Fontanieu, Intendant de la généralité de Grenoble, il sera procédé à l'imposition, conjointement avec le rôle de la Taille pendant dix ans à compter du 1^{er} janvier 1730, de la somme de 28.000 livres : savoir : dans les trois premières années, la somme de 9.000 livres, après le paiement de laquelle lesdits habitants seront déchargés du droit de banalité de moulin. Et quant aux 19.000 livres restant dues, l'imposition en sera faite dans les sept

(1) Archives Nationales : E 1053 A ¹⁶.

années suivantes, par portions égales, et à chaque paiement les redevances en grains dues au titre de droit de fournage seront diminuées d'autant, jusqu'à libération complète. Enjoint S. M. à l'Intendant de la généralité de Grenoble de tenir les mains à l'exécution du présent arrêt.

23. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement Exécution par l'intendant : Réparations. Adjudication, commission de l'Intendant.*

Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, commet M. l'Intendant de la généralité d'Amiens et province d'Artois, pour procéder à l'adjudication des réparations à faire aux Prisons royales de Béthune, suivant le devis estimatif qui en a été dressé.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ¹⁷.

24. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par intendant : -- Réparations. Adjudication. Commission de l'intendant (1).*

Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil commet M. l'Intendant en la généralité de Dijon pour procéder à l'adjudication des réparations à faire aux bâtiments de l'auditoire et des prisons du baillage et présidial de Bourg-en Bresse, suivant le devis estimatif qui en a été dressé.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ¹⁸.

25. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par Intendant : — Réparations, adjudication, commission de l'Intendant (1).*

Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, commet M. l'Intendant de la généralité de Dijon pour procéder à l'adjudication des réparations à faire à l'auditoire du baillage et aux prisons de Châtillon-sur-Seine, suivant le devis estimatif qui en a été dressé.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ¹⁹.

26. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par intendant : Réparations. Adjudication. Commission à l'Intendant (1).*

Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ²⁰.

Le Roi en son Conseil commet M. l'Intendant de la généralité d'Alençon pour procéder à l'adjudication des réparations à faire à la conciergerie royale de ladite ville suivant le devis estimatif qui en a été dressé.

27. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par Intendant : — Réparations, adjudication, Commission de l'Intendant (1).*

Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, commet M. l'Intendant de la généralité de Soissons pour procéder à l'adjudication des réparations à faire aux couvertures du Bureau des Finances, et du Présidial de ladite ville, suivant le devis estimatif qui en a été dressé.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ²¹.

28. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Aides. Vente du vin au détail. Fraudes. Amendes. Cassation d'un arrêt de Cour des aides. Modération d'une sentence d'élection (1).*

Faisant droit à la requête d'Alexandre Froment, sous-fermier des aides en la généralité de Soissons ; vu les pièces, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, casse un arrêt de la Cour des aides de Paris au 12 janvier 1729 qui avait déchargé le curé de Crépy-en-Laonnais de la plus forte partie des condamnations prononcées contre lui, par une sentence des Elus de Laon du 1^{er} septembre 1728, en raison des fraudes qu'il avait commises dans la vente de son vin au détail. Néanmoins, modère S. M., par grâce l'amende de 500 livres, prononcée par ladite sentence, à 75 livres.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ²².

29. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt contradictoire. Avis de l'Intendant : — Aides, Droits de gros sur les vins et boissons. Suppression d'une prétendue franchise, invoquée par les habitants de la ville de Mantes (1).*

Vu la requête des maire et échevins de la ville de Mantes, alléguant une soi-disant franchise accordée aux habitants de cette ville par un acte du roi Charles VIII de l'an 1496, sur les droits de gros des vins et boissons vendus le mercredi sur la place du Marché, franchise qu'auraient successivement confirmée les Rois antérieurs et sollicitant de S. M. qu'elle veuille bien la confirmer à son tour ; Ensemble la réponse du fermier des Aides de la généralité de Paris soutenant que la prétendue concession de 1496 ne contenait

(1) Archives Nationales : E 1053 A ²³. — Rondonneau : AD + 811, janvier (6).

aucune exemption précise ni littérale, et, que les lettres des Rois successeurs n'étant que confirmatives de l'acte de Charles VIII, les habitants de Mantes n'avaient pu jouir de leur privilège que par surprise et erreur ; vu les pièces et titres invoqués dans les dites requête et réponse ; vu aussi l'avis du sieur de Harlay, intendant de la généralité de Paris, et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à la requête des habitants de Mantes ordonne en conséquence qu'ils paieront les droits de gros sur les vins et autres boissons, le mercredi de chaque semaine, nonobstant leurs prétendues franchises.

30. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt contradictoire : — Finances municipales. Ville de Doullens, rachat d'offices municipaux, réduction de prix.* (1)

Vu la requête des maire et échevins de la ville de Doullens, sollicitant une réduction des prix de remboursement des offices de « Receveurs et Contrôleurs des octrois et deniers patrimoniaux » réunis à la dite ville par arrêt du Conseil du 29 novembre 1729. Ensemble la réponse du sieur Bourrière, chargé du « Recouvrement de la Finance provenant de la vente des offices », reconnaissant le bien fondé de la susdite requête, vu l'arrêt du Conseil du 29 novembre 1729, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, fait droit à la requête des maires et échevins de Doullens et leur accorde la réduction demandée.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ²¹.

31. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par l'Intendant : — Travaux Publics, expropriation* (1).

Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil autorise l'entrepreneur du nettoiiement et du rétablissement du havre et port de La Rochelle, à prendre les pièces qui lui seront nécessaires dans les carrières à portée de ses ouvrages, en en dédommageant les propriétaires de gré à gré ou suivant l'estimation des experts nommés par les subdélégués du sieur intendant ; enjoint audit intendant de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ²⁵.

32. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement : — Milice, Cadets. Imposition supplémentaire pour leur entretien* (1).

Ne voulant point déroger à une transaction du 4 septembre 1665 homologuée par un arrêt du Conseil du 2 octobre 1691, sur le rapport de sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ²⁶.

Le Roi en son Conseil ordonne que, nonobstant ce qui est porté à l'arrêt du Conseil du 23 août 1729, la somme de 100.205 livres 10 sols, 3 deniers imposée sur la Province de Bourgogne et le Pays de Bresse, pour l'entretien de 5 bataillons de milice et de 2 Compagnies de Cadets, sera reçue par le Trésorier général des Etats de Bourgogne et non par le Receveur général des Finances.

33. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête avant faire droit : — Offices, gages et taxations, évocation et renvoi devant le Contrôleur général des Finances pour remise de pièces* (1).

Faisant droit à la requête de Laurent Coquet, commis à la recette des Tailles de l'élection de Vienne, généralité de Grenoble. Vu les pièces et deux arrêts du Conseil du 29 avril 1727 et 23 novembre 1728 qui avaient commis le suppliant à l'exercice de l'office de Receveur des Tailles, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil évoque à Soi et en son Conseil toutes les instances nées et à naître, et qui sont actuellement pendantes devant le bureau des Finances et le Parlement de Grenoble entre la veuve Ratier, propriétaire dudit office et le suppliant, à propos des gages et taxations attribuées audit office, ce faisant pour faire droit sur les dites instances, ordonne que les parties remettront leurs requêtes et pièces entre les mains du sieur Contrôleur général des Finances, pour, à son rapport, être statué ainsi qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ²⁷.

34. Versailles, 3 janvier 1720. *Arrêt sur Requête : — Offices, gages et taxations. Cassation d'une sentence d'élection et d'un arrêt de Cour des Aides. Confirmation d'une Ordonnance d'Intendant* (1).

Faisant droit à la requête de Michel Deslandes, sieur de Blanville, Receveur des Tailles en l'Election de Pont-l'Evêque, exposant qu'en contradiction avec une ordonnance du sieur de Gasville, Intendant de la généralité de Rouen, cependant seul compétent en la matière, une sentence de l'élection de la dite ville de Pont l'Evêque et un arrêt de la Cour des Aides de Rouen lui avaient donné tort dans un litige avec le collecteur des Tailles de la paroisse d'Annebaud, auquel il réclamait le montant des « gages et taxations d'offices » par lui perçus sur les contribuables de ladite paroisse, vu les pièces justificatives, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, casse et annule ladite sentence et le dit arrêt des 21 juillet 1727 et 10 mars 1728 prononcés par l'Election de Pont-l'Evêque et la Cour des Aides de Rouen, Ordonne en conséquence que l'ordonnance de l'Intendant de la généralité de Rouen en date du 6 août 1727 sera exécutée selon sa forme et teneur.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ²⁸.

35. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Office, commission* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Jean Louis Hévon, Receveur général des Finances de Champagne, vu les pièces, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, commet le sieur Guillaume Bouillette à l'exercice de la recette des Tailles et autres impositions en l'Election de Bar-sur-Aube, pour l'année 1730 sous la garantie du suppliant, qui devra faire sa soumission au greffe du Conseil.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ²¹.

36. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement : — Capitation, approbation d'états de répartition* (1).

Le Roi ayant ordonné, par arrêt de son Conseil du 16 août 1701 que les sieurs Intendants et autres que S. M. a commis par sa déclaration du 12 mars de la dite année pour dresser les états de répartition de la capitation, seraient tenus d'envoyer au sieur Contrôleur général des Finances les doubles signés d'eux des dits états ; et S. M. ayant fait examiner en son Conseil les états dressés pour l'année 1724 par le sieur Chauvelin, Intendant de la généralité d'Amiens ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil approuve les dits états dressés par l'Intendant de la généralité d'Amiens montant à la somme de 628.549 livres, 13 sols, 6 deniers et ordonne que le receveur général des Finances en exercice ladite année 1724 sera tenu de se charger en recette de la dite somme, laquelle sera admise dans ses états et comptes partout où il appartiendra en vertu du présent arrêt, lequel sera transcrit au bas de chacun des états et suppléments d'états de répartition.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ³⁰.

37. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant : — Offices. Comptes de gestion. Mainlevée de saisie* (1).

Vu la requête du sieur André de Chavarne, ci-devant Directeur et Receveur des Revenus des biens des Religionnaires réfractaires aux ordres de S. M. en la généralité d'Alençon exposant son litige avec le sieur Plessart, Régisseur général des dits biens à propos de reliquats de sommes dues par le suppliant audit sieur Plessart. Vu l'avis favorable du sieur de Bonnille, Intendant de la généralité d'Alençon, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, n'ayant aucunement égard à la dite requête, accorde cependant par grâce et sans tirer à conséquence, la main levée d'une saisie faite à la requête du sieur Plessart sur

(1) Archives Nationales : E 1053 A ³¹.

une partie de rente de 133 livres appartenant au suppliant, et donne à ce dernier six mois de délai pour faire juger l'instance d'appel pendante au Conseil pour raison des radiations par lui faites dans ses comptes de gestion.

38. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête: — Office, Commissions* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Jean Louis Hévon, Receveur général des Finances de Champagne, vu les pièces, et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil commet le sieur Jacques Emmanuel Destrées à l'exercice de la recette des Tailles et autres impositions en l'Election de Langres, pour l'année 1710, sous la garantie du suppliant qui devra faire sa soumission au greffe du Conseil.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ³².

39. Versailles, le 3 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant. Exécution par lui. Finances municipales, Ville d'Alais. Débouté d'opposition à deux arrêts du Conseil. Droits d'entrée. Maintien* (1).

Vu la requête des marchands pelletiers et tanneurs de la ville d'Alais demandant la suppression des droits de 6 deniers sur chaque quintal d'écorce entrant dans la dite ville établis par deux arrêts de Conseil des 17 juin et 4 novembre 1727 ; vu lesdits arrêts et un autre arrêt du Conseil du 15 juin 1729 qui avait cassé deux délibérations de la Communauté de la ville d'Alais, favorables aux prétentions émises dans la présente requête, ensemble l'avis du sieur de Bernage de Saint-Maurice, Intendant du Languedoc, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans avoir égard à la dite requête déclarée non recevable et mal fondée, ordonne que les arrêts du Conseil des 17 juin 1727, 4 novembre 1727 et 15 mars 1729 seront exécutés selon leur forme et teneur, Enjoint à l'Intendant du Languedoc de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales E 1053 A ³³.

40. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement : — Offices. Revenus casuels. Modération des droits de marc d'or, d'Enregistrement et des frais de réception et d'installation* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 4 janvier 1729 portant prorogation jusqu'au dernier décembre de ladite année de délai accordé par plusieurs autres arrêts modérant « les droits de marc d'or. Enregistrement chez des gardes des Rôles et frais de réception et d'installation des offices vacants ou nouvellement créés » qui seraient levés aux revenus casuels. Et S. M. voulant continuer la même grâce pendant le courant de la présente année 1730, pour faciliter le

(1) Archives Nationales : E 1053 A ³⁴ Rondonneau : AD + 811, janvier (3.)

débit des offices vacants, sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil provoque à commencer du 1^{er} janvier de la présente année jusqu'au dernier décembre inclusivement la modération accordée par ledit arrêt de Conseil du 4 janvier 1729.

41. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant Avis de commissaires. Conclusions d'un maître des requêtes : — Péages, Droit de travers. Maintien et suppression* (1).

Vu les titres et pièces représentées en exécution de l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 et autres rendus en conséquence, vu l'avis des commissaires désignés à cet effet, sur les conclusions du sieur Mailhard de Balofre, maître des requêtes, Procureur général du Roi en cette partie et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, confirme la dame comtesse de Verrue dans un droit de travers ou péage sur le Pont aux Poissons de la ville d'Abbeville sur la Somme, pour en jouir sa vie durant et supprime celui qu'elle percevait sous ledit pont.

(1) Archives Nationales : E 2106 (4). Rondonneau : AD+811, janvier (4). Code Louis XV, tome III.

42. Versailles, 3 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Avis de commissaires. Conclusions d'un maître des requêtes : — Péages. Droit de péage par terre, Maintien* (1).

Vu les pièces et titres représentés en exécution de l'arrêt du Conseil de 29 août 1724 et autres rendus en conséquence ; vu aussi l'avis des commissaires désignés à cet effet ; sur les conclusions du sieur Mailhard de Balofre, Maître des requêtes, Procureur général du Roi en cette partie et sur le rapport de sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil maintient le sieur de Beaurepaire dans un droit de péage par terre dans l'étendue de sa seigneurie de Varey-en-Bugey.

(1) Archives Nationales : E 2106 (5). Rondonneau : AD+811, janvier (5).

43. Versailles, 7 janvier 1730. *Arrêt sur Requête, avant faire droit S. M. y étant : — Usurpation de titre de noblesse. Partage roturier. Renvoi pour avis devant une commission* (1).

Vu la requête de Françoise de Lohéac, fille majeure demandant qu'il soit ordonné aux sieurs commissaires du Conseil nommés pour l'examen de l'instance d'entre les suppliants et les sieur et dame de Riou, de donner leur avis sur l'opposition de la suppliante aux arrêts du Conseil des 18 juin 1671, 10 juin et 9 septembre 1673, 25 juillet 1718 et 12 septembre 1722 et sur la cassation demandée

(1) Archives Nationales : E 2103 (4). Id. : V^o 889, 7 janvier 1730 (1).

tant des arrêts du Conseil des 22 juin 1716 et 21 juin 1717 que de l'arrêt du Parlement de Paris du 1^{er} juillet 1726, et généralement sur toutes les conclusions des parties, pour être ensuite par S. M. ordonné ce qu'il appartiendra vu les pièces justificatives, sur le rapport de ...(?)

Le Roi étant en son Conseil ordonne que lesdits sieurs commissaires nommés pour l'examen de l'instance d'entre Françoise de Lohéac et les sieur et dame de Riou donneront leur avis sur les opposition et demande en cassation y mentionnés. (Expédié au greffe du Conseil d'Etat privé).

44. Versailles, 7 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement, S. M. y étant : -- Don gratuit de la Provence. Remise partielle* (1).

Vu la délibération de l'assemblée générale des communautés du pays de Provence du 7 décembre 1729, tenue à Lambesc, par laquelle la dite assemblée a voté unanimement les 700.000 livres qui lui ont été demandées pour le Don gratuit de la présente année; et S. M. voulant faire connaître à ses sujets de Provence, l'attention qu'elle continue de donner à leur soulagement, sur le rapport de sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que, sur les 700.000 livres dues à S. M. pour le Don gratuit, il sera déduit la somme de 300.000 livres, dont S. M. fait don et remise au Pays de Provence, et ce sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 2106 (6).

45. Versailles, 7 janvier 1730. *Arrêt sur Représentations. S. M. y étant. Revêtu de lettres patentes. Avis des Intendants. Exécution par lui : -- Finances municipales. Saint-Brieuc, Ploërmel et Chateaubriand. Rétablissement d'offices municipaux. Abandon de leurs gages aux hôpitaux. Rétablissement de droits d'octroi* (1).

Sur ce qui a été représenté au Roi en son Conseil que les gages échus depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 1^{er} juillet 1724 des offices municipaux rétablis par l'Edit d'août 1722 et qui ont été abandonnés par S. M. par arrêt du 7 novembre 1724 au profit des hopitaux, sont encore dus en tout ou partie par les villes de Saint-Brieuc, Ploërmel et Chateaubriand, faute par les dites communautés d'avoir pu trouver les fonds nécessaires. Vu l'avis du sieur de la Tour, Intendant de Bretagne et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que les dites villes de Saint-Brieuc, Ploërmel et Chateaubriand seront tenues d'acquitter les sommes qu'elles doivent du reste des gages des offices municipaux rétablis entre les mains du préposé des hôpitaux, à l'effet de quoi S. M. autorise le rétablissement dans les dites villes d'un cer-

(1) Archives Nationales : E 2106 (7).

tains nombre de droits d'octrois supprimés ; enjoint audit sieur de la Tour de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, qui sera exécuté nonobstant toutes oppositions ou empêchements et sur lequel toutes lettres nécessaires seront expédiées.

46. Versailles, 8 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement, S. M. y étant. Exécution par l'Intendant : — Interdiction d'un Lieutenant d'Élection* (1).

Le Roi étant informé que la conduite du sieur Ruffier, Lieutenant en l'Élection de Provins, dans l'exercice des fonctions de sa charge, n'est point conforme à celle de ses confrères et qu'il s'efforce à former des obstacles au recouvrement des impositions, à quoi S. M. désirant pourvoir, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que ledit sieur Ruffier demeurera interdit de ses fonctions jusqu'à ce qu'autrement par S. M. il en ait été ordonné, à peine de faux et de nullité et de 3.000 livres d'amende ; enjoint S. M. au sieur Intendant de la généralité de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 2103 (5).

47. Versailles, 8 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement, S. M. y étant. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Finances municipales. Romans. Droits d'entrée et de sortie. Réduction de tarif* (1).

Le Roi s'étant fait représenter l'arrêt du Conseil du 29 mars 1729 que pour aider les habitants de Romans à construire une caserne leur avait permis de lever pendant 3 ans des droits d'entrée supplémentaires sur certaines marchandises entrant ou sortant de la dite ville et S. M. étant informée que si légers qu'ils soient ces droits d'entrée nuisaient aux affaires de la ville. Vu l'avis du sieur de Fontanieu, Intendant du Dauphiné et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil modifie et réduit le tarif des dits droits ; enjoint audit sieur de Fontanieu, Intendant, d'y tenir la main.

(1) Archives Nationales : E 2109 (1). (Collection formée par le Secrétaire d'État à la Guerre.)

48. Versailles, 9 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement, S. M. y étant : — Procédure criminelle. Faux monnayage. Cassation d'un jugement du présidial du Châtelet et de la procédure faite par le lieutenant criminel de ce siège. Renvoi devant le lieutenant de la maréchaussée de Meaux* (1).

Le Roi étant informé des irrégularités de procédure commises par le lieutenant criminel du Châtelet à l'égard d'un prisonnier

(1) Archives Nationales : E 2109 (2).

arrêté pour crime de fabrication de fausse monnaie et S. M. voulant y pourvoir, ouï le rapport.

Le Roi étant en son Conseil, casse et annule le jugement de compétence rendu le 7 de ce mois par les officiers du Président du Châtelet de Paris en faveur du Lieutenant criminel dudit siège, contre le nommé François Boullenger accusé de fabrication de fausse monnaie, ensemble l'interrogatoire et autres procédures faites par ledit lieutenant criminel ; ordonne S. M. que l'instruction au procès commencée par le Lieutenant de la maréchaussée de Meaux sera continuée par lui ; veut que le présent arrêt soit exécuté nonobstant opposition ou autres empêchements.

49. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant : — Succession d'un notaire au Châtelet. Subrogation d'un nouveau Commissaire rapporteur* (1).

Le Roi ayant, par arrêt de son Conseil du 17 juin 1727, commis et subrogé le sieur Bertin de Blagny, Maître des requêtes, au lieu et place du sieur Ravot d'Ombreval, comme rapporteur des demandes formées et à former contre la succession de M^e Moët, notaire au Châtelet de Paris, évoqués par un premier arrêt du Conseil du 23 juin 1722, Et étant nécessaire de subroger un nouveau rapporteur à la place dudit sieur Bertin à présent trésorier des revenus casuels, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, commet et subroge le sieur Trudaine, maître des requêtes, au lieu et place dudit sieur Bertin de Blagny.

(1) Archives Nationales : E 2103 (6).

50. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Exécution par l'Intendant : — Commerce et industrie, Fabrique des toiles. Impôts supplémentaire pour subvenir aux appointements d'un inspecteur des toiles* (1).

Le Roi étant informé de la nécessité qu'il y a pour l'avantage du commerce de faire exécuter dans la province du Dauphiné les règlements concernant la fabrique des toiles, et S. M. ayant ordonné à cet effet qu'il serait établi un inspecteur dans la dite province, aux appointements de 1.500 livres au paiement de laquelle somme il est nécessaire de pourvoir, sur le rapport de sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne qu'à l'avenir et à commencer en la présente année 1730, il sera imposé annuellement sur la province de Dauphiné, conjointement avec la Taille et au marc la livre par le sieur intendant de la province la somme de 1.500 livres pour être employée au paiement des appointements de l'inspecteur des toiles de ladite province.

(1) Archives Nationales : E 2109 (3).

51. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant, Avis de commissaires. Conclusions d'un maître des requêtes : — Péages. Droit de péage par terre, Suppression (1).*

Vu les titres et pièces représentées en exécution de l'arrêt du Conseil de 29 août 1724 et autres rendus en conséquence. Ensemble l'avis des commissaires désignés à cet effet ; sur les conclusions du sieur Mailhard de Balofre, Maître des requêtes, Procureur général du Roi en la partie et sur le rapport de sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, à raison de l'insuffisance des titres représentés, supprime un droit de péage par terre dont le sieur Michon prétendait jouir dans l'étendue de Sa Seigneurie de Berzé-le-Châtel, en Mâconnais.

(1) Archives Nationales : E 2110 (1). (Collection formée par le Secrétaire d'État des Affaires Etrangères.

(2) Rondonneau A D + 811, janvier (10).

52. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt sur Requête, avant faire droit : — Consignations. Communication de pièces (1).*

Avant faire droit à la requête de Jean-François Dubois Debe-laing, payeur et receveur des consignations de la ville de Valenciennes, exposant des griefs contre le sieur Claude Bara, plieur de toilettes dans ladite ville et à propos d'une consignation faite entre les mains du suppliant ce dont le Parlement de Flandre l'aurait induement rendu responsable par un arrêt du 31 mai 1726, cassé par un arrêt de Conseil du 13 septembre 1729 et demandant à S. M. que le dit arrêt du 13 septembre 1729 soit exécuté selon sa forme et teneur malgré l'opposition faite par le sieur Bara : Vu l'arrêt du Conseil du 13 septembre 1729 et sur le rapport du sieur Le Peletier Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que la présente requête sera présentée audit Bara pour y fournir la réponse dans le délai de l'ordonnance, pour ce fait ou à défaut de ce faire être par S. M. ordonné à qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ³⁵.

53. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Exécution par l'Intendant : — Contrôle des actes. Fraudes. Condamnation au paiement des droits. Décharge des amendes. Cassation d'une ordonnance du Bureau des Finances (1).*

Vu la requête de Pierre Brossard, sous-fermier des domaines de la généralité de Tours, demandant la condamnation du sieur Gervais Bouessay et de ses complices, l'avocat Lefébure, l'huissier Mesnage et le greffier Guymont aux peines prévues par l'Edit d'août 1669, l'arrêt du Conseil du 30 mars 1670 et la Déclaration du 21 mars 1671 relatifs aux droits de contrôle des actes judiciaires,

(1) Archives Nationales : E 1053 A ³³.

d'une part, et la cassation d'une ordonnance du bureau des Finances de Tours du 19 août 1729, qui avait débouté le suppliant de sa demande contre les susnommés, d'autre part ; vu les dits édit, arrêt, déclaration et ordonnance et les pièces jointes ; sur le rapport de sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, n'ayant aucunement égard à la dite requête et, sans s'arrêter à l'ordonnance du Bureau des Finances de Tours du 19 août 1729, qu'il casse et annule, condamne lesdits Bouessay, Lefébure, Mesnage et Guymont au paiement des droits de contrôle, et, cependant par grâce et sans tirer à conséquence, décharge les susnommés des amendes par eux encourues ; ordonne que les règlements concernant le contrôle des exploits seront exécutés selon leur forme et teneur, enjoint à l'Intendant de Tavaine d'y tenir la main et ordonne l'affichage du présent arrêt partout où besoin sera.

54. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt contradictoire* : — *Ferme des droits de contrôle des actes. Insinuations. Centième denier et autres droits. Comptes de gestion. Restitution de sommes.*

Vu les requêtes et mémoires des cautions de Louis Mignot, ci-devant fermier général des droits de contrôle des actes, insinuations, centième denier et autres droits, d'une part ; de Charles-Yvon, sous-fermier des domaines desdits droits dans la généralité de Paris, d'autre part ; vu les arrêts des Conseils des 13 septembre 1723 et 4 avril 1724 permettant aux anciens fermiers d'obtenir le recouvrement des droits découverts sous leur bail, simplement en présentant au fermier en place les contraintes par eux décernées ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que Charles Yvon sera tenu de restituer à Louis Mignot les sommes reçues par lui et ses commis, provenant des droits de centième denier dus pour raison des actes passés pendant le bail de Mignot ou les baux antérieurs dont il a les droits, de viser les contraintes qui lui seront communiquées par ledit Mignot et de les lui remettre duement visées à peine de répondre des droits y énoncés en son propre nom.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ³⁷.

55. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui* : — *Tailles. Décharges et réduction de cote de contribuables sinistrés* (1).

Vu le procès-verbal du sinistre dressé le 6 décembre 1729 par l'officier de l'Election de Clermont en Beauvaisis ; vu aussi l'état des restes de Taille dus par les sinistrés ; ensemble l'avis du sieur Daube, Intendant de la généralité de Soissons, et sur la rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ³⁸.

Le Roi en son Conseil décharge Jean Guillet et Louise Drouart dont les biens ont été consumés par un incendie, de leur Taille des années 1729 et 1730, et réduit leur cote à 5 sols chacun pendant quatre années consécutives à commencer en 1731 ; enjoint S. M. au sieur Intendant de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

56. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant, Exécution par lui : — Tailles. Décharge et réduction de cote d'un contribuable sinistré* (1).

Faisant droit à la requête d'André Gauthier de la paroisse de Soullaine en Anjou, dont les biens ont été entièrement consumés par un incendie ; vu le certificat du curé et des habitants de la paroisse attestant l'incendie et l'extrait de rôle de la Taille de ladite paroisse par lequel il paraît que le suppliant est taxé pour 18 livres qu'il n'a pas encore payées, vu aussi l'avis du sieur de Pomereu, Intendant de la généralité de Tours et; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, décharge le nommé André Gauthier du reste de sa Taille de l'année 1730 et réduit sa cote à 5 sols par an pendant trois années consécutives, à commencer en 1731.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ³⁹.

57. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement : — Tailles. Dégrèvements. Approbation d'un état de répartition* (1)

Vu un arrêt de Conseil du 2 septembre 1729 accordant une diminution de 350.000 livres sur la Taille des Elections de la généralité de Paris ; vu aussi l'état de répartition de cette diminution dressé par le sieur de Harlay, Intendant de ladite généralité. et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, approuve et confirme la répartition faite par le sieur de Harlay.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁴⁰.

58. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Rétablissement des nefs de Eglises et presbytères en ruines. Confirmation d'adjudication, Imposition supplémentaire* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S. M. a réglé la forme suivant laquelle il serait à l'avenir pourvu au « rétablissement des nefs des églises et presbytères en ruines » ; vu le devis estimatif des réparations à faire à l'église de la paroisse de Cussay, Election de Loches, et l'adjudication au rabais qui en a été faite à Jean Auger, charpentier moyennant la somme de 300 livres. Vu aussi l'avis de sieur de Pomereu, Intendant de la généralité de Tours ; et sur le rapport de sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁴¹.

Le Roi en son Conseil, confirme la dite adjudication, et en conséquence ordonne que la somme de 300 livres sera imposée la présente année sur tous les habitants de ladite paroisse, privilégiés ou non privilégiés en proportion de ce que chacun d'eux y possède et suivant un rôle particulier qui sera dressé par les collecteurs nommés par lesdits habitants ou par le commissaire départi ; charge l'Intendant et son subdélégué de veiller à l'exécution du présent arrêt et de juger les contestations qui surviendraient.

59. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Rétablissement des nefs... Confirmation d'adjudication. Imposition supplémentaire (1).*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S. M. (cf. arrêt précédent) ; vu le devis estimatif des réparations à faire au presbytère de la paroisse de Cravent, Election d'Evreux et l'adjudication au rabais qui en a été faite à Jean et André Boissart, charpentiers, moyennent la somme de 2.900 livres ; vu aussi l'avis du sieur de Gasville, Intendant de la généralité de Rouen ; et sur le rapport du sieur Le Peletier, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, confirme la dite adjudication et en conséquence, ordonne que la somme de 2.900 livres sera imposée trois années consécutives sur tout les habitants de ladite paroisse, exempts ou non exempts, privilégiés ou non privilégiés, en proportion de ce que chacun d'eux y possède et suivant un rôle particulier, qui sera dressé par les collecteurs nommés par le commissaire départi ; charge l'Intendant et son subdélégué de veiller à l'exécution des présent arrêt et de juger les contestations qui surviendront, sous réserve d'appel au Conseil.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁴².

60. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui. Rétablissement des nefs... Confirmation d'adjudication. Imposition supplémentaire (1).*

Vu l'arrêt de Conseil des 16 décembre 1684 (cf. *id.* arrêts précédents) ; vu le devis estimatif de réparations à faire à la nef de l'église de Saint-Maurice, juridiction de la François, Election de Montauban et au cimetière de la dite paroisse et l'adjudication au rabais qui en a été faite à Jean Quinquiry, charpentier, moyennant la somme de 1.400 livres ; vu aussi l'avis de sieur Pajot, Intendant de la généralité de Montauban et sur le rapport du sieur le Peletier,; Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil confirme ladite adjudication et en conséquence ordonne que la somme de 1.400 livres sera imposée à la marge du rôle et au marc la livre de la Taille de la communauté de la François de l'an 1730 sur tous les contribuables et que ce recou-

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁴³.

vement en sera fait par ces consuls collecteurs ; enjoint à l'Intendant de tenir la main à l'exécution au présent arrêt et de juger les contestations qui surviendraient, sous réserve d'appel au Conseil.

61. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt sur Requête, revêtu de lettres patentes : — Offices. Comptes de gestion. Modération d'amendes prononcées par un jugement de chambre des comptes* (1).

Vu la requête de Rémy, Marie-Cléophas-Denis du Chiron, Receveur ancien des Tailles de l'Election de Mauléon, suppliant S. M. de le décharger du montant des amendes auxquelles l'avait condamné la Chambre du jugement de ses comptes de la Recette des Tailles de la dite Election ; vu les pièces énoncées à la dite requête ; et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à ladite requête, modère cependant à la somme de 300 livres celle de 3.100 livres d'amendes à laquelle le suppliant, tant pour lui que pour feu le sieur Rémy du Chiron, son père et prédécesseur, a été condamné par la Chambre au jugement de ses comptes de la recette des Tailles de l'Election de Mauléon, en vertu du présent arrêt sur lequel toutes lettres nécessaires seront expédiées.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁴⁴.

62. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement : — Ponts et Chaussées. Emploi d'une imposition extraordinaire* (1)

S'étant fait représenter l'arrêt du Conseil du 5 juillet 1729, par lequel S. M. ordonnait l'imposition extraordinaire de 2.798.000 livres sur tous les contribuables aux Tailles des vingt généralités des Pays d'Election, pour les ouvrages des Ponts et Chaussées, et voulant régler la part et portion des fonds extraordinaires destinés aux ouvrages de chacune desdites généralités ; vu l'état de répartition qui a été dressé en conséquence ; et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que ladite somme de 2.790.000 livres imposée en exécution dudit arrêt du 5 juillet 1729 sera employée aux ouvrages des Ponts et Chaussées suivant l'état que S. M. fera arrêter en son Conseil pour la présente année ; que les sommes réparties par généralités seront remises, au fur et à mesure du recouvrement par le Receveur général des Finances au Trésorier général des Ponts et Chaussées pour, par lui, faire le paiement, conformément à l'état qui en sera arrêté au Conseil.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁴⁵.

63. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt sur Requête, revêtu de lettres patentes. Exécution par officiers de Cour des monnaies : — Communautés de métiers. Admission à la maîtrise* (1).

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁴⁶.

Faisant droit à la requête de Louis Maître, fils du doyen des maîtres-orfèvres de Nîmes, sollicitant de S. M. d'être reçu maître-orfèvre dans ladite ville, malgré l'opposition de la communauté des maîtres-orfèvres qui prétendait que le nombre des maîtres fixé pour ladite ville était rempli ; vu divers certificats servant à justifier des bonnes vies et mœurs du suppliant ainsi que de sa capacité et expérience au fait de son art ; et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que, sans tirer à conséquence le dit Louis Maître sera reçu maître-orfèvre surnuméraire dans la ville de Nîmes, sans qu'il puisse lui être apporté aucun trouble ni empêchement quelconques à peine de 500 livres d'amende, à condition néanmoins qu'au cas de décès de maîtres de la communauté, ils ne pourront être remplacés tant que leur nombre dépassera celui qui a été fixé ; enjoint aux officiers de la Cour des Monnaies de Lyon de tenir la main à l'exécution du présent arrêt sur lequel toutes lettres nécessaires seront expédiées.

64. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices, Revenus casuels. Droit annuel* (1).

Faisant droit à la requête d' Edme Berle et de Nicolas-Louis Livoire, procureur postulant en la Cour du Parlement de Paris ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que les suppliants seront reçus au droit annuel de leurs offices pour la présente année 1730, nonobstant que le délai porté par l'arrêt du Conseil du 2 août 1729 soit expiré, et ce, par grâce et sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁴⁷.

65. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices, Revenus casuels. Droit annuel* (1).

Faisant droit à la requête de Julien Vauchier, Procureur postulant au Châtelet et Siège Présidial de Paris ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que le suppliant sera reçu au droit annuel de son office pour la présente année 1730, nonobstant que le délai porté par l'arrêt du Conseil du 2 août 1729 soit expiré ; et ce, par grâce et sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁴⁸.

66. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Droit annuel* (1).

Faisant droit à la requête d'Etienne Chiboust de Montigny, Conseiller de S. M. Substitut du Procureur du Roi au Châtelet de Paris ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁴⁹.

Le Roi en son Conseil ordonne que le suppliant sera reçu au droit annuel de son office, pour la présente année 1730 nonobstant (cf. arrêts précédents).

67. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt sur Requête* : — *Ponts et Chaussées. Paiements de travaux* (1).

Faisant droit à la requête de M^e Pierre Carlier, adjudicataire général des Fermes-Unies ; vu le bail dudit Carlier, les ordonnances des sieurs de la Neuville et de Creil, Intendants de la Franche-Comté et des trois Evêchés, l'ordonnance du commissaire à la réformation des salines, les quittances et autres pièces justificatives des paiements faits par Carlier, l'état en détail des dits paiements, certifié par les cautions de Carlier ; vu aussi les arrêts du Conseil du 3 décembre 1726 et 20 décembre 1729 concernant les réparations à faire aux Salines du Moyenvic ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que, pour le montant des susdites dépenses engagées par Carlier, il sera expédié à son profit une ordonnance de comptant sur le Garde du Trésor royal, de la somme de 85.975 livres, 11 sols, 7 deniers, pour valeur de laquelle il lui sera délivré une quittance comptable de pareille somme sur et en déduction du prix de son bail, moyennant quoi S. M. demeurera déchargée et seront les pièces justificatives des dites dépenses cotées et paraphées ; ensemble l'état des dites pièces certifié de quatre des cautions du dit Carlier, remis au greffe du Conseil et annexés à la minute du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁵⁰.

68. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt sur Requête* : — *Offices, Revenus casuels, Droit annuel* (1).

Faisant droit à la requête de Charles Le Bas, conseiller du Roi, Receveur ancien des Tailles de l'Election de Lisieux, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne (cf. *id.* arrêts 64, 65 et 66).

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁵¹.

69. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui* : — *Expropriation. Indemnités, Imposition extraordinaire* (1).

S'étant fait représenter l'état dressé et arrêté par le sieur de Chambertin, Ingénieur du Roi à Collioure, contenant la visite, arpentage et estimation des forêts, vignes et héritages compris dans les fortifications nouvelles de la ville de Collioure et désirant pourvoir à l'indemnité des propriétaires dépossédés ; vu l'avis du sieur Orry, Intendant du Roussillon ; et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁵².

Le Roi en son Conseil, ordonne que la somme de 9.382 livres sera imposée ces deux années par M. l'Intendant du Roussillon sur les habitants de ladite province et comprise dans les états des autres impositions extraordinaires pour être payée aux propriétaires des terres dénommées dans l'état dressé par ledit sieur de Chambertin; Enjoint à l'Intendant de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

70. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Revêtu de lettres patentes. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Finances municipales de la ville d'Aumale. Prorogation d'un tarif de droits d'entrée (1).*

Vu la requête des échevins, syndics et habitants de la ville d'Aumale demandant le maintien à perpétuité d'un tarif de droits d'entrée sur les boissons, bestiaux et denrées qui leur avait été accordé par le feu Roi de glorieuse mémoire dans un arrêt du Conseil du 28 septembre 1710 pour leur tenir lieu de Taille, et pour une période de vingt ans seulement ; vu les pièces justificatives et l'avis du sieur Gasville, Intendant de la généralité de Rouen ; sur le rapport du sieur Le Peletier, contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à ladite requête, proroge cependant pendant vingt années consécutives, à commencer du 1^{er} octobre 1730, l'établissement du tarif autorisé par l'arrêt du Conseil du 28 septembre 1710 dans la ville et faubourgs d'Aumale, pour y tenir lieu de Taille. Enjoint à l'Intendant de tenir la main à l'exécution du présent arrêt sur lequel toutes les lettres nécessaires seront expédiées.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁵³.

71. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Tailles. Réduction de cote d'un contribuable sinistré (1).*

Vu le procès-verbal de l'incendie survenu à une métairie située dans la paroisse de Maillac, appartenant à la demoiselle de Bourgas ; vu l'état des impositions dudit domaine sur lesquelles il n'est dû aucun arrérage de taille ; ensemble l'avis de sieur Boucher, Intendant en la généralité de Bordeaux, et sur le rapport de sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la dite demoiselle de Bourgas ne pourra être imposée pendant 6 années consécutives qu'à la somme de 5 sols, pour raison de ses domaines situés dans la paroisse de Maillac qui ont été incendiés ; enjoint à l'Intendant de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁵⁴.

72. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement : — Capitation. Approbation d'un état de répartition* (1).

Le Roi ayant ordonné par arrêt de son Conseil du 16 août 1701 que les sieurs Intendants et autres commis par S. M. pour dresser les états de répartition ou la capitation, seraient tenus d'envoyer au sieur Contrôleur général des Finances le double signé d'eux desdits états concernant la noblesse et les officiers des Compagnies supérieures et subalternes et des extraits ou bordereaux pareillement signés d'eux, concernant les habitants des villes, bourgs et paroisses du Plat Pays, et S. M. ayant fait examiner en son Conseil le double envoyé en conséquence par le sieur Nicolaï, Conseiller du Roi, Premier Président de la Chambre des Comptes de Paris pour l'année 1727, concernant les officiers de sa compagnie ; Voulant autoriser lesdits états pour faciliter au payeur des gages la reddition de ses comptes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, approuve le dit état de répartition de la capitation dressé par le dit sieur Nicolaï pour l'année 1727 sur les officiers de la Chambre des Comptes de Paris, montant à 71.034 livres, 19 cols, 6 deniers ; ordonne que le payeur des gages desdits officiers sera tenu de le charger en recette de la dite somme et que le dit arrêt sera transcrit au bas du dit état de répartition.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁵⁵.

73. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement : — Capitation, Approbation d'états de répartition* (1).

Le Roi ayant ordonné par arrêt de son Conseil du 16 août 1701 (cf. arrêt précédent), et S. M. ayant fait examiner en son Conseil les états dressés pour l'année 1726 par le sieur de Harlay, ci-devant Intendant d'Alsace, pour la noblesse et les officiers d'Alsace, et l'état dressé par les commissaires à ce députés pour les officiers du Conseil supérieur d'Alsace ; ensemble les bordereaux signés dudit sieur de Harlay des états de répartition de la dite capitation pour les autres habitants des villes, bourgs et paroisses ; Voulant autoriser lesdits états pour faciliter au Receveur général des Finances la reddition des comptes de recouvrement de la dite imposition ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil approuve les états de répartition dressés par le sieur de Harlay et les commissaires à ce députés pour l'Alsace, montant ensemble à la somme de 468.425 livres ; ordonne S. M. que le Receveur général des Finances sera tenu de se charger en recette de la dite somme et que le dit arrêt sera transcrit au bas desdits états de répartition.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁵⁶.

74. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Tailles. Décharge d'un contribuable sinistré* (1).

Etant informé que le nommé Mathieu Gélibert, de la paroisse de Gassac, juridiction de Casteljaloux est hors d'état de payer ce qu'il peut devoir du reste des impositions des années 1728 et 1729, du fait d'un incendie survenu à l'une de ses métairies, vu l'avis du sieur Boucher, Intendant de la généralité de Bordeaux; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, décharge Gélibert du reste de sa Taille pour les années 1728 et 1729 et enjoint l'Intendant de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁵⁷.

75. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement : — Capitation, Approbation d'états de répartition* (1).

Le Roi ayant ordonné par arrêt de son Conseil du 16 août 1701 (cf. arrêt 72), et S. M. ayant fait examiner en son Conseil les états dressés, pour l'année 1726, par le sieur de Creil Intendant à Metz et par le sieur L'Escalopier, Intendant de Champagne; voulant autoriser les dits états, pour faciliter au Receveur général des Finances la réddition du compte de recouvrement de la dite imposition; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, approuve les dits états de répartition dressés par les sieurs de Creil et L'Escalopier pour le département de Metz et les frontières de Champagne, montant ensemble à la somme de 371.282 livres, 17 sols, 8 deniers et ordonne que le Receveur général des Finances sera tenu de se charger en recette de ladite somme, etc. (cf. arrêts 72 et 73).

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁵⁸.

76. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par l'Intendant : — Fourniture des Etapes, Adjudication* (1).

Vu l'adjudication faite le 28 novembre 1729 par le sieur Pajot, Intendant de la généralité de Montauban en exécution de l'arrêt du Conseil du 11 octobre de la même année, pour la fourniture des Etapes aux troupes de S. M. qui logeront et séjourneront dans ladite généralité conformément à l'ordonnance royale du 13 juillet 1727, ladite adjudication faite au sieur Antoine Garcin, Receveur des Tailles de l'élection de Montauban et commis à la recette générale des Finances de la généralité, sous le cautionnement du sieur Dugès, bourgeois de Montauban; S. M. ayant trouvé convenable au bien de son service les prix portés par ladite adjudication et voulant assurer la fourniture des dites étapes, pour la présente

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁵⁹.

année 1730, dans la généralité de Montauban; Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que le dit Garcin demeurera chargé de la fourniture des étapes pour l'année 1730 dans la généralité de Montauban aux prix, charges, clauses et conditions portés par l'adjudication du 28 novembre 1729 ; veut S. M. que le dit adjudicataire jouisse, tant pour lui que pour ses commis ensemble, pour les denrées destinées à la fourniture des étapes, de tous les privilèges et exemptions portés par l'arrêt du Conseil du 15 décembre 1708, à la charge pour Garcin de fournir les rations pour la qualité et quantité de denrées conformément à l'ordonnance du 13 juillet 1727, de payer les 4 deniers pour livre des Invalides et de donner bonne et suffisante caution dans le délai de huitaine ; enjoint S. M. audit sieur Pajot, Intendant, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt et de le faire lire, publier et afficher dans tous les lieux de passage de la généralité.

77. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par l'Intendant : — Fourniture des Etapes. Adjudication (1).*

Vu l'arrêt du Conseil du 11 octobre 1729 ordonnant que par les sieurs Intendants et commissaires départis dans les provinces et généralités de Royaume, il serait procédé à l'adjudication du prix des Rations à fournir aux troupes de S. M. qui y logeront et séjourneront conformément à l'ordonnance royale du 13 juillet 1727, après trois publications, pour être, lesdites adjudications, envoyées au Conseil à l'effet d'y être approuvées et autorisées, et S. M. ayant été informée que sur les différentes publications faites dans la généralité de Bourges, personne ne se serait présenté pour faire l'entreprise de cette fourniture. Elle se serait déterminée à recevoir des offres en son Conseil entre toutes lesquelles celles du sieur Nicolas Huvet auraient paru les plus convenables au bien de son service et voulant assurer la fourniture desdites étapes pendant la présente année 1730, dans la généralité de Bourges ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, accepte les offres faites par ledit Nicolas Huvet ; en conséquence ordonne qu'il demeurera chargé de la fourniture des étapes pour l'année 1730 dans la généralité de Bourges aux prix portés sur la soumission par lui faite ; veut S. M. que ledit Huvet jouisse tant pour lui que pour ses commis ensemble pour les denrées destinées à la fourniture des étapes de tous les privilèges et exemptions portés par l'arrêt du Conseil au 15 décembre 1708, à la charge pour lui de fournir les rations, pour la qualité et quantité de denrées, conformément à l'ordonnance du 13 juillet 1707 ; de payer les 4 deniers pour livre des Invalides et de donner bonne et suffisante caution dans le délai de huitaine. Enjoint S. M. au sieur Dodart, Intendant de la généralité de Bourges

(1) Archives Nationales : E 1053 A 60.

de tenir la main à l'exécution du présent arrêt et de le faire lire, publier et afficher dans tous les lieux de passage de la dite généralité.

78. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution pour l'Intendant : — Fourniture des Etapes. Adjudication* (1).

Vu l'expédition de l'adjudication faite le 28 novembre 1729 par le sieur Bignon, Intendant de la généralité de la Rochelle, en exécution de l'arrêt du Conseil du 11 octobre de la même année... (cf. arrêt 76) la dite adjudication faite au nommé le Blond, bourgeois de Paris sous le cautionnement du sieur Tournière de la Fossières, Receveur général des Finances de ladite généralité. S. M. ayant trouvé convenable... (cf. *id.* arrêt 76)... dans la généralité de la Rochelle; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le sieur le Blond demeurera chargé (cf. *id.*) dans la généralité de la Rochelle. Veut S. M. que ledit adjudicataire... (cf. *id.*)... à la charge pour le Blond... (cf. *id.*)... Enjoint S. M. au sieur Bignon, intendant de tenir la main... (cf. *id.*).

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁶¹.

79. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par Intendant : — Fourniture des étapes. Adjudication* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 13 octobre 1729 (cf. arrêt 76). Et S. M. ayant été informée que sur les différentes publications faites dans la généralité de Poitiers personne ne se serait présenté... (cf. arrêt 76)... Elle se serait déterminée à recevoir des offres en son Conseil, entre toutes lesquelles, celle faites par Jacques-Amable Bichard, adjudicataire de cette fourniture l'année dernière, de continuer ce service sur le même pied, auraient paru les plus convenables au bien du service de S. M. et voulant assurer... (cf. arrêt 76)... dans la généralité de la Rochelle; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, accepte les offres faites par ledit Jacques-Aimable Bichard, en conséquence ordonne qu'il demeurera chargé de la fourniture des étapes pour l'année 1730, dans la généralité de La Rochelle aux prix portés sur la soumission par lui faite. Veut S. M. que ledit Bichard jouisse... (cf. arrêt 76)... Enjoint au sieur de Beaussan, Intendant de la généralité de Poitiers de tenir la main... (cf. arrêt 76).

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁶².

80. Versailles, 10 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par l'Intendant : — Fourniture des étapes. Adjudication* (1).

Vu l'arrêt du Conseil... (cf. arrêt 76 et 77)... Et S. M. ayant été

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁶³.

informée... Elle se serait déterminée à recevoir... entre toutes lesquelles celles faites par Thomas Benoist, adjudicataire de cette fourniture l'année dernière, de continuer ce service sur le même pied, auraient paru les plus convenables au bien du service de S. M. et voulant assurer... (arrêt 76)... dans la généralité de Limoges. sur le rapport de sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, accepte les offres faites par le dit Thomas Benoist, en conséquence ordonne... (arrêt 76)... dans la généralité de Limoges, aux prix portés sur la soumission par lui faite. Veut S. M. que ledit Benoist jouisse, etc... (arrêt 76)...

Enjoint au sieur d'Orsay, Intendant de la généralité de Limoges de tenir la main... etc.

81. Versailles, 12 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Exécution par lieutenant de police : — Communautés de métiers, Dérogation de faveur à un arrêt portant règlement. Admission à la maîtrise (1).*

Vu l'arrêt du Conseil du 21 août 1719 portant règlement pour les frais et droits de réception des maîtresses-lingères de la ville de Paris, et S. M. voulant favorablement traiter la nommée Jeanne-Louise Bourdin quoique elle n'aie point fait l'apprentissage prescrit par le dit arrêt, ouï le rapport.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que nonobstant les dispositions de l'arrêt du 21 août 1719 auquel S. M. déroge pour cette fois et sans tirer à conséquence, la dite Bourdin sera reçue sans difficulté maîtresse-lingère en payant les droits dus et accoutumés et, à cet effet, admise dans la communauté des maîtresses-lingères de la ville de Paris, en vertu du présent arrêt qui sera exécuté nonobstant toutes oppositions ou autres empêchements ; enjoint S. M. au sieur Hérault, Conseiller en ses Conseils, Maître des requêtes ordinaire de son hôtel, Lieutenant général de police de la ville de Paris, d'y tenir la main.

(1) Archives Nationales : E 2103 (7).

82. Versailles, 14 janvier 1730. *Arrêt sur requête. S.M. y étant. Succession : — Communauté. Liquidation. Partage. Evocation et renvoi devant une commission (1).*

Faisant droit à la requête de dame Elisabeth de la Vergne de Tressan, veuve de messire Charles comte de la Mothe-Houdancourt, Grand d'Espagne de la première classe, Lieutenant général des armées de S. M., gouverneur de Bergues et de messire Louis-Charles Comte de la Mothe-Houdancourt, son fils, brigadier des armées du Roi, Maître de camp de cavalerie, gouverneur de Mézières.

Le Roi étant en son Conseil évoque à soi et à son Conseil toutes les contestations relatives au compte et au partage de la succes-

(1) Archives Nationales : E 2103 (8).

sion du feu comte de la Mothe-Houdancourt et de la communauté ayant existé entre ledit comte et la comtesse de la Mothe-Houdancourt, et renvoie les dites contestations devant le sieur Lefèvre de la Malmaison, Conseiller au Parlement, Doyen des requêtes de Palais, l'abbé Lerauchet, Conseiller en la Grand'Chambre du Parlement et le sieur Thomé, conseiller en la première Chambre des enquêtes audit Parlement, pour par eux les juger en dernier ressort.

83. Versailles, 14 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant : — Dettes d'un officier du Roi. Délai de grâce (1).*

Faisant droit à la requête du sieur Bontemps, premier Valet de chambre du Roi, Gouverneur et capitaine des Chasses du palais des Tuileries et garenne du Louvre, Oûi le rapport.

Le Roi étant en son Conseil accorde au suppliant un nouveau terme et délai d'un an aux poursuites de ses créanciers ; et sera le présent arrêt exécuté, nonobstant toutes oppositions dont S. M. se réserve la connaissance.

(1) Archives Nationales : E 2103 (9).

84. Versailles, 14 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant : — Bénéfices ecclésiastiques. Confirmation d'unions faites par un Evêque (1).*

Faisant droit à la requête des sieurs évêques, chanoines et chapitre de l'église collégiale de Tulle ; vu les délibérations dudit chapitre du 24 septembre 1728 ; ouï le rapport, et tout considéré.

Le Roi étant en son Conseil confirme les unions faites par l'évêque de Tulle, à la manse capitulaire dudit chapitre, pourvu toutefois qu'en icelles il n'y ait rien de contraire aux franchises et libertés de l'Eglise gallicane.

(1) Archives Nationales : E 2106 (8).

85. Versailles, 14 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant : — Procès pendant devant un Parlement entre les Consuls d'une ville et plusieurs officiers du Roi. Subrogation d'un Rapporteur (1).*

Faisant droit à la requête des Consuls de la ville de Tarbes ; ouï le rapport et tout considéré.

Le Roi étant en son Conseil subroge au lieu et place du sieur Orry, nommé Intendant à Lille, le sieur de Lesserville, Intendant de la généralité d'Auch pour au cours d'un procès pendant au Parlement de Toulouse, entendre les suppliants et leurs adversaires, le Lieutenant général, le Procureur du Roi et autres officiers du sénéchal, dresser procès-verbal de leurs dires et raisons et icelui vu et rapporté à S. M. être par elle ordonné ce qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 2106 (9).

86. Versailles, 14 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant : — Délai de grâce accordé à un débiteur. Mainlevée de saisies*(1).

Faisant droit à la requête de Charles de Rohan, prince de Montauban, Mestre de camp au régiment de Picardie, Gouverneur des villes et citadelles de Nîmes et Saint-Hippolyte ; vu les précédents arrêts du Conseil déjà rendus à la requête du suppliant ; ouï le rapport et tout considéré.

Le Roi étant en son Conseil accorde de nouveau au dit prince de Montauban terme et délai de 6 mois, pour l'acquit de ses dettes, à compter au jour et date du présent arrêt, avec pleine et entière mainlevée des saisies qui pourraient avoir été ci-devant faites sur lui, à la requête de ses créanciers entre les mains de ses débiteurs ; fait S. M. très expresses défenses à ses dits créanciers de se pourvoir pendant ledit temps de six mois contre le dit prince de Montauban par voies de saisies et arrêts, ni de faire aucune poursuite ni procédure contre lui pendant ledit temps de 6 mois, à peine de nullité, cassation, 15.000 livres d'amende et de tous dépens.

(1) Archives Nationales : E 2109 (4).

87. Versailles, 14 janvier 1730. *Arrêt sur Requête, Revêtu de Lettres patentes. S. M. y étant : — Lettres de noblesse. Exception de faveur à un édit portant révocation des lettres d'annoblissement* (1)

Faisant droit à la requête de Charles Langlois, sieur de Joinville, l'un des gendarmes de la compagnie servant à la garde ordinaire de S. M. ; vu les lettres d'annoblissement, accordées au mois de juillet 1652 à Jacques Langlois, aïeul du suppliant, celles de maintenue et de confirmation de la dite noblesse accordées en février 1699 à Louis Langlois, père du suppliant, et autres pièces justificatives attachées à ladite requête ; ouï le rapport et tout considéré.

Le Roi étant en son Conseil déclare n'avoir entendu comprendre dans la révocation des lettres d'annoblissement ordonnées par l'édit du mois d'août 1715, celles de maintenue et de confirmation de noblesse accordées à défunt Louis Langlois, sieur de Joinville au mois de février 1699, et en conséquence, ordonne qu'elles demeureront exceptées de la dite révocation ; veut S. M. que, pour l'exécution du présent arrêt toutes lettres nécessaires soient expédiées si besoin est.

(1) Archives Nationales : E 2109 (5).

88. Versailles, 16 janvier 1730. *Arrêt contradictoire avant faire droit. Rapport d'un Maître des Requêtes : — Cassation de jugements du bureau des actions. Evocation et renvoi devant un Commissaire rapporteur* (1).

Entre Alexandre du Coing, entrepreneur de la fourniture du

(1) Archives Nationales : E 1053 A ⁶⁴.

pain de l'Hôtel Royal des Invalides, demandeur aux fins de la requête du 23 décembre insérée en l'arrêt du Conseil du 3 septembre 1726 et de la requête du 23 décembre suivant, les dites requêtes renvoyées au Conseil et en la grande Direction par arrêt du 4 mars 1727 d'une part, et Nicolas Vignon et Charles Morel Bourgeois de Paris d'autre part; vu l'arrêt du Conseil du 3 septembre 1726 rendu sur requête de du Coing et ordonnant avant faire droit communication de la dite requête à Vignon et Morel; les requêtes respectives de Morel, la réponse de du Coing, l'arrêt de renvoi du Conseil devant la grande Direction du 4 mars 1727, tout ce qui a été remis, écrit et produit par les dites parties par devant le sieur Maboul, Maître des requêtes commis à cet effet qui en a communiqué au bureau du sieur de Vaubourg et autres commissaires à ce député; où le rapport dudit sieur Maboul, maître des requêtes et tout considéré.

Le Roi en son Conseil, faisant droit à l'instance de cassation, casse et annule les deux jugements du bureau des Actions des 10 juillet 1725 et 6 août 1726, et pour faire droit au principal évoque à soi et en son Conseil le fond des contestations des parties; ordonne qu'elles ajouteront à leurs productions, se communiqueront, écriront et produiront dans le délai du règlement pour, au rapport dudit sieur Maboul, commissaire à ce député, être par S. M. statué ainsi qu'il appartiendra et condamne lesdits Vignon et Morel aux dépens de la présente instance.

89. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement.* S. M. y étant : — *Paiement des arrérages de rentes viagères sur les postes dus pour une année (1).*

Le Roi voulant pourvoir au fonds nécessaire pour le parfait paiement des arrérages de 1729 des rentes viagères sur la Ferme générale des Postes; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que M. Accurse Thierry, fermier général de la dite Ferme des Postes, remettra à M. Pierre Touvenot, payeur de la douzième partie des rentes de l'Hôtel de Ville de Paris, la somme de 42.405 livres, 7 sols, dix deniers, pendant les six premiers mois de la présente année 1730 pour être par lui employée au parfait paiement des arrérages dus pour l'année 1729 des rentes assignées sur la dite ferme générale des Postes.

(1) Archives Nationales : E 2103 (10).

90. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement.* Avant faire droit : — *Privilège de « voitures publiques ». Renvoi pour examen de titres, devant le Contrôleur général des Finances (1).*

Le Roi étant informé qu'il se commet plusieurs irrégularités dans l'exercice du privilège des carrosses qui vont de Paris à Bellesme et de Bellesme à Paris, duquel privilège les religieuses de la

(1) Archives Nationales : E 2103 (11).

Madeleine, près le Temple à Paris se prétendent propriétaires, et S. M. voulant en être plus particulièrement instruite ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que dans huitaine de la signification du présent arrêt les dites religieuses de la Madeleine seront tenues de remettre entre les mains de sieur Contrôleur général des Finances, les titres en vertu desquels elles jouissent du privilège de « voitures publiques » pour être vus et examinés par ledit sieur Contrôleur général et être sur son rapport, ordonné par S. M. ce qu'il appartiendra.

91. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant : — Distribution des fonds provenant du droit levé sur les marchandises venant des îles et colonies* (1).

Le Roi ayant ordonné par un état arrêté ce jour d'hui en son Conseil, la distribution d'une somme de 77.444 livres à prendre sur le produit de l'année 1729 du droit d'un pour cent ordonné par déclaration du 10 novembre 1727 être levé sur les marchandises venant des îles et colonies françaises ; et S. M. voulant se mettre en état de régler la destination des autres fonds provenant de cette recette ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, étant en son Conseil, ordonne que le sieur Etienne Le Cordier, chargé de la recette générale du dit droit remettra incessamment ès mains du Garde du Trésor royal en exercice la somme de 96.969 livres, 8 sols pour être employée ainsi qu'il sera ordonné par S. M.

(1) Archives Nationales : E 2103 (12).

92. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant : — Recouvrement de créance. Modération d'une condamnation prononcée par un arrêt du Parlement* (1).

Le Roi, s'étant fait représenter en son Conseil, l'arrêt rendu en sa Cour de Parlement le 11 mars 1728 ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne qu'en payant par les veuves, enfants et héritiers du sieur Selnois et par les sieurs Bouret et Barrême en espèces la somme de 1.400.000 livres au lieu de celle de 7 millions de livres en contrats de rentes perpétuelles à laquelle ils ont été condamnés envers le Trésor royal par le dit arrêt au Parlement du 11 mars 1728, ils seront bien et valablement quittes et déchargés de la dite condamnation ; et pour parvenir au recouvrement de ladite somme de 1.400.000 livres en espèces, ordonne S. M. qu'à la requête, poursuites et diligence du sieur Pigné, collec-

(1) Archives Nationales : E 2103 (13).

teur des bons d'état du Conseil, lesdits veuves, enfants et héritiers de Selnois et lesdits Bouret et Barrême seront contraints solidairement par toutes voies. Et sera le présent arrêt exécuté nonobstant opposition ou empêchements quelconques.

93. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Représentations. S. M. y étant. Revêtu de Lettres patentes. Avis des députés du commerce. Exécution par l'Intendant : — Commerce de Marseille. Mesures à l'égard des faillis* (1).

Sur ce qui a été représenté au Roi en son Conseil par les échevins et députés de la Chambre de Commerce de Marseille ; vu l'avis des députés au bureau du Commerce ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil fait défense aux négociants de Marseille qui auront fait faillite d'entrer dans la place du Change de cette ville dite « La Loge », si ce n'est qu'après qu'ils auront entièrement payé leurs créanciers ; enjoint S. M. au sieur Le Bret, Intendant de Provence de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera lu et affiché partout où besoin sera et sur lequel toutes lettres nécessaires seront expédiées.

(1) Archives Nationales : E 2106 (10).

94. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant : — Droit de confirmation. Recouvrement* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 7 juin 1727 par lequel Jean-Baptiste Hermant aurait été subrogé au lieu et place de Jean Grillau, chargé du recouvrement du droit de confirmation ordonné par la déclaration du 27 septembre 1723 et de la vente des lettres de maîtrise créées par édits de novembre 1722 et juin 1725, à la charge de comptes, tant des sommes reçues par Grillau, que du recouvrement qui serait par lui fait, et à la remise des deux sols pour livre en dehors des sommes principales qui lui seraient payées par les redevables au dit droit ; les mémoires du dit Hermant soutenant que cette remise était insuffisante pour subvenir aux frais de recouvrement et demandant une augmentation de remise de 1 sol pour livre en dedans ; à quoi S. M. voulant pourvoir ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil accorde au dit Hermant, à commencer du 1^{er} janvier 1730, un sol pour livre en dedans des sommes principales qui seront reçues sur lesdits recouvrements, outre ce par-dessus les 2 sols pour livre en dehors qui lui ont été accordés par l'arrêt du 7 juin 1727, à la charge néanmoins par le dit Hermant de compter au Conseil par recette et dépense et séparément de ses autres comptes des dits sols pour livre.

(1) Archives Nationales : E 2106 (11).

95. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Exécution par l'Intendant. Banqueroute frauduleuse. Renvoi devant l'Intendant.* (1)

Le Roi étant informé que le nommé Léopold Pisk, ci-devant juif, a fait une banqueroute frauduleuse dans laquelle plusieurs marchands de Paris sont intéressés pour des sommes considérables que les nommés Samuel, Jonas, Samuel-Caïn et plusieurs autres juifs de Metz sont prévenus d'être auteurs ou complices de cette banqueroute ; et S. M. voulant accélérer le jugement du procès et procurer aux créanciers des dits juifs une prompte justice ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil renvoie au sieur de Creil, Intendant de la généralité de Metz la connaissance de ladite banqueroute, pour juger en dernier ressort ses auteurs et complices ; sera le présent arrêt exécuté nonobstant opposition ou empêchements quelconques dont S. M. se réserve la connaissance en son Conseil.

(1) Archives Nationales : E 2109 (6).

96. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Exécution par tous les intendants. Officiers des amirautés et Officiers de justice du Royaume. Injonction spéciale à l'Amiral de France : — Privilège de la Compagnie des Indes, vente du café dans le royaume* (1).

Le Roi s'étant fait représenter l'arrêt du Conseil du 29 novembre 1729 par lequel en prononçant sur la contestation qui était entre la Compagnie des Indes et le sieur Vaubrie, négociant de Dunkerque, au sujet d'une saisie de 536 balles de café entrées à Dunkerque au préjudice du privilège exclusif de la dite Compagnie des Indes. S. M. aurait ordonné l'exécution dans le dit port de Dunkerque des différents édits, arrêts et déclarations concernant le commerce de la dite Compagnie des Indes et notamment son privilège exclusif touchant l'introduction et la vente du café dans le royaume, Et S. M. étant informée que l'exécution dudit arrêt pourrait donner lieu à quelques difficultés s'il n'était enregistré au greffe des Amirautés ; à quoi, voulant pourvoir ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne que son arrêt du 29 novembre 1729 sera exécuté selon sa forme et teneur ; enjoint S. M. aux sieurs Intendants des provinces, aux officiers des amirautés et à tous juges et officiers de justice qu'il appartiendra, tant dans la ville de Dunkerque que autres, d'y tenir la main, nonobstant oppositions ou empêchements quelconques dont S. M. se réserve la connaissance en son Conseil ; mande et ordonne S. M. à M. le comte de Toulouse, amiral de France de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera enregistré aux greffes des amirautés.

(1) Archives Nationales : E 2109 (7). Rondonneau : AD + 811, janvier (21).

97. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Revêtu de lettres patentes. S. M. y étant. Avis de l'Intendant. Exécution par les juges consuls d'une juridiction consulaire : — Règlement des droits et salaires des huissiers, sergents et greffiers d'une nouvelle juridiction consulaire* (1).

Le Roi s'étant fait représenter l'édit du mois de février 1715 portant l'établissement d'une juridiction consulaire dans la ville de Lille, par lequel S. M. s'est réservée de régler les droits et salaires des huissiers, sergents et greffier, et S. M. désirant y pourvoir ; vu les mémoires des dits juges et consuls et l'avis du sieur Méliand, Intendant de la province de Flandre ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne ce qui suit : règlement en 14 articles des droits et salaires accordés aux dits huissiers, sergents et greffier de la nouvelle juridiction consulaire de Lille ; enjoint S. M. aux juges et consuls de la dite juridiction de tenir la main à l'exécution du présent arrêt sur lequel seront toutes lettres nécessaires expédiées.

(1) Archives Nationales : E 2109 (8).

98. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt contradictoire : -- Succession. Remboursement de rentes sur l'hôtel de Ville, évocation et renvoi devant une commission* (1).

Vu les requêtes respectives de la dame veuve Harington, des consorts Darnican et des héritiers Fouasson, concernant le remboursement de rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris dues par la dite veuve Harington et les dits consorts Darnican aux dits héritiers Fouasson, l'arrêt du Conseil du 19 juillet 1720 relatif aux rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris, l'arrêt interlocutoire du Conseil du 16 septembre 1727, les sentences des juges de la Bourdonnière des 8 mai et 6 octobre 1727 ; vu aussi les pièces respectivement jointes aux susdites requêtes ; et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil évoque à soi et à son Conseil les contestations portées en la justice de la Bourdonnière, au sujet des contrats de rente sur l'Hôtel de Ville dont il s'agit et renvoie les parties devant les sieurs commissaires « nommés par S. M. pour juger les affectations des sentences des juges-consuls du royaume concernant les paiements en écriture et comptes en banques », lesquels commissaires feront droit aux parties définitivement et en dernier ressort, S. M. leur attribuant à cet effet toute cour, juridiction et connaissance et icelle interdisant à toutes ses Cours et autres juges.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁶⁵.

99. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Succesion. Contrats de rente, Rectification d'erreur de nom* (1).

Faisant droit à la requête de sieur Philbert Lorencher, écuyer, Substitut du Procureur général de S. M. au Parlement de Paris et dame Marie Le Duc, son épouse, auparavant veuve de défunt Louis Menouvrier, agissant tant en leur nom qu'à cause de la communauté de biens qu'il y a eu entre la dite dame et le dit défunt et que comme tuteurs conjoints du mineur Louis-Pierre Menouvrier, unique fils et héritier du dit défunt ; vu les pièces, certificats et actes de notoriété ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne, qu'encore que dans quatre quittances de finance et contrats de rente mentionnés à la requête, ledit feu Louis Menouvrier ait été dénommé Pierre Menouvrier au lieu de Louis qui était son véritable nom, les dites quittances et contrats vaudront néanmoins comme si la dite erreur de nom n'avait point été faite, S. M., validant les dites quatre quittances de finance et contrats sous le dit nom de Louis Menouvrier, en vertu du présent arrêt, duquel mention sera faite, tant sur les minutes que sur les grosses des dits quatre contrats et quittances de finance y annexées, et partout ailleurs où besoin sera.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁶⁶.

100. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Contrats de rente. Rectification d'erreur de nom et qualité* (1).

Faisant droit à la requête de François Revoulz, seigneur du Mar, bourgeois de Landerneau et Mathurine Le Cann, son épouse, vu les pièces, certificats et actes de notoriété ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le roi en son Conseil ordonne qu'encore que dans les quittances de finance et dans les contrats expédiés en conséquence au profit de la dite Mathurine Le Cann femme dudit François Revoulz pour jouir de la rente y portée, sur sa tête, et pendant sa vie, la dite, Mathurine Le Cann ait été dénommée Mathurine Le Canu au lieu de Mathurine Le Cann, qui est son véritable nom de famille et qualifiée de femme de François Rebours au lieu de femme de François Revoulz, sieur du Mar qui sont ses véritables noms, les dites quittances de finance et contrats vaudront néanmoins comme si les erreurs de nom et de qualité n'avaient point été faites, S. M. validant les dites quittances et contrats sous le nom de Mathurine Le Cann femme de François Revoulz, seigneur du Mar, en vertu du présent arrêt duquel mention sera faite, tant sur la minute que sur la grosse desdits contrats et quittances y annexée et partout ailleurs où besoin sera.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁶⁷.

101. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur l'équète. Revêtu de lettres patentes : — Offices, Commission* (1).

Faisant droit à la requête de Jeanne-Françoise-Madeleine Chardon et de Jeanne-Françoise-Josèphe Chardon, sa sœur, toutes deux filles majeures et propriétaires conjointement des offices de Trésorier, Receveur et Payeur des Gages du Parlement de Paris en vertu d'un acte notarié du 29 juillet 1729 ; vu ledit acte notarié des 29 juillet 1729 et les pièces y jointes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, commet la personne de Louis Bertrand pour faire et continuer au lieu de Victor Chardon, frère des suppliantes l'exercice du paiement des gages et ceux de la capitation et du dixième des Officiers au Parlement de Paris des années 1730 et 1731, à la charge pour ledit Bertrand de compter à la Chambre des Comptes les recettes et les dépenses, qui seront par lui faites, du paiement des dits gages, de la capitation et du dixième des dites années 1730 et 1731 dans le temps et dans la forme accoutumés, desquelles recettes et dépenses et redditions des dits comptes, les suppliantes demeureront civilement et solidairement garantes et responsables, et, à la charge que les dits offices de Trésorier, Receveur et Payeur des gages du Parlement de Paris dont les suppliantes sont propriétaires seront et demeureront hypothéqués et affectés par privilège aux exercices qui seront faits par le dit Bertrand ; ordonne S. M. que pour l'exécution du présent arrêt toutes lettres nécessaires seront expédiées.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁶⁸.

102. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Communautés de métiers. Rachat de lettres de maîtrise* (1).

Faisant droit à la requête des maîtres gardes et communautés des marchands-chandeliers et des vinaigriers-limonadiers, de la ville, faubourgs et banlieue de Rouen, se plaignant des abus préjudiciables aux intérêts de leurs corporations, commis par le préposé à la vente des Lettres de maîtrise créées par les édits de novembre 1722 et juin 1725 ; vu les statuts des suppliants, les arrêts de Conseils rendus les 25 octobre et 22 novembre 1723 et le 1^{er} février 1724 au profit des maîtres passementiers de la dite ville de Rouen pour des motifs semblables, les pièces y jointes, ensemble le consentement du sieur Hermant, chargé de la vente des maîtrises dont s'agit ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, déclare les arrêts des 25 octobre et 22 novembre 1723 et du 1^{er} février 1724 rendus en faveur des maîtres-passementiers de la ville, faubourgs et banlieue de Rouen, communs au profit des maîtres-chandeliers et des maîtres-vinaigriers de la dite

(1) Archives Nationales : E 1053 B ^{68 bis}.

ville, faubourgs et banlieue ; ce faisant leur permet S. M. suivant leurs offres, de rembourser les acquéreurs de maîtrises particulières dans les hautes justices des dits faubourg et banlieue, eu égard aux prix que pouvaient valoir les effets qui en ont été donnés en paiement dans le temps de l'achat, en remettant par eux les lettres des dites maîtrises comme nulles ; et leur fait, S. M. très expresses défenses de vendre à l'avenir aucune maîtrise pour être exercées dans lesdites justices.

103. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avant faire droit : — Eaux et forêts. Délits forestiers, Communication de pièces*(1).

Avant faire droit à la requête du sieur de Broglie, abbé commendataire de l'abbaye de Valloires, protestant contre un « décret d'assigné pour être ouï » décerné contre lui, le 28 novembre 1729, par la maîtrise des Eaux et Forêts d'Abbeville, sous prétexte de délits commis dans les bois de son abbaye, alors qu'il n'exploite pas lui-même les dits bois, lesquels sont affermé ; vu le décret d'assigné du 28 novembre 1729, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne communication de la dite requête au Procureur du Roi de la maîtrise d'Abbeville pour y fournir de réponse dans les délais prescrits par les règlements du Conseil et être ensuite par S. M. ordonné ce qu'il appartiendra, toutes choses cependant demeurant en état.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁶⁹.

104. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur requête : — Droits des Inspecteurs aux boissons. Confirmation d'une ordonnance d'Intendant* (1).

N'ayant aucunement égard à la requête du sieur Jacques Loustallot, maître chirurgien de la ville de Saint-Jean d'Angely, généralité de La Rochelle, faisant appel d'une ordonnance rendue le 13 août 1729 par le sieur Bignon, Intendant de la dite généralité, conformément aux deux arrêts du Conseil des 12 novembre et 3 décembre 1726 relatifs aux droits des Inspecteurs aux boissons, vu la dite ordonnance et les dits arrêts, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, faisant droit sur l'instance, déboute Loustallot de l'appel par lui interjeté contre l'ordonnance de l'intendant de La Rochelle du 13 août 1729 et ordonne que la dite ordonnance, ensemble les arrêts du Conseil des 12 novembre et 3 décembre 1726 seront exécutés selon leur forme et teneur ; en conséquence que tous les habitants du faubourg de Taillebourg, près la ville de Saint-Jean d'Angely seront tenus de payer les droits aux inspecteurs aux boissons, conformément aux règlements rendus à ce sujet.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁷⁰.

105. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête avant faire droit : — Eaux et Forêts. Droit seigneurial à juridiction. Communication de pièces (1).*

Avant faire droit à la requête du sieur Paul-Hippolyte de Beauvilliers, Duc de Saint-Aignan, Baron de la Ferté-Saint-Aignan et de la Salle, pair de France, chevalier des ordres de S. M., Gouverneur et lieutenant général de la ville et citadelle du Havre-de-Grâce, pays et dépendances et des villes, châteaux de Loches et Beaulieu, brigadier des armées de S. M., ci-devant ambassadeur extraordinaire en Espagne et premier gentilhomme de la Chambre de M. le duc de Berry ; faisant appel d'une sentence contradictoire rendue par le Grand maître des Eaux et Forêts d'Orléans, le 24 novembre 1729 qui lui déniait son droit de juridiction des Eaux et Forêts dans sa baronnie de la Salle sous le prétexte que le juge des Eaux et Forêts de la dite baronnie avait omis de prendre les lettres d'attache dudit Grand maître conformément à une prétendue prescription de l'Ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669, vu les pièces y jointes, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que la dite requête sera communiquée aux officiers de la maîtrise de Beaugency, pour y fournir de réponse en les délais prescrits par le règlement du Conseil et être ensuite, par S. M. ordonné ce qu'il appartiendra, toutes choses cependant demeurant en état.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁷¹.

106. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand-Maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Adjudication. Règlement de coupes (1).*

Faisant droit à la requête des doyen, chanoines et chapitre de Notre-Dame de Paris ; vu le procès-verbal de visite de leurs bois sis près Rosay-en-Brie, l'avis du sieur Delafatuère, Grand maître des Eaux et Forêts du département de Paris, sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que par le dit sieur Delafatuère, Grand maître des Eaux et Forêts ou, en son absence, par les officiers de la maîtrise des lieux qu'il pourra commettre, il sera procédé à la vente et adjudication au plus offrant et autres enchérisseurs des baliveaux qui sont sur les 152 arpents de bois dépendant du chapitre de Notre-Dame de Paris situés près Rosay-en-Brie, à la réserve cependant de 4 baliveaux anciens par arpent, des plus vifs et bien venants et à la charge pour les adjudicataires de remettre leur prix aux mains du Receveur général des Domaines et Bois de la généralité de Paris pour être employé au paiement des constructions et réparations à faire aux bâtiments dépendant dudit chapitre ; ordonne en outre que, sur le revenu des dits bois, il sera

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁷².

fait par le Receveur général la retenue de un dixième pour être employée au soulagement des pauvres communautés de religieuses, qu'après l'exploitation des dits baliveaux il sera, par le Grand maître, fait distraction de un quart des dits bois pour être réservé et croître en futaie et procédé au partage des trois autres quarts en 25 parties pour être à l'avenir réglées en coupes ordinaires à l'âge de 25 ans ; seront tenus les suppliants, de remettre au greffe les pièces justificatives de l'emploi du prix des dits bois et, attendu qu'il ne s'agit que d'un aménagement de bois, S. M. dispense pour l'exécution du présent arrêt de la formalité des Lettres patentes portée par l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669.

107. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Autorisation et règlement de coupes. Nomination d'un garde* (1).

Vu la requête des administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Paris demandant à ce qu'il plût à S. M. les autoriser à faire couper quelques baliveaux malvenants et rabougris qui se trouvent dans les bois leur appartenant près Sainte-Menehould en Champagne avec faculté d'en disposer suivant le besoin qu'ils en auront ; vu les pièces, y jointes, le procès-verbal des visites desdits bois dressé le 17 février 1729 et l'avis du sieur de Courtagnon, Grand maître des Eaux et Forêts du département de Champagne, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à la dite requête, ordonne que, par ledit sieur de Courtagnon, Grand maître ou les officiers de la maîtrise de Sainte-Menehould qu'il pourra commettre, il sera, dans les bois dépendant de l'Hôtel-Dieu de Paris sis dans le ressort de ladite maîtrise, procédé à l'apposition du quart en réserve dans le meilleur fond, pour croître en futaie, et au règlement des trois autres quarts en six coupes ordinaires qui ne pourront à l'avenir être exploitées qu'à l'âge de 25 ans ; qu'un officier de ladite maîtrise, lors des dites coupes et jusqu'à leur révolution, marquera 6 chênes anciens des plus sains et mieux venants avec 25 baliveaux de l'âge des taillis pour continuer à croître en nature de futaie ; S. M. permet cependant la coupe du surplus des baliveaux qui pourront se trouver sur les dites coupes au fur et à mesure de leur exploitation, pour tenir lieu aux suppliants d'indemnité de reculement de leurs coupes ; permet en outre S. M. aux suppliants d'exploiter « de tire aire » et par recépage la partie des dits bois qui sera mise en réserve en vertu du présent arrêt ; enjoint aux suppliants de nommer un garde pour veiller à la conservation desdits bois, sinon qu'il y sera pourvu par le Grand maître, et de se conformer en la coupe et exploitation d'iceux à l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669 ; enfin, attendu la modicité de la coupe dont il s'agit, S. M. dispense les suppliants de la formalité des Lettres patentes prescrite par la même ordonnance de 1669.

(1) Archives Nationales : E 1053 B 73.

108. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand-maître : Eaux et Forêts. Adjudication, autorisation et règlement de coupe* (1).

Vu la requête du sieur Hyacinthe de Botlay, abbé régulier de l'abbaye d'Asnières-Bellay, diocèse d'Angers, demandant à ce qu'il plût à S. M. le dispenser de se soumettre à l'arrêt du Conseil du 17 septembre 1726 concernant le reculement de la coupe des bois à 25 années, sous prétexte que les bois qui dépendent de son abbaye sont tous situés en terrain sec et aride où il ne peut venir qu'une nature de bois noir, lesquels au bout de cinq ou six ans ne profitent plus, raison pour laquelle, de toute ancienneté, ces bois ont été exploités à cinq ans ; vu les pièces y jointes. le procès-verbal de visite desdits bois du 4 mai 1729 et l'avis du sieur de Ravannes, Grand maître des Eaux et Forêts du département de Touraine, Anjou et Maine ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, n'ayant aucunement égard à la dite requête, ordonne que par ledit sieur de Ravannes, Grand-maître ou les officiers de la maîtrise des lieux qu'il pourra commettre, il sera procédé à la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur, de 7 arpents 88 perches de bois et de 237 arbres épais sur la terre de l'abbaye d'Asnières-Bellay, à la charge pour les adjudicataires d'en remettre le prix aux mains du Receveur général des Domaines et Bois de la généralité de Tours pour être employé à l'aménagement des dits bois ; que, dans le meilleur fond des taillis, il sera fait division de 18 arpents pour, avec les 7 arpents 88 perches ci-dessus, composer le quart réservé des bois de ladite abbaye ; que les 75 arpents restants seront divisés en 12 coupes égales pour être exploitées une annuellement. Et pour indemniser le suppliant du reculement desdites coupes S. M. lui permet d'exploiter à son profit, au fur et à mesure d'icelles, tous les baliveaux sans aucune marque ni délivrance ; ordonne en outre que sur le prix des bois ordonnés être vendus par le présent arrêt, il sera par le Receveur général des Domaines, fait la réserve du dixième pour être employé au soulagement des pauvres communautés de Filles religieuses, et, attendu qu'il ne s'agit que d'un aménagement de bois, S. M. dispense le suppliant de la formalité des Lettres patentes prescrite par l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669.

(1) Archives Nationales : E 1053 B 74.

109. Versailles. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Arpentage. Bornage. Règlement de coupes* (1).

Vu la requête des administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Paris, demandant à ce qu'il plût à S. M. les autoriser à faire couper des taillis et quelques baliveaux malvenants et rabougris dépendant de

(1) Archives Nationales : E 1053 B 75.

leurs bois sis dans le ressort de la maîtrise de Clermont-en-Bauvaisis, avec faculté d'en disposer, suivant les besoins qu'ils en auront ; vu les pièces y jointes, le procès-verbal de visite desdits bois du 21 février 1729 et l'avis du sieur Rivière, Grand maître des Eaux et Forêts du département de Soissons ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à la dite requête, ordonne que, par le sieur Rivière, Grand maître ou les officiers de la maîtrise de Clermont qu'il lui plaira commettre, il soit procédé à l'arpentage desdits bois ainsi qu'au choix, distraction et bornage du quart desdits bois, pour être réservé et croître en futaie, et au règlement du surplus en coupes ordinaires à l'âge de 25 ans, et, pour indemniser les suppliants des frais à faire pour l'arpentage, du placement de la réserve et du règlement des coupes, il sera, par le Grand maître, fait marque et délivrance aux dits suppliants des baliveaux ayant atteint 40 ans qui seront dans la partie mise en réserve, à la charge pour eux de faire l'exploitation de la dite réserve par recépage et de réserver par chacun arpent 25 baliveaux de l'âge du taillis ; en outre, attendu qu'il ne s'agit que d'un aménagement de bois, S. M. dispense les suppliants de la formalité des Lettres patentes prescrite par l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669.

110. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand Maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Arpentage. Autorisation de coupes* (1).

Vu la requête des administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Paris, demandant à ce qu'il plût à S. M. les autoriser à faire couper quelques baliveaux malvenants, pourris et rabougris, bien qu'ils aient été réservés lors des coupes, les dits baliveaux dépendant de leurs bois sis dans le ressort de la maîtrise de Lions en Normandie, avec faculté d'en disposer suivant les besoins qu'ils en auront ; vu les pièces y jointes, le procès-verbal de visite des dits bois des 31 janvier 1729 et l'avis du sieur de Savary, Grand maître des Eaux et Forêts du département de Rouen, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ayant aucunement égard à ladite requête, ordonne que le quart, mis en réserve en exécution de l'arrêt du Conseil du 7 février 1721, dans les bois dont il s'agit restera en l'état qu'il est pour continuer à croître en nature de futaie et que, par l'arpentier commis par le sieur Grand maître, il sera procédé à l'arpentage des dits bois et au règlement des trois quarts en coupes ordinaires à l'âge de 25 ans ; et, pour indemniser les suppliants du reculement des dites coupes, S. M. leur permet d'exploiter à leur profit au fur et à mesure d'icelles tous les baliveaux qui seront dépérissants et hors d'état de profiter ainsi que les taillis ; en outre,

(1) Archives Nationales : E 1053 B 76.

attendu la modicité des coupes et qu'il ne s'agit que d'un aménagement de bois, S. M. dispense les dits suppliants de la formalité des Lettres patentes prescrite par l'ordonnance des Bois et Forêts d'août 1669.

111. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Autorisation de Coupes* (1).

Ayant égard à la requête du sieur Etienne Bonaventure de Fusy, Procureur au Parlement de Besançon ; Vu les pièces y jointes, le devis des réparations à faire aux bâtiments du suppliant, dressé le 11 février 1729 ; le consentement des habitants de Saône-en-Bourgogne et l'avis du sieur Dauxy, Grand maître des Eaux et Forêts au département de Bourgogne ; sur le rapport du sieur Le Peletier Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que, par l'un des officiers de la maîtrise des lieux, commis par ledit sieur Dauxy, Grand maître, il sera fait marque et délivrance au suppliant dans les bois de la communauté de Saône, de la quantité de 34 pieds de chênes, pour employer au rétablissement des bâtiments qui lui appartiennent dans ledit lieu de Saône et non pour un autre usage, à peine de confiscation et d'amende ; — En outre, attendu la modicité des dites coupes, S. M. dispense le suppliant de la formalité des Lettres patentes prescrite par l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669.

(1) Archives Nationales : E 1053 B 77.

112. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis du Grand maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Règlement et autorisation de coupes* (1).

Vu la requête des religieux, prieur, maître et administrateur, frères et sœurs, du Grand Hôtel-Dieu de Provins, demandant à ce qu'il plût à S. M. les autoriser à faire couper dans les bois leur appartenant, sis en la forêt de Sordun et Jouy, la quantité de 50 cordes de gros bois pour le chauffage des pauvres dudit Hôtel-Dieu ; — Vu les pièces y jointes, le procès-verbal de visite desdits bois, et l'avis du sieur de la Faluère, Grand maître des Eaux et Forêts du département de Paris. Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à ladite requête, ordonne que, par l'arpenteur commis par ledit sieur de la Faluère, Grand maître, les trois quarts des bois dudit Hôtel-Dieu de Provins seront divisés en 25 parties égales pour être réduits en coupes à l'âge de 25 ans ; — que, pour indemniser les suppliants des retranchement et reculement desdites coupes, il sera, par ledit Grand maître ou tel officier de la maîtrise des lieux qu'il lui plaira com-

(1) Archives Nationales : E 1053 B 78.

mettre, annuellement et jusqu'à la révolution des dites coupes, fait marque et délivrance auxdits suppliants de tous les baliveaux anciens, sous la réserve de ceux de quarante ans et au-dessous ; — Veut également S. M. que, pendant quinze ans, tous les baliveaux au-dessus dudit âge et qui seront dans le quart réservé desdits bois, leur soient délivrés par égale portion, après lequel temps ledit quart restera en l'état où il se trouvera, pour croître en nature de futaie ; — Et, attendu, en outre, qu'il ne s'agit que d'un aménagement de bois, S. M. dispense les suppliants de la formalité des Lettres patentes prescrite par l'ordonnance des Eaux et Forêts. d'août 1669.

113. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avant faire droit : — Contrôle des « actes des gens de mainmorte ». Recouvrement des droits. Communications de pièces (1).*

Avant faire droit à la requête du sieur François Houllier, adjudicataire des cantons de réserve des bois de la communauté d'Avallon, demandant d'être déchargé de l'assignation qui lui a été donnée à la requête du sieur Vallon, contrôleur des « actes des gens de mainmorte », ensemble des droits d'enregistrement et de contrôle auxquels ledit sieur Vallon a voulu l'assujettir, pour la délivrance qui lui a été faite des bois de réserve de la communauté d'Avallon, ainsi que l'amende que ledit sieur Vallon prétend qu'il a encourue, Vu les pièces y jointes ; Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que ladite requête soit communiquée audit sieur Vallon, contrôleur des actes des gens de mainmorte, pour y fournir de réponse dans les délais prescrits par les règlements du Conseil et être ensuite par S. M. ordonné ce qu'il appartiendra, toutes choses cependant demeurant en l'état.

(1) Archives Nationales : E 1053 B 79.

114. Versailles, le 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis du Grand maître. Exécution parlui. — Eaux et Forêts. Autorisation et règlement de coupes (1).*

Vu la requête des administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Paris demandant à ce qu'il plût à S. M. les autoriser à faire couper 3 à 4 arpents de bois taillis et 62 chênes situés dans leurs fermes de Blois et Berry pour les employer à faire des réparations aux bâtiments et dépendances dudit Hôtel-Dieu. Vu les pièces y jointes, le procès verbal de visite desdits bois et l'avis du sieur de la Porte Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Blois et Berry ; Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à ladite requête, permet cependant aux suppliants de faire couper les 62 chênes dont il s'agit, pour employer en nature ou autrement aux bâtiments

(1) Archives Nationales : E 1053 B 80.

fermes et autres nécessités de l'Hôtel-Dieu de Paris, et ordonne qu'un quart desdits bois sera réservé pour croître en futaie. S. M. autorisant les suppliants à faire couper le surplus sous la réserve de 25 baliveaux par chaque arpent, des plus beaux brins et mieux venants à la charge pour lesdits suppliants de n'en faire l'exploitation que tous les vingt-cinq ans, et attendu la modicité des coupes et qu'il ne s'agit que d'un aménagement de bois, S. M. les dispense en outre de la formalité des Lettres patentes prescrite par l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669.

115. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt contradictoire. Avis de Grand Maître : — Eaux et Forêts. Déboulé d'opposition à un exécutoire de Grand Maître. Confirmation dudit exécutoire* (1).

Vu la requête du sieur Davernes, Commandeur de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, Receveur du commun Trésor dudit Ordre au Grand Prieuré de France : faisant opposition à l'exécutoire obtenu du sieur de la Faluère, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Paris, par les officiers de la Maîtrise particulière d'Auxerre, le 4 septembre 1728, l'arrêt du Conseil du 13 mai 1722 ordonnant audit sieur de la Faluère, de procéder à la visite, reconnaissance et au jugement des délits commis dans tous les bois communaux et ecclésiastiques situés dans l'étendue de la maîtrise d'Auxerre, ledit arrêt du Conseil déclarant en outre que tout ce qui serait ordonné par ledit sieur de la Faluère serait exécuté nonobstant opposition, appelation, récusation, prise à partie ou autres empêchements quelconques — la réponse des officiers de la maîtrise d'Auxerre. — la réplique au sieur Commandeur ; Ensemble l'avis dudit sieur de la Faluère, Grand maître.

Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances

Le Roi en son Conseil faisant droit sur l'instance, déboute le sieur Davernes, Commandeur de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem de son opposition à l'exécutoire donné par le sieur de la Faluère, maître du département de Paris, au profit des officiers de la maîtrise d'Auxerre, le 4 septembre 1728, et ordonne en conséquence que ledit exécutoire sera exécuté selon sa forme et teneur.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁸¹.

116. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Commissaires : — Collecte des amendes forestières. Modération de condamnations prononcées par des Commissaires à la réformation des bois* (1).

Vu la requête du sieur Claude-François Bailley, chargé de faire la collecte des amendes prononcées en la maîtrise particulière des Eaux et Forêts de Dôle, de 1699 à 1708, demandant d'être déchargé des condamnations prononcées contre lui le 20 juillet 1728, par les

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁸².

Commissaires à la Réformation de Franche-Comté, l'avis desdits sieurs Commissaires sur cette requête estimant que l'on peut modérer à 2.000 livres lesdites condamnations ; Vu les pièces y jointes ; Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à la requête de Bailley et conformément à l'avis desdits Commissaires à la Réformation des Eaux et Forêts de Bourgogne et Franche-Comté, fixe le débet clair des comptes des amendes adjugées et la maîtrise de Dole de l'année 1699 à l'année 1708, à la somme de 8.397 livres 2 sols ; mais, par grâce et sans tirer à conséquence, S. M. modère ledit débet clair à la somme de 2.000 livres.

117. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sus Requête. Avis de Grand maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Règlement et autorisation de coupes (1).*

Faisant droit à la requête des habitants et communauté de Klängen, dépendant de la maîtrise des Eaux et Forêts de Thionville ; Vu les pièces y jointes, le procès-verbal de visite des bois et l'avis du sieur Collart, Grand maître des Eaux et Forêts du département de Metz. Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que le règlement fait dans les bois de la communauté de Klängen sera exécuté selon sa forme et teneur sous la direction dudit sieur Collart, Grand maître et permet cependant aux suppliants de couper leurs taillis et le surplus des arbres non marqués qui se trouveront dans les différentes coupes, pour servir au rétablissement de leurs maisons et à leur chauffage — ; attendu, en outre, qu'il s'agit d'aménagement desdits bois, S. M. dispense les suppliants de la formalité des Lettres patentes prescrite par l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁸³.

118. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand maître : — Eaux et Forêts. Délits forestiers. Modération d'une amende prononcée par un arrêt du Conseil (1).*

Vu la requête des héritiers de François Saintendre, habitants de Bielle, dans le ressort de la maîtrise particulière des Eaux et Forêts de Chaumont-en-Bassigny, demandant d'être déchargés de l'amende de 300 livres à laquelle un arrêt du Conseil du 10 décembre 1727 avait condamné leur auteur feu François Saintendre, sur l'avis des officiers de la maîtrise de Chaumont, pour avoir coupé des chênes communaux sans leur autorisation ; Vu ledit arrêt du 10 décembre 1727, les pièces y jointes et l'avis du sieur de Courtagnon, Grand maître des Eaux et Forêts du département de Champagne, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁸⁴.

Le Roi en son Conseil ordonne que ledit arrêt du 10 décembre 1727 sera exécuté selon sa forme et teneur et cependant, par grâce et sans tirer à conséquence, modère à 50 livres l'amende de 300 livres prononcée contre ledit Saintendre, à la charge pour les suppliants de payer les frais, suivant la taxe qui en sera faite par ledit sieur de Courtagnon, Grand maître.

119. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avant faire droit : — Succession. Recouvrement du solde d'une adjudication de bois. Communication de pièces (1).*

Avant faire droit à la requête de l'Econome général des Bénéfices consistoriaux vacants à la nomination de S. M., poursuivant le recouvrement des effets appartenant à la succession de défunt Louis-Marie de Romécour, vivant abbé de l'abbaye de Beaulieu, diocèse de Châlons-en-Champagne, et des Religieux de ladite abbaye, demandant à être payé du restant de prix dû par les adjudicataires de 4.305 arpents dépendant de ladite abbaye, Vu les pièces y jointes, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que ladite requête sera communiquée aux adjudicataires des bois de l'abbaye de Beaulieu pour y fournir de réponse dans les délais prescrits par les règlements du Conseil, et, ensuite, être par S. M. ordonné ce qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁸⁶.

120. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant et de Grand maître. Exécution par Grand maître : — Eaux et Forêts. Adjudication. Règlement de coupes (1).*

Vu la requête des Echevins, Syndics et habitants de Mouzon-sur-Meuse, frontière de Champagne, demandant qu'il leur soit permis de couper 143 arpents 31 perches des bois réservés de la commune pour subvenir à la construction d'écuries et de casernes nécessaires aux troupes qui sont en garnison à Mouzon, et aussi pour procéder aux réparations de leur église et autres frais à leur charge, Vu les pièces y jointes, l'avis du sieur Collart, Grand maître des Eaux et Forêts du département de Metz, le devis estimatif des constructions des casernes et écuries, et aussi l'avis du sieur de Creil, Intendant de la généralité de Metz. Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à ladite requête, ordonne que par ledit sieur Collart, Grand maître ou par tel officier de la maîtrise qu'il lui plaira commettre, il sera procédé à la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur de 143 arpents 3 perches, des bois réservés de la communauté de Mouzon, mais qu'après leur exploitation, le bois qui y reviendra sera mis en réserve pour croître en futaie et former le quart réservé

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁸⁷.

des bois communaux, que les adjudicataires remettront leur prix au Receveur général des Domaines et Bois pour qu'il soit employé, sur les ordonnances du Grand maître, au paiement des entrepreneurs de casernes et écuries, que sur le prix principal desdits bois il sera fait la retenue du dixième pour le soulagement des pauvres communautés de Religieuses, et, attendu qu'il s'agit du « Service » S. M. fait dispense de la formalité des Lettres patentes prescrite par l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669.

121. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Péage. Usufruit (1).*

Faisant droit à la requête du Marquis de Perignan, Gouverneur d'Aiguesmortes. Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans tirer à conséquence, ordonne qu'en remettant au Trésor royal une assignation tirée sur le sieur Marandon de la somme de 4.000 livres pour être convertie en rente sur les Tailles, le suppliant jouira, sa vie durant, du péage de la Tour Carbonnière, proche Aiguesmortes, à compter du jour du décès du sieur de Busca, ancien gouverneur, sans que S. M. puisse être tenue d'aucune indemnité tant envers le sous-fermier de l'ordre de Saint-Louis qu'envers le sous-fermier des Domaines.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁸⁸.

122. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Comptes de gestion. Paiement (1).*

Faisant droit à la requête du Sieur Gandoz, Payeur, ancien alternatif et biennal, des gages des officiers de la Chambre des Comptes de Grenoble, Vu l'ordonnance des sieurs Commissaires du Conseil, du 27 avril 1723, députés par S. M. pour procéder, en exécution de l'Edit de janvier 1716, à la liquidation et vérification des rentes, gages, pensions et autres charges, employées dans les Etats du Roi, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur Général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que la somme de 1.134 l. 13 s. 4 d. sera payée par le Garde du Trésor royal audit Gandoz, en une quittance de Finances au denier cinquante assignée sur les gabelles du Dauphiné, et en rapportant par ledit Garde du Trésor royal les quittances de Gandoz et l'expédition du présent arrêt, ladite somme de 1.134 l. 13 s. 4 d. lui sera passée et allouée en dépense, sans difficulté, dans le compte qu'il doit rendre de son exercice.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁸⁹.

123. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt contradictoire : — Enregistrement et ensaisinement des fonds relevant de S. M. (1).*

Vu la requête des Receveurs et Contrôleurs généraux des

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁹⁰. Rondonneau : AD+811, janvier (24).

Domaines et Bois de la généralité de Metz contenant que S. M. voulant être informée de la consistance de ses domaines, aurait ordonné, par son Edit d'avril 1685, précisé par d'autres Edits, Arrêts et Déclarations rendus en conformité dudit Edit d'avril 1685, que « Tous contrats, décrets et autres actes translatifs de propriété des fiefs, domaines et censives relevant de S. M. seraient ensaisinés par les Receveurs généraux des Domaines avec remise des registres au Bureau des Finances, et que dix ans en dix ans, lesdits Receveurs généraux feraient mention dans les états qu'ils remettraient à la Chambre des Comptes, de la consistance en détail de tous les droits dépendant des domaines de S. M. dans leur généralité ou département, tant de ceux qui étaient en ses mains que de ceux qui étaient aliénés », Que les suppliants se sont toujours heurtés dans la Principauté de Sedan à la résistance opiniâtre des habitants et des officiers de l'Hôtel de Ville pour l'exécution desdits Edits, Arrêts et Déclarations, ce pourquoi ils demandent à S. M. de leur donner les moyens d'y pourvoir. Vu l'Edit d'avril 1685, les Arrêts, Edits et Déclarations rendus en conformité, les requêtes et pièces produites par les officiers de l'Hôtel de Ville de Sedan, avec les mémoires et réponses desdits Receveurs et Contrôleurs généraux. Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil : ordonne que les Edits, Arrêts et Déclarations portés à la requête des Receveurs et Contrôleurs généraux des Domaines de la généralité de Metz seront exécutés dans la Principauté de Sedan, sans néanmoins que les propriétaires des biens tenus en fief ou en censive de Sa Majesté soient tenus de faire ensaisiner et enregistrer d'autres titres que ceux en vertu desquels ils jouissent actuellement desdits biens, ni de payer chacun plus qu'un droit d'ensaisinement et d'enregistrement, à la charge pour les nouveaux possesseurs, à l'avenir de faire ensaisiner et enregistrer leurs titres de propriété à chaque mutation.

124. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt contradictoire. Dire d'un Inspecteur des Domaines : — Enregistrement et Ensaisinement des fonds relevant de S. M. (1).*

Vu les placets et mémoires respectifs des habitants qui possèdent des terres dans la mouvance et directe des Seigneuries qui composent une partie de l'île d'Oléron, d'une part, des Procureurs du Roi du Bureau des Finances et des Receveurs et Contrôleurs généraux des Domaines de la Rochelle, d'autre part, à propos des droits seigneuriaux et d'ensaisinement réclamés par les seconds aux premiers. Vu les pièces produites par les parties. Ensemble le dire du sieur de Poilly, l'un des Inspecteurs généraux des Domaines, auquel le tout a été communiqué. Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans avoir égard à la demande des officiers des Domaines de la Rochelle pour le paiement des droits seigneuriaux des acquisitions faites dans la Directe de la Baronnie d'Oléron, dont S. M. les déboute ; ayant égard au surplus de leur demande, ordonne que les nouveaux possesseurs des héritages tenus en fief ou censive de ladite baronnie seront tenus de faire ensaisiner et enregistrer par le Receveur général des Domaines de la généralité et contrôlés par le Contrôleur des Domaines les titres en vertu desquels ils jouissent actuellement desdits biens et de payer pour raison de ce, les droits d'ensaisinement, d'enregistrement et contrôle, conformément aux Edits de 1685-1701-1727 et autres Arrêts et Déclarations rendus en conséquence.

125. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement : — Offices. Commission (1).*

S. M. étant informée que le sieur Jean-Louis Lesemelier, Payeur de la 36^e partie des rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris, est décédé, et voulant commettre à l'exercice de ladite partie afin que le paiement des arrérages de rente distribué dans icelle partie ne soit point arrêté. Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, commet Antoine de Baune, payeur de la 46^e aptrie des rentes dudit Hôtel de Ville, pour faire et continuer le paiement des rentes distribuées dans la 36^e partie tant pour l'exercice de l'année dernière que pour celui de la présente année.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁹².

126. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. — Privilège de la Compagnie des Indes pour la vente du café dans le royaume. Cassation de jugements d'un Lieutenant d'Amirauté. Amendes (1).*

Faisant droit à la requête du sieur Pierre le Sueur « chargé pour la Compagnie des Indes de la régie et exploitation des tabacs et cafés dans toute l'étendue du Royaume », interjetant appel de deux jugements du Lieutenant de l'amirauté de Saint-Malo, du 3 septembre 1728. Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, casse et annule lesdits deux jugements du lieutenant de l'amirauté de Saint-Malo des 5 septembre 1728 et déclare acquises et confisquées au profit du suppliant les 43 balles de café saisies par ses commis contre Hurtault, armateur dans ladite ville de Saint-Malo, en condamnant ledit Hurtault et ses comparses à 1.000 livres d'amende pour la contravention commise par eux, et à tous les dépens.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁹³. Rondonneau : AD + 811 (20).

127. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Survivance. Sceau et expédition des provisions* (1).

Faisant droit à la requête de Jean Cottereau, fils d'Urbain Cottereau, Président du grenier à sel de Malicorne, décédé le 26 octobre 1712, Vu la quittance de survivance du 11 août 1713, contrôlée le 13 août de la même année, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne qu'il sera passé outre au sceau et expédition des provisions dudit office de Conseiller de S. M., Président du grenier à sel de Malicorne, dont ledit Urbain Cottereau, décédé le 26 octobre 1712, était pourvu, au profit de Jean Cottereau, son fils, ou de tel autre qu'il appartiendra, nonobstant la surannation du contrôle de la quittance de survivance dudit office ; et ce, sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁹⁴.

128. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Survivance. Sceau et expédition des provisions* (1).

Faisant droit à la requête de Joseph-Pierre Thevenet, barbier-perruquier à Annonay, Vu la quittance de triple droit de survivance de la place de « Barbier-Perruquier, Baigneur, Etuviste » en la ville et faubourgs d'Annonay, expédiée au profit dudit Thevenet, le 14 février 1722, et contrôlée le 18 desdits mois et an, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne qu'il sera passé outre au sceau et expédition des provisions de l'une des six places de « Barbier-Perruquier, Baigneur-Etuviste », en la ville et faubourgs d'Annonay », dont était pourvu Jacques Sauve, décédé, au profit de Joseph-Pierre Thevenet ou de tel autre qu'il appartiendra, nonobstant la surannation de contrôle de la quittance de survivance dudit office ; Et ce, sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁹⁵.

129. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices vacants. Rectification d'erreur de titre sur une quittance. Sceau des provisions* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Antoine Caillot, Vu la quittance de vacant, expédiée à son profit le 18 novembre 1729 et contrôlée le 23 desdits mois et an ; Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne, qu'encore que dans le rôle des offices vacants arrête au Conseil le 11 octobre 1729 et la quittance expédiée en conséquence le 18 novembre dudit an au profit du suppliant, elle eût été remplie au titre « d'Huissier-audiencier aux Eaux et Forêts de Baugé », ladite quittance lui servira et viendra

(1) Archives Nationales : E 1053 B ⁹⁶.

comme si elle avait été remplie de celui de « Premier Huissier aux Eaux et Forêts de Baugé », et que les provisions en seront scellées au profit dudit Antoine Caillot ou de tel autre qu'il appartiendra.

130. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Droit annuel* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Emery, Louis, André Tauscier, Conseiller de S. M., Commissaire ordinaire des guerres ; Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que le suppliant sera reçu au droit annuel de son office, pour la présente année 1730, nonobstant que le délai porté par l'arrêt du Conseil du 2 août 1729 soit expiré ; Et ce, par grâce et sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1053 B 97.

131. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Rachat d'offices seigneuriaux* (1).

Faisant droit à la requête du Comte de Simiane, Maréchal des camps et armées du Roi, Chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis, Vu les copies collationnées des lettres patentes du 28 avril 1725 et du contrat d'échange du 14 juin de la même année, Vu l'arrêt du Conseil du 28 septembre 1725, les lettres de ratification dudit contrat d'échange du 28 avril dudit an et l'arrêt d'enregistrement du Parlement de Dauphiné, du 2 août 1726, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que lesdits contrats d'échange, lettres patentes et arrêts du Conseil seront exécutés, et conformément à iceux, S. M. ordonne, qu'en remboursant par le suppliant les offices des deux châtelains des paroisses de Grignan, Saint-Maximin, Villard-Benoist, la Chapelle-Blanche et Montoret, en Dauphiné, cédées, transportées et données au Comte de Simiane, à titre de contre-échange dans ledit contrat du 14 juin 1725, suivant la liquidation qui en sera faite par le sieur de Fontanieu, Intendant de la Province de Dauphiné, il pourra instituer en leurs places toutes personnes capables qu'il jugera à propos.

(1) Archives Nationales : E 1053 B 98.

132. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par l'Intendant : — Réparations, adjudications, commission de l'Intendant* (1).

Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, commet le sieur de Lesserville, Intendant de la généralité d'Auch et Province de Béarn, pour procéder à l'adjudication au rabais des réparations à faire aux prisons

(1) Archives Nationales : E 1053 B 99.

royales de Pau, Bayonne et Tarbes, suivant le devis estimatif qui en a été dressé.

133. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par l'intendant : - Réparations, adjudication, commission de l'Intendant (1).*

Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil commet le sieur de Pomereu Intendant de la généralité de Tours, pour procéder à l'adjudication au rabais des réparations à faire aux bâtiments du greffe de la ville d'Angers, suivant le devis estimatif qui en a été dressé.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁰.

134. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Dire d'un Inspecteur des Domaines : - Succession. Procès pendant au Conseil. Renvoi sur opposition devant un présidial (1).*

Faisant droit à la requête du sieur François Prioul, tuteur onéraire des enfants mineurs de feu Julien-François de Larlan de Quereadio, Chevalier Comte de Rochefort, Président à mortier au Parlement de Bretagne, demandant le renvoi des contestations concernant la succession de ce dernier et actuellement pendantes au Conseil du Roi, devant le présidial de Vannes et ce, malgré deux arrêts dudit Conseil du 14 juillet 1722 et du 23 août 1723, Vu lesdits arrêts, ensemble le dire de sieur de Poilly, l'un des Inspecteurs généraux des Domaines auquel le tout a été communiqué, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, reçoit le suppliant es-qualités en son opposition et renvoie les parties devant le présidial de Vannes pour juger des contestations relatives à la succession de feu de Quereadio, sauf appel devant le Parlement de Bretagne.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁰¹.

135. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Comptes de gestion. Dixième du clergé. Expédition de quittances (1).*

Faisant droit à la requête des héritiers bénéficiaires de Gérard Durey de Poligny, Receveur général des Finances du Comté de Bourgogne, Vu l'arrêt du Conseil du 28 mars 1713 qui dispense les membres du clergé de Besançon de payer le dixième pendant le quartier d'octobre 1710 et les neuf premiers mois de 1711, la quittance de 48.859 livres du 10 juillet 1725, au nom et à la charge dudit clergé, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que ladite quittance de 48.859 livres, expédiée sous le nom de clergé de Besançon sera

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁰².

déchargée du contrôle et remise au Garde du Trésor royal en exercice, pour valeur de laquelle il sera tenu d'en expédier deux autres : l'une de 26.358 l. 7 s. 9 d. au nom du clergé de Besançon, sur le dixième des biens dudit clergé des années antérieures à 1719 et l'autre de 22.500 l. 12 s. 3 d. sous le nom de Pierre Durey d'Hannoncourt, commis pour achever les exercices dudit Gérard Durey de Poligny, décédé, libellée sur les débits des comptes dudit sieur de Poligny, des années antérieures à 1730.

136. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur requête : — Recouvrement de créance au profit du Roi. Mainlevée d'oppositions* (1).

Faisant droit de la requête du sieur Pierre Pelart, ci-devant intéressé aux affaires de S. M., Vu les pièces y jointes, Sur le Rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que le suppliant signera des quittances de remboursement par-devant Me de Monchy, notaire, à Paris, à la décharge de S. M. et du Garde des Trésor royal en exercice, de la somme de 76.517 l. 10 s. 8 d. portant intérêt « au denier cinquante » lesquelles seront ensuite déchargées de contrôle et remises au Conservateur des Hypothèques, à l'effet de délivrer un certificat portant qu'il n'y a aucune opposition sur le suppliant, S. M. faisant par le présent arrêt mainlevée de celles qui pourraient avoir été formées, pour le tout être remis au Garde du Trésor et en être par lui le remboursement fait, en la valeur des billets du suppliant.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹³³.

137. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par l'Intendant : — Secours aux sinistrés. Imputation sur le don gratuit* (1).

Vu le procès-verbal de vérification et d'estimation des dommages causés dans la ville de Salon et dans son territoire par deux gros orages, ledit procès-verbal dressé par le sieur Tourre, subdélégué du sieur Le Bret, Intendant de Provence, et S. M. désirant permettre aux habitants de réparer leurs dommages, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, accorde aux habitants de Salon, pendant trois années consécutives, à compter du 1^{er} janvier 1730, la somme de 2.666 l. 13 s. 4 d. par chacune année, sur les sommes qui seront imposées pendant ces trois années pour « Don gratuit » ou « Quartier d'Hiver », en Provence, et enjoint S. M. au sieur Le Bret, Intendant, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁰⁴.

138. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant. Exécution par les Elus généraux de Bourgogne et les Commissaires « députés pour connaître des dettes et affaires des*

Communautés de cette province » : — *Curage des rivières, adjudication d'ouvrages. Imposition extraordinaire* (1).

Faisant droit à la requête des Syndics, habitants et forains des paroisses de : Fauverney, Varange, Tart-le-Haut, Tart-le-Bas, Tart-l'Abbaye, Pluveau, Pluvet, Jaully, Vehay, Trouchans et autres, situées en Bourgogne ; Vu les pièces justificatives de ladite requête, ensemble l'avis du sieur de la Briffe, Intendant de Bourgogne, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi ordonne, que par les Elus généraux de la Province de Bourgogne, il sera procédé tant à l'adjudication définitive et au rabais des ouvrages à faire pour le curage de la rivière d'Ouche et le rétablissement du lit de cette rivière, suivant les devis dressés en exécution des Décrets des Etangs de ladite province des années 1712 et 1727, qu'à l'adjudication aussi au rabais de l'entretien des mêmes ouvrages pour une ou plusieurs années ; Ordonne en outre S. M. qu'il sera procédé, par les « commissaires députés pour connaître des dettes et affaires des communautés de Bourgogne », à l'imposition et répartition de la somme nécessaire à l'entretien desdits ouvrages sur tous les propriétaires, usufruitiers et riverains, jouissant ou possédant des fonds le long de ladite rivière d'Ouche, à proportion de leur valeur et revenus et eu égard au bénéfice qu'ils retireront desdits ouvrages, suivant un rôle spécial qui sera exécuté nonobstant toutes appellations, oppositions ou autres empêchements dont si aucuns interviennent, S. M. se réserve la connaissance et à son Conseil, et icelle interdit à toutes ses cours et juridictions.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁰⁵.

139. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Représentations — Commerce et industrie. Transit. Dispense de droits de sortie* (1)

Sur ce qui a été représenté au Roi en son Conseil par les Marchands Drapiers et Manufacturiers de la ville de Sedan, Vu les arrêts des 29 mars 1718, 26 juin 1721, 12 décembre 1724 et 17 juin 1727, ensemble la réponse de M^e Pierre Carlier, adjudicataire des Fermes générales de S. M., Sur le rapport du Sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, proroge pour trois années la permission ci-devant accordée par les arrêts du Conseil ci-dessus aux suppliants, d'envoyer leurs draps directement de Sedan ou de Paris en Espagne, Portugal, Genève ou Flandre espagnole en passant au travers du royaume sans payer aucun droit de sortie, tant des « Cinq grosses Fermes » que des « Provinces réputées étrangères », en observant toutefois les formalités prescrites par ledit arrêt du 29 mars 1718, qui sera au surplus exécuté selon sa forme et teneur.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁰⁶.

140. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant et des Députés du Commerce. Exécution par l'Intendant : — Commerce et industrie. Autorisation de construire un four à poteries* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Nicolas Roch Macarel, Manufacturier de Poteries, à Rouen, Vu l'arrêt du Conseil du 9 août 1723 interdisant d'établir des fourneaux sinon en vertu de lettres patentes dûment enregistrées, ensemble l'avis du sieur de Gasville, Intendant de la généralité de Rouen, et celui des Députés du Commerce, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, permet au suppliant de faire construire un four neuf de la même grandeur que celui dont il se sert actuellement, à condition qu'il ne pourra se servir de ce nouveau fourneau que l'ancien ne soit entièrement démoli ; enjoint S. M. au sieur Intendant de Rouen, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁰⁷.

141. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Revêtu de lettres patentes : — Offices. Commission* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Charles Bernière, Vu les provisions du suppliant pour l'office de Payeur ancien et triennal des gages augmentations de gages et droits des officiers de la Chambre des Comptes de Rouen, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil commet le suppliant aux exercices des années 1728 et 1729 des charges de Payeur ancien et triennal des gages et droits des officiers de la Chambre des Comptes de Rouen, au lieu et place du sieur Defort-Duparc ; Et seront pour l'exécution du présent avis toutes lettres nécessaires expédiées.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁰⁸.

142. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Revêtu de lettres patentes : — Offices. Commission* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Alexandre Burbaud, Receveur alternatif des tailles dans l'élection de Montargis, Vu les provisions et réception dudit sieur Burbaud pour ledit office et le consentement du Receveur général des Finances de la généralité d'Orléans, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, commet ledit Burbaud pour faire et continuer le recouvrement des tailles et autres impositions en ladite élection de Montargis pour l'année 1729, au lieu et place de Legris et Fourgeaud ; Et seront, pour l'exécution du présent arrêt, toutes lettres nécessaires expédiées.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁰⁹.

143. Versailles, le 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Revêtu de lettres patentes : — Offices, comptes de gestion. Modération d'amende prononcée par une Chambre des Comptes* (1).

Vu la requête de Dame Marie Roffay, veuve commune en biens de défunt Elie de Laage, vivant pourvu de l'office de Receveur alternatif des tailles de l'Election de Saintes, demandant la décharge pure et simple des amendes, tant ordinaires qu'extraordinaires, auxquelles la Chambre au jugement des comptes avait condamné son mari feu Elie de Laage, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à ladite requête modère cependant à la somme de 700 livres celle de 19.540 livres d'amendes à laquelle le feu sieur Elie de Laage, Receveur des tailles de l'Election de Saintes, a été condamné par la Chambre au jugement de ses comptes des années 1715, 1716, 1717, 1718, 1720 et 1722, faute par ledit de Laage d'avoir présenté ses comptes dans les délais ordinaires accordés par les Déclarations du Roi; Et ce, en vertu du présent arrêt sur lequel toutes lettres nécessaires seront expédiées.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹¹⁰.

144. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices Comptes de gestion. Remboursement* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Pierre Durey d'Harnoncourt, commis par arrêt du Conseil, du 21 décembre 1728, pour parachever les exercices de feu sieur Gérard Durey de Poligny, Receveur général ancien et mitriennal des Finances au Comté de Bourgogne, Vu les arrêts du Conseil du 10 décembre 1726 et du 18 novembre 1727 qui avaient imposé sur la Province de Bourgogne une somme de 336.501 livres 19 s. 3 d. pour la fourniture du fourrage aux troupes de S. M., les ordonnances du sieur de la Neuville, Intendant de Bourgogne et Franche-Comté, du 15 décembre 1728, et autres pièces y jointes, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que ledit Pierre Durey d'Harnoncourt sera remboursé, en une ordonnance de comptant du sieur de la Neuville, Intendant de Bourgogne, sur le Garde du Trésor royal, de ladite somme de 336.501 l. 19 s. 3 d. par lui payée pour le montant de l'imposition faite dans l'année 1727 en Bourgogne.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹¹¹.

145. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Revêtu de lettres patentes : — Offices. Commission* (1).

Faisant droit à la requête de Dame Antoinette Bouillerot, veuve du sieur Jean Desormes-Duplessis, Receveur général des

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹¹².

Finances de Bourgogne et Bresse et payeur des gages de la Chambre des Comptes de Dijon, agissant tant en son nom à cause de la communauté de biens qui a été entre ledit sieur Duplessis et elle, que comme tutrice de ses enfants mineurs, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, commet le sieur Antoine Carrelet pour faire et continuer au lieu et place du feu sieur Desormes-Duplessis les exercices de la Recette générale des Finances de Bourgogne des années 1727 et 1728 et le recouvrement du cinquantième des biens fonds de ladite Province, à la charge pour la suppliante de demeurer garante et responsable du maniement dudit Carrelet, dont elle donnera sa soumission au greffe du Conseil au pied de la minute du présent arrêt, pour l'exécution duquel toutes lettres nécessaires seront expédiées.

146. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Revêtu de lettres patentes : — Offices. Paiement d'émoluments supplémentaires (1).*

Etant informé que le sieur Durand de Lintric vivant « Contrôleur général des Turcies et Levées », en exercice l'année 1728, est décédé le 17 août de la même année et que le sieur Gaillard de la Menaudière, son collègue, a fait la visite des ouvrages en son lieu et place par ordre du sieur Directeur général des Turcies et Levées. Vu l'extrait du registre mortuaire prouvant le décès dudit sieur Durand de Lintric et le certificat du sieur Lambron de Bois-le-Roy, Intendant des Turcies et Levées, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que ledit Gaillard de la Menaudière, Contrôleur général des Turcies et Levées, sera payé des émoluments attachés à la visite des travaux de l'exercice 1728 qu'il a faite au lieu et place de son collègue de Lintric, décédé, et que toutes lettres nécessaires seront expédiées sur ledit arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹¹³.

147. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Tailles et autres impositions. Répartition et recouvrement. Sectionnement d'une paroisse (1).*

Etant informé que les villages de Montrodes-en-Val, Laffon-de-l'Arbre et Hautfontamart dépendants de la paroisse d'Oremes-Election de Clermont, généralité de Riom, sont très éloignés du chef-lieu de ladite paroisse, ce qui rend très difficile la répartition et le recouvrement des tailles et autres impositions dans lesdits villages, Vu l'avis du sieur de la Grandville, intendant de la généralité de Riom, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹¹⁴.

Le Roi en son Conseil, ordonne qu'à l'avenir, à commencer en 1731, les villages ci-dessus désignés seront désunis du surplus de la paroisse d'Orèmes, pour être imposés à la taille et autres impositions par un mandement séparé, sous le nom de « Montrodes », et enjoint audit sieur Intendant de Riom, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, qui sera enregistré sans frais au greffe de l'Election de Clermont.

148. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : Rétablissement des nefs des églises... Confirmation d'adjudication, imposition supplémentaire* (1).

Vu l'arrêt du Conseil, du 16 décembre 1684, par lequel S. M. a réglé « la forme suivant laquelle il serait pourvu à l'avenir au rétablissement des nefs des églises et presbytères tombés par vétusté ou ruinés par l'incendie », les adjudications faites par les sieurs Duhamel, de la Boulvière et de Jumilly, subdélégués du sieur de Vastan, Intendant à la généralité de Caen, des réparations à faire aux paroisses et presbytères de Moyon, Chalandré et Mulvieu, Vu aussi l'avis dudit sieur de Vastan, Intendant de ladite généralité de Caen, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, confirme l'adjudication ci-dessus dont le montant sera imposé sur tous les habitants et propriétaires desdites paroisses de Moyon, Chalandré et Mulvieu, exempts et non exempts, privilégiés et non privilégiés, suivant les rôles particuliers qui seront faits par les ordres du sieur Intendant et de ses subdélégués auxquels S. M. attribue la connaissance des oppositions et autres différends qui pourraient survenir à l'exécution desdits rôles, sauf l'appel au Conseil.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹¹⁵.

149. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par l'Intendant : — Rétablissement des nefs des églises... Confirmation d'adjudications, imposition supplémentaire* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S. M. a réglé, etc... (cf. précédent arrêt)..., les adjudications faites par les sieurs Allongé et Capitain, subdélégués du sieur d'Aube Intendant de la généralité de Soissons, des réparations à faire aux paroisses, presbytères et écoles de Montlenon, Ploisy, Espieds et la Vesine, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, confirme les adjudications ci-dessus dont le montant sera imposé sur tous les habitants et propriétaires desdites paroisses suivant les rôles particuliers qui seront faits par les ordres du sieur Intendant, etc... (cf. arrêt précédent).

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹¹⁶.

150. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Rétablissement des nefs... Confirmation d'adjudications. Impositions supplémentaires* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684... (cf. arrêts précédents), l'adjudication faite par le sieur Bellet, subdélégué du sieur Boucher, Intendant de la généralité de Bordeaux, des réparations à faire à l'église paroissiale de Saint-Philippe, Election d'Agen, juridiction de Sainte-Foy, Vu aussi l'avis dudit sieur Boucher, Intendant de ladite généralité de Bordeaux, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, confirme les adjudications ci-dessus dont le montant sera imposé sur tous les habitants et propriétaires... (cf. arrêts précédents) de la juridiction de Sainte-Foy, dont dépend Saint-Philippe, suivant les rôles particuliers... (cf. arrêts précédents).

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹¹⁷.

151. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Représentations Exécution par l'Intendant : — Fournitures et logements des troupes. Imposition supplémentaire* (1).

Sur ce qui a été représenté au Roi en son Conseil qu'il est nécessaire de faire les fonds de la somme 361.179 l. 16 s. 8 d., à laquelle se trouve monter la dépense, pendant l'année 1730, du logement et casernement des officiers et troupes, de la fourniture du fourrage, bois, lumière, etc... des régiments qui sont en quartier en la Province de Bretagne, ladite somme arrêtée par le sieur de la Tour, Intendant de ladite Province de Bretagne. Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne l'imposition dans la présente année 1730 sur ladite Province de Bretagne, de la somme de 361.179 l. 16 s. 8 d. pour le logement, casernement, fourrage et autres fournitures des troupes de S. M. qui sont en quartier en Bretagne ; Enjoint S. M. audit sieur de la Tour, Intendant de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹¹⁸.

152. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par l'Intendant : — Expropriation. Indemnités. Imposition supplémentaire* (1).

Vu le procès-verbal du sieur Bignon, Intendant de la généralité de la Rochelle, contenant la vérification et liquidation de ce qui est dû aux particuliers dont les fonds ont été compris dans les fortifications des places d'Aunis et de Saintonge, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que lesdits propriétaires dont les fonds ont été compris dans les fortifications d'Aunis et de

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹¹⁹.

Saintonge, seront payés annuellement à commencer de 1730 de la somme de 2.036 l. 14 s. 8 d. pour les intérêts au denier cinquante de leurs principaux, moyennant une imposition supplémentaire répartie sur tous les contribuables de la taille, de la généralité de la Rochelle, dont les rôles seront dressés par les collecteurs et rendus exécutoires par ledit sieur Bignon, Intendant.

153. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement* : — *Taille. Diminution. Approbation d'un état de répartition* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 27 septembre 1729 accordant une diminution de 500.000 livres sur la taille des Elections de la généralité d'Orléans et l'Etat de répartition de ladite diminution dressé par le sieur de Bonnille, Intendant de ladite généralité, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, approuve et confirme la répartition de ladite somme de 500.000 livres faite par ledit sieur de Bonnille, Intendant de la généralité d'Orléans, en conséquence dudit arrêt du 27 septembre 1729.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹²⁰.

154. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt sur Requête* : — *Contrat de rente. Rectification d'une addition de nom* (1).

Faisant droit à la requête de Dame Catherine Culot, femme de Jean Guyot, maître Chaudronnier à Paris, Vu les pièces justificatives y jointes et l'acte notarié du 12 août 1721, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne qu'encore que dans la quittance de finance du 30 septembre 1723 et dans le contrat expédié en conséquence le 20 mars suivant au profit de Catherine Culot pour jouir par elle de la rente y portée sur sa tête et pendant sa vie, ladite Culot ait été nommée par erreur Marie-Catherine Culot, au lieu de Catherine Culot, qui sont ses véritables noms, lesdites quittances de finance et contrat vaudront néanmoins comme si l'addition du nom de Marie n'y avait point été faite, S. M. validant lesdites quittances et contrat sous ledit nom de Catherine Culot, en vertu du présent arrêt duquel mention sera faite, tant sur la minute que sur la grosse dudit contrat et de ladite quittance et partout ailleurs où besoin sera.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹²¹.

155. Versailles, 17 janvier 1730. *Arrêt contradictoire. Avis de Commissaires. Rapport d'un Maître des requêtes* : — *Postes et messageries. Rôle de « l'ustancille »*.

Vu les requêtes respectives du sieur Julien Besnard, Fermier des Coches et Messageries de Gisors, Rouen, Gournay, demandant

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹²².

à être déchargé de la somme de 25 livres pour laquelle il a été employé dans le « rôle de l'ustancille » de la ville de Gisors, de l'année 1727, d'une part, des sieurs Nicolas Henoy et consorts, collecteurs des tailles de l'Election de Gisors, demandant que ledit rôle soit exécuté selon sa forme et teneur, d'autre part, Vu les pièces y jointes et tout ce qui a été remis et produit au sieur de Maupeon, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des requêtes ordinaire de son Hôtel, Commissaire en cette partie, Sur le rapport dudit sieur de Maupeon et après en avoir communiqué au Bureau des « Commissaires du Conseil députés pour le fait des Postes et Messageries de France ».

Le Roi en son Conseil, faisant droit sur l'instance, déboute ledit Besnard de sa demande, ordonne l'exécution du « rôle de l'ustancille » dans lequel il a été employé pour la somme de 25 livres et le condamne aux dépens envers lesdits Henoy et consorts.

156. Versailles, 17 janvier 1730 (voir n° 168).

157. Versailles, 21 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Exécution par le Prévôt des Marchands et les Notaires de Paris : — Rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris. Interprétation d'un arrêt du Conseil et d'une Déclaration royale. Modalités de remboursement. Loterie (1).*

S. M. croyant qu'il était important d'expliquer ses intentions sur l'exécution de l'article 2 de l'arrêt du Conseil du 19 octobre 1728 et de l'article 1^{er} de la Déclaration du 6 mars 1729 concernant le remboursement des contrats de rente sur l'Hôtel de Ville de Paris par forme de loterie, à quoi voulant pourvoir ; Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, interprétant en tant de besoin l'article 2 dudit arrêt du 19 octobre 1728 et l'article 2 de la dite Déclaration du 6 mars 1729, ordonne que les propriétaires de contrats de 1.000 livres en capital et au-dessus ne pourront prendre de billets au-dessous de 20 sols et que les rentiers dont les contrats seront au-dessous de 1.000 livres de capital et dont les billets seront par conséquent au-dessous de 20 sols, ne pourront prendre qu'un billet pour chacun de leurs contrats ; défend aussi S. M. à aucun rentier de prendre des billets au-dessus de 20 livres, à quelque somme que puisse monter le capital de son contrat ; Enjoint S. M. aux notaires chargés de la recette de ladite loterie de se conformer à la disposition du présent arrêt et au Prévôt des Marchands de Paris de tenir la main à son exécution.

(1) Archives Nationales : E 2403 (14). Rondonneau : AD + 811, janvier (28).

158. Versailles, 21 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Exécution par les Intendants du Royaume : -- Douanes. Droits d'entrée sur les charbons anglais. Diminution (1).*

Le Roi s'étant fait représenter en son Conseil, l'arrêt rendu en icelui le 7 juillet 1727 et S. M. étant informée que les raisons qui avaient donné lieu à la modération de droits accordée par ledit arrêt subsistent en partie ; Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne qu'à commencer du 1^{er} février prochain et jusqu'à pareil jour de l'année prochaine, il ne sera perçu de droits d'entrée sur le charbon de terre venant d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande que 12 sols par baril de 250 livres poids de marc, et ce, dans l'étendue des Cinq Grosses Fermes et dans les bureaux des Provinces réputées étrangères ; Enjoint S. M. aux sieurs Intendants des Provinces de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 2103 (15). Rondonneau : AD+811, janvier (37).

159. Versailles, 21 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Succession. Finances municipales. Niort. Rentes sur les deniers d'octroi. Paiement d'arrérages (1).*

Vu la requête de Barthélemy Boisdon, héritier par représentation de Marie Barton, sa mère, de feu sieur Jacques Barton, son oncle, curé de la paroisse de Saint-André de Niort, demandant à être remboursé par les maire, échevins et communauté de la ville de Niort, de vingt-neuf années d'arrérages de la rente constituée au profit de son défunt oncle sur les derniers d'octroi de ladite ville ; Vu aussi les pièces jointes à ladite requête et l'avis du sieur de Baussan, Intendant de la généralité de Poitiers ; Sur le rapport du sieur Le Peletier, Conseiller général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ayant aucunement égard à ladite requête, ordonne que le suppliant sera payé par la ville de Niort de la somme de 60 livres à laquelle montent vingt années d'arrérages seulement de ladite rente due audit feu Jacques Barton ; Enjoint S. M. audit sieur de Baussan, Intendant, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 2103 (16).

160. Versailles, 22 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Avis des députés du Commerce. Exécution par les Intendants des généralités de Paris et d'Amiens : — Commerce et industrie. Visite et contrôle des étoffes. Dérogation de faveur à un arrêt du Conseil (1).*

Le Roi s'étant fait représenter l'arrêt de son Conseil du 14 dé-

(1) Archives Nationales : E 2106 (12). Rondonneau : AD+811, janvier (29).

cembre 1728 par lequel S. M. aurait ordonné que les draps, serges et autres étoffes de laine ou de fil et laine qui ne seraient marqués que du seul permis de fabrique et qui seraient envoyés dans des villes et lieux où il n'y a ni halle foraine, ni bureau de visite et de contrôle seraient visités et marqués dans les bureaux des villes et lieux par lesquels ils passeraient pour aller à leur destination ; Et S. M. étant informée que la visite ordonnée par ledit arrêt, laquelle se fait au bureau d'Amiens, gêne et dérange le commerce que font les marchands de Beauvais dans les provinces de Picardie, d'Artois, de Flandre et du Hainault, des étoffes fabriquées dans ladite ville et les environs. A quoi, désirant pourvoir ; Vu les mémoires présentés par les marchands de Beauvais et l'avis des députés du Commerce ; Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne que les étoffes qui se fabriquent à Beauvais ou qui y sont apportées pour être envoyées dans les provinces de Picardie, d'Artois, de Flandre et du Hainault, seront portées au bureau du contrôle de ladite ville pour y être de nouveau vues et visitées et, si elles se trouvent fabriquées en conformité des règlements, marquées au plomb de contrôle dudit bureau, emballées et cordées ; Veut S. M. que les balles d'étoffes ainsi cordées et plombées soient exemptes de la visite du bureau de contrôle d'Amiens et puissent passer librement pour aller à leur destination ; Enjoint aux Intendants des généralités de Paris et d'Amiens de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

161. Versailles, 23 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant : — Conseil d'Etat privé, Direction et Finances. Fixation du rang à tenir par un nouveau conseiller (1).*

Le Roi s'étant fait représenter en son Conseil, les lettres patentes du 12 du présent mois, par lesquelles, en établissant le sieur Le Bret son Conseiller en son Conseil d'Etat privé, Direction et Finances, S. M. l'aurait en égard aux affaires dont il est chargé en Provence en qualité d'Intendant, dispensé de prêter quant à présent le serment accoutumé et voulant prévenir tout sujet de contestation sur le rang qu'il doit avoir en ses Conseils. Oûi le rapport.

S. M. étant en son Conseil, ordonne que ledit sieur Le Bret venant assister en ses Conseils y prendra rang et séance du jour desdites lettres, encore qu'aucuns de ses Conseillers desdits Conseils eussent en ladite qualité prêté serment avant lui.

(1) Archives Nationales : E 2103 (17).

162. Versailles, 24 janvier 1730. *Arrêt contradictoire. S. M. y étant : — Affaires du visa. Règlement de comptes (1).*

Vu la requête du sieur Bourgeois, ci-devant Trésorier général

(1) Archives Nationales : E 2103 (18).

de la Banque, et le mémoire en réponse du sieur Brehamel, principal Commis du Visa, ensemble les pièces y jointes et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne que le sieur Brehamel remettra au sieur Bourgeois et au sieur Bille, son préposé, leurs reconnaissances provenant des billets de banque retirés pour les opérations du Visa et qu'il recevra en compensation de leur montant le récépissé du feu sieur Brehamel, son frère, des sommes dont la Compagnie des Indes a ci-devant fait fonds pour l'acquittement des liquidations émanées du visa...

163. Versailles, 24 janvier 1730. *Arrêt sur Représentations Revêtu de lettres patentes. S. M. y étant. Avis du Grand maître Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Coupe de bois pour le service de la Marine (1).*

Sur ce qui a été représenté au Roi en son Conseil que le port de Toulon se trouvant dégarni des bois nécessaires pour la construction et radoub des vaisseaux, le sieur de la Martinière, Commissaire de la Marine en Franche-Comté, aurait, conjointement avec les officiers de la Maîtrise de Vesoul, visité les bois des communautés de Villars-Hunt, Visoncourt et Briancourt et dressé des procès-verbaux des arbres desdits bois propres au service de la Marine, lesquels arbres ont été marqués par les experts à ce nommés et S. M. voulant pourvoir à ce que lesdits arbres soient délivrés conformément aux règlements rendus à ce sujet ; Vu l'avis du sieur Dauxy, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Bourgogne et Alsace, Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que par ledit sieur Dauxy ou tel officier de la Maîtrise des lieux par lui commis, il sera incessamment procédé à la délivrance pour le service de la Marine, de 75 arbres dans les bois des communautés ci-dessus désignées, dont le prix sera employé au profit desdites communautés ainsi qu'il sera par S. M. ordonné. — Et pour l'exécution du présent arrêt, toutes lettres nécessaires seront expédiées.

(1) Archives Nationales : E 2106 (13).

164. Versailles, 24 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Revêtu de lettres patentes. Exécution par l'Intendant : — Finances municipale. Ville de Nevers. Aménagement des revenus et des dépenses. Deniers patrimoniaux et d'octroi (1).*

Le Roi s'étant fait représenter en son Conseil, les arrêts des 20 septembre 1763, 20 décembre 1681 et 18 avril 1690 portant différents règlements au sujet des revenus et des charges des deniers patrimoniaux et d'octroi de la ville de Nevers ; — Et S. M. étant

(1) Archives Nationales : E 2106 (14).

informée que lesdits revenus ont augmenté, mais que les anciennes dettes de cette communauté ne subsistent pas moins à présent, et voulant faire un règlement qui, en proscrivant les dépenses abusives, établisse à l'avenir une règle certaine dans l'administration et dans les comptes desdits revenus ; S. M. aurait donné ses ordres au sieur de Vanolles, Intendant de la généralité de Moulins, de dresser un état des revenus et charges portés dans les différents comptes qui en ont été rendus en la Chambre des Comptes et aux échevins et sieurs Commissaires, et de lui envoyer cet état avec ses observations et son avis ; — Ce que ledit sieur de Vanolles ayant exécuté ; Vu les différentes pièces, les arrêtés du 27 février et 14 juin 1729 ; Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne et règle un nouvel aménagement des revenus et dépenses de la communauté de Nevers ; — Enjoint au dit sieur de Vanolles, Intendant, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera exécuté nonobstant opposition ou autres empêchements et sur lequel toutes lettres nécessaires seront expédiées.

165. Versailles, 24 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Finances municipales. Ville de Nevers. Comptes des deniers d'octroi et patrimoniaux. Renvoi devant la Chambre des Comptes et l'Intendant* (1).

Vu les arrêts du Conseil du 27 février et 19 avril 1729, les délibérations de l'Hôtel de Ville de Nevers, les différents mémoires, pièces et plaintes concernant les abus et malversations qui auraient été commis dans l'administration des revenus de la ville de Nevers ; — Ensemble l'avis du sieur de Vanolles, Intendant de la généralité de Moulins ; — Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, renvoie les comptes de ladite ville pour être rendus examinés et jugés, savoir : ceux des deniers d'octroi en la Chambre des Comptes, et ceux des deniers patrimoniaux, par devant le sieur Intendant ; — Veut que le présent arrêt soit exécuté nonobstant oppositions ou autres empêchements, et enjoint au sieur de Vanolles, Intendant de la généralité de Moulins, d'y tenir la main.

(1) Archives Nationales : E 2106 (15).

166. Versailles, 24 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Avis des Commissaires. Conclusions d'un Maître des requêtes : — Péage par terre. Suppression* (1).

Vu les titres et pièces représentés en exécution de l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 et autres arrêtés rendus en conséquence ;

(1) Archives Nationales : E 2110 (2). Rondonneau : AD + 811, janvier 1730 (30).

ensemble l'avis des Commissaires désignés à cet effet : — Sur les conclusions du sieur Mailhard de Balofre, Procureur général du Roi en cette partie, et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

S. M. étant en son Conseil, à raison de l'insuffisance des titres représentés, supprime un droit de péage par terre dont la Dame de Solmignac se prétendait titulaire dans la ville et juridiction de la Barère, sénéchaussée d'Armagnac, généralité d'Auch.

167. Versailles, 24 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Avis du Commissaire. Conclusions d'un Maître des requêtes* : — *Péages. Coutume ou grande Prévôté. Maintien* (1).

Vu les titres et pièces représentés en exécution de l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 et autres rendus en conséquence ; — ensemble l'avis des sieurs Commissaires à ce députés ; — Sur les conclusions du sieur Mailhard de Balofre, Maître des requêtes, Procureur général du Roi en cette partie, et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, maintient le sieur de Brancas, Evêque de Lisieux, dans le droit de péage appelé Coutume ou Grande prévôté, qui se lève dans la ville et banlieue de Lisieux.

(1) Archives Nationales : E 2110 (3).

168. Versailles, 24 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement Revêtu de lettres patentes. S. M. y étant. Avis de l'Intendant et de l'Inspecteur des Manufactures* : — *Commerce et Industrie. Manufacture de Draps. Règlement de faveur* (1).

Le Roi s'étant fait représenter les Règlements généraux faits au mois d'août 1669, pour la manufacture de draps, serges et autres étoffes de laine et fil, et S. M. étant informée de la difficulté que présentait leur application à la fabrication des tiretaines et droguets de laine et fil fabriquées dans les paroisses de Vire et de Condé ; — Vu l'avis du sieur de Vastan, Intendant de la généralité de Caen, celui des marchands d'étoffe de ladite généralité, — ensemble celui de l'Inspecteur des manufactures du département ; Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne un règlement de faveur qui réduit la largeur prescrite par les règlements généraux de 1669 pour les tiretaines et droguets fabriqués à Vire et à Condé ; — Enjoint S. M. audit sieur de Vastan, Intendant, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera exécuté nonobstant opposition ou autres empêchements dont S. M. se réserve en son Conseil la connaissance ; — Et seront, sur le présent arrêt, toutes lettres nécessaires expédiées.

(1) Archives Nationales : E 2110 (4).

Cet arrêt figure dans Rondonneau à la date du 17 janvier sous le n° AD + 811, janvier (17).

169. Versailles, 24 janvier 1730. *Arrêt sur Requête avant faire droit : — Contrôle des actes. Comptes de gestion. Vérification des registres (1).*

Avant faire droit à la requête du sieur François, Courtier, Sous-fermier du Domaine, contrôle des actes et droits y joints de la généralité de Champagne ; — Vu les procès-verbaux des 10 et 19 juin 1728 et les ordonnances des 17 et 27 septembre 1728 du sieur L'Escalopier, Intendant de Champagne ; — Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans avoir égard à l'ordonnance du sieur L'Escalopier, Intendant de Champagne, du 17 septembre 1728, ordonne que, par devant le dit sieur L'Escalopier, à la diligence du suppliant et en présence de Gérard-le-Jeune et de Le Cerf, ou eux dûment appelés, il sera procédé à la vérification des registres des contrôles des actes et des exploits et insinuations laïques, tenus par lesdits Gérard et Le Cerf, ci-devant Commis des bureaux de Wassy et Montirande, pour raison des omissions d'enregistrement et autres prévarications qui leur sont imputées et qui sont mentionnées aux procès-verbaux des 10 et 19 juin 1728 ; Pour le tout vu et rapporté au Conseil — avec l'avis du sieur Intendant, être ensuite par S. M. ordonné ce qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹²³.

170. Versailles, 24 janvier 1730. *Arrêt contradictoire. Dire de l'Inspecteur du Domaine. Exécution par l'Intendant : — Droits d'amortissement. Logement des Curés et Maisons presbytérales (1).*

Vu la requête des Procureurs du pays de Provence demandant que les communautés dudit pays soient déchargées des droits d'amortissement en ce qui concerne les logements de curés et maisons presbytérales ; -- Les mémoires et réponses des Sous-fermiers des droits d'amortissement ; -- Les arrêts du Conseil, édits et déclaration visant lesdits droits d'amortissement ; — Ensemble le dire de l'Inspecteur général du Domaine ; -- Sur le rapport du sieur Le Peletier, Conseiller général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à la requête des Procureurs du pays de Provence, décharge des droits d'amortissement les biens fonds anciennement amortis que les communautés de cette province auraient abandonnés en paiement à leurs créanciers, pour les posséder avec franchise de taille et dans la propriété desquels lesdites communautés sont rentrées ; — Mais ordonne que lesdites communautés qui ont acquis ou acquerront des maisons pour servir de presbytères ou logements à leurs curés seront tenus de payer les droits d'amortissement à cause desdites maisons, conformément à l'arrêt du Conseil du 23 janvier 1691 et à la Déclaration du 9 mars 1700, à quoi faire elles seront contraintes par toutes voies et comme pour les propres deniers et affaires de S. M. — Enjoint S. M. au sieur Le Bret, Intendant de Provence, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹²⁴.

171. Versailles, 24 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant : — Concession municipale. Ville de Bayonne. Homologation (1).*

Faisant droit à la requête du sieur Léon de Brethous, Écuyer gentilhomme de la Grande Venerie de France, Citoyen de la ville de Bayonne ; — Vu la requête du suppliant au Conseil de ville de ladite ville de Bayonne, la nomination faite par ledit Conseil de ville, le 26 septembre 1729 de deux Commissaires, pour examiner l'utilité ou l'inconvénient des changements proposés par le dit suppliant, l'avis des dits sieurs Commissaires et la Concession faite par le dit Conseil de ville, le 30 septembre 1729 au dit sieur de Brethous du terrain par lui demandé, l'acceptation dudit sieur de Brethous et sa soumission aux clauses y portées ; — Ensemble l'avis du sieur de Lesserville, Intendant de Navarre et Béarn ; — Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, homologue la concession faite le 20 septembre 1729 par les maire, échevins, jurats et Conseil de la ville de Bayonne audit de Brethous, à la charge pour ce dernier d'exécuter, suivant ses offres, les clauses et conditions portées par ledit acte.

(1) Archives Nationales : E 1053 B 125.

172. Versailles, le 24 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Comptes de gestion. Enregistrement de quittances (1).*

Faisant droit à la requête du sieur François-Claude Racine, Ecuyer, Conseiller du Roi, Receveur des tailles de Lisieux, ci-devant Receveur des Tailles de Domfront ; — Vu les sept quittances comptables remises au suppliant par le Receveur général des Finances de la généralité d'Alençon et autres pièces y jointes ; — Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que les sept quittances comptables signées du Receveur général des Finances d'Alençon à la décharge du suppliant seront enregistrées au contrôle des Finances de ladite généralité d'Alençon, nonobstant que le délai prescrit par les règlements soit expiré, et ce, sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1053 B 126.

173. Versailles, 24 janvier 1730. *Arrêt contradictoire. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Offices. Parties casuelles. Cassation d'une délibération d'une communauté de Procureurs. Rachat d'offices vacants.*

Vu les requêtes respectives de la Communauté des Procureurs de la Sénéchaussée de Toulon, d'une part ; du sieur Laurent Barry pourvu de l'un desdits offices de procureur qui avait vaqué aux parties casuelles, d'autre part ; celle de la Communauté demandant à ce que conformément à la délibération prise, le 25 juin 1728, par

(1) Archives Nationales : E 1053 B 127.

la dite communauté, les nombre des procureurs à la Sénéchaussée de Toulon soit réduit à seize et qu'il leur soit permis de racheter l'office dudit sieur Barry, — et celle du sieur Barry demandant l'annulation de ladite délibération du 25 juin 1728 comme contraire à la liberté et à l'intérêt public ; — Vu ladite délibération du 25 juin 1728 et l'avis du sieur Le Bret, Intendant de Provence.

Le Roi en son Conseil, casse et annule la délibération prise par les Procureurs de la Sénéchaussée de Toulon, le 25 juin 1728, et fait défense à ladite communauté de troubler Laurent Barry dans les fonctions de Procureur en ladite Sénéchaussée dont il a été régulièrement pourvu ; — permet toutefois à ladite communauté de racheter les offices actuellement vacants aux parties casuelles et enjoint au sieur Le Bret, Intendant, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

174. Versailles, 24 janvier 1730. *Arrêt contradictoire. Avis de l'Intendant et de Commissaires. Rapport d'un Maître des Requêtes : — Postes et Messageries. Finances municipales. Villes d'Auray et Hennebond. Paiement des gages de messagerie. Décharge pour l'avenir* (1).

Vu les requêtes et réponses respectives du sieur Charles Vechard, Fermier des Coches et Messageries de Nantes à Paris, d'une part ; et des Receveurs municipaux d'Auray et d'Hennebond, d'autre part ; — à propos des gages de messagerie dus par lesdites communautés d'Auray et d'Hennebond audit sieur Vechard ; — Vu l'avis du sieur de la Tour, Intendant de Bretagne, et tout ce qui a été remis au sieur de Maupeou, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaires de son Hôtel, Commissaire en cette partie ; — Sur le rapport dudit sieur de Maupeou, après en avoir communiqué au bureau des sieurs « Commissaires généraux du Conseil députés pour le fait des Postes et Messageries de France ».

Le Roi en son Conseil, ordonne que Véchard, Fermier des Coches et Messageries de Nantes à Paris, ne sera employé dans les états des charges des communautés d'Auray et d'Hennebond que pour le paiement de cinq années seulement, S. M. déchargeant à l'avenir les dites villes et communautés du paiement des Messageries avec liberté au messager de changer son itinéraire.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹²⁹.

175. Versailles, 28 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant : — Collège de Navarre. Discipline intérieure. Subrogation de nouveaux Commissaires chargés d'y veiller* (1).

Sur ce qui a été représenté au Roi en son Conseil que, par arrêt du 6 février 1709, il aurait plu au feu Roi de glorieuse mémoire, d'évoquer à soi et à son Conseil tous les procès et différends d'entre

(1) Archives Nationales : E 2103 (19).

les officiers, régents, chapelains, boursiers et communauté du collège de Navarre, pour raison de leurs prétentions concernant l'administration des fondations, police et gouvernement desdits collège et communauté et de les renvoyer par devant le feu sieur Cardinal de Noailles, Archevêque de Paris, et les feus sieurs Voisin et de Harlay, Conseillers d'Etat, Commissaires désignés à cet effet, pour, sur l'avis desdits sieurs Commissaires, être ordonné par S. M. ce qu'il appartiendrait, — Et que lesdits sieurs Commissaires étant décédés, il serait nécessaire d'en subroger et commettre d'autres pour procéder aux fins de ladite Commission ; — à quoi S. M. désirant pourvoir.

Le Roi étant en son Conseil, subroge et commet au lieu desdits défunts le sieur Cardinal de Fleury, le sieur Evêque de Soissons et les sieurs Choppin et Trudaine, Maîtres des Requêtes, pour procéder aux fins de ladite Commission portée par ledit arrêt du Conseil d'Etat du 6 février 1709.

176. Versailles, 28 janvier 1730. *Arrêt contradictoire. S. M. y étant : — Logement des troupes. Exemption de faveur* (1).

Vu la requête du sieur Cardinal de Bissy, le mémoire en réponse du sieur Junot, Maréchal des Logis du régiment des Gardes Françaises et la réplique du dit sieur Cardinal de Bissy ; — Oui le rapport.

Le Roi, étant en son Conseil, ayant égard à la requête du Cardinal de Bissy, par grâce seulement et sans tirer à conséquence, exempte les maisons nouvellement bâties dans le nouveau marché de l'abbaye de Saint-Germain-des-Près du logement des Gardes Françaises et Suisses et de tous autres gens de guerre ; — ensemble de toutes contributions en argent ou autrement pour raison dudit logement ; — Faisant S. M. défense au Maréchal des Logis du régiment des Gardes Françaises et à tous autres de troubler ledit Cardinal de Bissy et ses successeurs dans ladite exemption.

(1) Archives Nationales : E 2103 (20).

177. Versailles, 28 janvier 1730. *Arrêt contradictoire. S. M. y étant, Revêtu des Lettres patentes. Avis du Bureau des Affaires ecclésiastiques : — Règlement concernant la distribution des Revenus de la Sainte-Chapelle* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 16 avril 1729 par lequel, avant faire droit sur les contestations d'entre les trésorier, chantres, chanoines et collège de la Sainte-Chapelle du Palais à Paris, d'une part ; et le sieur Mère, chapelain de la chapelle et de l'oratoire de S. M. et chanoine de la Sainte-Chapelle, d'autre part, — S. M. a renvoyé les parties par devant les sieurs Commissaires du « Bureau établi pour les Affaires Ecclésiastiques » pour, au rapport du sieur d'Aguesseau de

(1) Archives Nationales : E 2103 (21). Rondonneau : AD+811, janvier (33).

Fresne, Maître des Requêtes, voir et examiner les titres et pièces qui leur seraient représentés par les parties et, sur le tout, donner leur avis à S. M. pour y être ensuite par elle pourvu, ainsi qu'il appartiendrait ; — Vu les mémoires et pièces respectivement fournis par les parties en conséquence dudit arrêt ; — Vu aussi l'avis des sieurs abbé Bignon, abbé de Pomponne, des sieurs Contest, Le Guerchois, d'Argenson, de Machaut, de Fortia, d'Aguesseau, Conseillers d'Etat, Commissaires du « Bureau établi pour les Affaires ecclésiastiques » et dudit sieur d'Aguesseau de Fresne, Maître des Requêtes ; — Ouï le rapport.

Le Roi, étant en son Conseil, conformément à l'avis des sieurs Commissaires susdits, ordonne ce qui suit : Règlement en 14 articles concernant la distribution des revenus et bénéfices de la Sainte-Chapelle... Et seront sur le présent arrêt toutes Lettres nécessaires expédiées.

178. Versailles, 28 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Revêtu de Lettres patentes. S. M. y étant : — Collège de Tours. Autorisation de Vente immobilière (1).*

Faisant droit à la requête de Louis-Jacques de Chapt de Rastignac, Archevêque de Tours, premier supérieur du Collège de Tours, établi à Paris, rue Serpente, Jean-Noël Gaillande, Prêtre, Docteur de la Sorbonne, Supérieur institué dudit collège, Pierre Belluot, Sous-Diacre, procureur et boursier dudit collège et François-Michel Archambault, Clerc, aussi boursier dudit collège ; — Vu les pièces y énoncées ; ouï le rapport et tout considéré.

Le Roi étant en son Conseil, permet aux suppliants de vendre et aliéner leur terre de Grizy-en-Brie, et ordonne que l'adjudication en sera faite au plus offrant et dernier enchérisseur sur le prix de 11.500 livres, pour ledit prix en être employé aux réparations et réédifications des bâtiments dudit collège de Tours ; — Et pour l'exécution du présent arrêt seront toutes Lettres nécessaires expédiées.

(1) Archives Nationales : E 2103 (22).

179. Versailles, 28 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant. Exécution par l'Intendant : — Religionnaires réformés et fugitifs. Don d'un bien délaissé (1).*

Faisant droit à la requête du sieur Augustin-Joseph Bouhier, ancien Garde du Corps de S. M. — Vu les pièces y jointes et ouï le rapport.

Le Roi étant en son Conseil, fait don au suppliant des biens sis dans la paroisse de Talmont, Election des Sables-d'Olonne, délaissés par le sieur de Boisaltran, Religionnaire fugitif, à la charge par ledit sieur Bouhier, ses successeurs ou ayant cause, de payer annuelle-

(1) Archives Nationales : E 2103 (23).

ment à la Régie la somme de 40 livres tant qu'ils seront détenteurs dudit bien, et de le remettre aux héritiers légitimes dudit sieur de Boisaltran, domiciliés dans le royaume et faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine si aucuns se présente ; — Mande S. M. au sieur Intendant de Poitiers de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

180. Versailles, 28 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avant faire droit. S. M. y étant : — Successions. Liquidation du Passif. Communication de pièce* (1).

Vu la requête du sieur de La Chenet, tuteur onéraire de Louis-Hector Sire, Marquis de Sailly et de Félicité de Sailly, mineurs, enfants et héritiers de feu Aymard-Louis Sire, Marquis de Sailly, Lieutenant Général des armées de S. M., demandant qu'il leur soit accordé le délai d'un an pour acquitter et payer les dettes de la succession dudit feu Marquis de Sailly, aux offres faites par le dit sieur de La Chenet tuteur desdits mineurs de payer aux créanciers les arrérages et intérêts de leurs principaux qui courront pendant le dit temps ; ouï le rapport et tout considéré.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne que la dite requête sera communiquée aux créanciers de feu sieur Marquis de Sailly, pour y fournir de réponse dans un mois, pour ce fait, ou à faute de ce fait et le dit temps passé être par S. M. ordonné ce qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 2103 (24).

181. Versailles, 28 janvier 1730. *Arrêt sur Représentations. S. M. y étant. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Logement des troupes. Adjudication de la Construction d'un Casernement.*

Sur ce qui aurait été représenté au Roi que les habitants de Brest, dont le nombre se trouve fort diminué depuis qu'il ne se fait plus dans ce port d'armement aussi considérable que par le passé, non seulement ne sont plus en état de loger à cause de leur pauvreté les soldats de marine que S. M. juge à propos d'y entretenir, mais encore que leurs maisons étant fort petites et n'ayant pour la plupart, point d'endroits où ils puissent mettre ces soldats, ils sont souvent obligés de les souffrir dans les mêmes chambres où sont leurs femmes et leurs enfants, ce qui est également contre les bonnes mœurs et contre le bien du service ; — S. M. aurait, pour faire cesser ces inconvénients, donné ses ordres au sieur de la Tour, Intendant, afin de faire construire des casernements ; — Vu le plan arrêté à cet effet par le Directeur des Fortifications du département de Brest ; — ensemble l'avis dudit sieur de la Tour ; sur le rapport du sieur LePeletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne que, conformément au

(1) Archives Nationales : E 2106 (16).

plan du Directeur des Fortifications, il soit procédé à l'adjudication au rabais des constructions nécessaires au casernement des compagnies de marine de Brest ; — enjoint audit sieur Intendant d'y tenir la main.

182. Versailles, 28 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement S. M. y étant : — Communautés religieuses. Procès entre religieux et laïques. Renvoi devant une Commission* (1).

Le Roi ayant, par arrêt de son Conseil du 25 août 1725, pour rétablir le bon ordre et la paix dans l'abbaye de Migette en Franche-Comté, évoqué, à soi et à son Conseil les procès et différends nés et à naître tant entre l'abbesse et les religieuses de ladite abbaye qu'entre les dites religieuses et les nommés Camus, au sujet de l'exécution de certains règlements et iceux renvoyés par devant les sieurs de la Neuville, Intendant de la province, Doroz, lors Procureur général du Parlement de Besançon et Hugon, Vicaire général du diocèse, pour entendre les parties et proposer à S. M. tel règlement qu'ils jugeraient à propos sur le Spirituel et le Temporel de la dite abbaye ; — à quoi les dits sieurs Commissaires ayant satisfait, S. M. aurait pourvu par arrêt en forme de règlement en date de ce jour ; mais S. M. étant informée qu'il reste encore deux procès à juger, l'un entre les religieuses de la dite abbaye et les nommés Camus frères, au sujet d'une rente en capital constituée par les dits Camus au profit de la dite abbaye, l'autre entre le sieur Montrichard de Montigny et le chapitre de ladite abbaye au sujet d'un billet rentuel de 600 livres prêtées par le dit Montrichard au dit chapitre ; — Et S. M. désirant y pourvoir ; -- ouï le rapport et tout considéré.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne que par les sieurs de la Neuville, Intendant de Bourgogne, Doroz, Procureur général au Parlement de Besançon, et Hugon, Vicaire général du diocèse, il sera procédé au jugement définitif et en dernier ressort des deux procès dont s'agit.

(1) Archives Nationales E 2109 (9).

183. Versailles, 28 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Revêtu de Lettres patentes. S. M. y étant. Avis de Commissaires : — Communautés religieuses. Règlement concernant l'Administration et la discipline intérieure d'une abbaye* (1).

Vu par le Roi étant en son Conseil, les désordres et contestations de toutes sortes qui se produisent dans l'abbaye de Migette en Franche-Comté, vu les mémoires respectifs fournis par les abesses et religieuses de la dite abbaye, les pièces y jointes et enfin l'avis dressé et envoyé au Conseil par les sieurs Commissaires à ce députés.

(1) Archives Nationales : E 2109 (10).

Le Roi étant en son Conseil, ordonne ce qui suit : Règlement de 30 articles concernant l'administration et la discipline intérieure de l'abbaye de Migette ; — veut S. M. que pour l'exécution de présent arrêt, toutes Lettres nécessaires soient expédiées.

184. Versailles, 28 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Exécution par l'Intendant : — Procès criminel. Subrogation du nouvel Intendant de la Province* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 28 avril 1722 par lequel S. M. a évoqué à soi et à son Conseil le procès criminel commencé par devant les Consuls de Castelnaudary au sujet des mauvais traitements et blessures reçus par le sieur Bernard de Bougnaire de la Peyre et quelques archers de la maréchaussée du Languedoc, et icelui procès renvoyé au sieur de Bernage, lors Intendant du Languedoc, pour le juger en dernier ressort, — Et S. M. étant informée que le dit procès n'a pu être jugé à cause du départ dudit sieur de Bernage de la dite province, et qu'il est cependant nécessaire de pourvoir à ce que les coupables soient punis ; — ouï le rapport et tout considéré.

Le Roi étant en son Conseil, commet et subroge le sieur de Bernage de Saint-Maurice, Intendant du Languedoc, au lieu et place dudit sieur de Bernage, ci-devant Intendant de la dite province, pour faire et parfaire ledit procès.

(1) Archives Nationales : E 2109 (11).

185. Versailles, 28 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant : — Délai de Grâce. Nouvelle Surséance accordée à un débiteur. Mainlevée de saisies* (1).

Faisant droit à la requête de Marc-Antoine Boisson ; Vu le dernier arrêt de surséance du 6 août dernier ; — ouï le rapport et tout considéré.

Le Roi étant en son Conseil, accorde au suppliant nouvelle surséance pendant six mois à compter du 12 février prochain, à toutes contraintes, saisies, exécution et autres poursuites de la part des créanciers du feu père du suppliant, sur les biens meubles et effets mobiliers de sa succession ; — Fait S. M. pleine et entière mainlevée au suppliant des saisies faites et à faire sur les dits meubles et effets mobiliers ; — Veut S. M. que les gardiens et dépositaires des choses saisies soient contraints par toutes voies, même par corps, de les remettre au suppliant, moyennant quoi ils en seront bien et valablement déchargés, à condition par ledit suppliant, suivant ses offres, de les tenir comme dépositaire de justice et de les représenter chaque fois que besoin sera.

(1) Archives Nationales : E 2109 (12).

186. Versailles, 29 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Exécution par l'Intendant : — Réparations. Adjudications* (1).

Vu par le Roi en son Conseil le devis dressé par le sieur Salavin, Ingénieur, des ouvrages à faire pour rétablir dans la monnaie de Riom un balancier servant à monnayer les louis d'or dont le billot est entièrement pourri et hors d'état de servir ; — Et S. M. étant informée de la nécessité indispensable qu'il y a de faire les dits ouvrages ; Sur le rapport de sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne que par le sieur de la Grandville, Intendant de la généralité de Riom, il sera incessamment procédé à l'adjudication au rabais des ouvrages à faire pour rétablir un des balanciers de la monnaie de Riom, d'après le devis dudit sieur Salavin et dont le prix ne pourra excéder 600 livres.

(1) Archives Nationales : E 2106 (17).

187. Versailles, 30 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avant faire droit. S. M. y étant : — Bénéfices ecclésiastiques. Renvoi pour avis devant une Commission. (Bureau des Affaires ecclésiastiques)* (1).

Vu la requête du sieur Louis Joubert, Prêtre, demandant la cassation d'un arrêt du Grand Conseil du 7 décembre 1726 en ce que, par icelui, le sieur Trugnet a été maintenu dans la possession de la cure de Saint-Cyr-de-Sergé, diocèse du Mans, au préjudice des provisions antérieurement accordées au suppliant par le Pape ; Vu les pièces justificatives de la dite requête, ouï le rapport.

Le Roi étant en son Conseil, renvoie la présente requête devant les sieurs abbé Bignon, de Saint-Contest, Le Guerchois, d'Argenson, de Machault, de Fortia et d'Aguesseau, Conseillers d'Etat, pour, au rapport de Saint-Aubert de Fourny, que S. M. a commis à cet effet, être par les dits sieurs Commissaires donné leur avis sur le contenu en la dite requête, et le dit avis vu et rapporté y être pourvu ainsi qu'il appartiendra. (Expédié au Greffe du Conseil d'Etat privé.)

(1) Archives Nationales : E 2103 (25). Id V⁶ 889, 30 janvier (2).

188. Versailles, 30 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant : — Succession. Liquidation. Subrogation d'un nouveau Rapporteur* (1).

Le Roi s'étant fait représenter en son Conseil, l'arrêt rendu en icelui le 28 août 1728, par lequel S. M. a commis le sieur Parisot Maître des Requêtes, pour rapporteur des affaires concernant les successions des feus sieur et dame Le Bartz devant les sieurs Commissaires à ce députés ; — Et S. M. étant informée que le dit sieur

(1) Archives Nationales : E 2103 (28). Id V⁶ 889, janvier (1).

Parisot, à cause de ses affaires particulières est hors d'état de vaquer à celles des dits sieur et dame Le Bartz pour lesquelles il est nécessaire de subroger un nouveau rapporteur ; — oui le rapport.

Le Roi étant en son Conseil, commet et subroge le sieur Maboul Maître des Requêtes, pour rapporteur au lieu et place dudit sieur Parisot. (Expédié au greffe du Conseil d'Etat privé.)

189. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant : — Successions. Liquidation. Discussion mobilière et immobilière Renvoi devant une Commission* (1).

Vu la requête de Louis-Joseph d'Albert, Prince de Grunberghen, ayant, par subrogation au sieur Comte de Monasterol, la cession et transport des sommes dues à feu son Altesse Electorale de Bavière, par défunt Jean-Paul Bombarde ; — Ensemble l'arrêt du Conseil du 21 février 1713 portant établissement de « la Commission pour les affaires de la succession de Jean-Paul Bombarde », ceux des 7 juillet 1732 et 17 septembre 1726 de continuation et confirmation de ladite Commission, le jugement des dits sieurs Commissaires du 3 septembre 1729 et autres pièces y jointes ; — Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne que le dit arrêt de son Conseil du 21 février 1713, ensemble ceux des 7 juillet 1722 et 17 septembre 1726 seront exécutés selon leur forme et teneur, en conséquence autorise le suppliant à faire, à sa requête, poursuite et diligence toute la discussion mobilière et immobilière des biens et effets de la succession Bombarde pour sûreté des condamnations prononcées par ledit jugement du 3 septembre 1729, laquelle discussion continuera d'être portée par devant les sieurs Commissaires nommés par le dit arrêt du 21 février 1713 et autres rendus en conséquence ; — Et le présent arrêt sera exécuté nonobstant toutes oppositions ou autres empêchements dont S. M. se réserve la connaissance.

(1) Archives Nationales : E 2103 (29).

190. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant. Exécution par Commissaires : — Suppression d'offices. Liquidation. Remboursement du prix* (1).

Faisant droit à la requête de Françoise-Marguerite et Madeleine Regnard, filles de feu Jean Regnard, vivant contrôleur ancien au Grenier à sel de Joinville ; Vu les pièces justificatives, et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne que par les sieurs Commissaires nommés par l'arrêt de son Conseil du 3 mars 1728 il sera procédé à la liquidation de l'office de Contrôleur ancien au Grenier à sel de Joinville, sur le pied de la somme de 10.000 livres, portée par l'acte de cession dudit office du 2 mai 1646, pour, de la somme

(1) Archives Nationales : E 2103 (30).

à laquelle se trouvera monter l'ordonnance de liquidation, en être les suppliantes payées et remboursées des deniers à ce destinés.

191. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Avis de commissaires. Conclusions d'un Maître des requêtes : — Péage ou droit de travers. Maintien* (1).

Vu les pièces et titres représentés en exécution de l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 et autres rendus en conséquence, ensemble l'avis des sieurs commissaires désignés à cet effet, sur les conclusions de sieur Mailhard de Balofre, Maître des requêtes, Procureur général du Roi en cette partie, et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil maintient le duc d'Uzès dans son droit de travers ou péage sur l'Oise à Pont-Sainte-Maxence.

(1) Archives Nationales : E 2103 (31). Rondonneau : AD + 811, janvier (41).

192. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant : — Offices, comptes de gestion. Recouvrement de la Finance principale provenant des remises attribuées aux Receveurs des Tailles* (1).

Vu l'Edit d'octobre 1726 par lequel S. M. aurait attribué aux receveurs des Tailles des 20 généralités et Pays d'Elections deux demi-deniers pour livre de remises en taxations sur le total de leurs impositions, pour en jouir en payant par eux les sommes pour lesquelles ils seraient employés aux rôles qui en seraient arrêtés avec les trois sols pour livre d'icelles pour frais de recouvrement ; l'arrêt du Conseil du 29 dudit mois, par lequel J.-B. Hermant aurait été commis pour l'exécution de cet édit, et attendu qu'il n'a pas été statué par cet arrêt sur la destination des sommes provenant desdits trois sols pour livre qui excéderaient les frais de régie du dit Hermant, S. M. a résolu d'ordonner qu'il en comptera au Conseil comme des finances principales ainsi qu'il a été ordonné par arrêt du 17 janvier dernier, pour raison du recouvrement du droit de confirmation et vente de lettres de maîtrise ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que le dit Hermant présentera incessamment le compte du recouvrement de la finance principale provenant des deux demi-deniers et droits de quittance attribués aux receveurs des Tailles.

(1) Archives Nationales : E 2106 (18).

193. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Avis de Commissaires. Conclusions d'un Maître des requêtes : — Péage par terre. Droit de pontonage, maintien.* (1).

Vu les titres et pièces représentées en exécution de l'arrêt du

(1) Archives Nationales : E 2106 (19). Rondonneau : AD + 811, janvier (39).

Conseil du 29 août 1724 et autres rendus en conséquence, ensemble l'avis des sieurs commissaires désignés à cet effet, sur les conclusions du sieur Mailhard de Balofre, Maître des requêtes et sur le rapport du sieur Le Peletier, Cointeur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, maintient les chanoines de l'église Saint-Etienne de Rennes dans leur droit de pontonage au péage par terre sur le pont Menou dépendant de leurs seigneuries du Plestin et Lesmais ; tarif joint.

194. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Avis de commissaires. Conclusions d'un Maître des requêtes* : — *Droit de bac ou passage, maintien* (1).

Vu les titres et pièces représentés en exécution de l'arrêt de Conseil du 29 août 1724 et autres rendus en conséquence, ensemble l'avis etc... (voir arrêts 191, 193 et autres semblables).

Le Roi étant en son Conseil, maintient le sieur d'Estut dans son droit de bac ou passage sur la Loire au port de Tracy, appelé « le port à la Verse » généralité de Bourges.

(1) Archives Nationales : E 2110 (5). Rondonneau : AD+811, janvier (40).

195. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Avis de commissaires. Conclusions d'un Maître des requêtes* : — *Droit de pontonage, suppression* (1).

Vu les titres et pièces... (voir arrêts précédents).

Le Roi étant en son Conseil, à raison de l'insuffisance des titres représentés, supprime le droit de pontonage dont les habitants du Bourg de Suipe prétendaient jouir sur le pont dudit lieu.

(1) Archives Nationales : E 2110 (6). Rondonneau : AD+811, janvier (38).

196. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement avant faire droit. S. M. y étant. Exécution par l'Intendant* : — *Commerce et industrie. Marque des toiles. Contrefaçon. Evocation et renvoi devant l'Intendant* (1).

Le Roi étant informé qu'il a été saisi dans la halle aux toiles de la ville de Rouen à la requête des maîtres et gardes toiliers de cette ville et en présence du sieur de Freneuse, Inspecteur des manufactures de toiles, sur le nommé Le Conte, Commissionnaire de Pont-Audemer, une certaine quantité de pièces de toiles marquées d'une fausse marque contrefaite ; et, S. M. voulant que les auteurs et les complices d'un abus si préjudiciable au commerce soient punis exemplairement, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, commet le sieur Goujon de Gasville, Intendant de la généralité de Rouen, pour instruire et juger

(1) Archives Nationales : E 2110 (7).

en dernier ressort les auteurs et complices de la fraude faite dans la marque des pièces de toile saisies sur le dit Le Conte, S. M. évoquant à soi et à son Conseil les procédures qui pourraient avoir été commencées pour raison, de ce, en quelque juridiction que ce soit, et icelles renvoie par devant le dit sieur de Gasville, pour être le tout par lui jugé souverainement et en dernier ressort ; et sera le présent arrêt exécuté nonobstant oppositions, récusations prise à partie ou autres empêchements dont S. M. se réserve la connaissance en son Conseil.

197. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête, revêtu de lettres patentes. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Hôpitaux. Finances municipales, Vannes. Subventions, impôt supplémentaire* (1).

Faisant droit à la requête des administrateurs de l'hôpital Saint-Louis et de l'Hôtel-Dieu de la ville de Vannes, vu l'arrêt du Conseil du 26 juillet 1728 et le consentement de la communauté de Vannes, vu aussi l'avis du sieur de la Tour, Intendant de la province de Bretagne, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la levée de 6 deniers par pot de vin et 3 deniers par pot de cidre et bière, vendu et débité dans la ville de Vannes, sera continuée pendant 6 ans à compter du 1^{er} octobre 1729, pour en être le produit employé par les suppliants à l'entretien des malades et pauvres renfermés dans les deux hôpitaux, conformément à l'arrêt du 26 juillet 1728 ; enjoint S. M. au sieur de la Tour, Intendant, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt sur lequel toutes lettres nécessaires seront expédiées.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹²⁹.

198. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt contradictoire : — Succession. Liquidation. Recouvrement de droits de contrôle* (1).

Vu la requête du sieur Charles Yvon, sous-fermier des droits de contrôle de la généralité de Paris, demandant à être remboursé de la somme de 11.334 livres qui lui est due par la succession du sieur Vincent Le Blanc, Grand Audiencier de France, pour raison de billets, promesses et autres actes sous signature privée que le sieur Pigné, « contrôleur des bons d'état du Conseil », poursuivant pour S. M. le recouvrement des effets de la succession du dit sieur Le Blanc, a fait contrôler au bureau du suppliant, vu les mémoires en réponse du dit sieur Pigné et l'état des droits de contrôle dus par la succession du dit sieur Le Blanc pour raison des billets, promesses et autres actes dont est question ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que la dite somme de 11.334 livres due par la succession de Le Blanc sera payée à Charles Yvon par Bersin, sequestre des deniers de ladite succession.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹³⁰.

199. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt contradictoire : — Eaux et Forêts. Délits forestiers. Amende, modération d'une sentence de maîtrise* (1).

Vu la requête du sieur Philbert Sellier, vigneron, demeurant à Craonne, près Laon, demandant à être déchargé de l'amende de 300 livres à laquelle l'a condamné la maîtrise des Eaux et Forêts de Laon pour avoir coupé un taillis soi-disant avant les dix années prescrites, Vu la dite sentence de la maîtrise de Laon du 1^{er} juillet 1727 et la réponse du procureur du Roi à la dite maîtrise; sur le rapport de sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à la dite requête, modère cependant à 50 livres l'amende de 300 livres prononcée contre le suppliant par la sentence de la maîtrise de Laon du 1^{er} juillet 1727, et ce, par grâce et sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹³¹.

200. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Eaux et Forêts. Délits forestiers, amende, modération d'une sentence de maîtrise* (1).

Vu la requête des religieuses Ursulines de Josselin, près Saint-Malo, faisant opposition à un arrêt du Conseil du 19 juillet 1729 obtenu par le procureur du Roi à la maîtrise de Vannes et confirmant une sentence du Grand maître de Vannes qui les condamnait à 629 livres d'amende pour coupes de bois soi-disant illicites, vu le dit arrêt du 19 juillet 1729, la dite sentence de la maîtrise de Vannes du 27 novembre 1728 et autres pièces y jointes.

Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à la dite requête, ordonne que l'arrêt de son dit Conseil du 19 juillet 1729 sera exécuté selon sa forme et teneur, et cependant, par grâce et sans tirer à conséquence, modère à la somme de 50 livres, l'amende prononcée par la maîtrise de Vannes le 27 novembre 1728 et confirmée par le dit arrêt du Conseil du 19 juillet 1729.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹³².

201. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Règlement et autorisation de coupes* (1).

Faisant droit à la requête des maire-syndic, habitants et communauté de Barinville, évêché de Metz, maîtrise de Vic, vu le devis de la construction de la maison curiale du lieu et l'avis du sieur Collart, Grand maître des Eaux et Forêts du département de Metz, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que le règlement fait dans les bois de la dite communauté sera exécuté selon sa forme et teneur, et que, par le garde-marteau de la maîtrise des lieux, commis à cet

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹³³.

effet par ledit sieur Collart, Grand maître, il sera fait marque et délivrance aux suppliants de 40 chênes pour être employés à la construction de la maison curiale du dit lieu et non à autre usage, et attendu la modicité, S. M. dispense les suppliants de la formalité des lettres patentes prescrite par l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669.

202. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur requête* : — *Eaux et Forêts. Exploitation. Renvoi devant une commission* (1).

Vu le requête du sieur Jean-Baptiste Massillon, évêque de Clermont, concernant l'exploitation des bois de haute futaie dépendant dudit évêché de Clermont vu les pièces y jointes, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, renvoie le suppliant par devant les sieurs Commissaires à la Réformation des Bois de la province d'Auvergne, pour être par eux fait droit sur les faits contenus dans la requête, circonstances et dépendances et en dernier ressort.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹³⁴.

203. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis du Grand-maître. Exécution par lui* : — *Eaux et Forêts. Adjudication* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Bidault, titulaire du Prieuré de Saint-Macé en Anjou, situé dans le ressort de la maîtrise de Beaugé ; vu les pièces y jointes, le procès-verbal de visite des bois de Saint-Macé, le devis estimatif des réparations à faire audit prieuré, et l'avis du sieur Eynard de Ravannes, Grand maître des Eaux et Forêts du département de Touraine, Anjou et Maine ; sur le rapport du sieur LePeletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que douze arbres de l'âge de 30 ans et de bonne nature, épars sur les dépendances dudit prieuré de Saint-Macé, seront marqués pour être réservés, et que par ledit sieur de Ravannes, grand maître, ou tel officier de la maîtrise des lieux par lui commis, il sera procédé à la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur de 23 arbres sur le retour et dépérissants situés sur les dites terres et de 124 chênes de l'âge de deux ou trois cents ans pour être coupés à « blanc-estoc » et sans aucune réserve ; à la charge pour l'adjudicataire de remettre son prix au Receveur général des Domaines et Bois de la généralité de Tours, pour qu'il soit employé à la clôture des bois de Saint-Macé et aux réparations des bâtiments du prieuré ; ordonne S. M. que sur le prix principal desdits bois, il sera fait la retenue du dixième pour le soulagement des pauvres communautés de religieuses ; et, attendu la modicité et l'aménagement, fait dispense de la formalité des lettres patentes, etc...

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹³⁵.

204. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Règlement de coupes, adjudication (1).*

Vu la requête des Doyen, Chanoines et chapitre de l'Eglise royale et collégiale de Saint-Etienne de Troyes, demandant qu'il leur soit permis de couper quelques baliveaux pour employer leur prix aux réparations de leurs vitres et de leurs toitures brisées par un violent orage ; vu le devis desdites réparations, le procès-verbal de visite des bois des suppliants et l'avis du sieur de Courtagnon, Grand maître des Eaux et Forêts du département de Champagne ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ayant aucunement égard à la dite requête, ordonne que par le dit sieur de Courtagnon, Grand maître ou tel officier par lui commis il sera procédé à l'apposition du quart de réserve dans les bois du Chapitre de Saint-Etienne de Troyes, et le surplus réglé en coupes ordinaires à l'âge de 25 ans, que, pour dédommager les suppliants du reculement de leurs coupes et les aider à faire leurs réparations, le surplus non réservé du taillis du canton de Bercenay sera marqué par le garde-marteau de la maîtrise et vendus ; que le prix en sera remis au Receveur général des Domaines et Bois de la généralité de Châlons, pour être employé aux dites réparations, mais qu'un dixième en sera retenu pour le soulagement des pauvres communautés de religieuses ; en outre, attendu la modicité et l'aménagement, S. M. dispense de la formalité des lettres patentes prescrite par l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹³⁰.

205. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Exécution par Grand-maitre : — Eaux et Forêts, adjudication, emploi du prix (1).*

Faisant droit à la requête du sieur de Loisne, prêtre chapelain de la chapelle de Saint-Jacques, près Langenerie ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que par le Grand maître des Eaux et Forêts du département d'Orléans ou tels officiers de la maîtrise qu'il pourra commettre, il sera procédé à la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur des taillis de la pièce de bois située dans la forêt d'Orléans dépendant de la chapelle Saint-Jacques et de tous les baliveaux de plus de 40 ans qui s'y trouveront, à la charge pour l'adjudicataire d'en remettre le prix au Receveur général des Bois et Domaines, pour être employé aux réparations de la dite chapelle ou autrement. Et, attendu la modicité au prix des baliveaux, S. M. dispense les suppliants de la formalité des Lettres patentes prescrite par l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹³⁷.

206. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur requête : — Eaux et Forêts. Recette générale des Domaines et Bois. Emploi d'une somme*(1)

Faisant droit à la requête du sieur Jacques Le Riche, Receveur général des Domaines et Bois de la généralité de Paris, commis par arrêt du Conseil et lettres patentes du 12 juillet 1729 pour achever les exercices du sieur Huby son prédécesseur ; vu l'adjudication faite en la maîtrise d'Auxerre, le 8 avril 1726 de 300 arpents de taillis, les Etats des bois de la généralité de Paris arrêtés au Conseil pour les années 1726 et 1727 ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que, dans l'état des bois de la généralité de Paris emploi sera fait au chapitre des charges assignées sur la recette générale de la somme de 17.622 livres, 10 sols, au profit du suppliant, en qualité de commis aux exercices du sieur Huby son prédécesseur.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹³⁸.

207. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Eaux et Forêts. Adjudication, exploitation* (1).

Faisant droit à la requête des associés en l'adjudication des bois de la forêt de Jugny faite aux sieurs de La Varenne et Canot par arrêt du Conseil du 20 décembre 1720 ; vu les pièces y jointes ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que l'exploitation, débit, transport et vente des bois de la forêt de Jugny, adjugés aux dits La Varenne et Canot par arrêt du 20 décembre 1720, seront faits à l'avenir sous le nom de Jean-François Michault aux lieu et place dudit sieur de La Varenne, à la charge pour les suppliants, selon leurs offres, de demeurer garants et responsables dudit Michault ; sera le présent arrêt exécuté nonobstant opposition ou autre empêchement quelconque, dont, si aucun intervient, S. M. s'en est, et à son Conseil, réservé la connaissance, et icelle interdite à toutes ses cours et autres juges.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹³⁹.

208. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête, revêtu de lettres patentes. Avis de commissaires : — Eaux et Forêts, rétablissement partiel de droits d'usage, affouage, pâturage et passage* (1).

Vu la requête des habitants des communautés riveraines de la forêt de Chaux, en Bourgogne, appartenant à S. M, demandant à être rétablis dans les droits d'usage, d'affouage, pâturage et passage dont ils ont joui dans ladite forêt de Chaux conformément aux concussions des anciens Ducs et Comtes de Bourgogne et dont les ont privés l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669 et un arrêt du Conseil du 3 octobre 1724 rendu en conséquence ; vu les pièces

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁴⁰.

y jointes, le dit arrêt du 3 octobre 1724, ensemble l'avis des sieurs commissaires à la Reformation des Bois de Bourgogne auquel le tout a été communiqué ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ayant aucunement égard à la dite requête, ordonne que l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669 et l'arrêt du Conseil du 3 octobre 1726 seront exécutés selon leur forme et teneur ; et cependant, par grâce et sans tirer à conséquence, S. M. permet auxdites communautés suppliâtes de prendre dans la dite forêt de Chaux pendant les mois de novembre, décembre, janvier et février seulement, le « bois mort, sec, traînant et gisant par terre » nécessaire à leur chauffage et interdisant aux habitants desdites communautés d'en faire aucun commerce, et pour l'exécution du présent arrêt toutes Lettres nécessaires seront expédiées.

209. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête, revêtu de Lettres patentes. Avis de l'Intendant et du Grand-maître : — Eaux et Forêts. Autorisation de construire une forge* (1).

Faisant droit à la requête du duc de Durfort ; vu l'état des bois du suppliant, l'avis du sieur Dauxy, Grand-maître des Eaux et Forêts du département de Bourgogne et celui du sieur de La Neuville, Intendant de la province de Bourgogne ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil permet au suppliant de faire construire une forge et un fourneau à fer dans sa terre de Neufchâtel à l'endroit où passe la rivière du Doubs, comme aussi de vendre et transporter en Suisse les fers qui y seront fabriqués, à la charge pour lui d'employer pour l'affouage de la dite forge et fourneau les bois provenant de la dite terre de Neufchâtel et non à autre usage ; et pour l'exécution du présent arrêt toutes Lettres nécessaires seront expédiées.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁴¹.

210. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête, avant faire droit. Dires de l'Inspecteur du Domaine. Exécution par l'Intendant : — Eaux et Forêts. Forges. Enquête par l'Intendant.*

Vu deux arrêts du Conseil du 11 février 1727 et du 10 août 1727 rendus sur les requêtes des habitants de Crenay, Neuilly-sur-Saône et faubourgs de Chaumont en Bassigny qui avaient ordonné la démolition d'une forge construite par le fermier de la commanderie de Mormande en Champagne ; et les requêtes en opposition aux dits arrêts, du sieur Gaspard Félicien de Sommier, chevalier de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, Receveur et Procureur général du commun Trésor du dit Ordre au grand prieuré de Champagne ; vu les pièces y jointes et énoncées aux dites requêtes et

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁴².

arrêts ; ensemble les dires de l'Inspecteur général des Domaines auquel le tout a été communiqué ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, avant faire droit sur l'instance, ordonne que par le sieur de La Briffe, Intendant de Bourgogne ou par telle personne qu'il pourra commettre, il sera, aux frais du sieur de Sommier, procédé tant en sa présence que de celle desdits habitants ou eux dûment appelés, à une nouvelle descente, visite et reconnaissance des lieux en question, dont il sera dressé procès-verbal pour être sur icelui et l'avis du dit sieur de la Briffe par S. M. ordonné ce qu'il appartiendra.

211. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt contradictoire. avis de Grand maître : — Eaux et Forêts. Evocation d'une instance pendante devant une table de marbre. Renvoi devant le Grand maître* (1).

Vu l'instance pendante à la « Table de marbre de Metz » entre le sieur Baron, premier Président du Bureau des Finances de la généralité de Metz, seigneur de Pouru-aux-Bois, dans le duché de Carignan d'une part et les habitants de la communauté de Pouru-aux-Bois d'autre part ; vu le procès-verbal de reconnaissance des bois de Pouru dressé par le lieutenant général de la « Table de marbre », ensemble l'avis du sieur Collart, grand maître des Eaux et Forêts du département de Metz ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, évoque à soi et à son dit Conseil l'instance pendante à la Table de marbre de Metz entre ledit baron et les habitants de Pouru-aux-Bois et icelle circonstances et dépendances, renvoie par devant le dit sieur Collart, Grand maître, pour être par lui procédé au jugement définitif, sauf l'appel au Conseil, des contestations des parties, et ce qui sera fait et ordonné par le dit grand maître sera exécuté nonobstant opposition, appelation ou autres empêchements quelconques dont, si aucuns interviennent, S. M. s'en réserve en son Conseil la connaissance et icelle interdit à toutes ses Cours et autres juges.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁴³.

212. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt contradictoire. Avis de Grand maître : — Eaux et Forêts. Déboute d'oppositions. Arpentage. Règlement de comptes* (1).

Vu deux arrêts du Conseil des 31 août 1728 et 26 juillet 1729, ordonnant l'arpentage et la réglementation des coupes dans les bois de la forêt de Sauley et des communautés dépendantes de la prévôté de Vaucouleurs ; les requêtes en opposition aux dits arrêts des habitants de Vaucouleurs et des communautés de Montigny, Chaleine, Sauroy, Rigny, la Salle et Neufville, les pièces jointes

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁴⁴.

aux dites requêtes et le mémoire en réponse « en forme d'avis » du sieur de Courtagnon Grand maître des Eaux et Forêts du département de Champagne, sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans avoir égard aux requêtes des dits habitants de Vaucouleurs et des villages ci-dessus mentionnés, ni aux oppositions par eux formées aux arrêts du Conseil des 31 août 1728 et 26 juillet 1729 dont S. M. les déboute ; ordonne que les dits arrêts seront exécutés selon leur forme et teneur, nonobstant toutes oppositions faites ou à faire, et dont, si aucunes interviennent, S. M. s'en réserve en son Conseil la connaissance et icelle interdit à toutes ses Cours et juges.

213. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de Grand maître. Dire d'un Inspecteur du Domaine. Exécution par Grand maître : — Eaux et Forêts, arpentage, règlement de coupes* (1).

Vu le jugement rendu en réformation par le sieur Taboureau des Réaux, Grand maître des Eaux et Forêts du département du Lyonnais, Mâconnais, Forez, Dauphiné, Auvergne et Provence, le 26 juillet 1726 par lequel, faute par les habitants de Dommange et d'Iglè, d'avoir rapporté les titres en vertu desquels ils prétendaient posséder plusieurs cantons de bois sur les territoires d'Iglè et de Dommange, les dits bois ont été annexés au Domaine de S. M. ; l'arrêt du Conseil du 10 juin 1727 rendu sur requête des syndics des dites communautés d'Iglè et Dommange, par lequel, avant faire droit sur cette requête, S. M. a ordonné qu'il serait procédé par le Grand maître, à l'arpentage, à l'apposition du quart en réserve et au règlement des coupes ordinaires des dits bois ; la requête audit Grand maître, du sieur de la Bletonnière, seigneur d'Iglè et Dommange où pour satisfaire au jugement du 26 juillet 1726 il produisait ses titres de propriété sur les dits bois, l'ordonnance de renvoi au Conseil dudit grand maître ; vu les pièces y jointes, l'avis du dit sieur des Réaux, grand maître et le dire de l'Inspecteur général des Domaines.

Le Roi en son Conseil ordonne que l'arrêt de son dit Conseil du 10 juin 1727 sera exécuté selon sa forme et teneur aux frais des habitants d'Iglè et Dommange par les soins dudit sieur Taboureau des Réaux, grand maître, sauf, après l'exécution dudit arrêt, à être fait droit par S. M. aux demandes des habitants d'Iglè et Dommange et du sieur de la Bletonnière, ainsi qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁴⁵.

214. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Tailles, collecte. Exemption d'un revendeur de sel à petites mesures. Cassation de sentence d'Electi on* (1).

Faisant droit à la requête de sieur Léonard-David Naudin,

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁴⁶. Code Louis XV, tome III, page 144 Rondonneau : AD+811, janvier (36).

Revendeur de sel à petites mesures à Montreuil-Bellay, du ressort du grenier à sel de Saumur, demandant la cassation de la sentence des officiers de l'Election du dit Montreuil-Bellay du 2 décembre 1729, en ce qui concerne la nomination du suppliant à la Collecte des Tailles de l'année 1730 ; vu les édits de janvier 1634, février 1638, l'article XI du Titre commun à toutes les Fermes de l'Ordonnance des Fermes de juillet 1681, la Déclaration du 18 mars 1710, les arrêts du Conseil des 21 juillet 1716 et 11 décembre 1717 et autres pièces y énoncées et jointes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil ordonne que les dits édits, déclarations, ordonnances et arrêts seront exécutés selon leur forme et teneur, en conséquence S. M. casse et annule la sentence de l'Election de Montreuil-Bellay du 2 décembre 1729 en ce qui concerne la nomination de Naudin, Regrattier à la collecte des Tailles de la ville et paroisse de Montreuil-Bellay pour la présente année 1730, avec défense d'en rendre à l'avenir de semblables à peine de 1.000 livres d'amende ; ordonne S. M. que le dit Naudin sera déchargé de la collecte des tailles de la dite ville à laquelle il a été nommé pour 1730, et fait défense aux maire, échevins, consuls et habitants de le troubler dans la jouissance des exemptions qui ont été accordées auxdits revendeurs de sel par les dits édits, déclarations, arrêts et ordonnance.

215. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Commerce et Industrie. Toiles et Etoffes d'Orient. Confirmation d'un arrêt de Cour des Aides* (1).

Vu l'arrêt de la Cour des Aides de Paris du 12 août 1729 rendu au profit de deux marchands forains contre le sieur Pierre Carlier, adjudicataire des Fermes générales et la requête au Conseil du dit Pierre Carlier demandant la cassation du dit arrêt de la Cour des Aides, sous prétexte qu'il contreviendrait à l'Edit de juillet 1717 sur le Commerce en France des Toiles peintes et autres étoffes de Chine, Indes et Levant ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, faisant droit sur l'instance et, sans s'arrêter à la demande de cassation de l'arrêt de la Cour des Aides de Paris du 12 avril 1729 formée par le dit Pierre Carlier dont S. M. le déboute, ordonne que l'arrêt de la dite Cour du dit jour sera exécuté selon sa forme et teneur.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁴⁷.

216. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requêtes. Exécution par Intendant : — Tailles, collecte, confirmation d'ordonnances d'Intendant* (1).

Vu la requête des sieurs Louis Deschamps, Jean Gondin et

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁴⁸.

consorts, habitants de Nevers nommés Collecteurs pour la levée des impôts de la dite ville de l'année 1730, et celle de Charles-Philippe Mautrand, commis et Receveur des Droits d'octroi de la dite ville, aussi nommé Collecteur des Tailles et autres Impositions, conjointement avec les dits Deschamps, Gondin et consorts ; vu les pièces y jointes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans avoir égard aux oppositions formées par les suppliants à l'exécution des ordonnances du sieur de Vanolles, Intendant de la généralité de Moulins des 19 novembre, 6 et 17 décembre 1729, dont S. M. les déboute ; ordonne que les dites ordonnances seront exécutées, selon leur forme et teneur, et en conséquence que les suppliants seront tenus de procéder dans quinzaine à la confection des rôles de la ville de Nevers et de payer les termes échus des impositions de la dite ville ; Enjoint au sieur Intendant de la généralité de Moulins de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

217. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Aides. Vente du vin au détail. Cassation de sentence d'Election, interdiction d'un Procureur de bailliage, renvoi devant une Election* (1).

Faisant droit à la requête de sieur Pierre Brossard, sous-fermier des Aides et autres droits y joints de la généralité d'Orléans ; vu l'article 35 des Titres Communs de l'ordonnance de juillet 1681 interdisant à tous juges autres que ceux de S. M. de juger des délits ou crimes de quelque nature qu'ils puissent être, commis par les employés des Fermes, et un arrêt du Conseil de 26 juillet 1729 ayant statué dans une espèce semblable ; vu les procès-verbaux rendus par les commis du suppliant entre le sieur La Croix et sa femme, cabaretiers à Souchamps, Election de Dourdan ; le décret d'ajournement contre eux décerné par les Elus de Dourdan le 24 décembre 1729 et la sentence de provision rendue contre les dits commis au profit du sieur La Croix et de sa femme par le sieur Debret, ancien Procureur du Bailliage de Souchamps le 30 du même mois, portant décret d'assigné pour être ouï ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans s'arrêter au décret « d'assigné pour être ouï » ni à la sentence de provision décernée contre les commis du suppliant par le nommé Debret, ancien Procureur du Bailliage de Souchamps pour l'absence du Bailli, condamne La Croix et sa femme à restituer les 30 livres de provision portées à la dite sentence, interdit Debret de ses fonctions pendant 6 mois et ordonne que l'instruction du procès sera continuée en l'Election de Dourdan.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁴⁹. Rondonneau : AD + 811, janvier (34)

218. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt contradictoire : — Aides. Vente du vin au détail. Débouté d'opposition à un arrêt du Conseil (1).*

Vu l'arrêt du Conseil du 11 octobre 1729 cassant une sentence des Elus de Conches et un arrêt de la Cour des Aides de Rouen, à la requête et au profit du sieur Jean-Baptiste Adam, sous-fermier des Aides en la généralité d'Alençon, l'opposition audit arrêt formée par le sieur André Marchais, marchand de Vins et commissionnaire de la ville de Blois, le mémoire en réponse à la dite opposition dudit sieur Jean-Baptiste Adam ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans s'arrêter à l'opposition dudit Marchais, dont S. M. le déboute, ordonne que l'arrêt de son dit Conseil du 11 octobre 1729 sera exécuté selon sa forme et teneur.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁵⁰.

219. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices Revenus casuels. Droit annuel (1).*

Faisant droit à la requête du sieur Nicolas Bailly de Montarant, Conseiller de S. M., Trésorier ancien et mitriennal des Levées des rivières de Loir, Cher et Allier et autres y afférentes ; — Vu l'arrêt du Conseil du 2 août 1729 ; — Sur le rapport du sieur Le Peletier, Conseiller général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que le dit Nicolas Bailly sera reçu au droit annuel de son office pour la présente année 1730, nonobstant que le délai porté par l'arrêt du Conseil du 2 avril 1729 soit expiré ; Et ce, par grâce et sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁵¹.

220. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand Maître. Exécution par lui : -- Eaux et Forêts. Règlement et autorisation de coupes (1).*

Vu la requête des habitants et communauté du village de Duckange, généralité de Metz, maîtrise de Thionville, demandant qu'il leur soit permis de couper dans leurs bois communaux un certain nombre d'arbres et baliveaux pour subvenir aux frais d'une cloche paroissiale ainsi qu'aux réparations de leurs ponts, maisons et à leur chauffage ; — Vu les pièces y jointes et l'avis du sieur Collart, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Metz ; — Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à la dite requête, ordonne que le règlement des bois de la communauté de Duckange sera exécuté selon sa forme et teneur et que par le garde-marteau de la maîtrise commis par le dit sieur Collart,

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁵².

Grand maître, il sera annuellement marqué dans chacune des 25 coupes ordinaires du dit bois 6 baliveaux anciens et 10 modernes pour être réservés et croître en futaie, et S. M. permet aux suppliants d'abattre le surplus pour subvenir à leurs besoins à charge par eux de se conformer à l'ordonnance d'août 1669 et de resemmer les endroits des dites coupes ordinaires qui se trouveraient dégradés, et attendu la modicité et l'aménagement des bois, S. M. les dispense de la formalité des Lettres patentes prescrite par ladite ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669.

221. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête* : — *Offices vacants. Revenus casuels. Remboursement de finance* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Jacques Lonnard ; — Vu la quittance de vacant de 220 livres expédiée au profit du dit Jacques Lonnard, le 12 novembre 1739 ; — Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que par Bertin, Trésorier des Revenus casuels de Sa Majesté, le suppliant sera remboursé de la somme de 220 livres payées pour la finance et 2 sols pour livre de l'office de Notaire royal en la paroisse de Janeron, ressort de Mayenne, laissé vacant par la mort de Georges Mitton ; attendu que ledit office a été mal à propos taxé comme tel.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ^L3.

222. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête* : — *Offices. Revenus casuels. Droit annuel* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Pierre Cazotte, Conseiller de S. M., Avocat général au siège de la « Table de marbre du Palais » à Dijon ; — Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que le dit Pierre Cazotte sera reçu au droit annuel de son office, pour la présente année 1730, nonobstant que le délai porté par l'arrêt du Conseil du 2 août 1729 soit expiré ; — Et ce, par grâce et sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁵⁴.

223. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête* : — *Offices. Revenus casuels. Droit annuel* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Antoine Boitte, Nouveau titulaire de l'office de changeur en la ville de Paris ; — Vu les provisions du dit office au profit d'Antoine Boitte, le 6 novembre 1739 ; — Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que le dit Antoine Boitte sera

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁵⁵.

reçu au droit annuel de son office, pour la présente année 1730 nonobstant que les deux mois du jour de la date de ses provisions, soient expirés ; et ce, par grâce et sans tirer à conséquence.

224. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Droit annuel* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Pierre Bonamour, Conseiller de S. M., Contrôleur ordinaire des guerres ; — Vu l'arrêt du Conseil du 2 août 1729 ; Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que le dit Pierre Bonamour sera reçu au droit annuel de son office, nonobstant que le délai porté par l'arrêt du Conseil du 2 août 1729 soit expiré ; et ce, par grâce et sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁵⁶.

225. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Rétablissement des nefs... Confirmation d'adjudication. Déboute d'opposition. Imposition supplémentaire* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S. M. a réglé « la forme suivant laquelle il serait à l'avenir pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté ou ruinés par l'incendie. » Le devis estimatif des réparations à faire à l'église et au presbytère de Moulins, province du Maine, et l'adjudication au rabais qui en a été faite par le sieur le Conte de la Martellière, Commissaire à ce député, moyennant la somme de 1.090 livres ; — Vu aussi les oppositions formées contre cette adjudication par la Demoiselle Nouiller et le sieur Jupille ; Ensemble l'avis du sieur de Pomereu, Intendant en la généralité de Tours ; Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, conformément à l'avis du dit sieur de Pomereu, Intendant de Tours, déboute la Demoiselle Nouiller et le sieur Jupille de leurs oppositions et, en conséquence, confirme l'adjudication faite par le sieur de la Martellière, moyennant la somme de 1.090 livres, qui sera imposée sur tous les habitants et propriétaires des maisons, biens et héritages situés dans l'étendue de la dite paroisse, exempts et non exempts, privilégiés et non privilégiés, à proportion de ce que chacun y possède, suivant un rôle particulier qui sera fait par les collecteurs nommés à cet effet par lesdits habitants ou commis d'office par le dit sieur de Pomereu, Intendant, qui rendra ce rôle exécutoire et auquel S. M. attribue la connaissance des contestations à venir et icelle interdit à toutes ses autres cours et juges.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁵⁷.

226. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Rétablissement des nefs... Confirmation d'adjudication. Imposition supplémentaire* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S. M. a réglé « la forme suivant laquelle il serait à l'avenir pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté ou ruinés par l'incendie », le devis estimatif des réparations à faire à l'église de Pin, généralité de Paris, l'adjudication des dites réparations faite par le sieur de Petitbois, Subdélégué de l'Intendant, moyennant 1.560 livres, ensemble l'avis du sieur de Harlay, Intendant, et sur le rapport du sieur Le Pelletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, confirme l'adjudication ci-dessus, dont le montant sera imposé sur tous les habitants et propriétaires de la dite paroisse de Pin, exempts et non exempts, privilégiés et non privilégiés, suivant le rôle particulier qui sera dressé par les ordres du dit sieur de Harlay, Intendant, auquel S. M. attribue la connaissance des oppositions et autres différends qui pourraient survenir à l'exécution du dit rôle, sauf l'appel du Conseil.

(1) Archives Nationales : E 2103 B ¹⁵⁸.

227. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Rétablissement des nefs... Confirmation d'adjudication. Imposition supplémentaire* (1).

Vu l'arrêt du Conseil, du 16 décembre 1684, par lequel S. M. a réglé... (voir arrêt 226), la requête des habitants de la paroisse de Gremeniller, élection de Beauvais, demandant qu'il soit pourvu aux réparations de leur église, l'ordonnance du sieur de Harlay, Intendant de la généralité de Paris, du 12 février 1729 et le devis estimatif des dites réparations dressé conformément à la dite ordonnance, vu aussi l'adjudication des dites réparations faites par le sieur de la Croix, subdélégué, moyennant 2.000 livres, Ensemble l'avis du dit sieur de Harlay, Intendant de la dite généralité de Paris, et sur le rapport du sieur de Harlay.

Le Roi en son Conseil, confirme l'adjudication ci-dessus, dont le montant sera imposé sur tous les habitants et propriétaires de la dite paroisse de Gremeniller... (voir arrêt 226).

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁵⁹.

228. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Rétablissement des nefs... Confirmation d'adjudication. Imposition supplémentaire* (1).

Vu l'arrêt du Conseil, du 16 décembre 1684, par lequel S. M. a réglé... (voir arrêt 226), les devis estimatifs des réparations et

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁶⁰.

constructions à faire aux églises, presbytères et écoles de plusieurs paroisses de la généralité de Lyon. Les adjudications des dites réparations faites par les sieurs subdélégués des régions intéressées, montant ensemble à la somme de 13.422 livres, Ensemble l'avis du sieur Poullétier, Intendant de la dite généralité de Lyon, et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, confirme les adjudications ci-dessus... (voir arrêt 226)..., par les ordres du dit sieur Poullétier, Intendant... (voir arrêt 226)...

229. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par l'Intendant : — Fourniture des Etapes. Annulation d'une adjudication. Nouvelle adjudication (1).*

Vu l'adjudication faite par le sieur de la Grandville, Intendant de la généralité de Riom, des Etapes à fournir aux troupes de S. M. dans la dite généralité, pour la présente année 1730, au sieur Cassive, bourgeois de Montferrand ; mais comme ledit adjudicataire aurait, en se chargeant de cette fourniture, exigé des conditions qui n'auraient pas paru convenables au bien de son service, sur les offres qui ont été faites par le sieur Jacques du Vergé, bourgeois de Paris, de remplir les mêmes engagements, sans aucunes autres conditions particulières. Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans avoir égard à l'adjudication faite par le dit sieur de la Grandville, Intendant de la généralité de Riom, au profit de Cassive, laquelle adjudication deviendra nulle et non avenue, accepte les offres de du Vergé et, en conséquence, ordonne qu'il demeure chargé de la fourniture des Etapes dans la dite généralité, pour la présente année, aux conditions énoncées dans sa soumission, à la charge pour le dit du Vergé de fournir les rations pour la qualité et quantité de denrées, conformément à l'ordonnance du 13 juillet 1727, de payer les 4 deniers par livre des Invalides et de fournir bonne et suffisante caution au greffe du Conseil ; Enjoint S. M. au sieur de la Grandville, Intendant, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1053 B ¹⁶¹.

230. Versailles, 31 janvier 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par l'Intendant : — Fourniture des Etapes. Adjudication (1).*

Vu au Conseil d'Etat du Roi, l'arrêt du Conseil du 11 octobre 1729, par lequel S. M. aurait ordonné qu'il serait procédé à l'adjudication au rabais de la fourniture des Etapes aux troupes, et S. M. ayant été informée que sur les différentes publications qui ont été faites dans la généralité de Bordeaux, personne ne se serait présenté, Elle se serait déterminée à recevoir des offres en son

(1) Archives Nationales : E1053B ¹⁶².

Conseil, entre toutes lesquelles celles du sieur Jean Langlet, bourgeois de Paris, auraient paru plus convenables au bien de son service, et voulant assurer la fourniture des dites Etapes pendant la présente année 1730, dans la dite généralité de Bordeaux ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, accepte les offres de Jean Langlet, en conséquence ordonne qu'il demeurera chargé des fournitures des Etapes dans la dite généralité pendant la présente année, aux conditions énoncées dans sa soumission... (voir arrêt 229)... Enjoint S. M. au sieur Boucher, Intendant, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

231. Versailles, 3 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant : — Pensions des Oblats et Religieux chargés de l'entretien des Invalides. Subrogation d'un Commissaire* (1).

Le Roi s'étant fait représenter l'arrêt du Conseil rendu le 16 octobre 1728 au sujet des pensions d'Oblats ou Religieux-lais affectés à la nourriture et entretien des officiers et soldats estropiés retirés à l'Hôtel Royal des Invalides, par lequel S. M. aurait évoqué à soi et à son Conseil tous les procès concernant les dites pensions d'Oblats ou de Religieux-lais pendants au Grand Conseil et les aurait renvoyés devant les sieurs d'Angervilliers, d'Argenson, Conseillers d'Etat, Le Peletier de Beaupré, Le Nain, d'Aguesseau de Fresne et Trudaine, Maîtres des Requêtes, pour les juger définitivement et en dernier ressort, attendu qu'il est nécessaire de subroger un nouveau Commissaire à la place du dit sieur Le Peletier de Beaupré, nommé à l'Intendance de Caen, à quoi S. M. voulant pourvoir. Oûi le rapport.

Le Roi, étant en son Conseil, subroge le sieur Pallu, Maître des Requêtes, pour, aux lieu et place dudit sieur Le Peletier de Beaupré, s'employer et procéder à l'exécution dudit arrêt du 16 octobre 1728, conjointement avec les autres Commissaires y dénommés.

(1) Archives Nationales : E 2109 (13 et 14).

232. Marly, 5 février 1730. *Arrêt sur Représentations. S. M. y étant : — Succession. Cassation d'un exécutoire décerné par un Commissaire député par une ordonnance de Cour des Comptes* (1).

Sur ce qui a été représenté au Roi par le sieur Pigné, Contrôleur des Bons d'Etat du Conseil, qu'il lui a été envoyé un exécutoire décerné le 30 décembre dernier par le sieur Dampmartin, Conseiller en la Cour des Comptes de Montpellier, Commissaire député par ordonnance de cette Cour, pour procéder à l'inventaire des effets mobiliers laissés par feu Bartholu, Receveur général triennal des Finances de la généralité de Toulouse, par lequel exécutoire le dit sieur Dampmartin voudrait contraindre les compagnons d'office et

(1) Archives Nationales : E 2106 (20).

commis de feu Barthou, à rembourser le greffier de la Cour des Comptes de Montpellier, des avances par lui faites à la succession du dit Barthou, par saisie et vente de leurs meubles ; que, pareillement, il a été envoyé au dit sieur Pigné différents exploits d'huissier signifiés en conséquence du dit exécutoire aux dits compagnons d'office et anciens commis de feu Barthou ; que pour se libérer, les débiteurs ne pourraient payer qu'avec les fonds de leurs caisses et comme il n'est permis à qui que ce soit d'attenter aux deniers royaux, à plus forte raison à des officiers de Cours supérieures ; vu le dit exécutoire et les dits exploits d'huissier. Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, révoque et annule ledit exécutoire, pareillement les dits exploits et généralement tout ce qui s'est ensuivi du dit exécutoire. Fait S. M. défense au dit sieur Dampmartin et à tous autres officiers de justice, d'en décerner à l'avenir de semblables ; et ordonne que le présent arrêt sera exécuté nonobstant toutes oppositions ou autres empêchements.

233. Marly, 6 février 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant :— Succession. Désignation de Commissaires* (1 et 2).

Vu la requête des enfants du défunt sieur de Blancbuisson demandant qu'il soit procédé au remplacement des Commissaires désignés par l'arrêt du Conseil du 10 mars 1722 pour juger en dernier ressort des contestations relatives à la succession du dit sieur de Blancbuisson, et qui, depuis, ont été appelés à d'autres postes ; ouï le rapport.

Le Roi, étant en son Conseil, commet les sieurs d'Aguesseau et l'Escalopier pour procéder conjointement avec les sieurs abbé Bignon, abbé de Pomponne, de Saint-Contest, d'Argenson, Conseillers d'Etat, Méliand, Girardin de Vanvre, Maîtres des Requêtes, à l'exécution du dit arrêt du 10 mars 1722. (Expédié au greffe du Conseil d'Etat privé.)

(1) Archives Nationales : E 2103 (32). Archives Nationales : V⁶ 889, 6 février (1).

234. Marly, 6 février 1730. *Arrêt contradictoire. S. M. y étant. Avis de Commissaires : — Usurpation de titre de noblesse. Partage roturier. Déboute d'opposition. Cassation d'un arrêt du Conseil* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 31 mars 1728, renvoyant devant les sieurs de Saint-Contest, de Courson, Ferrand, de Machault d'Angervilliers et d'Argenson, Conseillers d'Etat, Commissaires désignés, les contestations d'entre la demoiselle de Loheac et le sieur et la dame Riou relatives à une usurpation de titre de noblesse et à un partage roturier, pour, au rapport du sieur de Vanolles, Maître des Requêtes, être par S. M. ordonné ce qu'il appartiendra ; Vu d'au-

(1) Archives Nationales : E 2103 (33). Archives Nationales : V⁶ 889, février (2)

tres arrêts rendus en la matière, ensemble les mémoires et requêtes des parties et généralement tout ce qui a été dit, écrit et remis par les dites parties. Vu aussi l'avis des dits sieurs Commissaires, ouï le rapport et tout considéré.

Le Roi étant en son Conseil, déclare la demoiselle de Loheac non recevable dans sa demande en Cassation de l'arrêt du Conseil du 21 juin 1717 et dans l'opposition par elle formée aux arrêts des 12 juin 1671, 10 juin et 9 septembre 1673, la déboute de son opposition aux arrêts du dit Conseil du 25 juin 1718 et 17 septembre 1722 ; Faisant droit sur l'opposition à l'arrêt du dit Conseil du 1^{er} septembre 1725, remet les parties en tel et semblable état qu'elles étaient, avant ledit arrêt, et, en conséquence, ordonne S. M. que les parties procéderont devant Elle, au Conseil, sur la question de noblesse, comme auparavant le dit arrêt du 1^{er} septembre 1725, et ce, par simples mémoires. (Expédié au greffe du Conseil d'Etat privé.)

235. Marly, 7 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant : — Capitation. Cassation de procédure et d'ordonnances de Lieutenant civil. Renvoi devant l'Intendant (1).*

Le Roi ayant été informé des mesures arbitraires et de la procédure vexatoire entreprise par le sieur Dominique Aubertin, Huissier à cheval au Châtelet de Paris, et Procureur postulant de différentes juridictions des environs de Saint-Denis, contre les échevins de la dite ville de Saint-Denis, Receveurs de la capitation de la dite ville de Saint-Denis ; Vu les pièces, ensemble la déclaration du 12 mars 1701 ; Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, étant en son Conseil, casse et annule toute la procédure faite contre les dits échevins receveurs de la capitation de Saint-Denis, à la requête d'Aubertin, par devant le Lieutenant civil du Châtelet de Paris, ainsi que les ordonnances par lui rendues sur la dite procédure. Ordonne, en conséquence S. M. que les parties seront tenues de procéder par devant le sieur Intendant de la généralité de Paris et leur fait défense de se pourvoir ailleurs à peine de nullité et de 3.000 livres d'amende.

(1) Archives Nationales : E 2103 (34).

236. Marly, 7 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant : — Commerce avec les Colonies d'Amérique. Dérogations de faveur à des lettres patentes (1 et 2).*

Le Roi, ayant par arrêt de son Conseil du 19 décembre 1728, permis pendant une année seulement à compter du 1^{er} janvier 1729 aux négociants français qui font le commerce des îles et colonies françaises d'Amérique, d'envoyer leurs vaisseaux directement en

(1) Archives Nationales : E 2103 (35). Rondonneau : AD + 811, février (4).

Irlande, pour y acheter des bœufs salés et les transporter ensuite sur les mêmes navires aux dites îles et colonies françaises ; Et S. M., désirant, pour le bien et l'avantage du commerce de ces colonies, leur accorder encore pendant un an cette permission, afin de procurer aux habitants des dites colonies les secours dont ils ont besoin pour leur subsistance ; Sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, étant en son Conseil, permet pendant un an seulement à compter de ce mois à tous les négociants des ports et villes maritimes du royaume, d'envoyer leurs vaisseaux directement en Irlande pour y acheter des bœufs salés et les transporter aux dites îles et colonies françaises d'Amérique ; S. M. dérogeant pour le dit temps à la disposition de l'article 11 des lettres patentes du mois d'avril 1717 ; Et sera le présent arrêt lu, publié et affiché partout où besoin sera.

236 bis. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Représentations. S. M. y étant. Exécution par l'Intendant : — Voieries. Ville de Bordeaux. Adjudications (1).*

Vu l'arrêt du Conseil du 24 février 1728 homologuant une délibération des Maire et Jurats de la ville de Bordeaux et permettant de vendre l'emplacement qui est entre la porte d'Espagne et le palais de la Cour des Aides de la dite ville, pour y bâtir des maisons de façade uniforme, construire un quai et, sur le devant des dites maisons, former une place au milieu de laquelle serait élevée la statue équestre du Roi ; les représentations du Parlement de Bordeaux faisant opposition à l'exécution du dit arrêt ; les réponses des dite Maire et Jurats ; les procès-verbaux, plans, autres pièces et mémoires ; Et tout considéré ; Sur le rapport de le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, étant en son Conseil, sans avoir égard aux représentations du Parlement de Bordeaux, modère l'envergure des travaux autorisés par l'arrêt du 24 février 1728 et ordonne l'exécution d'un plan moins étendu dressé par le sieur Gabriel, Contrôleur général des Bâtiments du Roi ; ordonne S. M. que les adjudications des dits ouvrages soient faites par les soins du sieur Intendant de la généralité de Bordeaux auquel S. M. enjoint de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, lequel sera exécuté nonobstant oppositions ou empêchements quelconques dont S. M. se réserve la connaissance en son Conseil.

(1) Archives Nationales : E 2110 (8).

237. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avant faire droit : — Hôpital de Rouen. Gestion. Renvoi au principal devant la grande Direction des Finances (1).*

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹.

Faisant droit à la requête du sieur Louis Giffard, Chevalier, Seigneur de Saint-Maclou, des Gouverneurs et administrateurs de l'Hôtel-Dieu de « la Madeleine » de la ville de Rouen et Consorts ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, renvoie en la grande Direction les contestations entre le sieur de Saint-Maclou, les administrateurs de la Madeleine de Rouen et Gensay, bourgeois de Paris, pour être jointes à l'instance déjà renvoyée par l'arrêt de son dit Conseil du 21 décembre 1728.

238. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avant faire droit : — Office municipal. Maire. Production de pièces* (1).

Avant faire droit à la requête du sieur Jean Chateigner de Paradis, Lieutenant général de Police et subdélégué de l'Intendance de Tours au département d'Amboise, exposant les difficultés et contestations de toutes sortes que lui attirent ses fonctions de maire de la dite ville d'Amboise de la part des échevins et du bailli de la dite ville. Vu les pièces y jointes, divers arrêts du Conseil et lettres patentes maintenant le dit Chateigner de Paradis dans ses fonctions de maire ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que les parties remettront dans quinzaine leurs requêtes et pièces ès mains du sieur Contrôleur général des Finances, pour icelles vues et examinées, être par S. M., ordonné ce qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ².

239. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant : — Offices. Enregistrement des provisions. Prestation de serment* (1, 2 et 3).

Faisant droit à la requête du Procureur de S. M. au Bureau des Finances et Chambre du Domaine de la Généralité de Poitiers ; Vu l'arrêt du Conseil rendu en forme de Règlement entre la Cour des Aides de Paris et les officiers des Bureaux des Finances, le 29 février 1617, ensemble les arrêts du dit Conseil des 2 juillet 1725, 19 août et 16 décembre 1727 et 2 mars 1728, et l'avis du sieur de Beaussan, Intendant de la généralité de Poitiers ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, déclare le dit arrêt de son Conseil du 2 juillet 1725 servant de règlement entre les officiers du Bureau des Finances d'Orléans et les officiers des Elections et Greniers à sel de cette généralité, ensemble les dits arrêts du Conseil des 19 août, 16 décembre 1727 et 2 mars 1728 rendus pour les officiers des Bureaux des Finances de Bourges, Tours et Lyon : Communs avec les officiers du Bureau des Finances de Poitiers et les officiers des

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ³. Code Louis XV, tome III, p. 154 Rondonneau : AD+811, février (5).

Elections et des Dépôts des sels de la dite généralité ; en conséquence ordonne que tous les dits officiers qui auraient négligé de « faire enregistrer » leurs provisions et à « prêter serment » au Bureau des Finances de Poitiers, seront tenus d'y satisfaire dans quinzaine de la signification du présent arrêt et de payer les droits ordinaires, à peine de radiation de leurs gages et de suspension de leurs offices.

240. Marly, le 7 février 1730. *Arrêt sur Requête. Exécution par l'Intendant : — Dime. Imposition supplémentaire* (1).

Faisant droit à la requête des Prévôt, Chanoines et Chapitre de l'Abbaye royale de Saint-Martin d'Esnay de la ville de Lyon ; vu les exécutions de dépens obtenus par les suppliants tant en la sénéchaussée de Lyon qu'au Parlement de Paris, contre les manants et bourgeois de Lyon décimables des paroisses de Millery et Grigny ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que le montant des dits exécutoires sera imposé en la présente année, au profit des suppliants, sur tous les habitants et bourgeois de Lyon, décimables des paroisses de Millery et Grigny, à proportion de la dîme que chacun d'eux paye au dit Chapitre et des fonds qu'il possède, suivant un rôle particulier dressé par les ordres du sieur Poullétier, Intendant de Lyon, auquel S. M. attribue la connaissance des oppositions et autres différends qui pourraient survenir sur l'exécution du dit rôle, sauf l'appel au Conseil.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁴.

241. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'intendant. Exécution par lui : — Finances municipales. Ville de Bourges. Imposition supplémentaire* (1).

Faisant droit à la requête des Maire et Echevins de la ville de Bourges ; vu l'état des dépenses faites en l'honneur de la naissance de Mgr le Dauphin, montant à 1.589 livres ; ensemble l'avis du sieur Dodart, Intendant de la généralité de Bourges ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, permet aux suppliants d'imposer sur les habitants de Bourges la dite somme de 1.589 livres au marc la livre de la Capitation, moitié en la présente année et l'autre moitié l'année prochaine, suivant un rôle spécial ; enjoint S. M. au dit sieur Dodart, Intendant, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁵.

242. Marly, 7 février 1730. *Arrêt contradictoire. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Finances municipales. Ville de Douai. Droits sur l'eau-de-vie. Cassation d'Ordonnance d'Intendant* (1).

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁶.

Vu les Requêtes respectives des adjudicataires de la ferme des eaux-de-vie de la ville de Douai depuis la Toussaint 1710 jusqu'à la Toussaint 1713, d'une part ; des échevins de la dite ville de Douai, d'autre part ; vu aussi l'ordonnance du feu sieur de Bernières, Intendant des Flandres, du 28 août 1717 et le bail de la ferme des eaux-de-vie de la dite ville de Douai, de Toussaint 1710 à Toussaint 1713 ; ensemble l'avis du sieur Méliand, actuel Intendant des Flandres ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, déboute les adjudicataires de la ferme des eaux-de-vie de Douai de leur demande en indemnité de la consommation, en exemption de droits sur l'eau-de-vie, faite par le régiment de Suisses en garnison dans la dite ville de Douai et, ayant égard à la requête des échevins de la dite ville, sans s'arrêter à l'ordonnance du feu sieur de Bernières du 28 août 1717, décharge les dits échevins de la condamnation prononcée contre eux par la dite ordonnance ; enjoint en outre S. M. au sieur Méliand, Intendant des Flandres, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

243. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Dettes d'une Communauté. Exécution par lui. Paiement. Imposition supplémentaire* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Pierre de la Bigottière, Président au Parlement de Bretagne ; vu les sentences de la Prévôté et de la Sénéchaussée d'Angers des 29 mai 1652 et 26 février 1663, les arrêts du Parlement de Paris des 18 juillet 1690 et 15 mars 1691, le procès-verbal et l'état de liquidation de la créance du dit sieur de la Bigottière dressés par la Subdélégué d'Angers et le sieur de Pomereu, Intendant de la Généralité de Tours ; Ensemble l'avis dudit sieur de Pomereu ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, déclare le dit sieur de la Bigottière créancier légitime des habitants et communauté de la paroisse de Saint-Martin d'Angers de la somme de 3.729 l. 2 s. 5 d. dont il sera payé en deniers qui seront à cet effet imposés sur les dits habitants de Saint-Martin, suivant les rôles particuliers dressés par les ordres du sieur de Pomereu, Intendant, auquel S. M. enjoint de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁷.

244. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant. Exécution par Commissaires : — Ville d'Auxerre. Rachat d'offices municipaux. Réparations. Droits d'octroi extraordinaires* (1).

Faisant droit à la requête des maire, échevins et habitants de la ville d'Auxerre ; vu les ordonnances des sieurs Commissaires

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁸.

députés pour la vérification des dettes et affaires des communautés du Comté de Bourgogne des 13, 14 mai et 28 août 1728, par lesquelles les dites communautés obtinrent la permission de lever des droits d'octroi extraordinaires pour pouvoir racheter leurs offices municipaux, le devis estimatif des réparations à faire à l'Hôtel commun aux portes et aux puits de la ville d'Auxerre ; les délibérations générales des habitants de la dite ville, ensemble l'avis du sieur de la Brèffe, Intendant de la généralité de Dijon ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, permet aux suppliants de lever des droits d'octroi extraordinaires suivant un tarif maximum, sur les foins, le bois et le charbon qui entreront à Auxerre, à l'exception de ceux provenant du crû de ses habitants et en exemptant les hôpitaux de la ville ; lesquels droits seront perçus sous le contrôle des sieurs Commissaires députés pour la vérification des dettes et affaires des communautés de Bourgogne pour les deniers qui en proviendront, être employés, tant au rachat des charges municipales qu'aux réparations à faire à l'Hôtel commun, aux portes et aux puits de la dite ville d'Auxerre. Enjoint S. M. aux dits sieurs Commissaires de tenir la main à l'exécution du présent arrêt et se réserve la connaissance des empêchements à intervenir.

245. Marly, 7 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement : — Droits de Péage sur des fournitures destinées à la Marine. Payement* (1).

Vu l'état certifié du sieur de Maurepas, Secrétaire d'Etat à la Marine et le bordereau du montant des droits de péage sur les bois, denrées et munitions qui ont passé le Rhône en 1720, 1721, 1722 et 1723, pour le service des vaisseaux et galères de S. M. et sont entrés dans les arsenaux de Marseille et de Toulon ; les dits droits s'élevant à 33.179 l. 2 s. 7 d., et ayant été avancés par le Prince de Rohan, Capitaine et Lieutenant de la compagnie des Gendarmes de la Garde de S. M. ; sur quoi étant nécessaire de pourvoir. Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que le dit Prince de Rohan sera payé par le Garde du Trésor royal de la somme de 33.179 l. 2 s. 7 d., pour les droits de péage qu'il a acquittés.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁹.

246. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Succession. Liquidation. Renvoi devant une Commission* (1).

Vu la requête des héritiers des feus sieur et dame Ferret, faisant opposition à l'exécution d'un arrêt du Conseil du 23 janvier 1703, surpris à la requête d'un prétendu créancier de leurs auteurs ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, renvoie la requête des suppliants par

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹⁰.

devant les Commissaires nommés par deux arrêts de son Conseil antérieur, pour la discussion des affaires entre les créanciers et débiteurs des feus sieur et dame Le Bartz, dont les auteurs des suppliants ont été les associés pour, par les dits sieurs Commissaires faire droit sur l'opposition des dits suppliants.

247. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant. Exécution par lui. Ferme des Devoirs et Droits. Comptes de Gestion. Subrogation de l'Intendant* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Charles Marchand et de ses cautions, ci-devant fermiers généraux des devoirs et droits y joints des Etats de Bretagne ; vu les pièces y jointes, ensemble l'avis du sieur de la Tour, Intendant de la province de Bretagne ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, commet et subroge le dit sieur de la Tour, Intendant de Bretagne, pour, au lieu du dit sieur de Brou, ci-devant Intendant de ladite province, procéder à l'exécution de l'arrêt du Conseil du 22 novembre 1723 entre les suppliants et les cautions de Michel Joly, ci-devant sous-fermiers des devoirs et droits y joints dans l'évêché de Saint-Paul-de-Léon.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹¹.

248. Marly, le 7 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avant faire droit. Avis des Commissaires. Conclusions d'un Maître des Requêtes : — Droits de Barque. Péages. Production de Titres* (1).

Vu les titres et pièces représentés en exécution de l'arrêt du Conseil des 29 août 1724 et autres rendus en conséquence ; ensemble l'avis des sieurs commissaires désignés à cet effet ; sur les conclusions du sieur Mailhard de Balofre, Maître des Requêtes, Procureur général de Sa Majesté en cette partie et sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, avant faire droit, ordonne que dans un mois pour tout délai, à compter de la signification du présent arrêt, le sieur abbé de la Peyre rapportera d'autres actes authentiques pour, avec ceux par lui ci-devant produits, justifier de la possession suivie et ininterrompue, depuis 1646, des droits de barques et péages à lui prétendus dûs sur les rivières de Garonne et du Lot, dans les villes d'Agen, Clairac, Marmande, Sainte-Bazille, la Réole et Bordeaux, sinon, et à faute de ce faire, il sera fait droit par Sa Majesté ainsi qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹².

249. Marly, le 7 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avant faire droit. Avis de Commissaires. Conclusions d'un Maître des Requêtes : — Droits de Péage et Passage. Production de Titres*(1).

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹³.

Vu les titres et pièces représentés, en exécution de l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 et autres rendus en conséquence ; ensemble l'avis des sieurs Commissaires désignés à cet effet. Sur les conclusions du sieur Mailhard de Balofre, Maître des Requêtes, Procureur général de Sa Majesté en cette partie, et sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, avant fait droit, ordonne que, dans un mois pour tout délai, à compter de la signification du présent arrêt, le Duc de Pecquigny, rapportera d'autres actes authentiques, pour, avec ceux pour lui ci-devant présentés, justifier de la possession suivie et non interrompue depuis 1569, des droits de péage et passage par lui prétendus dans les lieux et territoires de Bressuire, Chiché, Moncontant, sinon et à faute de ce faire dans ledit temps et icelui passé, il sera fait droit par S. M. ainsi qu'il appartiendra.

250. Marly, 7 février 1737. *Arrêt de propre Mouvement. Avant faire droit. Avis de Commissaires. Conclusion d'un Maître des Requêtes : — Droits de Coutume. Péage. Port et passage. Production de titres (1).*

Vu les titres et pièces représentés en exécution de l'arrêt du Conseil du 29 août 1724, etc. (cf. arrêt précédent).

Le Roi, en son Conseil, avant faire droit, ordonne que, dans un mois pour tout délai..., le comte de Jarnac rapportera d'autres actes authentiques pour justifier de la possession depuis 1569, des droits et de la quotité des droits de coutume, péage, port et passage, par lui prétendus sur la rivière de Charente, et, par terre, à Jarnac, sinon et à faute de ce faire... (etc.) (cf. arrêt précédent).

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹⁴.

251. Marly, le 7 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avant faire droit. Conclusions d'un Maître des Requêtes. Avis de Commissaires : — Péage par terre. Production de titres (1).*

Vu les titres et pièces représentés en exécution de l'arrêt du Conseil du Roi du 29 août 1724..., etc. (cf. arrêts précédents).

Le Roi, en son Conseil, avant faire droit, ordonne que le sieur de Vielbourg rapportera d'autres actes authentiques pour justifier de la possession, depuis 1569, du droit et de la quotité du droit de péage par terre par lui prétendu dans la ville de Cosne et Mienneles-Cosne, etc... (voir arrêt précédent).

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹⁵.

252. Marly, le 7 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Succession vacante. Subrogation d'un Curateur (1).*

Faisant droit à la requête de François Savin chargé du « recou-

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹⁶.

vrement de ce qui reste dû des effets trouvés sous les scellés apposés chez les sieurs de la Touanne et Gauvin, trésoriers de l'Extraordinaire des Guerres » ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, subroge Antoine Arborat, bourgeois de Paris, aux lieu et place de Pierre Corbie, aussi bourgeois de Paris, décédé, pour faire les fonctions de curateur à la succession vacante dudit sieur de Touanne.

253. Marly, le 7 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Droit annuel* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Henri Aubert Le Blanc, Conseiller de S. M., Contrôleur ordinaire aux guerres ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que le suppliant sera reçu au droit annuel de son office pour la présente année 1730 et les années omises, nonobstant que le délai porté par l'arrêt du Conseil du 2 août 1729 soit expiré, et ce, par grâce et sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹⁷.

254. Marly, le 7 février 1730. *Arrêt sur Requête. : — Offices. Comptes de Gestion. Paiements* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Pierre Monier, Receveur général des Domaines et Bois du Comté de Bourgogne ; Vu la quittance comptable du 20 février 1726, l'arrêt du Conseil du 17 septembre 1726 et autres pièces ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne qu'en remettant, par le sieur Michel Parent ci-devant fermier général des « Gabelles des Trois Evêchés, Salines de Franche-Comté et Domaine d'Alsace », au sieur Gruyn, Garde du Trésor royal, la dite quittance par lui expédiée à sa décharge, le 20 février 1726, de la somme de 47.879 livres, il lui sera délivré pour valeur d'icelle sept autres quittances dont trois à la décharge et deux au profit du suppliant.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹⁸.

255. Marly, 7 février 1737. *Arrêt sur Requête : — Contrats de Rente. Rectification d'une erreur de nom* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Louis de la Borde-Duval, officier de M. le duc de Bourbon, et de dame Jacqueline-Catherine-Josèphe de la Borde, épouse du sieur Louis Martin, marchand-bonnetier à Paris ; vu les pièces justificatives de la dite requête, sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne qu'encore que dans le contrat

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹⁹.

de rente perpétuelle sur les Aides et Gabelles passé le 7 avril 1721 au profit de Louis de la Borde de Valencourt, père décédé des suppliants, le dit de la Borde de Valencourt y ait été nommé par erreur Louis au lieu de René de la Borde de Valencourt, qui sont ses véritables noms ; le dit contrat vaudra néanmoins comme si le nom de Louis n'y avait point été mis ; S. M. validant le dit contrat sous les noms de René de la Borde Valencourt en vertu du présent arrêt dont mention sera faite au dit contrat et partout ailleurs où besoin sera.

256. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Comptes de gestion. Contrôle de quittances* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Paul-Bernard Guihou, Conseiller du Roi, Contrôleur des Finances ancien et alternatif de la province de Franche-Comté ; vu les doubles des registres des Finances tenus par le sieur Voisin, qui a exercé les fonctions du dit office sans titre valable jusqu'en 1727 ; Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne par grâce et sans tirer à conséquence, que le contrôle qui a été fait par le dit Voisin des quittances signées par les Receveurs généraux des Finances de la dite province de Franche-Comté, à la décharge des receveurs particuliers des impositions de la dite province, aura même force et vertu que s'il avait été signé par le suppliant, S. M. validant le dit contrôle par le présent arrêt ; ordonne, en outre S. M., que les doubles des registres tenus et certifiés par ledit Voisin seront remis à la Chambre des Comptes de Dôle et au Dépôt général tenu à Paris de tous les registres du Contrôle des Finances et Domaines du Royaume, de la remise desquels registres tenus par Voisin, il sera délivré les certifications nécessaires au paiement des gages attribués aux dits offices conformément à l'édit d'août 1669 à la charge pour le suppliant de demeurer garant et responsable des exercices faits et à faire par le dit Voisin ; et seront toutes lettres nécessaires expédiées sur le présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ²⁰.

257. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Comptes de Gestion. Paiements* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Léonard Ducluzel, Ecuyer, Seigneur de la Chabrierie, l'un des Fermiers généraux de S. M. commis pour parachever les exercices de défunt Isaac, Nicolas de Lussé, vivant Conseiller du Roi, Receveur général des Finances de la généralité de Bordeaux. Vu l'arrêt du Conseil du 2 août 1739 et la quittance du sieur Gruyn, Garde du Trésor royal du 20 septembre 1728, expédiée à la décharge du sieur Jaubert, Receveur de

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ²¹.

la Capitation des bourgeois et habitants de Bordeaux, pour avances faites par ledit Jaubert sur ses exercices antérieurs à 1720. Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que la dite quittance signée Gruyn du 20 septembre 1726 au nom du dit Jaubert, sera rendue audit Gruyn qui en signera une autre de pareille somme au nom des héritiers de défunt Isaac, Nicolas de Lussé, vivant Receveur général des Finances de la généralité de Bordeaux, sur les deniers imposés en l'année 1715 sur plusieurs villes et communautés de marchands et artisans de la dite généralité de Bordeaux, en exécution de l'arrêt du Conseil du 21 août 1714.

258. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Requête : --- Office vacant. Revenus casuels. Marc d'or. Remboursement (1).*

Faisant droit à la requête du sieur Jean Jauson ; vu la quittance de vacant de 200 livres expédiée au profit dudit Janson pour l'office de sergent royal au siège présidial de Châlons et celle de 27 livres pour le marc d'or payé par le dit office ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que, par le sieur Bertin, trésorier des Revenus casuels de S. M. et par le trésor du marc d'or en exercice, le suppliant sera remboursé de tous ses débours.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ²².

259. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Requête : --- Offices. Revenus casuels. Rectification d'une erreur de qualité sur une quittance. Sceau des provisions (1).*

Faisant droit à la requête des héritiers de défunt Antoine de Sainthillier ; vu la quittance de huitième denier expédiée sous le nom de Nicolas Robert, et les provisions du dit Antoine de Saint-hillier, dernier pourvu de l'office de « Conseiller du Roi Lai » au bailliage et siège présidial de Verdun. Sur le rapport du sieur le Peletier Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne qu'encore que la dite quittance de huitième denier expédiée au profit du dit Nicolas Robert ait été remplie du titre de « Conseiller du Roi clerc » au dit bailliage et siège présidial de Verdun, elle vaudra et servira comme si elle l'avait été sous celui de « Conseiller du Roi Lai » au dit bailliage et présidial, nonobstant que l'an du jour de la date d'icelle soit expiré, et les provisions en seront scellées sous le dit titre en conformité.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ²³.

260. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant. --- Offices. Transfert de résidence (1).*

Faisant droit à la requête du sieur Joseph Magnien, Notaire

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ²⁴.

royal à Ténarre, dépendant du bailliage de Châlon-sur-Saône ; vu la délibération des habitants de Saint-Vincent et de Puligny, les provisions du suppliant pour l'office de Notaire royal à Ténarre et l'avis du sieur de la Briffe, Intendant da la province de Bourgo-gne. Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que la résidence de l'office de notaire royal de Ténarre sera et demeurera transférée à Puligny et en conséquence que le dit Magnien y fera les fonctions du dit office sans être tenu de prendre de nouvelles provisions à la charge toutefois de faire enregistrer le présent arrêt au greffe du dit bailliage de Châlon-sur Saône.

261. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Droit annuel* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Du Val, Commandant du Guet, propriétaire de l'office d'inspecteur de police en la ville et faubourgs de Paris. Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que le suppliant sera reçu au droit annuel de son office pour la présente année 1730, nonobstant que le délai porté par l'arrêt du Conseil du 2 août 1729 soit expiré, et ce, par grâce et sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ²⁵.

262. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Droit annuel* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Quentin Philippy, Conseiller de S. M., élu en l'élection de Saint-Quentin. Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil ordonne que le suppliant sera reçu au droit annuel de son office pour la présente année 1730, nonobstant que le délai porté par l'arrêt du Conseil du 2 août 1729 soit expiré.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ²⁶.

263. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur requête : — Offices. Revenus casuels. Droit annuel* (1).

Faisant droit à la requête du sieur de Pâris pourvu des offices de Conseiller de S. M., Lieutenant général et de Commissaire, enquêteur en la sénéchaussée et siège présidial d'Angoulême. Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que le suppliant sera reçu au droit annuel de ses offices pour les années omises et la présente année 1730, nonobstant que le délai porté par l'arrêt du Conseil du 2 août 1729 soit expiré.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ²⁷.

264. Marly, 7 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant : — Capitation. Confirmation d'une Ordonnance de l'Intendant. Débouté d'un appel devant le Conseil privé* (1).

S. M. étant informée que le sieur Jean du Buisson du Chastel, Contrôleur ordinaire des Guerres, aurait interjeté appel d'une ordonnance de l'Intendant de Bretagne qui tranchait des contestations d'entre le dit du Chastel et les échevins de Morlaix, à propos du montant de la capitation pour lequel le dit sieur du Chastel était imposé dans la dite ville de Morlaix et qu'au lieu de se pourvoir en Conseil des Finances, le dit sieur du Chastel aurait relevé le dit appel au Conseil des Parties, à quoi voulant pourvoir. Vu l'avis du sieur de la Tour, Intendant de Bretagne. Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, sans s'arrêter à l'appel interjeté par du Chastel en vertu des « Lettres de Relief » par lui obtenues le 25 novembre 1729, de l'ordonnance du dit sieur de la Tour, Intendant de Bretagne du 31 août de la même année, veut que la dite ordonnance soit exécutée par provision, suivant sa forme et teneur, sauf audit du Chastel de remettre ses requêtes et pièces entre les mains du sieur Contrôleur général des Finances pour, à son rapport, y être statué par S. M. ainsi qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ²⁸.

265. Marly, 7 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant : — Rétablissement des nefs. Débouté d'un appel devant le Conseil privé. Confirmation d'une Ordonnance d'Intendant* (1).

Etant informé que le sieur Sébastien Haugre, Seigneur de Coutalmaison, aurait formé opposition à l'exécution du rôle particulier de répartition des sommes nécessaires aux réparations du presbytère de Fricourt (élection d'Amiens), qu'il aurait été débouté de son opposition par ordonnance du sieur Channelier, Intendant de Picardie du 23 juin 1728 et que il aurait interjeté appel de la dite ordonnance en Conseil privé de S. M. devant lequel il aurait fait assigner les habitants de Fricourt ; et S. M. voulant prévenir les suites d'une procédure qui serait ruineuse pour les habitants de la dite paroisse de Fricourt. Vu l'avis du dit sieur Channelier, Intendant de Picardie. Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans s'arrêter à l'appel interjeté par Haugre de Coutalmaison, en vertu des « Lettres de Relief » par lui obtenues, de l'ordonnance du sieur Channelier, Intendant de Picardie, du 23 juin 1728, ni à l'assignation que le dit Haugre de Coutalmaison a fait donner aux habitants de Fricourt. Veut que la dite ordonnance du 23 juin 1728 soit exécutée par provision, suivant sa forme et teneur, sauf au dit Haugre de Coutalmaison

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ²⁹.

de remettre ses requête et pièces entre les mains du sieur Contrôleur général des Finances pour, sur son rapport, y être statué par S. M. ainsi qu'il appartiendra.

266. Marly, 7 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant : — Taille. Débouté d'appel devant le Conseil privé. Confirmation d'ordonnance d'Intendant (1).*

Etant informé que la sieur Mathieu, Trésorier de France au bureau des Finances de Grenoble, aurait interjeté appel devant le Conseil privé de S. M. d'une ordonnance du sieur de Fontanieu, Intendant du Dauphiné, du 9 août 1729, par exploit signifié aux Conseils des Communautés de Haut et Bas-Vaulnaney, à propos des domaines appartenant au dit sieur Mathieu, déclarés taillables dans les dites communautés, et S. M. voulant prévenir les suites d'une procédure qui serait ruineuse pour les dites communautés. Vu l'avis du sieur de Fontanieu, Intendant de Dauphiné. Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, sans s'arrêter à l'appel interjeté par Mathieu de la dite ordonnance du 9 août 1729, ordonne que la dite ordonnance sera exécutée par provision, selon sa forme et teneur, sauf audit Mathieu et aux dits Conseils des communautés de Haut et Bas-Vaulnaney de remettre leur requête et pièces entre les mains du sieur Contrôleur général des Finances, pour, sur son rapport, y être statué par S. M. ainsi qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ³⁰.

267. Marly, 7 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement : — Rétablissement des Nefs. Débouté d'opposition formée devant le Grand Conseil. Confirmation d'un rôle de répartition dressé par l'Intendant (1).*

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S. M. a réglé la forme suivant laquelle, etc... (voir arrêts 58 et suivants), l'arrêt du Conseil du 24 mai 1729 par lequel S. M. a confirmé l'adjudication faite par le sieur Channelier, Intendant de Picardie des réparations à faire à Notre-Dame de Lignes, diocèse de Boulogne, dont le montant a été réparti sur tous les habitants et propriétaires de la paroisse suivant un rôle particulier contre lequel les Religieux Prémontrés de l'abbaye de Notre-Dame de Lignes auraient formé opposition devant le Grand Conseil de S. M., sous le prétexte de l'évocation générale de leurs causes et affaires au dit Grand Conseil à eux accordée par Lettres Patentes de juillet 1718 ; mais S. M. voulant prévenir les suites d'une procédure qui serait ruineuse pour les habitants du bourg de Lignes. Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans s'arrêter à l'opposition formée par

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ³¹.

les Religieux Prémontrés de l'abbaye de Notre-Dame de Lignes devant le Grand Conseil » en vertu de « Lettres de Commission » par eux obtenues, à l'exécution du rôle de répartition dressé par le sieur Channelier, Intendant de Picardie, ordonne que le dit rôle sera exécuté selon sa forme et teneur, sauf aux dits Religieux Prémontrés de remettre leur requête et pièces entre les mains du sieur Contrôleur général des Finances pour, sur son rapport, y être statué par S. M. ainsi qu'il appartiendra.

268. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Capitation du Clergé* (1).

Faisant droit à la requête du clergé du diocèse de Besançon ; vu les pièces y apportées. Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne la conversion d'une assignation du Trésor royal de la somme de 22.258 livres, payée par le clergé de Besançon, en 1710, par forme de « Capitation », en une quittance comptable à sa décharge de pareille somme.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ³².

269. Marly, 7 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par l'Intendant : — Entretien de garnisons. Haras. Imposition supplémentaire* (1).

Ayant fait examiner l'état dressé par le sieur Orry, Intendant du Roussillon et du Pays de Foix, des sommes à imposer la présente année pour l'entretien des places du dit Roussillon, le logement des officiers militaires et de justice et les haras établis en la dite province. Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne qu'il sera imposé la présente année, sur les habitants du Roussillon, la somme de 44.046 livres dont la répartition sera faite par l'Intendant et le recouvrement par les Consuls des lieux ; enjoint S. M. au dit sieur Orry, Intendant, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ³³.

270. Marly, 7 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Rétablissement des Nefs... Confirmation d'adjudication. Imposition supplémentaire* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684, par lequel S. M. a réglé, etc., l'ordonnance du sieur Delesserville, Intendant de la Généralité d'Auch du 14 juin 1729, rendue sur requête des Jurats de la communauté de Saubrigues, le devis estimatif des réparations à faire à l'église, aux cloches et au cimetière de la dite paroisse, et

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ³⁴.

l'adjudication au rabais des dites réparations faites par le subdélégué de Dax ; ensemble l'avis du dit sieur Delesserville, Intendant de la dite généralité d'Auch. Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, confirme la dite adjudication faite par le subdélégué de Dax dont le montant sera imposé sur tous les habitants et propriétaires de la communauté de Saubrigues, exempts et non-exempts, privilégiés et non-privilégiés, à proportion de ce que chacun y possède, suivant un rôle particulier dressé par les ordres du dit sieur Intendant, et sera le présent arrêt exécuté nonobstant oppositions ou autres empêchements dont, si aucuns interviennent, S. M. a attribué la connaissance au dit Intendant, sauf l'appel au Conseil.

271. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Requête. Revêtu de Lettres Patentes : — Offices. Commission (1).*

Faisant droit à la requête du sieur Philippe Lefébure, Conseiller secrétaire de S. M., Receveur général des Finances de Soissons en exercice les années paires. Vu les pièces y portées. Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, commet le sieur Claude-Joseph Hourde de Chavigny pour faire le recouvrement des Tailles et autres impositions de l'élection de Soissons de la présente année à la charge, pour le dit de Chavigny, de compter du dit exercice tant au Bureau des Finances de Soissons qu'en la Chambre des Comptes et partout où il appartiendra, et, à la charge pour le dit Lefébure, de demeurer civilement responsable envers S. M. des manœuvres du dit de Chavigny, dont le suppliant sera tenu de faire sa soumission au greffe du Conseil, et sur le présent arrêt toutes lettres nécessaires seront expédiées.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ³⁵.

272. Marly, 7 février 1730. *Arrêt sur Requête. Revêtu de Lettres Patentes : — Offices. Commission (1).*

Faisant droit à la requête des sieurs Mailly-Dubreuil et de Boullongue, Receveurs généraux des Finances de la Généralité de Tours ; vu les pièces y jointes. Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, commet le sieur François Couppey à la Recette des Tailles et autres impositions de l'Election de Beaugé, de la présente année et des années 1725, 1726, 1727, 1728 et 1729, à la charge pour le dit Couppey de compter des dits exercices au Bureau des Finances, en la Chambre des Comptes et partout ailleurs où il appartiendra, et à la charge pour les suppliants d'être civilement garants envers S. M. du maniement dudit Couppey et d'en

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ³⁶.

faire leur soumission au greffe du Conseil, Et sur le présent arrêt toutes lettres nécessaires seront expédiées.

273. Marly, 7 février 1730. *Arrêts sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Droit annuel* (1).

Faisant droit à la requête des sieurs Louis Airault et Robert Drouet, Principaux Commis au Greffe de la Tournelle criminelle du Parlement de Paris. Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que les suppliants seront reçus en Droit annuel de leurs offices pour la présente année et les années omises, nonobstant que le délai accordé par l'arrêt de Conseil du 2 août 1729 soit expiré ; Et ce, par grâce et sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ³⁷.

274. Marly, 9 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant : — Jonction de trois Informations criminelles devant un même Rapporteur. Malversations commises par des Procureurs de bailliages* (1).

Le Roi, étant informé qu'à la requête de son Procureur général du Parlement de Besançon, il a été commencé trois procédures criminelles en la Chambre de la Tournelle de ce Parlement contre les trois Procureurs du Roi aux bailliages de Besançon, d'Ornans et de Dôle, et attendu que ces différentes accusations étant fondées sur des genres de fautes ou de malversations à peu près semblables, il est du bien de la justice qu'elles demeurent entre les mains du même commissaire et rapporteur, à quoi, désirant pourvoir ; ouï le rapport et tout considéré.

Le Roi, étant en son Conseil, ordonne que par le sieur Reud, Conseiller au Parlement de Besançon, ci-devant commis, il sera procédé aux informations qui seront à faire contre les Procureurs du Roi aux bailliages de Besançon, d'Ornans et de Dole jusqu'aux jugements définitifs qui seront rendus au rapport du dit sieur Reud ; Et, pour l'exécution du présent arrêt, toutes lettres nécessaires seront expédiées.

(1) Archives Nationales : E 2109 (15).

275. Marly, 12 février 1730. *Arrêt sur Représentations. S. M. y étant : — Recouvrement de Créance. Evocation au Conseil et Renvoi devant une Commission* (1).

Sur ce qui a été représenté au Roi étant en son Conseil par le sieur Pigné, Contrôleur des Bons d'Etat du Conseil, qu'en exécution de l'arrêt du Conseil du 17 janvier dernier (?), il aurait fait faire différentes saisies sur Nicolas Barrême, André Bouret et leur représentant Louis Selvois à l'effet de pourvoir au recouvrement de la

(1) Archives Nationales : E2103 (36). Rondonneau : AD + 811, février 1730 (6).

somme de 1.400.000 livres dont ils sont redevables envers S. M., et, comme il est nécessaire de procéder sur ces poursuites, ce qu'il ne saurait faire que par devant des Commissaires du Conseil, il a recours à l'autorité de S. M. pour qu'il lui plaise sur ce pourvoir. Vu ledit arrêt du 17 janvier dernier, les commandements, saisies, contraintes et autres pièces et mémoires. Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, étant en son Conseil, ordonne que le dit arrêt du 17 janvier dernier sera exécuté selon sa forme et teneur. En conséquence, évoque à soi et en son Conseil toutes les contestations nées et à naître concernant les dits Nicolas Barrême, André Bouret, leur représentant Louis Selvois et leurs débiteurs et redevables et renvoie le tout par devant les sieurs de Machault et d'Argenson, Conseillers d'Etat, les sieurs Langeois d'Imbercourt, de Maupeou d'Ablèges, Angran, Donblet de Persan, Regnault, Hérault, Méliand, Choppin d'Arnouville, Mailhard de Balofre, de Bonville et de Machault d'Arnouville, Maîtres des Requêtes, pour être procédé au jugement en dernier ressort de toutes les dites contestations évoquées par le présent arrêt ; et sera le présent arrêt exécuté nonobstant oppositions ou autres empêchements.

276. Marly, 14 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Exécution par l'Intendant : — Réparations. Adjudication (1).*

Le Roi étant informé qu'il y a des réparations considérables à faire aux prisons de la tour grenetière de Saumur ; vu le devis estimatif des réparations indispensables ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne que par le sieur de Pommereu, Intendant de la généralité de Tours, il sera incessamment procédé à l'adjudication au rabais des dites réparations, suivant le devis qui en a été dressé.

(1) Archives Nationales : E 2106 A (20).

277. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant. Avis de l'Intendant. Exécution par collecteurs de gabelles : — Impôt du sel. Imposition supplémentaire (1).*

Faisant droit à la requête de Pierre Robin, métayer de la paroisse des Essards, élection d'Angers ; vu les pièces et l'avis du sieur Pommereu, Intendant de la généralité de Tours ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que, par les collecteurs de l'impôt du sel de la dite paroisse, imposition sera faite de la somme de 140 livres, 16 sols, 4 deniers, sur tous les habitants de la dite paroisse des Essards pour rembourser le suppliant des avances par lui faites à la paroisse pour l'impôt du sel de 1727.

(1) Archives Nationales : E 2106 A (21).

278. Marly, 14 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Exécution par l'Intendant : — Faux-saulnage. Commission de l'Intendant pour faire leur procès* (1).

Le Roi s'étant fait représenter les arrêts du Conseil des 29 février 1729, 16 juin 1720 et 16 juin 1722 sur le faux-saulnage en Artois et S. M. étant informé des noms de plusieurs faux-sauniers en Artois ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, commet le sieur Chauvelin, Intendant d'Artois et Picardie, pour faire le procès des nommés Dinois et Hatté et de leurs complices de faux-saulnage.

(1) Archives Nationales : E 2106 A (22).

279. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant. Avis de l'Intendant : — Finances municipales. Ville de Marseille. Approbation d'une augmentation de dépenses* (1).

Vu la requête des échevins et communauté de la ville de Marseille, l'édit de mars 1717, l'état des dépenses joint au dit édit et l'état de celles dont les dits échevins avaient demandé l'augmentation et qu'ils supplient S. M. d'approuver ; vu aussi l'avis du sieur Le Bret, Intendant de Provence, et sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, sans l'irer à conséquence, approuve les augmentations de dépenses qui ont été faites pour des réparations nécessaires par la ville de Marseille ; veut S. M. que l'édit de mars 1717 soit au surplus exécuté selon sa forme et teneur.

(1) Archives Nationales : E 2106 A (23).

280. Marly, 14 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant : — Diffamation envers des Commissaires. Suppression d'un mémoire injurieux. Interdiction d'un avocat au Conseil* (1).

Le Roi s'étant fait représenter les arrêts du Conseil des 19 août 1727 et 24 décembre 1729, par lesquels S. M. a commis les sieurs Jocquard et Berthelot-de-Duchy pour vérifier les comptes du sieur Farges et S. M. étant informé que le dit sieur Farges a eu la témérité de faire imprimer et débiter dans le public un mémoire injurieux aux dits sieurs Hocquard et de Duchy, et comme il serait d'une dangereuse conséquence que les personnes qu'il plaît à S. M. de commettre en pareil cas pour veiller à ses intérêts, fussent exposées à de telles insultes ; vu le dit mémoire imprimé au bas duquel est le nom de de Court, avocat au Conseil, et ouï le rapport.

Le Roi étant en son Conseil ordonne que le dit mémoire imprimé contre les sieurs Hocquard et de Duchy sera supprimé ; fait S. M. au sieur Farges défense d'en faire imprimer de pareils et interdit de Court, avocat au Conseil, de ses fonctions pendant trois mois.

(1) Archives Nationales : E 2109 A (16).

281. Marly, 14 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Exécution par l'Intendant : — Haras de S. M. Commission de l'Intendant. Rachat d'enclaves* (1).

Vu les arrêts du Conseil des 5 septembre 1719 et 20 mars 1720 concernant le haras de S. M. établi au Buisson-d'Esme ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, étant en son Conseil, ordonne l'exécution des dits arrêts, ce faisant commet M. l'Intendant de la généralité d'Alençon pour passer des contrats d'acquisition des héritages voisins du dit haras établi au Buisson-d'Esme.

(1) Archives Nationales : E 2110 A (9).

282. Marly, 14 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Manufacture de Bolbec. Règlement d'ordre et de police* (1).

S. M. étant informé du peu d'ordre et de police qui s'observe dans la manufacture de Bolbec dont les maîtres et les ouvriers ne se croient point assujettis aux règlements des autres manufactures ; vu l'avis du sieur de Gasville, Intendant de la généralité de Rouen, ensemble celui des députés du Commerce ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, déclare l'arrêt du 12 avril 1723 et autres rendus pour les manufactures d'Elbeuf, Louviers, Darnetal et Orival, communs pour la manufacture de Bolbec ; ordonne leur enregistrement, tant au greffe de la police de Bolbec que sur le registre de la communauté des fabricants de ce lieu ; enjoint S. M. au dit sieur Intendant de Rouen de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera lu, publié et affiché partout où besoin sera et, au cas d'opposition, S. M. s'en réserve et à son Conseil la connaissance.

(1) Archives Nationales : E 2110 (10). Rondonneau : AD + 811, février (8).

283. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Succession. Renvoi sur opposition devant une Commission* (1).

Vu la requête du sieur Louis-Joseph d'Albert, prince de Grimberghem, ayant par subrogation au comte de Monasterol, la cession et transport des sommes dues à feu S. A. Electorale de Bavière par la succession de Jean-Paul Bombarde, son trésorier général ; vu l'arrêt du Conseil du 8 août 1721 obtenu sur la requête de la veuve du sieur Bombarde au préjudice du suppliant, et autres pièces y jointes ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, renvoie l'opposition formée par le prince de Grimberghem à l'exécution de l'arrêt du 8 août 1721, par devant les sieurs Commissaires députés pour la discussion des biens

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ³⁹.

et affaires de la succession Bombarde, pour, par les dits sieurs Commissaires être fait droit définitivement sur la dite opposition, circonstances et dépendances, ainsi qu'il appartiendra.

284. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : - Succession Mainlevée de défenses à poursuites. Renvoi devant une Commission.*

Faisant droit à la requête du sieur Louis-Joseph d'Albert, prince de Grimberghen, ayant par subrogation au comte de Monasterol, les cession et transport des sommes dues à feu S. A. Electorale de Bavière, par défunt Jean-Paul Bombarde ; vu l'arrêt du Conseil du 12 mars 1718 qui surseoit à toutes les poursuites que pourraient faire les créanciers de feu sieur Bombarde en vertu de jugements définitifs par eux obtenus ; ensemble les autres pièces y jointes ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, lève et ôte les défenses portées par le dit arrêt du 12 mars 1718 ; ce faisant ordonne que les créanciers de la succession Bombarde pourront continuer leurs poursuites en vertu des jugements par eux obtenus au bureau de la Commission établie pour la discussion des biens du dit Bombarde comme auparavant le dit arrêt, et ce sans préjudice des droits respectifs des parties, notamment des droits et actions du suppliant pour le rapport des sommes qui auraient pu être payées et reçues au préjudice de la surséance et des défenses portées par le dit arrêt du 12 mars 1718, à l'effet de quoi le suppliant et autres créanciers de la dite succession Bombarde se retireront par devant les dits sieurs Commissaires à ce députés pour y être par eux statué ainsi qu'il appartiendra

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ³⁹.

285. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Survivance. Huitième denier. Réduction de droits* (1).

Vu la requête du sieur David Langlade demandant une réduction du triple droit qu'on voudrait lui faire payer aux revenus casuels pour avoir omis de payer le huitième denier de son office de conseiller de S. M., Contrôleur contre-garde en la Monnaie de Tours dans le délai prescrit ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ayant aucunement égard à la dite requête, ordonne que le dit office de conseiller de S. M., Contrôleur contre-garde en la Monnaie de Tours dont était pourvu Charles-Antoine de Valle, décédé le 2 février 1720, jouissant de la survivance sera employé dans un rôle au quart denier au profit du suppliant ou de tel autre qu'il appartiendra, nonobstant que les deux ans au jour du décès du précédent titulaire soient expirés, et ce, sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁴⁰.

286. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Survivance. Huitième denier* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Henri Godineau, ayant acquis de la veuve de Louis-René Le Large « l'office de Conseiller de S. M. élu en l'élection de Vendôme » dont son défunt mari était pourvu ; vu les pièces y jointes ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne qu'attendu la consignation de droit au huitième denier de son office faite par le suppliant dans les six mois du décès du précédent titulaire, le dit office sera, nonobstant qu'ils soient expirés, employé dans rôle au huitième denier au profit de qui il appartiendra, et ce sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁴¹.

287. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Droit annuel* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Rivière, Conseiller de S. M., Grand Maître enquêteur et général réformateur des Eaux et Forêts du département de l'Île de France et Soissonnais ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que le suppliant sera reçu au droit annuel de son office pour la présente année 1730, nonobstant que le délai porté par l'arrêt du Conseil du 2 août 1729 soit expiré, et ce, par grâce et sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁴².

288. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Survivance. Sceau et expédition des provision* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Aymé-Richard Giraud, ayant acquis l'office de Juré-Crieur au Châtelet de Paris, dont était pourvu le sieur Jean Le Moyne, décédé ; vu les pièces y jointes ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne qu'il sera passé outre au sceau et expédition des provisions du dit office de Juré-Crieur du Châtelet au profit du suppliant ou de tel autre qu'il appartiendra, nonobstant que l'an du jour de la date du contrôle de la quittance de 8^e denier payé par le dit suppliant soit expiré, et ce sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁴³.

289. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Revêtu de lettres patentes, Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Finances municipales ville de Niort. Rachat d'offices municipaux* (1).

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁴⁴

Faisant droit à la requête des maire et échevins de la ville de Niort, généralité de Poitiers ; vu l'avis du sieur de Beaussan, Intendant de la dite généralité de Poitiers ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, réunit à la dite ville et communauté de Niort les offices de Conseillers-Receveurs et Contrôleurs anciens et mitriennaux alternatifs et mitriennaux des revenus, bons, deniers d'octrois et patrimoniaux créés par édit de juin 1715 moyennant 7.200 livres de finance principale ; enjoint S. M. au dit sieur de Beaussan, Intendant, de tenir la main à l'exécutoin du présent arrêt sur lequel seront toutes lettres expédiées si besoin est.

290. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Revêtu de lettres patentes. Exécution par l'Intendant : — Finances municipales, ville de Fleurance. Rachat d'offices municipaux* (1).

Faisant droit à la requête des Consuls et habitants de la ville de Fleurance, généralité d'Auch ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, réunit à la ville et communauté de Fleurance les offices de Conseillers-Receveurs et Contrôleurs des deniers d'octroi et patrimoniaux créés par l'édit de juin 1725, moyennant la somme de 400 livres en espèces ; enjoint S. M. au sieur Intendant de la généralité d'Auch de tenir la main à l'exécution du présent arrêt sur lequel seront toutes lettres nécessaires expédiées si besoin est.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁴⁵.

291. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Injonction aux officiers d'une Election. Aides. Fraudes. Cassation de sentences d'Election. Validation de saisies. Restitution d'épices* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Jean-Baptiste Adam, Sous fermier des Aides de la généralité d'Alençon ; vu les pièces y jointes ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que l'ordonnance des Aides de 1680, les déclarations, arrêts, Lettres Patentes et autres règlements en la matière, seront exécutés selon leur forme et teneur, en conséquence, casse et annule les onze sentences des Elus de Falaise des 12 mars, 11 mai, 8 juin, 19 et 26 novembre et du 10 décembre 1729, déclare les choses saisies par les procès-verbaux des commis du suppliant acquises et confisquées au profit du dit Adam, condamne les fraudeurs, acquittés par les Elus de Falaise, en diverses amendes ; enjoint aux dits officiers de l'Election de Falaise de se conformer à l'avenir aux édits, ordonnances et règlements royaux et leur fait défense de prendre plus grands droits sur les sentences définitives que 15 sols pour chacune, les condamne en outre à restituer les épices par eux perçues au-dessus des dits 15 sols pour chacune.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁴⁷ Rondonneau ; AD+811, février (17).

292. Marly, 15 février 1730. *Arrêt sur Requête et sur intervention : — Aides. Droits d'entrée des vins. Fraudes. Débouté d'intervention. Confirmation de contraintes (1).*

Vu la requête de sieur Pierre Carlier, Adjudicataire des Fermes générales de S. M. et la requête d'intervention des habitants du faubourg Saint-Antoine ; Sur le rapport du sieur le Peletier.

Le Roi, en son Conseil, sans avoir égard à la requête d'intervention des habitants du faubourg Saint-Antoine, dont S. M. les déboute, ordonne que l'article 1^{er} du titre II des droits d'entrée sur les vendanges, de l'ordonnance des aides du 1^{er} septembre 1728 et les contraintes décernées contre les dits habitants par le suppliant pour raison des droits d'entrée des vins provenant des vendanges par eux recueillies hors les barrières de Paris seront exécutés selon leur forme et teneur.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁴⁶. Rondonneau : AD+811, février (16)

293. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avant faire droit : — Aides. Fraudes. Communication de pièces (1).*

Avant faire droit à la requête du sieur Jean-Baptiste Adam, Sous-fermier des Aides de la généralité d'Alençon, exposant ses griefs contre le sieur Nory, prétendu fraudeur ; vu les pièces y jointes.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que la dite requête sera communiquée au dit Nory pour, par lui, y fournir de réponse dans le délai d'un mois et, sa réponse vue, ou faute d'en fournir dans le dit délai, être ordonné ce qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁴⁸.

294. Marly, 14 février 1730. *Arrêt contradictoire : — Aides, Fraudes. Confirmation d'une Ordonnance d'Intendant (1).*

Vu l'ordonnance du sieur de Vastan, Intendant de la généralité de Caen, du 15 décembre 1729, qui casse une sentence des Elus de la dite ville du 5 juillet 1727 et ce faisant décharge les commis du sieur Louis Gervais, Fermier des Aides de la dite généralité de Caen, du décret de prise de corps contre eux décerné, à la requête des sieurs Le Coespelier, Cabaretier de la paroisse de Hamart ; ensemble la requête en appel de la dite ordonnance du sieur de Vastan formée par le dit sieur Le Coespelier et le mémoire en réponse du dit sieur Louis Gervais, Fermier des aides ; vu aussi d'autres pièces y jointes ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, sans s'arrêter à la requête de Le Coespelier, ordonne que le jugement du sieur de Vastan du 15 décembre 1729 sera exécuté selon sa forme et teneur.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁴⁹. Rondonneau : AD+811, février (15)

295. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Droits des Inspecteurs aux Boucheries. Remboursement* (1).

Faisant droit à la Requête des sieurs Etienne-Jean-Baptiste Pigeon, de Saint-Paterne, Pierre Accart et de dame Jeanne Malardeau, veuve de feu François Faucheron ; vu les pièces y jointes, et tout considéré ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, liquide à 32.397 livres le remboursement dû à Pierre Lambert, dont les suppliants sont les cautions, en tant qu'adjudicataires du doublement des droits d'inspecteurs aux boucheries de la généralité de Bourges, tant en principal qu'intérêts, le tout payable par le Garde du Trésor royal en exercice en rentes sur les Tailles.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁵⁰.

296. Marly, 14 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par l'Intendant : — Réparations. Adjudication* (1).

Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que par le sieur Le Bret, Intendant de Provence, il sera procédé à l'adjudication au rabais des réparations à faire à la muraille qui soutient la plateforme du château de Tarascon et au palais et conciergerie de Brignolles, suivant le devis qui en a été dressé.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁵¹.

297. Marly, 14 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par l'Intendant : — Réparations. Adjudication* (1).

Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que, par le sieur Bignon, Intendant de la généralité de la Rochelle, il sera procédé à l'adjudication au rabais des réparations à faire aux prisons royales de Saintes, suivant le devis estimatif qui en a été dressé.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁵².

298. Marly, 14 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par l'Intendant : — Réparations. Adjudication* (1).

Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que par le sieur l'Escalopier, Intendant de Champagne, il sera procédé à l'adjudication au rabais des réparations à faire au palais royal de la ville de Châlons, suivant le devis estimatif qui en a été dressé.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁵³.

299. Marly, 14 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par l'Intendant : — Réparations. Adjudication* (1).

Sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que, par le sieur Boucher, Intendant de la généralité de Bordeaux, il sera procédé à l'adjudication au rabais des réparations à faire à la grosse Tour de l'enceinte du palais du Parlement de Bordeaux, suivant le devis estimatif qui en a été dressé.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁵⁴.

300. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'inspecteur du Domaine : — Succession. Droit d'aubaine. Renvoi devant l'Intendant* (1).

Vu la requête du sieur Jean-Baptiste Leblanc, Sous-fermier des Domaines de la généralité de Bordeaux, demandant qu'il lui soit adjugé par droit d'aubaine tous les effets de la succession d'un sieur Walter Prendergart, Irlandais, décédé à Bordeaux, ensemble l'avis de l'inspecteur des Domaines de la dite généralité ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, renvoie la requête au sieur Intendant de la généralité de Bordeaux pour, par lui, être statué sur icelle ainsi qu'il appartiendra, sauf appel au Conseil.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁵⁵.

301. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur représentations, avant faire droit. Contestations immobilières. Subrogation d'un nouveau rapporteur* (1).

Sur ce qui a été représenté au Roi en son Conseil qu'un arrêt de son dit Conseil du 9 janvier 1683 a évoqué à soi et en son dit Conseil les contestations relatives à la terre et châtellenie de Bulechâtel dépendant du Comté de Dreux et a nommé un rapporteur pour recevoir les pièces des parties ; qu'il convient de nommer un nouveau rapporteur à la place du sieur le Peletier de Beaupré, nommé Intendant en la généralité de Caen ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil subroge le sieur Pallu, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des requêtes ordinaire de son hôtel, aux lieu et place dudit sieur le Peletier de Beaupré, pour, au rapport dudit sieur Pallu, être fait droit aux parties, ainsi qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁵⁶.

302. Marly, 14 février 1730. *Arrêt contradictoire : — Succession. Droit d'aubaine, Renvoi devant un Bureau des Finances* (1).

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁵⁷.

Vu la requête du sieur Jean-Baptiste Le Blanc, sous-fermier des Domaines de la généralité de Bordeaux, demandant qu'il lui soit adjugé par droit d'aubaine tous les effets de la succession d'un sieur Gautier Léo, médecin à Saint-Macaire, Irlandais, décédé audit lieu, sans s'arrêter à l'opposition de la dame Créagh, prétendue héritière, d'une part ; la requête de ladite dame Brigitte Creagh, d'autre part, tendant à prouver sa qualité d'héritère ; ensemble les pièces y jointes ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, pour faire droit aux parties, les renvoie au Bureau des Finances, Chambre de Domaine de Bordeaux, pour y procéder suivant les derniers errements.

303. Marly, 14 février 1730. *Arrêt contradictoire : — Offices. Greffe criminel du Parlement de Paris. Expédition des arrêts. Renvoi devant le Parlement* (1).

Vu la requête des quatre commis écrivains à la « Peau » au greffe criminel du Parlement de Paris prétendant pouvoir, seuls, expédier et mettre en parchemin tous arrêts rendus à la Chambre de la Tournelle, d'une part ; le mémoire en réponse du sieur Drouet, l'un des deux commis principaux audit greffe criminel, d'autre part ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, renvoie les parties au Parlement de Paris pour leur être fait droit ainsi qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁵⁸.

304. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur requête. Avis de Grand Maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Autorisation de coupes* (1).

Faisant droit à la requête du sieur François-Pierre Pequineau-de-Charcutais, Chanoine et Trésorier de l'église de Saint-Gatien de Tours ; vu les pièces y jointes, le procès-verbal de visite des bois dont s'agit et l'avis du sieur Eynard-de-Ravannes, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Touraine, Anjou et Maine ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que, par experts commis par ledit sieur de Ravannes, Grand Maître, il sera dressé procès-verbal et devis estimatif des réparations à faire aux bâtiments du bénéfice du suppliant et qu'ensuite, par l'un des officiers de la maîtrise commis à cet effet, il sera fait délivrance audit suppliant de 90 arbres situés autour des vignes dudit bénéfice pour être employés auxdites réparations, et attendu la modicité, S. M. dispense ledit suppliant de la formalité des lettres patentes prescrite par l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁵⁹.

305. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand Maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Emploi d'un prix de vente* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Louis-Bernard Graslin, curé de Saint-Guingalois de la ville de Château-du-Loir ; vu les pièces y jointes, le procès-verbal de visite et reconnaissance des bois dont s'agit et l'avis du sieur Eynard de Ravannes, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Touraine, Anjou et Maine ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne l'emploi du prix des bois dépendant de ladite cure de Saint-Guingalois en acquisition de certains fonds et héritages, au profit de ladite cure, et enjoint audit sieur de Ravannes, Grand Maître, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁶⁰.

306. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avant faire droit, Avis de l'Inspecteur du Domaine : — Eaux et Forêts. Possession de bois communaux. Communication de pièces* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 3 août 1728 qui, avant faire droit sur la demande du sieur Archevêque d'Embrun, en tant qu'abbé de Vézelay, ordonnait audit archevêque de remettre au sieur Contrôleur général des Finances les titres en vertu desquels il prétendait jouir de la possession des bois communaux de Brosse ; vu les titres et pièces jointes à la nouvelle requête du sieur archevêque d'Embrun et l'avis de l'Inspecteur général du Domaine ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, avant faire droit sur la requête dudit archevêque d'Embrun, ordonne qu'elle sera communiquée, tant au Procureur du Roi de la Maîtrise d'Auxerre qu'aux habitants de Brosse, pour, leur réponse vue, rapportée et communiquée à l'Inspecteur du Domaine, être par lui pris telles conclusions qu'il croira convenable, et par S. M. ordonné ce qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁶¹.

307. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur représentations. Exécution par le Grand Maître : — Eaux et Forêts. Droits d'usage. Délits forestiers. Partage de bois communaux. Règlement de coupes* (1).

Sur ce qui a été représenté au Roi en son Conseil, que les habitants et communauté de Franes-les-Moulières possèdent des bois où il se commet de nombreux délits et contraventions aux Ordonnances des Eaux et Forêts, sous prétexte de droits d'usage en excès dans lesdits bois par plusieurs particuliers ; à quoi voulant pourvoir ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁶².

Le Roi, en son Conseil, ordonne que, par le sieur Dauxy, Grand Maître des Eaux et Forêts de Bourgogne et Alsace, ou tel officier de la maîtrise de Dôle par lui commis, il sera incessamment procédé à la visite et reconnaissance desdits bois de Frasnès-les-Moulières et à leur partage entre les habitants de ladite communauté de Frasnès-les-Moulières et les particuliers qui ont droit d'usage dans lesdits bois, qu'ensuite il sera, par ledit sieur Dauxy, procédé à l'apposition du quart de réserve dans les bois restant à ladite communauté et au règlement du surplus en 25 coupes ; seront les contestations nées et à naître au sujet desdits bois jugées définitivement par ledit Grand Maître, sauf l'appel au Conseil

308. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant : — Eaux et Forêts. Emploi d'un prix de vente de bois communaux. Acquiescement des dettes d'une communauté* (1).

Faisant droit à la requête des habitants et communauté de Lissey ; vu l'état des dettes de ladite communauté et l'avis du sieur de Creil, Intendant de la généralité de Metz ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que le prix des bois de ladite communauté de Lissey, vendus en exécution d'un arrêt du Conseil du 18 février 1727, sera employé à l'acquiescement des dettes de ladite communauté et au paiement de partie de la dépense à faire pour la refonte des cloches de son église.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁶³.

309. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur requête. Avis de Grand Maître : — Eaux et Forêts. Autorisation de coupes* (1).

Faisant droit à la requête du Recteur et des paroissiens de Goméné dans l'Evêché de Saint-Malô ; vu les pièces y jointes, la délibération des dits habitants et l'avis du sieur de la Pierre, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Bretagne ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, permet aux suppliants de couper les arbres de leur cimetière, pour rétablir l'église de leur paroisse, à charge pour eux de replanter.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁶⁴.

310. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur requête. Avant faire droit : — Eaux et Forêts. Evocation d'une instance pendante devant une table de marbre. Communication de pièces* (1).

Vu la requête du sieur Louis Le Roux, Curé de la paroisse de Baillon, diocèse du Mans, et les pièces y jointes ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁶⁵.

Le Roi, en son Conseil, évoque à soi et à son dit Conseil l'instance pendante à la « Table de marbre » du Palais de Paris, entre le sieur de Constance, Seigneur de Baillon, le sieur Vérité et le suppliant ; sur l'assignation donnée au dit suppliant à la dite Table de marbre le 22 novembre 1729, et, avant faire droit sur la requête du Curé de Baillon, ordonne qu'elle soit communiquée audit sieur de Constance et audit Vérité pour y fournir de réponse dans le délai du règlement et être, ensuite, par S. M., ordonné ce qu'il appartiendra.

311. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur requête. Avant faire droit. Avis de commissaires. Dire d'un Inspecteur du Domaine : — Eaux et Forêts. Propriété de bois communaux. Production de pièces* (1).

Vu la requête des habitants et communauté de Baumotte-les-Montbozon, en Bourgogne, demandant le renvoi devant les sieurs Commissaires à la réformation des bois de Franche-Comté, pour faire droit sur leur demande en radiation de l'état des ventes des bois de S. M. de l'année 1699, de ceux qui y ont été compris, bois qui appartenait aux dits habitants, les pièces jointes à la dite requête ; ensemble, l'avis des sieurs Commissaires à la réformation des dits bois, et le dire de l'Inspecteur général du Domaine ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ayant aucunement égard à la requête, ordonne que, dans six mois pour tout délai, les suppliants seront tenus de remettre au sieur Contrôleur général des Finances les pièces justificatives de leur propriété sur les bois de Baumotte, sinon et à faute de ce faire, dans le dit temps, et icelui passé, ordonne S. M. qu'ils seront définitivement déboutés de leur demande en vertu du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁶⁶.

312. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur requête. Avis de Grand Maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Balivage. Martelage. Adjudication. Emploi du prix.*

Faisant droit à la requête du sieur de Saint-Point, abbé commendataire de l'abbaye de Saint-Basle ; vu les pièces y jointes et l'avis du sieur de Courtagnon, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Champagne ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que par le dit sieur de Courtagnon, Grand Maître, ou tel officier par lui commis de la Maîtrise de Reims, il sera procédé au « balivage et martelage » des quatre arpents de bois possédés par le suppliant en indivis avec le marquis de Louvois et à la vente au plus offrant et dernier enchérisseur des dits quatre arpents pour le prix en être employé moitié aux répa-

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁶⁷.

rations des bâtiments de la dite abbaye de Saint-Basle, moitié à la disposition dudit marquis de Louvois. Enjoint S. M. qu'un dixième dudit prix sera retenu pour le soulagement des pauvres communautés de filles religieuses et attendu la modicité, fait dispense de la formalité des lettres patentes portée à l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669.

313. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Exécution par le Grand Maître : — Eaux et Forêts. Arpentage. Règlement et autorisation de coupes (1).*

Vu la requête de Frère Antoine-Théodoric de Godet-de-Soudé, Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, Grand Prieur d'Aquitaine, demandant l'autorisation de couper plusieurs bois appartenant au dit ordre afin de subvenir à des réparations urgentes ; vu le devis des dites réparations et l'arrêt du Conseil du 12 octobre 1728 portant règlement pour la coupe des bois des Commanderies de l'ordre de Malte ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ayant aucunement égard à la requête ordonne que son arrêt du 12 octobre 1728 sera exécuté selon sa forme et teneur ; en conséquence ordonne l'arpentage, la mise en réserve du quart et le règlement du surplus en coupes ordinaires des bois dépendant du Grand Prieuré d'Aquitaine, autorise cependant la coupe de 472 pieds dans la seule Commanderie de la Guerche pour subvenir aux besoins les plus pressants.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁶⁸.

314. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis d'un Grand Maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Bois communaux. Affouage d'un four banal (1).*

Faisant droit à la requête du sieur Pierre-Ignace Gillebert, Président au Présidial de Besançon et Distributeur en l'Université de la dite ville ; vu les pièces y jointes, le procès-verbal de visite et reconnaissance des bois de la communauté de Liesle où le dit sieur Gillebert possède un four banal, ensemble l'avis du sieur Dauxy, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Bourgogne et Alsace ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que, sur l'état certifié véritable remis par le suppliant au sieur Dauxy, Grand Maître, du nombre des habitants de Liesle qui sont tenus de cuire à son four banal, il lui sera, pour l'affouage d'icelui, délivré une certaine quantité de cordes de bois, en égard à la possibilité des forêts de la dite communauté, lesquels arbres seront pris dans les coupes ordinaires et dont délivrance lui sera faite par les dits habitants de Liesle,

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁶⁹.

auxquels par ailleurs le dit sieur Grand Maître, au fur et à mesure des coupes ordinaires, fera marque et délivrance des arbres morts en cimes et racines qui s'y trouveront.

315. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis d'un Grand Maître. Exécution par lui. Revêtu de lettres patentes : — Eaux et Forêts. Adjudication. Emploi du prix (1).*

Faisant droit à la requête du sieur Charles d'Orléans de Rothelin, Abbé commendataire de l'abbaye de Cormeilles et des Prieur et Religieux de la dite abbaye ; vu les pièces y jointes et l'avis du sieur de Savary, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Rouen ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que, par le sieur de Savary, Grand Maître, ou tel officier de la Maîtrise des lieux par lui commis, il sera procédé à la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur du quart de réserve des bois de la dite abbaye de Cormeilles, pour le prix en être exmployé au réparations de l'église, bâtiments et lieux claustraux d'icelle, que sur le prix principal un dixième sera retenu pour le soulagement des pauvres Communautés de filles religieuses et que, sur le présent arrêt, toutes lettres nécessaires seront expédiées.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁷⁰.

316. Marly, 14 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de Grand Maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Arpentage, Bornage. Règlement de coupes (1).*

Vu l'arrêt du Conseil du 31 mai 1729, le procès-verbal dressé en conséquence par le Garde Marteau de la Maîtrise de Dourdan, de la visite et reconnaissance des bois de la Prestrière, cure et seigneurie de la Malmaison, dépendant du Chapitre de la cathédrale de Notre-Dame de Chartres ; ensemble l'avis du sieur de la Faluère, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Paris ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que, par l'arpenteur commis à cet effet par le dit sieur de la Faluère, Grand Maître, il sera, aux frais du Chapitre de Chartres, procédé à l'arpentage, bornage et levée des plans et figures des dits bois de la Prestrière, et qu'ensuite par le dit sieur Grand Maître, il sera procédé à l'apposition du quart de réserve et au règlement du surplus des dits bois en coupes ordinaires.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁷¹.

317. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de deux Grands Maîtres. Exécution par l'un d'entre eux : — Eaux et Forêts. Adjudication. Délai de paiement. Mainlevée de saisies (1).*

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁷².

Vu les arrêts du Conseil des 22 février 1724, 7 août 1725, 25 juin 1726, rendus sur les contestations nées de la vente des bois de l'abbaye de Saint-Sulpice, près de Rennes, la requête du sieur Claude Bernodat, adjudicataire des dits bois, ensemble les avis du sieur de la Pierre, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Bretagne, et du sieur de Ravannes, Grand Maître des Eaux et Forêts, du département de Touraine, Anjou et Maine, commissaire nommé par S. M. pour la vente des dits bois de l'abbaye de Saint-Sulpice et l'aménagement à faire aux dits bois ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, faisant droit sur le tout, ordonne que ses dits arrêts du 22 février 1724, 7 août 1725 et 25 juin 1726, ensemble l'adjudication des dits bois de l'abbaye de Saint-Sulpice seront exécutés selon leur forme et teneur, et, ayant égard à la requête de Bernodat, adjudicataire des dits bois, lui accorde un nouveau délai de paiement et fait main levée pure et simple des saisies effectuées contre lui ; enjoint S. M. au sieur de la Pierre, Grand Maître, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

318. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand Maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Adjudication de réparations. Emploi du prix de vente de bois* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Pierre-Charles Hevault, Abbé commendataire de l'abbaye du Landais ; vu les pièces y jointes, les procès-verbaux de reconnaissance et visite des bâtiments de la dite abbaye du Landais et l'avis du sieur Eynard de Ravannes, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Touraine, Anjou et Maine ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que, par le dit sieur de Ravannes, Grand Maître, ou tel officier de la Maîtrise des lieux par lui commis, il sera procédé à l'adjudication « au rabais et moins disant » des réparations à faire aux bâtiments de l'abbaye du Landais dont le montant sera payé sur le produit de la vente des bois de la dite abbaye, autorisée par arrêt du Conseil du 20 août 1726.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) 73.

319. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Eaux et Forêts. Délits forestiers. Confirmation de sentences de maîtrise. Modération des amendes prononcées* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 29 juin 1728 qui confirmait quatre sentences de la Maîtrise des Eaux et Forêts de Sézanne du 21 novembre 1726, la requête du Fermier des poudres demandant la décharge des condamnations prononcées par les dites sentences, et autres pièces y jointes ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) 74.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que les dites sentences de la Maîtrise de Sézanne, rendues en conformité avec l'ordonnance d'août 1669 et son arrêt du 29 juin 1728, seront exécutées selon leur forme et teneur et cependant, par grâce et sans tirer à conséquence, modère à 50 livres les condamnations d'amende prononcées par les dites sentences.

320. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand Maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Délits forestiers. Modération d'amendes prononcées par une Maîtrise. Arpentage. Bornage. Règlement de coupes. Etablissement de gardes forestiers* (1).

Vu la requête des syndic, manants et habitants, maire, échevins et greffier de la paroisse de Sommeaute, élection de Sainte-Menehould, prenant le fait et cause des habitants de la dite paroisse de Sommeaute, condamnés par une sentence de la Maîtrise de Sainte-Menehould du 12 mars 1729 à 3.600 livres d'amendes, soit disant pour délits commis dans les bois de la communauté et pour rébellion contre les officiers de la dite Maîtrise; vu les pièces y jointes et l'avis du sieur de Courtagnon, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Champagne; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ayant aucunement égard à la requête des dits habitants de Sommeaute, les maintient en possession des 1.650 arpents de bois que leur accorde « le papier terrier en forme de chartre » du mois de juillet 1612, ordonne que, par le dit sieur de Courtagnon, grand Maître, ou tel officier de la Maîtrise de Sainte-Menehould par lui commis, il sera procédé à la visite, à l'arpentage au bornage, à l'apposition du quart de réserve et au règlement au surplus des bois de Sommeaute en coupes ordinaires, enjoint aux dits habitants d'établir des gardes pour la conservation de leurs bois et sur appel par eux interjeté de la sentence de la Maîtrise de Sainte-Menehould du 12 mars 1729, S. M., par grâce et sans tirer à conséquence, modère à 500 livres les condamnations portées à la dite sentence, ordonne en outre l'enregistrement du présent arrêt au greffe de la dite Maîtrise de Sainte-Menehould et se réserve en son Conseil la connaissance de tous empêchements à intervenir.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) 75.

321. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Dire de l'Inspecteur du Domaine : — Eaux et Forêts. Cassation de jugements de la Chambre des Eaux et Forêts d'un Parlement. Production de pièces* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Monier, receveur général des bois du Comté de Bourgogne; vu les quatre jugements de la Chambre des Eaux et Forêts du Parlement de Besançon des 1^{er} juillet,

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) 76.

22 août 1709, 14 mars 1710 et 23 novembre 1711 ; ensemble le dire de l'Inspecteur général du Domaine auquel le tout a été communiqué ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, casse et annule les dits jugements de la Chambre des Eaux et Forêts du Parlement de Besançon et ordonne que les habitants de Crésancey remettront dans un mois pour tout délai entre les mains du sieur Conseiller général des Finances les titres et pièces sur lesquels ils se sont fait adjuger par la dite Chambre des Eaux et Forêts du Parlement de Besançon la propriété d'un certain canton de bois appelé « la Corne des trois Bois » pour, les dites pièces communiquées à l'Inspecteur général du Domaine, être ensuite par S. M. ordonné ce qu'il appartiendra.

322. Marly, 14 février 1730. *Arrêt contradictoire. Avis de l'Intendant : — Droits réservés. Rapport de la finance de certains offices. Confirmation d'une ordonnance d'Intendant. Débouté d'appel* (1).

Vu la requête des Procureurs du Présidial et autres juridictions de la ville de Vannes, faisant appel d'une ordonnance de l'Intendant de Bretagne du 11 mars 1729 qui les condamnait à rapporter au profit du Fermier du Domaine et Droits y joints le produit des offices de « rapporteurs, vérificateurs et certificateurs » des criées à fin de saisie, bannie et approprement dans les juridictions seigneuriales ressortissant du Présidial de Vannes ; vu aussi la dite ordonnance de l'Intendant, la réponse du sous-fermier des « droits réservés » et l'avis du sieur de la Tour, Intendant de Bretagne ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, sans avoir égard à la requête des suppliants, les déboute de l'appel par eux interjeté de la dite ordonnance du 11 mars 1729 qui sera exécutée selon sa forme et teneur et les déclare non recevables dans leur demande en remboursement de la finance des offices en question.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁷⁷.

323. Marly, 14 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par Grand Maître : — Eaux et Forêts. Interdiction de coupes sans autorisation* (1).

Etant informé des infractions commises à l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669 et à d'autres arrêts du Conseil rendus en conséquence par les propriétaires des bois des généralités de Pau et d'Auch, à quoi voulant pourvoir ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669 et autres arrêts rendus en conséquence, seront exécutés selon leur forme et teneur ; en conséquence S. M.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁷⁸.

fait très expresses inhibitions et défenses à tous les propriétaires de bois des généralités d'Auch et de Pau de couper aucun arbre de futaie sans en avoir auparavant obtenu permission de S. M., ou fait leur déclaration au greffe de la Maîtrise des lieux, sous les peines portées par les dites ordonnance et arrêts ; enjoint S. M. au sieur Raymond, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Guyenne de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera enregistré et publié aux greffes des Maîtrise et partout où besoin sera et dont S. M. se réserve en son Conseil la connaissance de tous les empêchements à intervenir.

324. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur représentations. Exécution par Grand Maître : — Eaux et Forêts. Recépage et repiquage*(1).

Sur ce qui a été représenté au Roi en son Conseil par le sieur de Savary, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Rouen, qu'il était nécessaire de recéper et repiquer une partie des forêts de la Londe, de Rouvray et de Roumaire, à quoi voulant pourvoir ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que par le dit sieur de Savary, Grand Maître, ou tel officier de la Maîtrise par lui commis, il sera procédé au recépage et repiquage des dites forêts, S. M. se réservant en son Conseil la connaissance de tous les empêchements à intervenir sur l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) 79.

325. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur représentations. Avis de Grand Maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Autorisation de coupes pour le rétablissement d'un pont* (1).

Sur ce qui a été représenté au Roi en son Conseil que pour le rétablissement du grand pont de Fort-Louis sur le bras de Rhin du côté d'Alsace il est absolument nécessaire d'avoir une certaine quantité de pins, sapins et chênes, que l'on ne peut se procurer que dans la forêt de Haguenau qui appartient à S. M., à quoi voulant pourvoir ; vu l'avis du sieur Dauxy, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Bourgogne et Alsace, et sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que par le dit sieur Dauxy, Grand Maître, ou tel officier de la Maîtrise d'Haguenau par lui commis, il sera fait marque et délivrance dans la dite forêt d'Haguenau de la quantité d'arbres nécessaires au rétablissement du dit pont de Fort-Louis sur le Rhin.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) 80.

326. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : Hôpital de Boulogne-sur-Mer. Gestion. Confirmation d'une délibération commune des maire et échevins* (1).

Faisant droit à la requête des mayer et échevins de la ville de Boulogne-sur-Mer et des administrateurs de l'hôpital général de Saint-Louis établi dans la dite ville ; vu l'arrêt du Conseil du 6 juillet 1728, les lettres de rétablissement du dit hôpital de Saint-Louis et l'acte de délibération commune des mayer et échevins de Boulogne et des administrateurs du dit hôpital, ensemble l'avis du sieur Chauvelin, Intendant de la généralité d'Amiens ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, reçoit les suppliants opposants à l'arrêt du Conseil du 6 juillet 1728 et en conséquence ordonne que la délibération commune des maire, échevins et administrateurs de l'hôpital de Boulogne sera exécutée selon sa forme et teneur et que, conformément aux lettres de rétablissement du dit hôpital de septembre 1692, la recette et dépense des revenus du dit hôpital sera faite alternativement par un des administrateurs de cette maison, choisi par le corps des administrateurs, et ce gratuitement pendant deux ans ; enjoint S. M. au sieur Chauvelin, Intendant, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁸¹.

327. Marly, 14 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement : — Contrôle des actes. Prorogation de délai* (1).

S'étant fait représenter l'arrêt du Conseil du 23 août 1729 qui accordait une prorogation de délai pour le « contrôle » des actes de foi et hommage, adjudications et autres actes passés devant les juges, greffiers ou notaires, et étant informé que plusieurs des dits officiers n'ont pas encore, malgré cette prorogation, satisfait au contrôle de leurs actes, S. M. voulant leur procurer un dernier moyen de le faire ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, par grâce spéciale proroge jusqu'au dernier avril prochain 1730 le délai accordé par l'arrêt du 23 août 1729 pour le contrôle des actes de foi et hommage, adjudications et autres actes, etc.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁸².

328. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Rectification d'une erreur de nom sur une quittance* (1).

Faisant droit à la requête de dame Catherine Levi, veuve d'Abraham Lambert, juif, au nom et comme mère tutrice des deux enfants mineurs d'entre elle et le dit défunt, et de Joseph Lambert, leur curateur ; vu la quittance de finance du 30 juin 1724

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁸³.

et le jugement contradictoire du 25 janvier 1730 rendu par les sieurs Commissaires députés pour connaître de toutes les demandes et contestations concernant la discussion des biens du sieur Marcel Remigeau-Montois, décédé ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, conformément au dit jugement du 25 janvier 1730, ordonne que la dite quittance de finance de 9. 732 livres expédiée par erreur sous le nom de Marcel Remigeau-Montois au lieu de celui d'Abraham Lambert vaudra néanmoins comme si la dite erreur n'avait point été faite ; S. M. la validant sous le nom d'Abraham Lambert en vertu du présent arrêt duquel mention sera faite sur la dite quittance et partout ailleurs où besoin sera.

329. Marly, 14 février 1730. *Arrêt contradictoire. Exécution par l'Intendant : — Aides. Droits d'entrée et de consommation. Prorogation d'un tarif de faveur* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 24 février 1728 qui accordait une réduction de tarif sur les droits d'entrée et de consommation des barriques de sardines venant de Bretagne en la province d'Anjou, la requête des maire et échevins d'Angers demandant le maintien de ce tarif de faveur et le mémoire des cautions de Pierre Carlier, adjudicataire des fermes générales ; sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, proroge pendant le restant du bail du dit Pierre Carlier la modération accordée par le dit arrêt du 24 février 1728 sur les droits d'entrée et de consommation des sardines venant de Bretagne en Anjou et enjoint au sieur Intendant de Touraine et Anjou de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁸⁴. Rondonneau : AD + 811, février (9).

330. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avant faire droit : — Flottage des bois. Communication de pièces* (1).

Avant faire droit à la requête des communautés et corps des marchands des villes de Bort, Argentan, Beaulieu, Souillac, Sarlat-le-Rocque, Saint-Benoist, etc., et des habitants du pays de Quercy, faisant opposition à deux arrêts du Conseil du 21 octobre 1728 et du 20 décembre 1729 rendus à la requête du marquis de Brancas, par lesquels arrêts il aurait été permis aux entrepreneurs du flottage de la rivière de Dordogne de lever des droits exorbitants sur les bois, marchandises et denrées qu'on y ferait flotter entre la Linde et Bort, droits qui ruineraient absolument le commerce du bois dans les dits pays ; vu les pièces y jointes et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que la dite requête sera

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁸⁵.

communiquée au sieur marquis de Brancas pour y fournir de réponse dans les délais au règlement du Conseil et être ensuite par S. M. ordonné ce qu'il appartiendra.

331. Marly, 14 février 1730. *Arrêt contradictoire : — Succession. Dettes. Renvoi devant une Commission* (1).

Vu la requête de dame Françoise-Marguerite Guyot, veuve de feu sieur Louis Selvoys, faisant opposition à un arrêt du Conseil du 21 janvier dernier qui la condamnait solidairement avec les nommés Barème et Bouret au paiement d'une créance de 400.000 livres envers Sa Majesté, alors que la dite créance était dette purement personnelle de son défunt mari, dont la suppliante avait été séparée de biens par une sentence du Châtelet de Paris du 24 janvier 1727 ; ensemble le mémoire du sieur Pigné, Contrôleur des bons d'Etat du Conseil, demandant le renvoi de la demande de la dite veuve Selvoys par devant les sieurs Commissaires députés pour la discussion des biens et droits de la succession du dit Selvoys ; vu le dit arrêt du Conseil, la dite sentence du Châtelet de Paris et les pièces jointes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, renvoie la demande de la dite veuve Selvoys par devant le sieur Machault, Conseiller d'Etat ordinaire, et les autres Commissaires du Conseil députés par arrêt du 12 février dernier pour, par S. M., y procéder sur la dite demande, circonstances et dépendances avec le dit sieur Pigné, Contrôleur des bons d'Etat du Conseil, et sur rapport du sieur Choppin d'Arnouville, maître des requêtes, l'un des dits sieurs Commissaires.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁸⁶.

332. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Evocation d'une instance pendante devant un Parlement. Vente au Conseil de deux offices* (1).

Faisant droit à la requête des sieurs de Sonning et Prat, Receveurs généraux des Finances de Paris ; vu les pièces y jointes et le mémoire du sieur Pigné, Contrôleur des bons d'Etat du Conseil ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, conformément aux états certifiés et signés des dits de Sonning et Prat, déclare la veuve Marcellat et son fils, propriétaires de la recette des tailles en l'élection de Sens, débiteurs de 56.821 livres, 2 sols, 7 deniers envers la recette générale de Paris, en conséquence évoque la contestation pendante du Parlement de Paris entre la veuve et le fils Marcellat et les sieurs de Sonning et Prat et ordonne que les deux charges de receveurs des tailles en l'élection de Sens seront vendues au Conseil à la

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁸⁷.

requête du dit sieur Pigné, Contrôleur des bons d'Etat du dit Conseil, pour le prix de la vente être porté au Trésor royal à la décharge des dits sieurs de Sonning et Prat, pour raison de ce qui leur est dû par la dite veuve Marcellat et son dit fils sur la recette des tailles en l'élection de Sens.

333. Marly, 14 février 1730. *Arrêt contradictoire. Avis de l'Intendant. Exécution par un lieutenant de Sénéchaussée : — Droits féodaux. Banalité* (1).

Faisant droit à la requête des propriétaires du moulin Rabos, à Abbeville ; vu les pièces y énoncées, la réponse du fermier des Domaines de la généralité d'Amiens ; ensemble l'avis du sieur de Chauvelin, Intendant de la dite généralité, et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que conformément à la sentence de la sénéchaussée d'Abbeville du 23 octobre 1595 et à l'usage observé depuis, il sera, par le lieutenant général de la sénéchaussée d'Abbeville, nommé quatre des boulangers sujets à la banalité du moulin le Comte pour être assujettis à celle du Moulin de Rabos.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁸³.

334. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avant faire droit. Dire de l'Inspecteur du Domaine : — Droits féodaux. Tabellionage. Communication de pièces* (1).

Avant faire droit à la requête de Charles d'Orléans Rothelin, Abbé commendataire de l'abbaye de Cormeilles et des Prieur et Religieux de la dite abbaye demandant d'être maintenus dans leur droit de tabellionage en l'étendue de leur haute justice de la terre et baronnie de Cormeilles ; vu les pièces y jointes et le dire du sieur Magueux, Inspecteur général des Domaines ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que la dite requête sera communiquée aux notaires royaux de Pont-Audemer pour leurs réponses qu'ils seront tenus de fournir dans un mois, à compter de la signification du présent arrêt, rapportées et communiquées à l'un des inspecteurs généraux du Domaine, être par lui pris telles conclusions qu'il croira convenables et être par S. M. ordonné sur le tout ce qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁸³.

335. Marly, 14 février 1730. *Arrêt contradictoire. Avant faire droit : -- Dire de l'Inspecteur du Domaine. Eviction. Demandes en garantie contre S. M. Communication de pièces. Renvoi en grande direction* (1).

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁹⁰.

Avant faire droit sur les demandes en garantie formées contre S. M. par les sieurs Jean et Agésilan Gaston de Grossolles, marquis de Flamarins, par leurs requêtes insérées dans les arrêts du Conseil des 6 juillet 1706 et 28 septembre 1728 ; vu les pièces et le dire du sieur de Poilly, Inspecteur général du Domaine, et sur le rapport du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, sans préjudice aux défenses que l'Inspecteur général du Domaine pourra proposer contre les dites demandes en garantie et avant faire droit sur les oppositions et demandes du dit Inspecteur général, ordonne que le tout sera communiqué au prieur de Buzet dont les terres dépendent de la seigneurie de Grossolles et au dit sieur Agésilas Gaston de Grossolles pour y répondre dans les délais du règlement, et leurs réponses vues ou à faute d'en fournir dans le dit temps, après que le tout aura été communiqué au dit Inspecteur général du Domaine, être fait droit conjointement aux parties, en la grande direction, au rapport du sieur d'Aguesseau de Fresnes, maître des requêtes, après qu'il en aura communiqué aux sieurs Commissaires du bureau du Domaine.

336. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Charges assignées sur les Domaines (1).*

Faisant droit à la requête de M^e Pierre Carlier, adjudicataire général des fermes unies de S. M. ; vu les états de distribution des charges assignées sur les Domaines de la généralité de Dijon et ceux des fermes unies arrêtés pour les années 1720 à 1728 ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne qu'à l'avenir il ne sera fait fond dans l'état des Domaines de Dijon à compter de 1729 que de la quantité de 29 setiers de froment, 20 setiers d'orge et 18 livres de cire, pour les charges assignées sur le Domaine de Bar-sur-Seine.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁹¹.

337. Marly, 14 février 1730. *Arrêt contradictoire. Dire de l'Inspecteur du Domaine : — Inscription de faux contre lettres de noblesse. Cassation d'un arrêt du Parlement et renvoi devant un autre Parlement (1).*

Vu le procès en inscription de faux contre de prétendues lettres de noblesse intenté par la veuve du sieur Didier Moussu, vivant, Receveur des épices au bailliage et présidial de Vesoul, et le sieur Pierre-Claude Champion, Procureur du Roi au dit présidial, aux sieurs François et Noël Courtaillon, les requêtes et réponses des parties, l'arrêt du Parlement de Besançon du 12 janvier 1725, les arrêts du Conseil des 26 mars 1726, 6 mai 1727 et 2 mars 1728 déjà rendus en la matière ; ensemble le dire du sieur

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁹².

de Poilly, Inspecteur général du Domaine, et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, faisant droit sur le tout, casse et annule l'arrêt du Parlement de Besançon du 12 janvier 1725, en ce que la procédure du Procureur du Roi au bailliage de Vesoul a été déclarée nulle et en ce que la veuve Moussu a été déboutée de son inscription de faux et a permis aux sieurs de Courtaillon de prendre la qualité de « noble », ce faisant S. M. renvoie les parties au Parlement de Dijon.

338. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Dire de l'Inspecteur du Domaine : — Droits féodaux. Guet. Tabellionage. Communication de pièces. Renvoi en grande direction* (1).

Vu la requête du sieur Joseph Rieutort, avocat au Parlement, agissant tant de son chef qu'en qualité de syndic de la plupart des habitants de Puivert, Villefort et Fontrouge, faisant appel d'un arrêt du Parlement d'Aix du 15 juin 1728 qui ordonnait aux habitants de Puivert et autres dits lieux de faire jour et nuit guet et garde au profit et au château du sieur François de Roux de Sainte-Colombe, président aux requêtes du Palais à Toulouse, et qui accordait en même temps au dit sieur de Sainte-Colombe le droit de créer un juge d'apeaux et un notaire dans le ressort de sa seigneurie ; ensemble le dire du sieur de Poilly, Inspecteur général du Domaine, et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, sans s'arrêter à la requête du dit Joseph Rieutort au sujet du droit de notariat, dans lequel S. M. le déclare dès à présent non recevable, ordonne que la requête du dit Rieutort sur les deux autres chefs sera communiquée au dit sieur de Sainte-Colombe pour y fournir de réponse dans le délai du règlement et être l'instance instruite et jugée en la grande direction au rapport du sieur le Nain, maître des requêtes, après en avoir communiqué aux sieurs commissaires du Bureau des Domaines.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁹³.

339. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avant faire droit : — Aides. Fraudes. Production de pièces* (1).

Avant faire droit à la requête de M^e Pierre Carlier, adjudicataire des fermes générales de S. M., faisant appel d'un arrêt de la Cour des aides de Paris du 16 décembre 1729, en ce que le dit arrêt confirmait une sentence du juge des traites d'Angers qui donnait tort au suppliant contre un fraudeur de profession ; vu le dit arrêt et la dite sentence et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁹⁴.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que son Procureur général de la Cour des aides de Paris remettra au sieur Contrôleur général des Finances les motifs de l'arrêt de la dite Cour du 16 décembre 1729, pour, les dits motifs vus et examinés, être par S. M. ordonné ce qu'il appartiendra.

340. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : Fourniture des sels. Liquidation d'indemnité due à l'adjudicataire des fermes générales* (1).

Faisant droit à la requête de M^e Pierre Carlier, adjudicataire des fermes générales de S. M., dont celle des Gabelles et Salines de Franche-Comté font partie ; vu les quittances et pièces y jointes et sur l'exposé du sieur le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, liquide l'indemnité due à Pierre Carlier pour le supplément du prix des sels par lui fournis aux cantons suisses catholiques en conséquence des traités de S. M. et du Chapitre de Besançon pendant la seconde année de son bail : octobre 1727 à octobre 1728, à la somme de 72.813 livres, 17 sols, 9 deniers, de laquelle somme il sera expédié au profit du dit Carlier une ordonnance de comptant sur le garde du Trésor royal en exercice.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁹⁵.

341. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Traités. Cassation d'une sentence d'un juge des traités. Fraudes. Amendes* (1).

Faisant droit à la requête de M^e Pierre Carlier, adjudicataire des fermes générales de S. M. ; vu le procès-verbal de saisie faite par les employés du tabac à Châteaulin contre un fraudeur et la sentence du juge des traités de Quimper du 7 octobre 1729, rendue sur icelui au mépris des règlements et arrêts rendus en la matière ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, sans s'arrêter à la dite sentence du juge des traités de Quimper du 7 octobre 1729 qu'il casse et annule, ordonne que les 8 aunes et demie d'indienne saisies par les employés du tabac de Châteaulin seront confisquées au profit du suppliant ; condamne le fraudeur à 3.000 livres d'amende et aux frais et se réserve en son Conseil la connaissance de tous empêchements à intervenir sur l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁹⁶.

342. Marly, 14 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Revêtu de lettres patentes. Avis des députés du commerce : — Douanes. Transit des sucres raffinés dans le royaume. Règlement* (1).

S. M. voulant prescrire par un nouveau règlement les forma-

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁹⁷. Rondonneau : AD + 811, février (11).

lités qui seront observées à l'avenir pour réprimer les abus qui se sont introduits à la faveur du transit dont jouissent les sucres raffinés dans le royaume et imposer des peines contre les contrevenants ; vu l'arrêt du 27 octobre 1711, les lettres patentes d'avril 1717, l'arrêt du 5 juin 1725, les mémoires présentés par les fermiers généraux et l'avis des députés du commerce ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne ce qui suit (7 articles concernant le transit des sucres raffinés dans le royaume) et sur le présent arrêt toutes lettres nécessaires seront expédiées.

343. Marly, 14 février 1730. *Arrêt contradictoire. Requête en intervention des députés des Etats d'Artois : — Communautés de métiers. Droit à la Maîtrise* (1).

Vu les requêtes respectives du sieur Toussaint de Baillœul pourvu de la Maîtrise de Barbier-perruquier en la ville d'Arras, d'une part, des maîtres jurés et communauté des barbiers-perruquiers de la dite ville d'Arras, d'autre part ; ensemble la requête en intervention des trois ordres des Etats de la province d'Artois prenant le fait et cause des dits maîtres barbiers-perruquiers d'Arras contre les prétendues lettres de maîtrise du dit sieur de Baillœul ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, du consentement des sieurs députés des Etats d'Artois, par grâce et sans tirer à conséquence, ordonne que le dit Baillœul jouira de la maîtrise de barbier-perruquier en la ville d'Arras et qu'il sera reconnu par les jurés, syndic, corps et communauté des barbiers-perruquiers de la dite ville comme membre de la dite communauté pour le temps de sa vie seulement, si mieux n'aime retirer la finance par lui payée ; et qu'il sera tenu d'opter dans un mois, sinon il en sera et demeurera déchu.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁹⁸.

344. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de deux Intendants : — Subrogation dans la concession d'une mine* (1).

Faisant droit à la requête des officiers affineurs et départeurs des matières d'or et d'argent dans toute l'étendue du royaume ; vu l'édit de création des officiers affineurs et le bail qui leur a été passé par le comte d'Yvonne, des mines de Terre-Blanche situées en sa seigneurie de « l'Arrénage » ; ensemble l'avis des Intendants de Lyon et de Grenoble et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, subroge les suppliants au lieu et place de Jean de l'Hosme et consorts au bail de la ferme des mines de « Terre-Blanche » situées dans la seigneurie de l'Arrénage en Dau-

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ⁹⁹.

phiné, appartenant au dit comte d'Yvonne, moyennant le paiement par les suppliants aux dits de l'Hosme et consorts de la somme de 300 livres pour tout dédommagement qu'ils auraient prétendu de la non jouissance du reste de leur bail.

345. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Droit annuel (1).*

Faisant droit à la requête du sieur Jean-Aimé Piaud, agissant en qualité de créancier sur l'office de président au grenier à sel de Saint-Amand, dont le sieur Pierre Piaud est pourvu ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que le dit Pierre Piaud sera reçu au paiement du droit annuel de son office pour la présente année 1730, nonobstant que le délai accordé par l'arrêt du Conseil du 2 août 1729 soit expiré ; et ce, par grâce et sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹⁰⁰.

346. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Droit annuel (1).*

Faisant droit à la requête du sieur Gustave-Adolphe de Péricard, Essayeur de la Monnaie de Rennes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que le dit Gustave-Adolphe de Péricard sera reçu au droit annuel de son office, nonobstant que le délai porté par l'arrêt du Conseil du 2 août 1729 soit expiré ; et ce, par grâce et sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹⁰¹.

347. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Survivance (1).*

Vu la requête de dame Marie Trébuchet, veuve du sieur Jean-Baptiste de Chambaron, héritière de l'office de Conseiller de S. M., Clerc en la sénéchaussée et siège présidial de Riom, dont son oncle, le sieur Guillaume Mazaudier, était pourvu en son vivant, demandant à ne payer aux revenus casuels que le huitième denier du dit office et non un triple droit, bien que les six mois du jour du décès du dit sieur Mazaudier soient expirés ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ayant aucunement égard à la dite requête, ordonne que le dit office de Conseiller de S. M., clerc au présidial de Riom sera employé dans un rôle au quart denier au profit de qui il appartiendra ; et ce, par grâce et sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹⁰².

348. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Remboursement de la finance d'un office et des droits de marc d'or* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Jacques Brehon ; vu les quittances de vacant, deux sols pour livre et marc d'or, expédiées au profit du suppliant pour l'office de notaire royal au bailliage de Montdidier et l'opposition au titre du dit office formée par un notaire du dit bailliage ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que par le sieur Bertin, trésorier des revenus casuels, le dit Jacques Brehon sera remboursé de la finance et des deux sols pour livre de l'office de notaire royal au bailliage de Montdidier, et par le trésorier du marc d'or des droits de marc d'or du dit office, attendu que le dit office ne subsiste plus, n'ayant pas été compris dans les Etats de réserve faits en 1665.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹⁰³.

349. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Survivance. Sceau et expédition des provisions* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Joseph de Bazignan ; vu la quittance du dixième denier de l'office de Conseiller du Roi, juge de la ville et juridiction de Francescas en Condomois, expédiée au profit du suppliant ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne qu'il sera passé outre au sceau et expédition des provisions du dit office au profit du suppliant ou de tel autre qu'il appartiendra, nonobstant que l'an du jour de la date du contrôle de la quittance du dixième denier du dit office soit expiré ; et ce, par grâce et sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹⁰⁴.

350. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Survivance. Enregistrement de quittance* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Jean-Jacques Bissière, avocat au Parlement ; vu la quittance du dixième denier de l'office de Conseiller du Roi, juge magistrat royal civil, lieutenant criminel, assesseur et commissaire-examineur de la ville et juridiction de Tournon-en-Agenois, expédiée au profit du suppliant ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que la dite quittance du droit de dixième denier du dit office expédiée au profit du suppliant sera enregistrée au contrôle général des Finances dans un mois à compter du jour du présent arrêt, nonobstant que l'an du jour de la date d'icelle soit expiré ; et ce, par grâce et sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹⁰⁵.

351. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Office vacant. Revenus casuels. Remboursement de la finance et des droits de marc d'or (1).*

Faisant droit à la requête du sieur François Gerouille ; vu les provisions de l'office de sergent royal en la ville et paroisse du Châtelet, généralité de Bourges, scellées au profit du suppliant, les quittances de vacant et de marc d'or du dit office expédiées au profit du dit suppliant ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que par le sieur Bertin, trésorier des revenus casuels, le dit François Gerouille sera remboursé de la finance du dit office de sergent royal en la ville et paroisse du Châtelet, et par le trésorier du marc d'or, des droits payés pour le marc d'or du dit office, attendu que le dit office était à la nomination de M^{lle} de Condé de Vermandois, engagiste du domaine d'Issoudun, et dans les revenus casuels de laquelle le suppliant aurait dû lever le dit office.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹⁰⁶.

352. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avant faire droit : — Contestations entre les habitants d'une paroisse et l'adjudicataire des prés communaux. Commission de l'Intendant (1).*

Avant faire droit à la requête des prieur, curé, marguilliers, syndic et habitants de la paroisse de Claye, diocèse et élection de Meaux, exposant leurs griefs et leurs droits contre l'adjudicataire des prés communaux de la dite paroisse ; vu les pièces justificatives de la dite requête ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, commet le sieur de Harlay, conseiller d'Etat, à présent intendant de la généralité de Paris, pour aux lieu et place de feu sieur Bignon, ci-devant intendant de la dite généralité, procéder à l'entière exécution d'un arrêt avant faire droit du 4 mars 1721 et juger, sauf l'appel du Conseil, les contestations d'entre les suppliants et le dit adjudicataire des prés communaux de Claye.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹⁰⁷.

353. Marly, 14 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement Revêtu de lettres patentes : — Rectification d'une erreur de nom, de titre et de qualité, commise dans un arrêt du Conseil, revêtu de lettres patentes (1).*

Vu l'arrêt du Conseil du 21 juin 1729 et les lettres patentes expédiées sur icelui le 11 juillet du dit an, par lesquelles S. M. confirmait les habitants d'Uzeste-en-Bazadois dans certains droits, privilèges et franchises, et S. M. étant informé que, par erreur,

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹⁰⁸.

le dit arrêt et les dites lettres ont été expédiés sur la requête du sieur Sarran de la Laune, marquis d'Uzeste, baron de Ronaillan et de Calamiat, Président à mortier au Parlement de Bordeaux, au lieu du sieur Jean-Baptiste de la Laune, marquis d'Uzeste, baron de Calamiat, Conseiller au Parlement de Bordeaux, à quoi voulant pourvoir ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que le dit arrêt du 21 juin 1729 et que les lettres patentes expédiées sur icelui seront exécutés selon leur forme et teneur comme s'ils avaient été expédiés à la requête du sieur Jean-Baptiste de la Laune, marquis d'Uzeste, baron de Calamiat, Conseiller au Parlement de Bordeaux ; et seront sur le présent arrêt, si besoin est, toutes lettres nécessaires expédiées.

354. Marly, 14 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant : — Exécution par lui. Tailles. Décharge d'un contribuable sinistré. Réduction de cote (1).*

Etant informé que par suite de l'incendie survenu à une métairie située dans la paroisse de Flaviagues, juridiction de Genssac-en-Bazadois, élection de Condom, la veuve du sieur de la Tour de Fonvidal est hors d'état de payer ses nouvelles impositions ; vu l'avis du sieur Boucher, Intendant de la généralité de Bordeaux, et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, décharge la dite veuve de la Tour de Fonvidal des restes de taille par elle dûs pour l'année 1729 et réduit la cote de son domaine incendié à 5 sols par an pendant cinq années consécutives à compter de la présente année ; enjoint S. M. à l'Intendant de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹⁰⁹.

355. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Finances municipales. Ville d'Embrun. Travaux publics. Homologation d'une délibération de la communauté. Imposition supplémentaire (1).*

Faisant droit à la requête des consuls, officiers et communauté de la ville d'Embrun ; vu l'avis du sieur de Fontanieu, Intendant du Dauphiné, et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, homologue et autorise la délibération prise le 4 janvier dernier par les dits habitants d'Embrun, en conséquence permet aux consuls, officiers et communauté de la dite ville d'imposer sur les trois Ordres de la dite ville la somme de 9.000 livres nécessaire au rétablissement d'une digue contre les débordements de la Durance ; enjoint S. M. à

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹⁰⁹.

l'Intendant de tenir la main à l'exécution du présent arrêt et se réserve en son Conseil la connaissance de tous empêchements à intervenir.

356. Marly, 14 février 1730. *Arrêt contradictoire. Avis de l'Intendant : — Taille. Décharge d'un monastère par privilège* (1).

Vu les requêtes respectives des dames religieuses de Notre-Dame de la ville de Villeneuve-d'Agenois, d'une part, et des consuls et communauté de la dite ville de Villeneuve-d'Agenois, d'autre part, les pièces justificatives des dites requêtes, ensemble l'avis du sieur Boucher, Intendant de la généralité de Bordeaux, et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, conformément à l'article 5 de la Déclaration du 4 septembre 1696, décharge à l'avenir et à commencer en 1731 de la taille et autres impositions, l'enclos du monastère des dames religieuses de Notre-Dame de la ville de Villeneuve-d'Agenois.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹¹¹.

357. Marly, 14 février 1730. *Arrêt sur Requête. Revêtu de lettres patentes : — Offices. Commission* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Louis-Auguste de Sonning, receveur général des Finances de la généralité de Paris ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, commet Jérôme Bronot pour faire, au lieu de défunt Guillaume Malherbe, le recouvrement des tailles de la présente année 1730, en l'élection de Senlis, à la charge pour ledit Bronot d'en rendre compte partout où il appartiendra et par le suppliant de demeurer garant et responsable du manquement du dit Bronot et d'en faire sa soumission au greffe du Conseil au pied du présent arrêt, pour l'exécution duquel toutes lettres nécessaires seront expédiées.

(1) Archives Nationales : E 1054 (A) ¹¹².

358. Marly, 15 février 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant : — Délai de grâce accordé à des débiteurs* (1).

Vu la requête de Claude-Alexandre Barbicot, Alphonse Calquier, Louis de Vouigny du Petitmont, Pierre de la Tour, François Renard de Rouffiac et Jean-Baptiste Arnould, chargés de la Régie du Service des étaux privilégiés de la ville de Paris, demandant qu'il leur soit accordé une surséance et délai d'un an, ainsi qu'à leurs cautions, pour les mettre en état de recouvrer leurs fonds et de satisfaire au paiement de leurs dettes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

(1) Archives Nationales : E 2103 (36).

Le Roi, étant en son Conseil, accorde aux suppliants six mois de délai et surséance, sans déroger à leurs précédents cautionnements et aux charges et conditions y portées ; sera le présent arrêt exécuté nonobstant oppositions ou empêchements quelconques.

359. Versailles, 18 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Exécution par l'Intendant : -- Faux-monnayeurs. Instruction de leur procès confiée à l'Intendant (1).*

Le Roi étant informé que le nommé Pierre Fayt, dit Gaste, du lieu de Convère, paroisse de Saint-Julien-Chaprevil, diocèse du Puy et province de Languedoc, étant accusé de fabrication et exposition de fausse monnaie, a été arrêté et qu'il a été procédé à l'information de l'ordre du sieur de Bernage de Saint-Maurice, Intendant en la dite province, par son subdélégué ; de laquelle information il résulte un commencement de preuve contre le dit Gaste, et S. M. désirant que le procès soit fait à ce particulier et à ses complices suivant la rigueur des lois ; vu le procès-verbal de capture du dit Gaste et de son valet, les interrogatoires par eux subis et l'information faite devant le dit subdélégué ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, étant en son Conseil, ordonne que par le dit sieur de Bernage de Saint-Maurice, Intendant du Languedoc, le procès sera fait et parfait au dit Gaste et à ses complices pour raison de la fabrication et exposition de fausse monnaie, pour le dit procès être ensuite jugé en dernier ressort par le dit Intendant, S. M. lui attribuant à cet effet toute Cour et juridiction ; et sera le présent arrêt exécuté, nonobstant oppositions, récusations, prises à partie ou autres empêchements quelconques dont S. M. se réserve la connaissance et son Conseil.

(1) Archives Nationales : E 2106 (24).

360. Marly, 18 février 1730. *Arrêt contradictoire. S. M. y étant : -- Bénéfices ecclésiastiques. Revenus d'une cure. Renvoi devant un Parlement (1).*

Vu les requêtes respectives du sieur Henry Samayoux, curé de Livernon, du diocèse de Cahors, et du sieur Issaly, curé de Coru, exposant leurs contestations au sujet des revenus de la dite cure de Livernon ; ensemble les pièces respectivement produites par les parties ; où le rapport et tout considéré.

Le Roi, étant en son Conseil, renvoie les parties au Parlement de Toulouse pour y être procédé sur leurs contestations suivant les derniers errements.

(1) Archives Nationales : E 2106 (25).

361. Marly, 18 février 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant : — Bénéfices ecclésiastiques. Procès entre un évêque et un abbé commendataire. Cassation d'un jugement d'Intendant. Renvoi devant un Parlement (1).*

Vu la requête de Jacques Navères, Procureur au Parlement de Toulouse, demandant la cassation d'un jugement du sieur Intendant de Béarn du 28 décembre 1729, au cours d'un procès régulièrement pendant au Parlement de Toulouse entre le sieur évêque de Tarbes et l'abbé commendataire de l'abbaye de Lareule ; vu aussi les pièces justificatives, le dit jugement de l'Intendant de Béarn ; ouï le rapport.

Le Roi, étant en son Conseil, sans s'arrêter au jugement du sieur Intendant de Béarn du 28 décembre dernier, ordonne que les parties procéderont au Parlement de Toulouse sur l'instance qui y est pendante entre elles, suivant les derniers errements.

(1) Archives Nationales : E 2106 (26).

362. Marly, 18 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant : — Exécution par l'intendant. Confirmation d'un Règlement de Couvent (1).*

Vu les anciens règlements faits par les Rois d'Espagne les 25 octobre 1631 et 7 décembre 1663 pour le gouvernement et administration de la maison du Béguignage de Sainte-Elisabeth de la ville de Valenciennes, sensiblement l'arrêt du Conseil du 7 janvier 1709, confirmant les dits règlements et ordonnant que toutes les difficultés nées et à naître entre les Supérieure Pasteur-Chapelains et Béguignes seraient tranchées par l'Intendant de la province conjointement avec le Proviseur Maître et Gouverneur de la dite maison. Vu aussi le règlement nouveau dressé le 23 novembre 1729, en exécution des ordres de S. M. par le sieur Moreau de Sechelles, Intendant de Hainault, et Dom Léopold Delferté, abbé régulier de l'abbaye de Saint-Sauve, de l'ordre de saint Benoît, Proviseur de la dite maison de Béguignage, consenti et souscrit par les Supérieure et Béguignes de la dite maison, et approuvé par Mgr l'Archevêque de Cambrai. Tout considéré.

Le Roi, étant en son Conseil, ordonne que le dit arrêt du 7 janvier 1709 et le dit règlement du 23 novembre 1739 seront exécutés selon leur forme et teneur ; enjoint S. M. au sieur Intendant d'y tenir la main.

(1) Archives Nationales : E 2109 (17).

363. Marly, 18 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant : — Subrogation de deux nouveaux Commissaires pour vérifier les comptes du Régisseur des services des troupes (1).*

Le Roi s'étant fait représenter les arrêts du Conseil des 4 sep-

(1) Archives Nationales : E 2109 (18).

tembre 1726, 17 juin 1727 et 19 août 1727 par lesquels S. M. avait ordonné au sieur Farges, Régisseur des services des troupes, de rendre des comptes de sa régie à une Commission pour ce désignée, et étant nécessaire de pourvoir au remplacement de deux Commissaires appelés à d'autres fonctions. Oûi le rapport, et tout considéré.

Le Roi, étant en son Conseil, commet et subroge les sieurs d'Aguesseau de Fresnes et Trudainè, pour, aux lieu et place des sieurs d'Angervilliers et de Vanolles, s'employer et procéder à l'exécution des dits arrêts des 4 septembre 1726, 17 juin et 19 août 1727.

364. Versailles, 18 février 1730. *Arrêt contradictoire. S. M. y étant : — Biens des Religionnaires réfractaires. Mainlevée de la saisie et restitution des biens d'un religionnaire converti, à charge de serment de fidélité au gouverneur de S. M. (1).*

Vu les requêtes et mémoires respectifs de Jean-Jacques Dehors et du sieur Paul Plessard, Régisseur général des biens des religionnaires réfractaires. Vu aussi le certificat d'abjuration et de catholicité du dit Jean-Jacques Dehors. Oûi le rapport.

Le Roi, étant en son Conseil, par grâce spéciale et sans tirer à conséquence, relève J.-J. Dehors du laps de temps qui s'est écoulé depuis les délais portés par la déclaration du 29 décembre 1698 jusqu'à son retour dans le Royaume et du défaut de prestation de serment de fidélité prescrit par la dite déclaration à la charge de prêter à nouveau serment de fidélité entre les mains du Gouverneur ou Commandant pour S. M. en la ville de Rouen. En conséquence, lui fait et donne mainlevée, S. M., de la saisie des biens de ses père et mère faite à la requête du Régisseur général, et ordonne au dit Régisseur de lui en laisser la libre possession et jouissance, à compter du jour qu'il aura prêté le serment de fidélité.

(1) Archives Nationales : E 2110 (11).

365. Marly, 19 février 1730. *Arrêt sur Représentations. Avant faire droit. S. M. y étant : — Rétablissement de la culture du lin. Commission de l'Intendant pour enquête.*

Sur ce qui a été représenté au Roi que le terroir de Bulles en Beauvoisis produisait anciennement des lins aussi fins et aussi forts que ceux qui s'emploient à la fabrique des plus belles toiles, Mais que le terrain étant exposé depuis plusieurs années à de fréquentes inondations, la culture des lins y a presque été abandonnée et S. M. étant informée qu'en y rétablissant cette culture elle procurerait un avantage considérable non seulement aux propriétaires de ces terres mais même à la manufacture des toiles qui se fabriquent à Bulles et aux environs, à quoi désirant pourvoir ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, étant en son Conseil, ordonne que tous les propriétaires

(1) Archives Nationales : E 2103 (37).

et possesseurs des prairies des environs de Bulles, situés le long de la rivière de Brische seront incessamment assemblés par devant le sieur d'Aube, Intendant de la généralité de Soissons, pour être entendus sur les moyens de rétablir la culture des lins dans les dites prairies, et que sera dressé procès-verbal de leurs représentations, dires et réquisitions pour icelui vu et rapporté au Conseil avec l'avis du dit sieur d'Aube, être par S. M. ordonné ce que de raison ; sera le présent arrêt lu, publié et affiché dans la dite ville de Bulles et où il appartiendra, à ce que personne n'en ignore.

366. Marly, 20 février 1730. *Arrêt contradictoire. S. M. y étant : — Succession. Procès pendant en une Chambre des Enquêtes du Parlement de Paris. Distribution à un Conseiller rapporteur* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 23 juillet 1729 rendu sur requête de Maximilien de Sarcus, ingénieur ordinaire de S. M., par lequel S. M. a ordonné communication de la dite requête à Mouret, partie adverse, ensemble les mémoires, requêtes et pièces fournies par les parties à propos de la succession de feu Nicolas du Châtelet ; Ouï e rapport et tout considéré.

Le Roi, étant en son Conseil, ordonne que tant de Sarcus que Mouret et autres parties au procès pendant en la seconde Chambre des Enquêtes du Parlement de Paris feront leurs diligences pour mettre le dit procès en état d'être jugé et être procédé au jugement d'icelui au rapport du sieur Daverdouing, dans le reste de la séance présente dudit Parlement, sinon et après le dit temps passé, ordonne S. M. que le dit procès sera distribué en la manière accoutumée à l'un des Conseillers servant actuellement en la seconde Chambre des Enquêtes. (Expédié au greffe du Conseil d'Etat Privé.)

(1) Archives Nationales : E 2103 (38). Idem : V^e-889, 20 février (2).

367. Marly, 20 février 1730. *Arrêt contradictoire. S. M. y étant : — Successions. Partage liquidation. Evocation et Renvoi devant le Grand Conseil* (1).

Vu les requêtes respectives de Pierre Regnault, Procureur au Châtelet de Paris, et de la veuve Dubuisson, d'une part, du sieur Serval, d'autre part ; ensemble celle de Madeleine Serval, partie intervenante, prenant le fait et cause du dit Serval, son frère. Vu aussi les titres et pièces fournis par les parties ; ouï le rapport.

Le Roi, étant en son Conseil, reçoit Regnault et la veuve Dubuisson, opposants à l'arrêt du Conseil du 16 juillet 1729, ce faisant évoque à soi et à son dit Conseil les causes, instances et contestations ci-devant pendantes, tant au Grand Conseil, aux requêtes de l'Hôtel et du Palais qu'au Châtelet et autres juridic-

(1) Archives Nationales : E 2103 (39). Idem : V^e-889, 20 février (1).

tions concernant les successions de Pierre Nicolas, François et Charles Chaulatte et les renvoie, S. M., avec toutes leurs circonstances et dépendances au Grand Conseil, pour y procéder suivant les derniers errements.

368. Marly, 20 février 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant : — Succession. Liquidation. Evocation et Renvoi devant une Commission* (1).

Vu la requête des héritiers de la succession du feu sieur de Brion d'Hautefontaine.

Le Roi étant en son Conseil, du consentement des parties annexé à la minute du présent arrêt, évoque à soi et en son Conseil, toutes les contestations, demandes et prétentions respectives nées et à naître entre les dites parties concernant la succession du dit sieur de Brion, et icelles circonstances et dépendances renvoie devant le sieur de Tourmont, Conseiller en la Grande Chambre du Parlement de Paris et les sieurs Tartarin, Duhamel, Deniau et Pothouin, anciens avocats au Parlement, pour y être fait droit définitivement et en dernier ressort.

(1) Archives Nationales : E 2103 (40).

369. Marly, 20 février 1730. *Arrêt sur Requête, revêtu de Lettres patentes. S. M. y étant : — Droits féodaux. Droits de censives et autres... Renvoi devant le bailliage de Clermont en Beauvaisis et le Parlement de Paris* (1).

Faisant droit à la requête de Louise-Elisabeth de Bourbon-Condé, Princesse de Sang, veuve de Louis-Armand de Bourbon, Prince de Conti, tutrice honoraire, et de Pierre-Maurice Boulard, Ecuyer, tuteur onéraire des enfants mineurs du dit défunt Prince de Conti et de la dite Princesse de Conti ; ouï le rapport et tout considéré.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne que les contestations qui surviendraient pour raison des droits de censives et autres dus à cause des terres de Mouy, Augy, Bury, Aniac, Cambronne, Le Plessis-Billebaut, Pierrepont et Petit-Mouy appartenant aux suppliants, seront portées au bailliage de Clermont-en-Beauvaisis en première instance et, par appel, au Parlement de Paris, et ce nonobstant toutes déclarations, ordonnances, lettres patentes et arrêts à ce contraires, auxquels S. M. déroge pour ce regard seulement sans tirer à conséquence ; ordonne que le présent arrêt sera exécuté nonobstant opposition ou autres empêchements dont S. M. se réserve la connaissance en son Conseil, et pour son exécution seront toutes Lettres nécessaires expédiées.

(1) Archives Nationales : E 2103 (41).

370. Marly, le 21 février 1730. *Arrêt contradictoire. Exécution par l'Intendant : — Droits de Contrôle. Sceau des rôles des Tailles. Paiement des droits. Décharge des amendes encourues* (1).

Vu la requête du Syndic des Etats de Bigorre, et la réponse des Sous-fermiers des Droits et Contrôle, Petit scel et autres droits y joints de la généralité de Pau ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que dans trois mois de la date du présent arrêt, les communautés des Pays de Bigorre seront tenues de faire sceller, si fait n'a été, tous les rôles des Tailles qui ont été arrêtés depuis la révocation de l'abonnement de la province et d'en payer les droits ; en conséquence, décharge les dites communautés des amendes encourues pour raison de ce, et enjoint à l'Intendant des généralités de Pau et Auch de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹¹³.

371. Marly, 21 février 1730. *Arrêt contradictoire. Exécution par l'Intendant : — Insinuations et centième denier. Donations. Paiement des droits* (1).

Vu la requête des sieurs François-Frédéric de Commargeon, Chevaliers, Seigneur de Pré, et Denis de Certieux, Chevalier, Seigneur des Alleux, d'une part ; et la réponse du sieur Dunant, Fermier général des Droits d'insinuation laïques et centième denier de l'apanage de M. le Duc d'Orléans, d'autre part ; ensemble les autres requêtes, procès et mémoires des parties ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que les dits sieurs de Pré et de Certieux seront tenus de payer le centième denier tant de la donation qu'ils ont acceptée le 5 octobre 1722, que de la résolution d'icelle, confirmée par une sentence du bailliage de Chartres du 20 novembre suivant, ensemble les 4 sols pour livre desdits droits ; enjoint S. M. à l'Intendant de la généralité d'Orléans de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹¹⁴.

372. Marly, 21 février 1730. *Arrêt contradictoire : — Fixation des appointements d'un greffier du Conseil.*

Vu la requête de la dame veuve du sieur Pujol, Greffier au Conseil, et le mémoire du sieur Pigné, Contrôleur des Bons d'Etat au Conseil, auquel la dite requête a été communiquée ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, conformément au dit Mémoire du sieur Pigné, fixe les appointements du dit sieur Pujol à la somme de 7.067 livres au lieu de celle de 12.700 livres réclamée par sa veuve, et ordonne que le présent arrêt sera exécuté nonobstant oppositions ou empêchements quelconques.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹¹⁵.

373. Marly, 21 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Homologation d'une Délibération de la Chambre ecclésiastique du diocèse de Laon. Imposition extraordinaire sur le Clergé. Subvention à l'hôpital de Laon. Dispense de Droits d'entrée sur les boissons* (1).

S'étant fait représenter la requête du corps ecclésiastique du diocèse de Laon et la délibération de la Chambre ecclésiastique du dit diocèse du 22 mai 1729 ; vu l'avis du sieur d'Aube, Intendant de la généralité de Soissons ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, en autorisant en tant que de besoin la dite délibération de la Chambre ecclésiastique du diocèse de Laon, et acceptant l'offre qu'elle a faite de payer annuellement aux hôpitaux la somme de 3.000 livres, ordonne, qu'à compter du 1^{er} avril 1730, il sera permis à ladite Chambre ecclésiastique d'imposer la dite somme sur tous les abbés, chapitres, communautés séculières et régulières payants et non payants décimes, bénéficiers, prieurs, prévôts et autres du diocèse de Laon, à proportion de leurs revenus, à l'exception néanmoins des Curés et Chapelains du diocèse, et moyennant le paiement de la dite somme de 3.000 livres au trésorier de l'hôpital de Laon, veut S. M. que les dits abbés, chapitres, communautés, Prieurs, Prévôts et autres bénéficiers du diocèse soient exemptés des droits d'entrée sur les boissons établis par l'arrêt du Conseil du 3 août 1725 en faveur des hôpitaux ; et enjoint à l'Intendant de la généralité de Soissons de tenir la main à l'extension du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹¹⁶.

374. Marly, 21 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Droits féodaux. Possession de moulins banaux. Renvoi devant juridiction saisie* (1).

Vu la requête de dame Marie-Elisabeth Guilles-des-Buttes, fille majeure, engagiste des Moulins banaux de la ville d'Alençon, faisant appel d'un arrêt du Parlement de Rouen, du 15 octobre 1739 qui lui avait donné tort dans un procès avec le Prieur de Saint-Jean de l'Hôtel Dieu d'Alençon, à propos des dits moulins banaux ; ensemble le dit arrêt du Parlement de Rouen et les pièces justificatives ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, faisant droit sur le tout, ordonne que les parties continueront de procéder devant les juges saisis de leurs contestations suivant les derniers errements.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹¹⁷.

375. Marly, 21 février 1730. *Arrêt contradictoire : — Subrogation d'un nouvel adjudicataire d'une Seigneurie faisant partie du Domaine. Déboute, d'opposition à un arrêt du Conseil* (1).

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹¹⁸.

Vu l'arrêt du Conseil du 14 juin 1729 rendu sur requête du sieur Robecq de la Pallière, Lieutenant de Vaisseaux de S. M., par lequel le dit sieur de La Pallière a été subrogé à l'adjudication des Domaines et Seigneuries de Serqueux et Arnoncourt, faite aux habitants des dits lieux le 12 août 1728 et au contrat de vente qui leur en avait été passé par les Commissaires généraux du Conseil le 14 août suivant ; la requête en opposition au dit arrêt, des habitants de Serqueux et le mémoire en réponse du dit sieur de La Pallière ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, sans s'arrêter à la requête des dits habitants de Serqueux, ordonne que l'arrêt du 14 juin 1729 sera exécuté purement et simplement au profit du dit sieur de la Pallière ; fait défenses aux dits habitants de le troubler, à la charge par lui de bien et dûment, entretenir les fours, pressoirs et autres bâtiments du dit domaine de Serqueux et Arnoncourt.

376. Marly, 24 février 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant : — Cassation d'une Election de Marguillier* (1).

Faisant droit à la requête de Jacques Dubreuil, valet de Limier de la Chambre de S. M. ; vu les pieces, où le rapport et tout considéré.

Le Roi, étant en son Conseil, sans s'arrêter à l'élection faite du dit Dubreuil pour marguillier de la fabrique de Mantes, ni à l'assignation à lui donnée en conséquence au bailliage de la dite ville, qui seront et demeureront nulles et non avenues, le décharge de la dite place de marguillier avec défense aux précédents marguilliers et à tous autres de faire aucune poursuite contre lui, soit devant le Lieutenant général de Mantes, soit en la prévôté de l'Hôtel, ou ailleurs, à peine de nullité et de tous dépens, dommages et intérêts.

(1) Archives Nationales : E 2103 (42).

377. Versailles, 25 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant : — Finances municipales d'Arles. Nomination des Auditeurs des Comptes des Trésoriers* (1).

Le Roi, étant informé que, dans la dernière élection des Conseils et autres officiers municipaux de la ville d'Arles, l'on n'a point procédé à la nomination des auditeurs des Comptes à cause de la difficulté que les précédents Conseils se sont fait de proposer eux-mêmes ceux qui arrêteront le compte de leur administration, à quoi étant nécessaire de pourvoir.

Le Roi, étant en son Conseil, nomme les sieurs Honoré Ivan et Trophime Peyras pour auditeurs des comptes des Trésoriers de la ville d'Arles de l'année 1729 et de la présente année, les sieurs Tinelli et Jehan pour arrêter les comptes du débit du sel pendant les dites deux années et les sieurs Tassin et Ganteaume pour auditeurs des comptes tutélaires de la présente année.

(1) Archives Nationales : E 2106 (27).

378. Versailles, 25 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement S. M. y étant, revêtu de Lettres patentes. Exécution par les Intendants du Royaume : — Privilèges des Commensaux de la maison du Roi. Extension et Limitation (1).*

Le Roi s'étant fait représenter l'Edit du mois de septembre 1706 portant règlement sur les exempts et privilégiés par lequel il est expressément porté, dans l'article 22, que les Prévôts, Lieutenants, Exempts et Greffiers pourvus par S. M., sur la nomination des sieurs Maréchaux de France pour servir à leur suite, jouiront de l'exemption de taille et autres privilèges, suivant les anciens édits et déclarations ; la Déclaration du 7 février 1707 accordant à ceux qui étaient alors pourvus des dites charges les mêmes privilèges et exemptions que les officiers commensaux de la maison de S. M. ; l'Edit du mois de mars 1720, accordant de nouveaux privilèges aux officiers des nouvelles maréchaussées créées à la place des anciennes et l'arrêt du Conseil du 30 août 1727 confirmant les pourvus des dites charges dans les privilèges énoncés dans le dit édit de mars 1720 ; et S. M. étant informée qu'au préjudice de tous ces titres, les dits officiers des maréchaussées se trouvent inquiétés en plusieurs provinces, pour raison de la taille et des autres privilèges des commensaux, sous prétexte que l'Edit de mars 1720 n'en faisant pas mention, ce silence doit être regardé comme une révocation tacite des privilèges dont ils jouissaient antérieurement ; sur quoi S. M., voulant expliquer ses intentions ; ouï le rapport et tout considéré.

Le Roi, étant en son Conseil, ordonne que les dits Edits, Déclarations et Arrêts seront exécutés selon leur forme et teneur, à l'égard seulement des Prévôts et Lieutenants par lui pourvus, sur la nomination des sieurs Maréchaux de France ; quant aux greffiers, exempts et archers, veut S. M. qu'ils ne puissent à l'avenir rien prétendre au delà des privilèges qui leur ont été accordés par l'Edit de mars 1720 ; mande et ordonne S. M. aux Intendants des provinces et généralités de tenir la main à l'exécution du présent arrêt sur lequel toutes Lettres nécessaires seront expédiées.

(1) Archives Nationales : E 2109 (19).

379. Versailles, 26 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant : — Offices. Revenus casuels. Sceau et Expédition des Lettres de provision. Validation d'un acte de démission sous seings privés (1).*

Le Roi s'étant fait représenter l'acte de démission du sieur Lainé, de l'office de Directeur de la Monnaie de Lyon, en date du 13 du présent mois, et S. M. étant informée qu'il pourrait être fait des difficultés au sceau des Lettres de Provision du dit office, en faveur de sieur Jean-Louis Loit, actuellement Directeur de la Monnaie de Besançon, que S. M. a agréé pour être pourvu du dit office de Directeur de la Monnaie de Lyon, sur ce que la dite démis-

(1) Archives Nationales : E 2110 (12).

sion est sous signature privée ; à quoi voulant pourvoir ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, étant en son Conseil, ordonne, sans tirer à conséquence, que l'acte de démission sous seing privé du dit sieur Lainé, vaudra comme s'il était passé par devant Notaires, tiendra lieu de procuration « *ad resignandum* » en faveur du sieur Loit, et en conséquence, que toutes Lettres de provision du dit office de Directeur de la Monnaie de Lyon, lui seront expédiées et scellées.

380. Versailles, 27 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant : — Procès d'un meurtrier. Rejet d'une cédule évocatoire et Renvoi sur appel devant le Parlement de Bordeaux* (1).

Sur ce qui a été représenté au Roi que le nommé Bourieault, maçon de Fronsac, ayant tué Jean Clary de trois coups de couteau, le Procureur fiscal de Fronsac a fait condamner le coupable à mort par sentence des juges de Fronsac ; comme cette juridiction ressortit du Parlement de Bordeaux, le dit Bourieault, ayant été conduit pour y être jugé sur l'appel, s'est avisé de faire signifier une cédule évocatoire par laquelle il a « cotté » plusieurs membres du dit Parlement de Bordeaux qu'il dit être parents et alliés du sieur de Richelieu et sur ce fondement a demandé d'être renvoyé dans tel autre Parlement qu'il plairait à S. M. commettre ; et d'autant que cette prétendue évocation n'est pas admissible parce que le dit Duc de Richelieu n'a jamais pris aucune part à ce procès, et qu'elle est, de la part du dit Bourieault, une mesure purement dilatoire ; à quoi étant nécessaire de pourvoir.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne que, sans s'arrêter à la cédule évocatoire signifiée par Bourieault, il sera passé outre au jugement de son procès par le Parlement de Bordeaux, sur l'appel de la sentence des juges de Fronsac.

(1) Archives Nationales : E 2110 (13).

381. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant : — Hôpital général de Paris. Subsidies* (1).

Le Roi s'étant fait rendre compte, en son Conseil, de l'état où se trouve l'Hôpital Général de sa bonne ville de Paris et de celui des pauvres mendiants qui y ont été renfermés en exécution de la Déclaration de Sa Majesté du 18 juillet 1724 ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne que, par le sieur Boutin, Receveur général de ses Finances, préposé à la recette générale des fonds destinés aux hôpitaux pour l'exécution de sa Déclaration du 18 juillet 1724, il sera payé au sieur de Magny, Receveur charitable de l'Hôpital Général de sa bonne ville de Paris, la somme de 200.000 livres pour être employée, avec les autres revenus du dit Hôpital, au paiement de ses dépenses.

(1) Archives Nationales : E 2103 (43).

382. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant. Exécution par l'Intendant : — Marais salants de l'île d'Oléron. Adjudication d'ouvrages à faire à un Chenal. Recouvrement du prix sur les propriétaires intéressés* (1).

Faisant droit à la requête des habitants de l'île d'Oléron, propriétaires en partie des marais salants tirant servitude du chenal de la Perrotine en la dite île ; vu la soumission des dits habitants et propriétaires en date du 27 mars 1725, les plan et devis estimatifs, ensemble l'avis du sieur Bignon, Intendant de la généralité de La Rochelle ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, étant en son Conseil, ordonne que par le dit sieur Bignon, Intendant, il sera incessamment procédé à l'adjudication au rabais des ouvrages à faire pour le rétablissement du chenal de la Perrotine en l'île d'Oléron, conformément aux plan et devis estimatifs qui en ont été dressés, du montant desquels ouvrages les entrepreneurs seront payés sur les ordonnances du dit sieur Bignon par les propriétaires intéressés suivant la répartition qui en sera par lui faite sur eux au marc la livre du montant de la dite adjudication.

(1) Archives Nationales : E 2103 (44).

383. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. S. M. y étant. Avis de l'Intendant : — Salins d'Hyères. Construction d'un hangar à la charge des propriétaires* (1).

Faisant droit à la requête des propriétaires des Salins d'Hyères ; vu le mémoire des cautions de Pierre Carlier, Adjudicataire des Fermes générales, et aussi l'avis du sieur Le Bret, Intendant de Provence ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, étant en son Conseil, accepte les offres faites par les propriétaires des Salins d'Hyères, de se charger de la construction d'un hangar pour abriter une grande provision de sel, moyennant la somme de 4.000 livres qui sera payée sur les ordonnances du sieur Le Bret, Intendant de Provence, par le sieur Carlier, en déduction du prix de son bail.

(1) Archives Nationales : E 2106 (28).

384. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement, revêtu de Lettres patentes. S. M. y étant : — Douanes. Transit des marchandises de la Compagnie des Indes. Création d'un Bureau de Contrôle à Angoulême* (1).

Le Roi étant informé des fraudes commises à l'occasion du transit accordé aux marchandises provenant des ventes de la Compagnie des Indes par certains marchands qui, pour éluder les Bureaux du Contrôle de Limoges et Clermont, font destiner leurs

(1) Archives Nationales : E 2106 (29). Rondonneau : AD + 811, fév. 1730 (34).

marchandises pour la ville d'Angoulême où il n'y a point de Commis des Fermes pour les vérifier ; à quoi S. M. voulant pourvoir ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur des Finances.

Le Roi étant en son Conseil, ordonne qu'à la diligence de M. Pierre Carlier, Adjudicataire des Fermes-Unies, il sera instamment établi un Bureau de Contrôle à Angoulême ; sera le présent arrêt lu, publié et affiché partout où besoin sera et pour l'exécution d'icelui seront toutes Lettres nécessaires expédiées.

385. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Avis de Commissaires. Conclusions d'un Maître des Requêtes : — Péages. Maintien d'un droit de vinage* (1).

Vu les titres et pièces représentés en exécution de l'arrêt du Conseil du 29 août 1721 et autres rendus en conséquence ; ensemble, l'avis des sieurs commissaires à cet effet désignés et les conclusions du sieur Mailhard de Balofre, Maître des Requêtes, Procureur général du Roi en cette partie ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Confirme les sieurs Lallier et Defon dans un droit de péage, vinage sur les ponts et chaussées du village de Douilly en Picardie.

(1) Archives Nationales : E 2106 (30). Rondonneau : AD + 811, fév. 1730 (32).

386. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Avis de Commissaires. Conclusions d'un Maître des Requêtes : — Péages. Suppression d'un droit de « Leude »* (1).

Vu les titres... (Cf. arrêt précédent).

Le Roi, étant en son Conseil, supprime un droit de péage ou « Leude » prétendu par le sieur de Bermont dans l'étendue de sa seigneurie de Saint-Paul, Pays de Foix.

(1) Archives Nationales : E 2106 (31). Rondonneau : AD + 811, fév. 1730 (33).

387. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Avis de Commissaires. Conclusions d'un Maître des Requêtes : — Péages. Suppression d'un droit de péage par terre* (1).

Vu les titres et pièces représentés... (Cf. arrêt précédent.)

Le Roi étant en son Conseil supprime le droit de péage par terre prétendu par les Jésuites de Dijon au lieu de Pourland ne Bourgogne.

(1) Archives Nationales : E 2106 (32). Rondonneau : AD + 811, fév. 1730 (35).

388. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Avis de Commissaires. Conclusions d'un Maître des Requêtes : — Péage. Maintien d'un droit de Bac. Suppression de droits de péage par terre et de boisselage* (1).

Vu les titres et pièces... (Cf. arrêts précédents.)

(1) Archives Nationales : E 2106 (33). Rondonneau : AD + 811, fév. 1730 (36).

Le Roi étant en son Conseil confirme le sieur de Langeron de Maulévrier dans un droit de péage et de bac sur la Loire au port d'Artais, et supprime par contre un droit de péage par terre dans l'étendue de la Seigneurie d'Artais ainsi qu'un droit de péage, appelé boisselage, sur les grains montant et descendant la Loire et sur ceux qui se chargent et déchargent dans l'étendue de la dite seigneurie.

389. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Avis de Commissaires. Conclusions d'un Maître des Requêtes : — Péages. Maintien d'un droit de vinage* (1).

Vu les titres et pièces représentés... (Cf. arrêts précédents.)

Le Roi, étant en son Conseil, maintient la dame de Brage-longue dans ses droits de vinage ou péage sur la rivière de Meuse, dans l'étendue de sa Seigneurie de Deville en Champagne.

(1) Archives Nationales : E 2110 (14). Rondonneau : AD + 811, fév. 1730 (38).

390. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. S. M. y étant. Avis de Commissaires. Conclusions d'un Maître des Requêtes : — Maintien d'un Péage. Droit de Bac* (1).

Vu les titres et pièces représentés ..(Cf. arrêts précédents.)

Le Roi, étant en son Conseil, maintient le sieur de Cabannes, Seigneur de Cauna, dans un droit de bac sur la rivière de l'Adour et supprime les droits de péage prétendus par le dit sieur de Cabannes dans l'étendue de sa Seigneurie de Cauna.

(1) Archives Nationales : E 2110 (15). Rondonneau : AD + 811, fév. 1730 (37).

391. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Expédition de quittances de finance* (1).

Faisant droit à la requête des Syndics des Trente-deux Offices de jurés porteurs de charbon sur les ports de la ville et faubourgs de Paris. Vu l'édit de janvier 1727 qui, recréa les dits offices supprimés par autre édit de septembre 1719 ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que, par le sieur Vernier, Receveur des Revenus Casuels, il sera expédié et délivré, au profit des suppliants, trente-deux quittances de finances de 37.947 l. 7 s. 1 d. chacune, au nom des anciens trente-deux jurés porteurs de charbon sur le port de Paris ou de leurs ayant-cause, pour la finance des trente-deux nouveaux offices créés par l'édit de septembre 1719.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹¹⁹.

392. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant : — Homologation de traités. Subrogation conventionnelle* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Anet Tournadre, Syndic

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹²⁰.

des habitants de la ville de Pont-du-Château en Auvergne ; vu les pièces justificatives et l'avis du sieur de la Grandville, Intendant de la généralité de Riom ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, autorise les traités passés entre le suppliant et les nommés Seguin, Chandezon et Pélissier, lesquels seront exécutés selon leur forme et teneur ; en conséquence, ordonne que les 300 livres, imposées annuellement au profit du suppliant sur les habitants de Pont-du-Château, seront payées à sa décharge par chacun an et par égales portions aux dits Seguin, Chandezon et Pélissier, jusqu'à concurrence des sommes qui leur sont dues par Tournadre.

393. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par l'Intendant. : — Finances municipales. Ville de Sauveterre en Béarn. Homologation d'une ordonnance d'Intendant. Liquidation d'une dette de la communauté au moyen d'une imposition extraordinaire* (1).

Vu le contrat passé le 23 novembre 1697 entre la communauté de Sauveterre en Béarn et le sieur Jean de Jupée par lequel le dit sieur de Jupée a vendu à la dite communauté de Sauveterre une maison lui appartenant, moyennant 625 livres, et l'ordonnance du sieur de Lesserville, Intendant de la généralité d'Auch, du 6 février 1728 qui confirma le dit contrat ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur des Finances.

Le Roi en son Conseil, homologue l'ordonnance de l'Intendant de la généralité d'Auch ; en conséquence, ordonne que dans trois mois les jurats de la dite communauté de Sauveterre pourvoiront au paiement de la dame de Jupée, héritière du dit Jean de Jupée, décédé, tant de la somme principale de 625 livres que des intérêts d'icelle, moyennant une imposition extraordinaire sur les habitants, au marc la livre de la Taille ; et enjoint, S. M., au dit sieur de Lesserville, Intendant, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt qui sera exécuté nonobstant oppositions, appellations ou autres empêchements quelconques.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹²¹.

394. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Finances municipales. Liquidation d'une dette de communauté. Imposition extraordinaire* (1).

Vu la Requête du sieur François d'Albinhac, Marquis de Triadon, demandant le remboursement immédiat en capital et intérêts des sommes à lui dues par la communauté de Montméjan, les transactions passées entre le suppliant et les députés de la dite communauté, et l'avis du sieur Pajot, Intendant de la généralité

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹²².

de Montauban ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ayant aucunement égard à la dite requête, déclare le Marquis de Triadon créancier légitime de la communauté de Montméjan de la somme de 1.300 livres et ordonne qu'il sera payé des intérêts échus de la dite somme au denier cinquante, moyennant une imposition particulière sur les contribuables de la dite communauté de Montméjan, au marc la livre de la Taille ; enjoint. S. M., à l'Intendant de la généralité de Montauban de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

395. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand Maître : — Eaux et Forêts. Délits forestiers. Modération d'amendes prononcées par une sentence de Maîtrise* (1).

Vu la requête de Marie Priquelet, fille majeure, héritière de Jean-Pierre Priquelet, décédé, et l'avis du sieur Dauxy, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Bourgogne et Alsace ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à la requête, modère cependant, par grâce et sans tirer à conséquence, à 2.000 livres la somme de 12.000 livres d'amende à laquelle le dit Jean-Pierre Priquelet a été condamné par sentence du sieur Dauxy, Grand Maître, du 9 mars 1729.

(1) Archives Nationales : E 1054 B 123.

396. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand Maître : — Eaux et Forêts. Délit forestier. Modération d'amendes prononcées par une sentence de Maîtrise.*

Vu la requête de Jean du Mout, Marchand de bois à Besançon, les pièces y jointes et l'avis du sieur Dauxy, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Bourgogne et Alsace ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à la dite requête, modère, par grâce et sans tirer à conséquence, à la somme de 150 livres la condamnation de 500 livres en laquelle le suppliant a été condamné par jugement du dit sieur Dauxy, Grand Maître, le 9 mars 1729.

(1) Archives Nationales : E 1054 B 124.

397. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête, avant jure droit : — Comptes de gestion. Communication de pièces* (1).

Vu la requête de sieur Jean Salomon, Conseiller du Roi, Receveur général des Domaines et Bois d'Alsace, demandant au Conseil d'interposer son autorité pour que le sieur Horeau, Caissier de la Caisse Commune, soit contraint, comme pour propres deniers de

(1) Archives Nationales : E 1054 B 125.

S. M., de remettre au suppliant la somme de 37.973 l. 14 s. 9 d., à lui due par la dite Caisse Commune ; ensemble les pièces y jointes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ordonne que la présente requête sera communiquée au dit Horeau pour y fournir de réponse dans huitaine, pour, sur sa réponse, être ordonné par S. M. ce qu'il appartiendra.

398. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant et de Grand Maître : Eaux et Forêts. Flottage des Bois* (1).

Vu la requête de Charles Rogneux, Marchand de bois pour la provisions de Paris, les pièces et procès-verbaux y joints, l'arrêt du Conseil du 21 juin 1729, l'avis du sieur de Harlay, Intendant de la généralité de Paris ; ensemble celui du sieur de la Faluère, Grand Maître des Eaux et Forêts du dit département ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à ladite requête ordonne que l'arrêt de son dit Conseil du 21 juin 1729, rendu en faveur de Guillaume Trousseau, pour rendre flottable le ruisseau de Presles, depuis Sepaux jusqu'à Cezy, sera commun avec le suppliant ; en conséquence, permet, S. M., au dit Rogneux de rendre le dit ruisseau de Presles flottable depuis la fontaine de Saint-Vrin jusqu'au dit lieu de Sepaux et de faire flotter dans l'étendue du dit ruisseau les bois dont il s'est rendu ou se rendra adjudicataire aux environs d'icelui, à la charge pour le suppliant de faire faire les ouvrages nécessaires, à ses frais et non à frais partagés comme il le demandait ; ordonne en outre S. M. que les contestations à naître pour le flottage des bois, indemnités des propriétaires riverains, etc... seront jugées par la Maîtrise d'Auxerre, sauf appel au Parlement de Paris.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹²³. Rondonneau : AD + 811 Février (39)

399. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant et de Grand Maître : — Eaux et Forêts. Mines. Forge* (1).

Faisant droit à la requête de Guillaume Vieusse, Banquier à Paris, vu les pièces y jointes, l'avis du sieur de la Neuville, Intendant de Bourgogne, et celui du sieur Dauxy, Grand Maître des Eaux et Forêts du dit département ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi en son Conseil, maintient le dit Vieusse dans la possession du « prendre et tirer » des mines, dans les territoires d'Inville, Francalmont et Briancourt, pour l'usage de sa forge de Buchot, située dans le duché de Bar, à la charge pour lui de payer les droits et de se conformer à l'ordonnance de 1680.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹²⁷.

400. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Eaux et Forêts. Autorisation d'enclorre un bois et de recéper à blanc-estoc* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Amelot, Maître des Requêtes honoraire ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, permet au suppliant de faire enclorre de fossés le terrain appelé les « Bois Dupuy » dépendant de sa Seigneurie de La-Mothe-sur-Indre, élection de Châteauroux, généralité de Bourges et de les faire recéper à blanc-estoc ; sera le présent arrêt lu et publié aux carrefours et lieux accoutumés et partout où il appartiendra et sera exécuté nonobstant oppositions, appellations ou empêchements quelconques dont, si aucuns interviennent, S. M. s'en réserve la connaissance en son Conseil.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹²⁸.

401. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Aides Fraudes. Renvoi devant l'Intendant* (1).

Vu la requête d'Adrien de la Fosse, Sous-fermier des Aides et Droits rétablis de la généralité de Châlons, faisant appel de deux sentences des Elus de Bar-sur-Aube obtenues par le sieur Michelot contre le suppliant à propos d'un procès-verbal de saisie dressé par les commis de ce dernier consécutivement à un inventaire de la cave du dit sieur Michelot ; ensemble les pièces jointes à la dite requête ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ayant aucunement égard à la dite requête, évoque à soi et à son Conseil l'instance en question et renvoie le tout devant le sieur Lescalopier, Intendant de Champagne, pour y être statué définitivement, sauf appel au Conseil.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹²⁹.

402. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand Maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Règlement et autorisation de coupes* (1).

Faisant droit à la requête des Religieux, Prieur et couvent de l'abbaye de Maizières, ordre de Cîteaux ; vu les pièces y jointes et l'avis du sieur Dauxy, Grand Maître des Eaux et Forêts de Bourgogne ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne la mise en réserve du quart et le règlement du surplus des bois de l'abbaye de Maizières en coupes ordinaires à l'âge de vingt-cinq ans ; et, pour indemniser les suppliants du reculement de leurs coupes, S. M. leur permet, au fur et à mesure des dites coupes, de couper tous les baliveaux de plus de quarante ans pour les aider à faire les réparations

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹³⁰.

annuelles de leurs bâtiments ; S. M. leur fait dispense, en outre, attendu qu'il s'agit d'un aménagement, de la formalité des Lettres patentes portée par l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669.

403. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand Maître : — Eaux et Forêts. Prolongation de traite et vidange accordée à un adjudicataire (1).*

Vu la requête de Jean-Claude Opinel, Adjudicataire de cent arpents de bois dans la forêt de Chauv, en Franche-Comté, demandant une prolongation de traite et vidange de six mois pour lui donner les moyens de vider sa vente et éviter sa ruine ; ensemble les pièces y jointes et l'avis du sieur Dauxy, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Bourgogne et d'Alsace ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ayant aucunement égard à la dite requête, accorde au suppliant terme et délai de quatre mois, au delà du temps fixé par son adjudication, pour l'entière exploitation, traite et vidange des bois en question, après lequel temps expiré il sera procédé au recollement en la manière accoutumée.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹³¹.

404. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand Maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Adjudication. Emploi du prix à des réparations (1).*

Faisant droit à la requête des administrateurs de l'Hôtel-Dieu de la Madeleine de Rouen ; vu les pièces y jointes, le procès-verbal de l'état des arbres dépendant de la ferme de Bucordé et le devis estimatif des réparations à faire à la dite ferme dépendant du dit Hôtel-Dieu de Rouen ; ensemble l'avis du sieur de Savary, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Rouen ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil ordonne que, par le dit sieur de Savary, Grand Maître, ou tel officier de la Maîtrise de Rouen par lui commis, il sera procédé à la vente au plus offrant et dernier enchérisseur de 90 sapins situés sur ces terres de la ferme Bucordé pour le prix en être employé aux réparations des bâtiments de la dite ferme ; ordonne S. M. que, sur le prix principal des dits arbres, il sera fait la retenue du dixième pour le soulagement des pauvres communautés de filles religieuses et, attendu la modicité, fait dispense aux suppliants de la formalité des Lettres patentes portée par l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹³².

405. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand Maître : — Eaux et Forêts. Dettes d'une communauté. Emploi du prix de vente de bois communaux (1).*

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹³³.

Faisant droit à la requête des habitants et communauté de Vigneul, située dans le ressort de la gruerie de Montmédy au pays Messin ; vu les pièces y jointes et l'avis du sieur de Creil, Intendant de la généralité de Metz ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que le prix provenant de la vente des bois de la dite communauté de Vigneul, faite en exécution de l'arrêt de son dit Conseil du 18 février 1727, sera employée, sur les ordonnances du dit sieur de Creil, Intendant, à l'acquittement de partie de la dette de la dite communauté envers l'abbaye de Juvigny.

406. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avant faire droit : — Eaux et Forêts. Dégradations, Communication de pièces* (1).

Vu la requête de Jacques Gérard, Fermier général du sieur Cardinal de Polignac, Abbé commendataire de l'abbaye de Notre-Dame de Mouzon, faisant opposition à la sentence de défaut prononcée contre le suppliant par la Maîtrise des Eaux et Forêts de Sedan le 31 octobre 1729, à l'instigation des Religieux de la dite abbaye de Notre-Dame de Mouzon, sous prétexte de dégradations commises par le dit suppliant dans les bois de la dite abbaye ; ensemble les pièces y jointes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, avant faire droit sur la requête, ordonne qu'elle soit communiquée aux Religieux de la dite abbaye de Notre-Dame de Mouzon pour y fournir de réponse dans les délais prescrits par le règlement du Conseil, et icelle vue et rapportée, être, par S. M., ordonné ce qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹³⁴.

407. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand Maître : — Eaux et Forêts. Autorisation de coupes* (1).

Faisant droit à la requête des Prieur et Religieux de l'abbaye de Saint-Melaine, de la ville de Brest ; vu les pièces y jointes et l'avis du sieur de la Pierre, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Bretagne ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, permet aux suppliants de faire abattre une charmille et 7 à 8 pieds d'arbres dans leur jardin, à charge par eux de replanter, et attendu la modicité, fait dispense de la formalité des Lettres patentes portée par l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹³⁵.

408. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Eaux et Forêts. Travaux Publics. Homologation d'une adjudication de réparations. Paiement de l'adjudicataire* (1).

(1). Archives Nationales : E 1054 B ¹³⁶.

Faisant droit à la requête de Pierre Moreau. Entrepreneur de bâtiments ; vu les pièces y jointes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, homologue l'adjudication faite au suppliant, en la Maîtrise des Eaux et Forêts de Paris, des réparations à faire aux arches du Tronchet, du Vieux-Pavé et de Longlet, en la forêt de Léchelle ; en conséquence, ordonne le paiement audit Moreau de la somme de 2.732 livres employées dans l'état des bois du Roi de la généralité de Paris.

409. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Eaux et Forêts. Délits forestiers. Décharge d'amende prononcée par une sentence de Maîtrise (1).*

Faisant droit à la requête de la dame veuve du sieur Jean-Louis Le Mairat, marquis de Bruyères-le-Châtel, maître des Requêtes ; vu les pièces y jointes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que l'arrêt de son dit Conseil du 10 avril 1717 sera exécuté selon sa forme et teneur, en conséquence décharge la suppliante et la succession du dit sieur Le Mairat de l'amende prononcée par la sentence de la Maîtrise de Paris du 7 avril 1717 pour prétendus délits forestiers.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹³⁷.

410. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand Maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Arpentage. Règlement et autorisation de coupes (1).*

Faisant droit à la requête du sieur Abbé de Tesse, Prieur du Prieuré de Balac, diocèse de Nantes, paroisse de Pierrière ; vu les pièces y jointes et l'avis du sieur de la Pierre, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Bretagne ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que, par le dit sieur de la Pierre, Grand Maître, ou tel officier de la Maîtrise par lui commis, il sera procédé à l'arpentage, à l'apposition du quart de réserve et au règlement du surplus en coupes ordinaires à l'âge de vingt-cinq ans des bois du Prieuré de Balac, et, qu'après le dit aménagement, il sera, par tel officier commis de la Maîtrise, procédé à la marque et délivrance au suppliant des vieux arbres épars dans les fossés et dans les dépendances du dit Prieuré de Balac pour être employés aux réparations urgentes du dit Prieuré ; et, attendu la modicité, S. M. dispense de la formalité des Lettres patentes portée par l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹³⁸.

411. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Représentation. Avis du Procureur général du Roi d'un Parlement : — Eaux et*

Forêts. Commerce illicite de bois provenant de forêts royales. Cassation d'un arrêt de la Chambre des Eaux et Forêts du Parlement de Besançon. Confirmation d'une sentence de Maîtrise (1).

Sur ce qui a été représenté au Roi en son Conseil qu'une sentence de la Maîtrise des Eaux et Forêts de Dôle du 5 mai 1725 a condamné le nommé Jean-François Maire à une amende de 300 livres pour avoir fait commerce illicite de bois provenant de forêts royales et que la dite sentence a été annulée par un arrêt de la Chambre des Eaux et Forêts du Parlement de Besançon du 22 août 1725 ; vu la dite sentence et le dit arrêt ; ensemble l'avis du Procureur général du Parlement de Besançon auquel le tout a été communiqué ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, sans avoir égard au jugement de la Chambre des Eaux et Forêts du Parlement de Besançon du 22 août 1725, qu'il casse et annule, ordonne que la sentence de la Maîtrise de Dôle du 5 mai 1725 sera exécutée selon sa forme et teneur.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹³¹.

412. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis du Procureur général du Roi d'un Parlement : — Eaux et Forêts. Délits forestiers. Cassation d'arrêt de la Chambre des Eaux et Forêts du Parlement de Besançon. Confirmation de sentences de Maîtrise* (1).

Faisant droit à la requête du Procureur de S. M. en la Maîtrise des Eaux et Forêts de Dôle ; vu les pièces y jointes, les sentences de la Maîtrise de Dôle du 13 juillet 1726, l'arrêt de la Chambre des Eaux et Forêts du Parlement de Besançon du 11 octobre de la même année et l'avis du Procureur général du dit Parlement auquel le tout a été communiqué ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, sans s'arrêter au jugement de la Chambre des Eaux et Forêts du Parlement de Besançon du 11 octobre 1726, qu'il casse et annule, ordonne que les sentences de la Maîtrise de Dôle du 23 juillet de la même année réprimant des délits forestiers seront exécutées selon leur forme et teneur.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁴⁰.

413. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Eaux et Forêts. Emploi d'un prix de vente de bois* (1).

Faisant droit à la requête des Abbé, Prieur et Religieux de la Cour-Dieu, forêt d'Orléans ; vu les pièces y jointes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, permet aux suppliants d'employer, en acquisition de rentes sur les Etats de Languedoc ou de Bretagne, ou, à leur défaut, sur un ou plusieurs particuliers, la somme qui leur reviendra de la vente des bois de l'abbaye de la Cour-Dieu,

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁴¹.

à charge pour les dits suppliants de remettre au greffe de la Maîtrise de Paris les pièces justificatives du dit emploi dans un délai de trois mois.

414. Versailles. 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de Grand Maître : — Eaux et Forêts. Délits forestiers. Confirmation d'ordonnances de Grand Maître (1).*

Vu la requête des sieurs François Le Doux, Ecuyer, Seigneur de la Panneterie, François Boujou, Seigneur de la Haye, et Jacques de l'Epine, Marchand, faisant appel de trois ordonnances du sieur Eynard de Ravannes, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Touraine, Anjou et Maine du 8 janvier 1729, qui les avaient condamnés en différentes amendes pour n'avoir pas laissé, sur leurs fonds, le nombre de baliveaux suffisant prescrit par l'ordonnance de 1669 ; ensemble les pièces y jointes, les dites ordonnances sus datées et l'avis du dit sieur Eynard de Ravannes, Grand Maître ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, sans avoir égard aux appellations interjetées des dites ordonnances du dit sieur Eynard de Ravannes du 8 juillet 1729, qui seront exécutées selon leur forme et teneur, ordonne aux suppliants de se conformer à l'avenir à l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669 et aux arrêts et règlements rendus en conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁴².

415. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de Grand Maître. Exécution par lui : — Eaux et Forêts. Adjudication. Emploi du prix à des réparations (1).*

Vu l'arrêt interlocutoire du Conseil du 22 novembre 1729 rendu sur requête du sieur Pujet, Titulaire de l'abbaye de Simorre, ordonnant communication de la dite requête aux Prieur et Religieux de la dite abbaye, le consentement des dits Prieur et Religieux, aux fins de la dite requête, le procès-verbal de visite et de l'état des bois de la dite abbaye, le devis estimatif des réparations à faire aux bâtiments de la dite abbaye ; ensemble l'avis du sieur Raymond, Grand Maître des Eaux et Forêts du département de Guyenne ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que, par le dit sieur Raymond, Grand Maître, ou tel officier de la Maîtrise par lui commis, il sera procédé à la vente et adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur des 98 arpents de bois dépendant de l'abbaye de Simorre, dont le prix sera employé aux réparations des bâtiments de la dite abbaye ; ordonne en outre, S. M., que, sur le dit prix, il sera fait la retenue du dixième pour être employée au soulagement des pauvres

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁴³.

communautés de filles religieuses et, attendu la modicité, dispense de la formalité des Lettres patentes portée par l'ordonnance des Eaux et Forêts d'août 1669.

416. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Exécution par l'Intendant : — Contrôle des actes. Recouvrement des droits* (1).

Faisant droit à la requête de Jean-Baptiste Le Blanc, Sous-fermier des Domaines, contrôles des actes et autres droits y joints de la généralité de Lyon ; vu les pièces y jointes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que le dit Le Blanc sera payé de la somme de 15.973 livres 11 sols, 4 deniers, par préférence à tous créanciers sur le prix de la charge de feu Champenois, notaire à Lyon, la dite somme représentant les droits de contrôle dûs au suppliant par le dit Champenois, enjoint S. M. au sieur Intendant de la généralité de Lyon de tenir la main à l'exécution du présent arrêt et se réserve en son Conseil la connaissance de tous empêchements à intervenir.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁴⁴.

417. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt contradictoire. Exécution par l'Intendant : — Contrôle des actes. Cassation d'une ordonnance d'Intendant. Décharge de droits* (1).

Vu la requête du sieur Annet Cassière, Procureur du Roi de l'Election de Clermont-en-Auvergne, appelant d'une ordonnance du sieur de la Grandville, Intendant d'Auvergne du 10 mars 1728, qui l'avait condamné à payer les droits de contrôle de son contrat de mariage sur le pied de « Donation universelle » non évaluée et suivant l'article 4 du tarif du 29 septembre 1722, tandis que le suppliant soutient que l'institution d'héritier contenue à son dit contrat de mariage ne constitue qu'une donation à cause de mort n'entraînant que le paiement d'un droit de contrôle sur le pied de l'article 35 du dit tarif du 29 septembre 1722 ; ensemble le mémoire en réponse des Sous-fermiers du contrôle des actes sollicitant la confirmation de la dite ordonnance d'intendant du 10 mai 1726 ; vu aussi la dite ordonnance susdatée ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, reçoit le dit Cassière, appelant de l'ordonnance du dit sieur de la Grandville du 10 mai 1726, en conséquence, et en payant par lui les droits de contrôle de son cntrat de mariage sur le pied de l'article 35 du tarif du 29 septembre 1722, S. M. le décharge du surplus des demandes des Sous-fermiers des contrôles de la province d'Auvergne et enjoint au sieur Intendant de la dite province de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1054 B¹⁴⁶. Rondonneau : AD+812, février 1730. Code Louis XV, t. III, p. 163.

418. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Revêtu de Lettres patentes. Avis des députés du Commerce. Exécution par l'Intendant : — Industrie. Etablissement d'une manufacture au profit de l'hôpital de Bourbonne-les-Bains* (1).

Faisant droit à la requête des administrateurs de l'hôpital de Bourbonne-les-Bains ; vu l'avis des députés du Commerce ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, permet aux suppliants d'établir une manufacture de bas de fil ou de laine au nombre de six métiers pour faire travailler au profit des pauvres du dit hôpital de Bourbonne-les-Bains, à la charge que l'inspecteur du département aura toute liberté pour visiter les ouvrages de cette nouvelle fabrique ; enjoint S. M. au sieur Intendant de Champagne de tenir la main à l'exécution du présent arrêt sur lequel toutes Lettres nécessaires seront expédiées.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹¹⁶.

419. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt contradictoire. Avis de l'Intendant : — Commerce. Communautés de métiers. Paiement des compagnons. Confirmation d'une sentence de police. Modération de l'amende* (1).

Vu les requêtes respectives des maîtres-jurés de la communauté des fabricants de drap de la ville de Sedan, d'une part ; de Lambert Lefèvre, d'autre apt ; ensemble l'ordonnance du sieur Marcher, ci-devant Intendant de Champagne, du 5 juillet 1698, interdisant aux maîtres-drapiers de payer leurs compagnons en marchandises et denrées, la sentence de la police de Sedan du 25 novembre 1728 qui a condamné le dit Lefèvre pour infraction à la dite ordonnance susdatée et l'avis du sieur Lescalopier, actuel Intendant de Champagne ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que la sentence du juge de police de Sedan du 25 novembre 1725 sera exécutée selon sa forme et teneur et cependant, par grâce et sans tirer à conséquence, modère à 50 livres l'amende de 150 livres prononcée contre Lefèvre par la dite sentence.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁴⁸.

420. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Rectification d'erreur de nom sur un contrat de rente* (1).

Faisant droit à la requête de Rose de Châteauevieux, épouse non-commune en biens de sieur Louis Angran, Chevalier, et autorisée par son contrat de mariage à l'administration de ses biens ; vu les pièces y jointes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁴⁸.

Le Roi, en son Conseil rectifie une addition de nom portée par erreur dans trois quittances de finance et dans trois contrats de rente expédiés au profit de la suppliante.

421. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt contradictoire : — Débouté d'appel d'un arrêt du Parlement de Bretagne. Confirmation dudit arrêt* (1).

Vu l'arrêt interlocutoire du Conseil du 18 octobre 1729 rendu sur requête de Pierre Carlier, Adjudicataire des Fermes-Unies, par lequel S. M. a ordonné que le Procureur général du Parlement de Bretagne enverrait au Conseil les motifs de l'arrêt du dit Parlement du 20 août précédent, dont Carlier fait appel ; vu aussi les dits motifs et le mémoire des cautions de Pierre Carlier ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, sans s'arrêter à la demande en cassation de l'arrêt du Parlement de Bretagne du 20 août 1729 formée par le dit Carlier, dont il le déboute, ordonne que le dit arrêt sera exécuté selon sa forme et teneur.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁴⁹.

422. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avant faire droit. Avis de Commissaires. Conclusions d'un Maître des Requêtes : — Péage par terre. Production de titres* (1).

Vu les titres et pièces représentés en exécution de l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 et autres rendus en conséquence ; ensemble l'avis des sieurs commissaires désignés à cet effet ; sur les conclusions du sieur Mailhard de Balofre, maître des requêtes, Procureur général du Roi en cette partie ; et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, avant faire droit, ordonne que, dans un mois pour tout délai à compter de la signification du présent arrêt, la dame Floret, veuve et héritière du sieur René de Villeneuve, seigneur de Saint-Maurice en Dauphiné, rapportera d'autres actes authentiques pour, avec ceux par elle ci-devant produits, justifier de la possession suivie et ininterrompue depuis 1569 du droit de péage par terre par elle prétendu dans le dit lieu de Saint-Maurice, sinon, et faute de ce faire, il sera fait droit par S. M. ainsi qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁵⁰.

423. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avant faire droit. Avis de Commissaires. Conclusions d'un Maître des Requêtes : — Péage. Production de titres* (1).

Vu les titres et pièces représentés en exécution de l'arrêt du Conseil du 29 août 1724 et autres rendus en conséquence ; ensemble

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁵¹.

l'avis des sieurs Commissaires désignés à cet effet ; sur les conclusions du sieur Mailhard de Balofre, Maître des requêtes, Procureur général de S. M. en cette partie ; et sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, avant faire droit, ordonne que dans un mois pour tout délai à compter de la signification du présent arrêt, le sieur Moreau rapportera d'autres actes authentiques pour, avec ceux par lui ci-devant produits, justifier de la possession suivie et ininterrompue depuis 1569 de la portion de droit de péage par lui prétendue sur le lieu de Vinsobre en Dauphiné, sinon, et faute de ce faire, il sera, par S. M., fait droit ainsi qu'il apparaîtra.

424. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avant faire droit. Avis de Commissaires. Conclusions d'un Maître des Requêtes : — Droits de coutume ou péage. Production de titres (1).*

Vu les titres et pièces représentés... (Cf. précédents arrêts.)

Le Roi, en son Conseil, avant faire droit, ordonne que... le sieur Salomond, Trésorier de France au Bureau des Finances de Limoges, rapportera d'autres actes authentiques pour justifier de la possession suivie et ininterrompue depuis 1569 du droit et de la quotité des droits de coutume ou péage par lui prétendus sur la rivière de Charente, à Jarnac, sinon... (Cf. arrêt précédent.)

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁵².

425. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avant faire droit. Avis de Commissaires. Conclusions d'un Maître des Requêtes : - Droit de passage ou péage. Production de titres (1).*

Vu les titres et procès... (Cf. arrêts précédents.)

Le Roi, en son Conseil, avant faire droit, ordonne que... le sieur Salomond, Trésorier de France au Bureau des Finances de Limoges, rapportera d'autres actes authentiques pour justifier de la possession suivie et ininterrompue depuis 1569 du droit et de la quotité du droit de péage et passage par lui prétendus sur la rivière de Charente, dans la seigneurie de Moulineuf, sinon... (Cf. arrêt précédent.)

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁵³.

426. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avant faire droit. Avis de Commissaires. Conclusions d'un Maître des Requêtes : - Droits de coutume ou péage. Production de titres (1).*

Vu les titres et procès représentés... (Cf. arrêts précédents.)

Le Roi, en son Conseil, avant faire droit, ordonne..., etc., que le sieur Salomond, Trésorier de France au Bureau des Finances de Limoges, rapportera d'autres actes authentiques pour justifier de la

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁵⁴.

possession suivie et ininterrompue depuis 1569 des droits et de la quotité des droits de coutume et péage par lui prétendus sur les bateaux montants et descendants la rivière de Charente à Cognac, sinon... (Cf. arrêts précédents.)

427. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Droit annuel* (1).

Faisant droit à la requête de Claude Coquinot, Procureur postulant en la Cour du Parlement de Paris ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que le suppliant sera reçu au droit annuel de son office pour la présente année 1730, nonobstant que le délai porté par l'arrêt du Conseil du 2 août 1729 soit expiré, et ce, par grâce et sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁵⁵.

428. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Droit annuel* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Angran, Conseiller du Roi en son Conseil, Maître des Requêtes ordinaires de son Hôtel, agissant en qualité de propriétaire des Offices de greffier ancien, alternatif et triennal au Bureau des Finances de Bourges ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que le suppliant sera reçu au droit annuel de ses offices, tant pour les années omises que pour la présente 1730, nonobstant que le délai porté par l'arrêt du Conseil du 2 août 1729 soit expiré, et ce par grâce et sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁵⁶.

429. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Offices. Revenus casuels. Survivance. Sceau et expédition des provisions* (1).

Faisant droit à la requête de François Vernet, Avocat du Roi en la sénéchaussée et siège présidial de Sarlat, pourvu depuis 1727 de l'office de Conseiller du Roi honoraire en la ville, sénéchaussée et siège présidial ; vu les pièces et quittances y jointes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne qu'il sera passé outre au sceau et expédition des provisions du dit office de Conseiller du Roi honoraire en la sénéchaussée de Sarlat dont était pourvu Bertrand Vernet au profit de François Vernet, son fils, ou de tel autre qu'il appartiendra, nonobstant que l'an du jour de la date du contrôle de la quittance de huitième denier du dit office soit expiré, et ce sans tirer à conséquence.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁵⁷.

430. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête : Offices. Revenus casuels. Rectification d'erreur de noms sur une quittance. Sceau et expédition des provisions* (1).

Faisant droit à la requête de Claude-Benoît Le Tanneur, récent acquéreur de l'office de Conseiller du Roi, Président-Juge des droits de sorties, entrées et autres droits y joints établis, tant au Bureau de Charleville, Mézières, Donchery, Torcy, qu'autres dépendances ; vu les pièces et quittances y jointes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne qu'encore qu'une quittance de quart-denier du dit office ait été remplie au nom de Jean-François-Gabriel Le Tanneur, elle lui servira et vaudra, comme si elle avait été remplie de celui de Claude-Benoît Le Tanneur, et que les provisions en seront scellées sous le dit nom en conformité.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁵⁸.

431. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Revêtu de Lettres patentes. Exécution par l'Intendant : — Finances municipales. Ville de Champlitte. Rachat d'offices municipaux* (1).

Faisant droit à la requête des magistrats, maire et échevins de la ville de Champlitte, en Franche-Comté ; vu la délibération des dits magistrats, maire et échevins et l'homologation d'icelle faite par le sieur Intendant de Franche-Comté ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, réunit à la ville de Champlitte les « Offices de Conseillers, Trésoriers, Receveurs et Contrôleurs anciens et mitriennaux, alternatifs et mitriennaux, des octrois et deniers patrimoniaux » créés par l'édit de juin 1725 moyennant la somme de 4.000 livres ; enjoint à l'Intendant de Franche-Comté de tenir la main à l'exécution du présent arrêt sur lequel seront toutes Lettres expédiées si besoin est.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁵⁹.

432. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement : — Réparations. Confirmation d'adjudications. Paiement de l'adjudicataire* (1).

Vu le devis estimatif des réparations à faire au bâtiment du présidial de Rodez-en-Rouergue et l'adjudication qui en a été faite par les soins du sieur Pajot, Intendant de la généralité de Montauban et de son subdélégué à Rodez ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, confirme la dite adjudication et ordonne que l'adjudicataire sera payé, sur les ordonnances de l'Intendant de la généralité de Montauban, par le Sous-fermier des Domaines de la dite généralité.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁶⁰.

433. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Dire d'un Inspecteur du Domaine. Exécution par l'Intendant : — Réparations. Décharge d'un engagiste. Paiement de l'adjudicataire* (1).

Faisant droit à la requête de Bernardin-du Praël, Ecuyer, Seigneur de Surville, engagiste du Domaine de Moulins et Bonmoulins ; vu les pièces y jointes et le dire du sieur de Poilly, l'un des Inspecteurs généraux du Domaine ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, décharge le suppliant des réparations à faire à l'auditoire, la chambre du conseil et aux prisons de Moulins, attendu qu'il n'est pas engagiste de la justice ; ce faisant, ordonne que le montant de l'adjudication des dites réparations sera payé moitié par l'engagiste des Halles et Etaux de Moulins et moitié par le Sous-fermier des Domaines de la généralité d'Alençon ; enjoint S. M. au sieur Intendant de la dite généralité de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁶¹.

434. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt contradictoire : — Office de greffier notaire du bailliage de Vincennes. Déboute d'opposition à un arrêt du Conseil* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 16 août 1729 rendu sur requête de Philippe Morel, par lequel S. M. a ordonné qu'encore que les provisions expédiées au profit du dit Morel aient été récupérées au titre de « greffier-tabellion » au bailliage royal de Vincennes, elles lui serviront et vaudront comme si elles l'avaient été de celui de « greffier-notaire » au dit bailliage ; ensemble la requête en opposition au dit arrêt du sieur André-François Santus, bailli de Vincennes, déclarant que le dit Morel était incapable de remplir les fonctions de notaire ; vu les autres pièces jointes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, déboute Santus de son opposition au dit arrêt du 16 août 1729 et ordonne que le dit arrêt sera exécuté au profit de Morel.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁶².

435. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Représentations. Exécution par les Intendants du Royaume : — Réduction des droits perçus par les greffiers des élections sur les déclarations des tailliables* (1).

Sur ce qui a été représenté au Roi en son Conseil que les greffiers des Elections exigeaient des droits considérables de la part des tailliables qui, conformément à l'édit du 17 février 1728, faisaient la déclaration des biens exploités par eux dans différentes paroisses de la même Election ; à quoi voulant pourvoir ; sur le

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁶³.

rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que, dorénavant, il ne sera perçu par les dits greffiers des Elections que 10 sols pour chaque déclaration et leur fait défense d'en exiger davantage, à peine de concussion et d'interdiction ; enjoint S. M. aux Intendants des provinces et généralités de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

436. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Exécution par l'Intendant : — Cassation de rôles des tailles. Interdiction d'un Lieutenant d'élection* (1).

Étant informé des abus d'autorité commis par le sieur Micault-de-Saint-Léger, Lieutenant de l'Election de Nevers, sous prétexte de vérification des rôles des tailles des paroisses de Mars et de Chantenay, à quoi désirant pourvoir ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, casse et annule les rôles des tailles faits et vérifiés pour l'année précédente des dites paroisses de Mars et de Chantenay ; ordonne que, par le sieur de Vanolles, Intendant de la généralité de Moulins, il sera procédé à la confection de nouveaux rôles et interdit le sieur Micault-de-Saint-Léger de ses fonctions jusqu'à ce qu'autrement en ait été ordonné ; enjoint S. M. au dit Intendant de la généralité de Moulins de tenir la main à l'exécution du présent arrêt.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁶⁴.

437. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête : — Comptes de gestion d'un Fermier général. Recouvrement d'une consignation* (1).

Faisant droit à la requête de Pierre-Henri Le Maître du Marais, fils et héritier de Jacques Le Maître, Fermier général ; vu l'arrêt du Conseil du 29 avril 1727 qui a déchargé le dit Pierre Le Maître. du paiement de la somme de 175.000 livres à laquelle l'avait taxé le rôle arrêté au dit Conseil en 1717 ; ensemble les pièces jointes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne au Receveur général de la Chambre de Justice de rembourser au suppliant en quittances de finances pour rentes sur les tailles la somme de 55.350 livres par lui consignée.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁶⁵.

438. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Tailles et autres Impositions. Répartition et Recouvrement. Sectionnement de paroisses* (1).

Faisant droit à la requête de Jean-Louis Arnaud, comte de Codrieu et de Puycabrary ; vu l'avis du sieur Boucher, Intendant

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁶⁶.

de la généralité de Bordeaux ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne qu'à l'avenir les paroisses de Puycabrarry et autres dépendances des juridictions de Penne et de Tournon, Election d'Agen et composant la justice et comté de Puycabrarry, demeureront distraites et désunies des juridictions et communautés de Penne et de Tournon pour l'imposition, la collecte et le paiement de la taille et autres impositions ; à l'effet de quoi il sera expédié un mandement particulier sous le nom de la dite juridiction de Puycabrarry, en vertu duquel les consuls et habitants de la dite communauté seront tenus d'établir des rôles et de nommer des collecteurs pour les tailles et autres impositions qui seront à l'avenir levées sur les dites paroisses ci-devant dépendantes des juridictions de Penne et de Tournon ; enjoint S. M. au dit sieur Boucher, Intendant, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, lequel sera exécuté, nonobstant oppositions ou autres empêchements quelconques, dont S. M. se réserve la connaissance en son Conseil.

439. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Rétablissement des nefs. Confirmation d'adjudication. Imposition supplémentaire* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S. M. a réglé « la forme suivant laquelle il serait à l'avenir pourvu au rétablissement des nefs des églises et des presbytères tombés par vétusté ou ruinés par l'incendie » ; l'ordonnance du sieur d'Aube, Intendant de la généralité de Caen du 16 avril 1725, rendue sur requête du curé de la paroisse de Cucy, le devis estimatif des réparations à faire à l'église de la dite paroisse, dressé en conséquence de la dite ordonnance et l'adjudication au rabais des dites réparations qui en a été faite par le subdélégué du dit intendant moyennant 2.550 livres ; ensemble le délibération des habitants de la dite paroisse de Cucy et l'avis du dit sieur d'Aube, Intendant de la généralité de Caen ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, confirme la dite adjudication dont le montant sera imposé en trois années consécutives sur tous les habitants de la paroisse de Cucy, exempts et non exempts, privilégiés et non privilégiés, à proportion de ce que chacun d'eux y possède, suivant le rôle particulier qui en sera fait par les ordres du sieur d'Aube, Intendant, auquel S. M. attribue la connaissance des oppositions et autres différends que pourraient survenir à l'exécution du dit rôle, sauf appel au Conseil.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹³⁷.

440. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Rétablissement des nefs. Confirmation d'adjudications. Imposition supplémentaire* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684 par lequel S. M. a réglé... (cf. précédent arrêt) et les adjudications des réparations à faire aux presbytères des paroisses de Thury, Beauvain, Venizel, Braya, Chirybeaune et Verneuil, les dites adjudications faites par les subdélégués du sieur d'Aube, lors Intendant de la généralité de Soissons, moyennant la somme globale de 6.555 livres ; ensemble l'avis du dit sieur Intendant ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, confirme les dites adjudications dont le montant sera imposé, en une ou deux années, sur tous les habitants des dites paroisses suivant les rôles particuliers qui seront faits par les ordres de l'Intendant auquel S. M. attribue la connaissance des oppositions et autres différends, etc.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁶⁸.

441. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Rétablissement des nefs. Confirmation d'adjudication. Imposition supplémentaire* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684, l'ordonnance du sieur d'Angervilliers, lors Intendant de la généralité de Paris du 22 janvier 1728 rendue sur certificat d'un vicaire général du diocèse de Meaux, le devis estimatif des réparations à faire à l'église paroissiale de La Chapelle-sous-Crécy, dressé en conséquence de la dite ordonnance et l'adjudication au rabais qui en a été faite par le subdélégué du dit sieur d'Angervilliers moyennant la somme de 3.200 livres ; ensemble l'avis du sieur de Harlay, actuel Intendant de la dite généralité de Paris ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, confirme la dite adjudication dont le montant sera imposé en la présente année sur tous les habitants de la dite paroisse de La Chapelle-sous-Crécy par les collecteurs nommés à cet effet par l'Intendant auquel S. M. attribue la connaissance, etc.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁶⁹.

442. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Rétablissement des nefs. Adjudication. Imposition supplémentaire* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684, l'acte d'assemblée des habitants de la paroisse de Vérine, Election de La Rochelle, déclarant qu'ils sont prêts à payer 1.500 livres pour subvenir aux réparations qui sont à faire à leur église, et l'avis du sieur Bignon,

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁷⁰.

Intendant de la généralité de La Rochelle ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que par le dit sieur Bignon, Intendant, il sera procédé à l'adjudication au rabais des réparations à faire à la dite église paroissiale de Vérine, dont le montant sera imposé, etc., suivant un rôle qui sera dressé par les collecteurs nommés à cet effet par le dit Intendant, etc.

443. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt sur Requête. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Rétablissement des nefs. Remboursement d'un créancier. Imposition supplémentaire* (1).

Faisant droit à la requête du sieur Bergalasse, Prêtre prébendier de l'église cathédrale de Montauban, demandant le remboursement d'une somme prêtée par son père aux habitants de Drudas, Election de Lomagne, pour subvenir aux réparations qui étaient à faire à leur église paroissiale ; vu l'avis du sieur de Lenerville, Intendant de la généralité d'Auch ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général de Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que la somme de 300 livres prêtée par Bergalasse, père du suppliant, à la communauté de Drudas et les intérêts échus de la dite somme seront remboursés au suppliant au moyen d'une imposition sur tous les habitants de la paroisse au marc la livre de la taille, en trois années consécutives en vertu de rôles dressés par les collecteurs à cet effet nommés par le dit sieur de Lesserville, Intendant, auquel S. M. attribue, etc.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁷¹.

444. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Rétablissement des nefs. Adjudication. Imposition supplémentaire* (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684, le devis estimatif des réparations à faire à l'église paroissiale de Berneuil, s'élevant à 2.408 livres, et l'avis du sieur Bignon, Intendant de la généralité de La Rochelle ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, ordonne que par le dit sieur Bignon, Intendant, ou son subdélégué, il sera procédé à l'adjudication au rabais des réparations dont le montant sera imposé en quatre années sur tous les habitants suivant un rôle qui sera dressé par les collecteurs à cet effet désignés par le dit Intendant auquel S. M., etc.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁷².

445. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt de propre Mouvement. Avis de l'Intendant. Exécution par lui : — Rétablissement des nefs.*

Homologation d'une délibération des habitants. Imposition supplémentaire (Droits sur la vente du vin au détail) (1).

Vu l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1684, etc., la délibération des habitants du lieu de La Broguère-en-Nebouzan, diocèse de Comminges, et l'avis du sieur de Lesserville, Intendant de la généralité d'Auch ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, homologue et confirme la dite délibération des habitants de La Broguère et en conséquence leur permet de percevoir 6 deniers par pot de vin qui se vendra en détail dans les cabarets du lieu pour le produit en être employé à la réédification de leur église, et ce pendant six années consécutives à compter du jour que l'établissement du dit octroi aura lieu ; attribue S. M. au dit sieur de Lesserville, Intendant, la connaissance de toutes oppositions et contestations qui pourraient survenir à l'occasion du dit établissement, sauf appel au Conseil.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁷³.

446. Versailles, 28 février 1730. *Arrêt contradictoire : — Succession d'un notaire au Châtelet. Liquidation. Renvoi devant une Commission (1).*

Vu les requêtes respectives du sieur Jean-Baptiste et de damoiselle Catherine-Renée Sauveur, d'une part ; des créanciers et des héritiers de la succession de feu M^e Moët, notaire au Châtelet, d'autre part ; la première faisant opposition à un précédent arrêt du Conseil du 16 juillet 1726 qui avait liquidé en rentes sur les tailles une créance appartenant aux dits sieur et damoiselle Sauveur contre le dit M^e Moët, la seconde concluant au maintien du dit arrêt ; ensemble les pièces y jointes ; sur le rapport du sieur Le Peletier, Contrôleur général des Finances.

Le Roi, en son Conseil, pour faire droit sur l'opposition formée par les sieur et damoiselle Sauveur à l'arrêt du 16 juillet 1726, renvoie les parties par devant les sieurs Commissaires de son Conseil, nommés par arrêts du 23 juin 1722 et 10 janvier 1730 pour l'examen et discussion des affaires concernant la succession du dit M^e Moët, vivant notaire au Châtelet de Paris, pour être, par eux, statué sur la dite opposition, ainsi qu'il appartiendra.

(1) Archives Nationales : E 1054 B ¹⁷⁴.

VU :

Le Président de la Thèse

1^{er} juin 1937

OLIVIER-MARTIN

VU :

Le Doyen,

ALLIX

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Recteur, l'Inspecteur d'Académie,

J. PERRON.

INDEX ALPHABÉTIQUE ⁽¹⁾

A

Actes des gens de mainmorte : 113.

Actions : 16, 19.

Adjudications de bois : 106, 108, 119, 120, 203, 205, 207, 309, 312, 315, 317, 404, 415.

— de fournitures : 76 à 80 inclus, 229, 230.

— d'un office : 14.

— d'une seigneurie : 375.

— d'une terre appartenant à un collège : 178.

— de travaux publics : 8, 23 à 27 inclus, 58 à 60 inclus, 132, 133, 138, 148 à 150 inclus, 181, 186, 225 à 228 inclus, 236, 270, 276, 296 à 299 inclus, 318, 408, 432, 433, 439, 440 à 444 inclus.

Admissions aux maîtrises : 63, 81, 343.

Affaires ecclésiastiques : 177, 182, 187.

Affouage : 208, 314.

Agriculture : 365.

Aggravation d'une condamnation : 17.

Aides : V. Droits de consommation, de détail, d'entrée, de gros, de sortie.

Alais : 39.

Amendes : 20, 28, 118, 126, 199, 200, 319, 320, 341, 395, 396, 409. — V. Commerce et industrie, Délits forestiers, Droits de détail.

Amortissement (Droit d') : 170.

Annexion au Domaine de la Couronne : 12. — V. Attribution.

Annulation d'une adjudication : 229.

— d'une procédure : 48. — V. Cassation.

Appels d'arrêts de Cours des Aides : 28, 215, 339.

— d'arrêts de Parlements : 52, 321, 338, 412, 421.

— de jugements d'Amirauté : 126.

— de jugements du Bureau des Actions : 88.

— de jugements de Chambres des Comptes : 61, 143.

— d'ordonnances d'Intendants : 17, 104, 242, 264, 294, 322, 414, 417.

— de sentences d'Elections : 20, 34, 214, 217, 291, 401.

— de sentences d'un Juge des Traités : 341.

— de sentences de Maîtrises des Eaux et Forêts : 105, 199, 319, 396.

Appointements : 50, 146, 372.

Approbation d'une augmentation de dépenses : 279.

— d'Etats de Répartition : 36, 37, 72, 73, 75.

Arles.

Arpentage : 12, 109, 110, 212, 213, 313, 316, 320.

Arrérages : 410. — V. Rentes.

Arrêts avant faire droit : 5, 13, 16, 33, 43, 52, 88, 90, 103, 119, 169, 180, 187, 237, 238, 248, 249, 250, 251, 293,

1) Cet index renvoie aux numéros des arrêts.

301, 306, 310, 330, 334,
335, 339, 352, 365, 397,
406, 422 à 426 inclus.

Arrêts de Cassation : 12, 20, 28, 34,
48, 53, 88, 173, 217, 232,
234, 235, 242, 291, 321,
337, 341, 376, 411, 412,
417, 436.

— d'Evocation : 19, 32, 82, 88,
98, 196, 211, 275, 310, 332,
368.

— Revêtus de lettres patentes :
3, 4, 10, 15, 45, 61, 63, 70,
87, 93, 97, 101, 141, 142,
143, 145, 146, 164, 177,
178, 183, 197, 208, 209,
256, 272, 274, 289, 290,
315, 342, 353, 357, 369,
378, 384, 418, 431.

Attribution au Domaine de la Cou-
ronne : 18.

Aubaine (droits d') : 300, 302.

Augmentation de Dépenses : 279.

— de Droits d'entrée : 11.

Aumale : 70.

Auray : 174.

Autorisation de construire une forge :
10, 209.

— de construire un four à pote-
ries : 140.

— de coupes de bois : 107, 108,
110, 111, 112, 114, 117,
163, 201, 220, 304, 313,
325, 402, 407, 410.

— d'enclorre un bois : 400.

— de tenir une foire : 15.

— de la vente d'un immeuble
178.

Auxerre : 244.

Avis du Bureau des Affaires Ecclé-
siastiques : 177.

— de Commissaires : 41, 42, 51,
116, 121, 166, 183, 191,
193, 194, 195, 208, 234,
245, 248, 249, 250, 251,
311, 317, 385, 386 à 390
inclus, 422 à 426 inclus.

— des Députés du Commerce :
10, 93, 141, 160, 168, 282,
342, 418.

— de Grands Maîtres des Eaux
et Forêts : 106 à 115 in-
clus, 117, 118, 120, 163,

201, 203, 204, 209, 211,
213, 220, 304, 305, 309,
312, 314 à 318 inclus, 320,
325, 395, 396, 398, 399,
402, 404, 407, 410, 414,
415.

Avis d'Inspecteurs du Domaine :
300, 306. — V. Dires.

— d'Intendants : 8, 10, 11, 15,
29, 37, 39, 45, 47, 55, 46,
58 à 60, 69 à 71, 74, 97,
138, 140, 147, 148, 150,
159, 165, 168, 171, 173,
174, 181, 197, 209, 225,
226 à 228, 239, 241 à 244,
247, 260, 264 à 266, 270,
277, 279, 282, 289, 308,
322, 326, 333, 334, 354 à
356, 382, 383, 392, 394,
398, 399, 405, 419, 438 à
445.

— d'un Procureur général du
Roi près un Parlement :
411, 412.

B

Bac (droit de) : 194, 388, 390.

Balivage : 312.

Banalités : 22, 314, 333, 374.

Banqueroute frauduleuse : 95.

Barques (droit de) : 248.

Bayonne : 171.

Bénéfices Ecclésiastiques : 84, 177,
187, 360, 361.

Biens des Religionnaires Réfrac-
taires : 37, 179, 364.

Bois : V. Adjudications, Arpentages,
Autorisations, Bornages,
Délits forestiers, Règle-
ment de coupes.

Boisselage (droit de) : 388.

Bordeaux : 11, 236.

Bornage : 109, 316, 320.

Bourges : 241.

Bureau des gabelles : 1.

C

Cadets : 32.

Capitation : 36, 72, 73, 75, 235,
264, 268.

- Cassations** d'un arrêt du Conseil : 234.
- d'arrêts de Cours des Aides : 28, 34.
 - d'arrêts de Parlements : 321, 337, 411, 412.
 - d'une Délibération de Communauté de Procureurs : 173.
 - de l'élection d'un marguillier : 376.
 - d'un exécutoire : 232.
 - d'un jugement du Bureau des Actions : 88.
 - d'un jugement de Commissaires à la Réformation des Bois : 12.
 - d'un jugement de Présidial : 48.
 - d'une ordonnance d'un Bureau des Finances : 53.
 - d'ordonnances d'Intendants : 242, 361, 417.
 - d'une ordonnance de Lieutenant civil : 235.
 - de procédures. — V. Annulation.
 - de rôles des Tailles : 436.
 - de sentences d'Elections : 20, 34, 217, 291.
 - d'une sentence d'un Juge des Traités : 341.
 - d'une sentence d'un Lieutenant d'Amirauté : 126. — V. Arrêts de Cassation.

Centième Denier : 54, 371.

Chambre du Commerce de Marseille : 93.

Champlille : 431.

Clergé : V. Affaires ecclésiastiques, Amortissement, Bénéfices ecclésiastiques, Communautés religieuses, Dime, Dixième.

Collecte des amendes : 116.

- des Tailles : 147, 214, 216, 438.

Collèges : 175, 178.

Colonies : 91, 236.

Commerce et Industrie : 50, 140, 156, 160, 168, 196, 215, 236, 419.

Commissions à des offices : 4, 35, 38, 101, 125, 141, 142, 145, 271, 357.

- d'Intendants : 23, 24, 25, 26, 27, 184, 196, 210, 247, 278, 281, 352, 359, 365.

— de Rapporteurs : 49, 85.

— V. Désignations, Subrogations.

Communauté matrimoniale : 82.

Communautés de métiers : 63, 81, 102, 343, 419.

- Religieuses : 182, 183, 362.

Communications de pièces : 9, 13, 16, 52, 88, 103, 105, 113, 119, 180, 293, 300, 310, 330, 334, 335, 338, 397, 406.

Compagnie des Indes : 18, 19, 96, 126, 384. — V. Privilèges de la Compagnie des Indes.

Comptes de gestion : 13, 37, 54, 61, 122, 135, 143, 144, 165, 169, 172, 192, 247, 254, 256, 257, 363, 397, 437.

- de Recouvrement d'amendes : 116.

Concessions minières : 344 .

- municipales : 171.

Conclusions de Maîtres des Requêtes : 41, 42, 51, 166, 167, 191, 193 à 195, 248 à 251, 385 à 390, 422, 424 à 426.

Condamnations : V. Amendes, Délits, Fraudes, Modérations.

Confirmation d'adjudication : 58 à 60, 104, 148 à 150, 215, 225, 226 à 228, 270, 432, 439 à 441.

- d'un arrêt de Parlement : 421.

— de contraintes : 292.

— d'une Délivération de Maire et Echevins : 326.

— d'un exécutoire : 115.

— d'une ordonnance de Grand Maître des Eaux et Forêts : 414.

- d'ordonnances d'Intendants : 17, 34, 216, 264, 265, 266, 294, 322.

— d'un Règlement de couvent : 362.

Confirmation d'un rôle de répartition : 267.

- de sentences de Maîtrises d'Eaux et Forêts : 319, 411, 412.
- d'une sentence de police : 419.
- d'Union autorisées : 83.
- V. Approbations, Homologations, Droit de confirmation.

Conseil d'Etat Privé. Direction et Finances : 161.

Consignations : 52.

Contestations entre héritiers : V. Successions.

- immobilières : 301.

Contrats de Rentes : 98 à 100, 154, 157, 255, 420.

Contrefaçon : 196.

Contribuables sinistrés : 55, 56, 74, 354.

Contributions extraordinaires : V. Impositions.

Contrôle des Actes : 53, 54, 113, 169, 198, 327, 370, 416, 417.

- de quittances : 256. — V. Comptes de gestion, Revenus casuels.

Conversion de capital : 16.

Corbie : 13.

Corps de métiers : V. communautés de métiers.

Coupes de bois : V. Autorisations et Règlements de coupes.

Coutume (droit de) : 167, 250, 424, 426.

Culture du lin : 365.

Curage des rivières : 138.

D

Déboutés d'appels : 264 à 266, 322, 421.

- d'intervention : 292.
- d'oppositions : 39, 115, 212, 218, 225, 234, 267, 375, 434.

Décharge d'amendes : 53, 370, 409.

- de droits. — V. Dégrevements, Réductions.
- du paiement des gages des Messageries : 174.

Décharge de réparations : 433.

- de la Taille : 35, 56, 74, 354, 356.

Dégrevements : 57, 153, 158. — V. Décharges, Réductions de cotes.

Délais de grâce : 37, 83, 86, 185, 317, 327, 358, 403.

Délits : V. Amendes, Fraudes.

- forestiers : 103, 115, 118, 199, 200, 307, 319, 320, 395, 396, 406, 409, 411, 412, 414.

Deniers d'octroi : 13, 164, 165.

- patrimoniaux : idem.

Dérogations à un arrêt du Conseil : 160.

- à des Lettres patentes : 236.
- à un Règlement de corps de métiers : 81.

Désignations de Commissaires : 175, 231, 363.

Déshérence : 18.

Dettes de Communautés d'habitants : 243, 308, 393, 394, 405.

- de succession : 341.

Diffamation : 280.

Dîme : 240.

Diminutions : V. Décharges, Dégrevements.

Dires d'Inspecteurs du Domaine : 12, 124, 134, 170, 210, 213, 311, 321, 334, 335, 337, 338, 433.

Discussion d'effets successoraux : 189.

Dispenses de droits de sortie : 139.

- de Lettres patentes. — V. Autorisation de coupes.

Distribution de fonds : 91, 177.

- d'un procès : 366.

Dixième du Clergé : 123.

Domaines : V. Amortissement. Annexions, Atributions, Aubaine, Centième denier, Contrôle des actes. Déshérence, Enregistrements et Ensaisnements, Insinuations, Postes et Messageries.

Donations : 371.

Don d'un bien délaissé : 179.

- gratuit : 44, 137.

Douai : 242.

Douanes : 139, 158, 342, 384.

Doullens : 30.

Droit annuel : 7, 64, 65, 66, 68, 130, 219, 222 à 224, 253, 261 à 263, 273, 287, 345, 346, 427, 428.

Droits de Confirmation : 94.

— de Consommation : 242, 329.

— de Contrôle. — V. Contrôle des Actes.

— de Détail : 20, 28, 217, 218.

— d'Enregistrement : 40, 113, 123, 124, 172, 239, 350.

— d'Entrée : 11, 38, 47, 70, 158, 292, 329.

— Féodaux : 22, 333, 334, 338, 369, 374.

— de gros : 29.

— des Huissiers, Sergents et greffiers : 97, 435.

— des Inspecteurs aux boissons : 104.

— des Inspecteurs aux boucheries : 295.

— Réservés : 322.

— de Sortie : 47, 139.

— sur les produits coloniaux : 91.

— V. Affouage, Aides, Amortissement, Bac, Barques, Bois-selage, Centième Denier, Fournage, Guet, Leude, Marc d'or, Moulinage, Octroi, Passage, Pâturage, Péages par terre, Pontenage, Port, Petit-Scel, Prestet annuel, Survivance, Tabellionnage, Travers, Usage, Vinage...

E

Eaux et Forêts : V. Adjudications de bois, Arpentages, Autorisation et Règlements de coupes, Bornages, Délits forestiers, Forges.

Embrun : 355.

Emoluments : V. Appointements.

— supplémentaires : 146.

Emploi d'une contribution extraordinaire : 62.

Emploi de prix : 305, 308, 312, 315 318, 404, 405, 413, 415.

— de sommes : 3, 206.

Enquêtes : 5, 210, 365.

Enregistrement : 123, 124. — V. Contrôle des actes, Centième denier, Droits d'Enregistrement.

Ensaisnements : 123, 124. — V. Insinuations.

Entretien de garnisons : 269.

Epices : 6, 291.

Etapas : V. Fournitures aux troupes.

Etats de répartition : 36, 57, 72, 73, 75, 153. — V. Approbation, Capitation.

Eviction : 335.

Evocations : 19, 33, 82, 88, 98, 196 211, 275, 310, 322, 368.

Exception à une révocation de lettres d'anoblissement : 87.

Exécution des arrêts par le grand Amiral de France : 96.

— par des collecteurs de gabelle : 277.

— par des Commissaires : 2, 190, 244.

— par des Grands Maîtres des Eaux et Forêts : 12, 106 à 112, 114, 117, 120, 163, 201, 203 à 205, 213, 220, 304, 307, 312 à 318, 320, 233 à 325, 402, 404, 410, 415.

— par des Intendants : 11, 22 à 27, 31, 39, 45 à 47, 50, 53, 55, 56, 58 à 60, 69 à 71, 74, 76 à 80, 93, 96, 132, 133, 137, 147 à 152, 158, 159, 164, 165, 168, 170, 173, 179, 181, 184, 186, 196, 197, 210, 216, 225 à 230, 236, 240 à 243, 247, 269, 270, 276, 278, 281, 282, 289, 290, 296, à 299 326, 329, 354, 355, 359, 362, 370, 371, 373, 378, 382, 393, 394, 416 à 418, 431, 433, 435, 436, 438 à 445.

— par des Juges Consulaires : 97.

Exécution des arrêts par un Lieutenant de Police 81.
— par un Lieutenant de Sénéchaussée : 333.
— par des officiers d'Amirautés : 96.
— par des officiers d'une Cour des Monnaies : 63.
— par des officiers d'Election : 291.
— par le Prévôt des Marchands de Paris : 157.

Exemption de la collecte des Tailles : 214.

— de droits d'entrée : 373.
— de logement des troupes : 176.

Expédition des arrêts de la Tournelle : 303.

— de provisions : V. Sceau des provisions.
— de quittances : 135, 391.

Exploitation de bois : 207.

Expropriations : 31, 69, 152.

F

Fabrication des étoffes : 50, 156, 168. — V. Commerce et Industrie, Manufactures.

Faillite : 93.

Faux monnayage : 48, 359.

Faux saunage : 278.

Fermes des Droits de S. M. : 54, 247, 437.

Finances d'offices : V. Remboursement de finances, Revenus casuels.

Finances municipales : V. Alais, Arles, Aumale, Auray, Auxerre, Bayonne, Bordeaux, Bourges, Champplitte, Châteaubriand, Corbie, Douai, Doullens, Emburn, Fleurance, Hennebond, Marseille, Nevers, Niort, Ploermel, Romans, Sauveterre, Saint - Brieuc.
— V. Deniers d'octroi et patrimoniaux, Dettes de Communautés, Droits d'entrée, Offices municipaux, Suppression d'offices.

Fleurance : 290.

Flottage des bois : 330, 398.

Foires : 15.

Forges et fonderies : 10, 209, 210, 399.

Four à poteries : 140.

— banal. — V. Banalités.

Fournitures aux troupes : 76 à 80, 151, 229, 230.

— des sels : 340.

Frais de réception : 40, 81.

Franchises : 29.

Fraudes : 17, 20, 28, 53, 291 à 294, 339, 341. — V. Amendes.

G

Gabelles : 277, 340.

Gages et taxations : 33, 44, 45.

Garantie : V. Commissions à des offices, Eviction.

Gardes Forestiers : 107, 320.

Gestions : V. compte de gestion.

Grande Prévôté : V. Coutume.

Greffes : 97, 303, 434, 435.

Guet : 338.

H

Haras de S. M. : 269, 281.

Hennebond : 174.

Homologations : 6, 171, 365, 373, 392, 393, 408.

Hôpitaux : 45, 197, 237, 326, 373, 381. — V. Subventions.

Huitième Denier : 285, 286.

I

Impôts directs : V. Capitation Taille.

— indirects : V. Aides, Gabelles, Traités.

— supplémentaires : 22, 32, 50, 58, 59, 60, 62, 69, 138, 148 à 152, 197, 225 à 228, 240, 241, 244, 269, 270, 277, 355, 373, 382, 393, 394, 439 à 445.

Indemnités : 3, 69, 153, 340. — V. Expropriations.

Industrie : V. Commerce.

Inscription de faux : 337.

Insinuations : 54, 317. — V. Centième Denier.

Inspecteurs aux boissons : 104.
 — aux boucheries : 295.
 — des Tailles : 50.
Interdictions d'officiers : 46, 217, 280, 436.
Interprétation d'arrêts : 7, 157.
 — d'une Déclaration : 157.
 — de Lettres patentes : 7.
Intervention de députés des Etats Provinciaux : 343.

J

Jonction de trois informations criminelles : 274.
Juridiction consulaire : 97.
 — seigneuriale des Eaux et Forêts : 105.

L

Lettres de Maîtrises : 102. — V. Maîtrise.
 — de Noblesse : 87, 337. — V. Usurpation de titres.
 — Patentes. — V. Arrêts revêtus de lettres patentes. — Dispenses. — Interprétation.

Leude (Droit de) : 386.
Liquidation de dettes : 393, 394.
 — d'une finance : 2.
 — d'offices. — S. Vuppression d'offices.
 — de successions : 82, 120, 188, 189, 198, 246, 367, 368, 446.

Logement des Curés : 170.
 — des Troupes : 151, 176, 181.
Loterie : 157.

M

Mainlevées de défenses à poursuites : 284.
 — de garnison : 9.
 — d'oppositions : 136.
 — de saisies : 57, 86, 317, 364.
Maintien de droits d'entrée : 39.
 — de péages : 41, 42, 167, 191, 193, 194, 385, 388, 389, 390.

Maîtrises : 63, 81, 102, 343.
Malversations : 274.
Manufactures : 282. — C. Vommerce et Industrie.
Marais salants : 382, 383.
Marc d'or (droits de) : 40, 258, 348, 351.
Marine : 163, 245.
Marque des toiles : 196.
Marseille : 279.
Martelage : 312.
Messageries : V. Postes.
Meurtre : 380.
Milice : 32.
Mines : 344, 399.
Modérations de droits : 40.
 — de condamnations : 28, 61, 92, 116, 118, 143, 199, 200, 319, 320, 395, 396, 419.
Modification d'un arrêt du Conseil : 32.
 — d'une ordonnance d'Intendant : 17.
Moulinage (droit de) : 22.

N

Nevers : 164, 165.
Niort : 159, 289.
Nominations : V. Commissions, Désignations, Subrogations.

O

Octroi (droits d') : 39, 45, 244. — V. Deniers d'octroi.
Offices : V. Adjudications, Commissions. Comptes de gestion, Gages et Taxations, Enregistrement, Marc d'or, Frais de réception, Revenus casuels, Suppression d'offices, Vacances.
 — municipaux : 13, 30, 45, 238, 289, 290, 377, 431.
 — seigneuriaux : 131.
Oppositions à une adjudication : 225.
 — à des arrêts du Conseil : 39, 43, 118, 134, 200, 212, 218, 234, 267, 283, 284, 319, 326, 330, 375, 434, 446.
 — à un exécutoire : 115.

P

Paiements d'adjudicataires : 8, 67, 408, 432, 433.

— d'arrérages : 89, 159.

— de compagnons : 419.

— de droits, 245, 370, 371.

— d'émoluments : 3, 146.

— des gages des Messageries : 174.

— de quittances : 122, 254,

— de quittances : 122, 254, 257.

Partages de bois communaux : 307.

— roturiers : 43, 244.

— V. Successions.

Parties casuelles : 173. — V. Revenus casuels.

Passage (droit de) : 194, 208, 249, 250, 425.

Pâturage (droit de) : 208.

Péages : V. Droits de Bac, Barques, Boisselage, Coutume, Leudes, Passage, Pâturage, Péage par terre, Pontenage, Port, Travers, Usage, Vinage. — V. Maintien, Suppression.

Péage par terre (droits de) : 41, 51, 166, 193, 251, 387, 388, 422, 423.

Pensions des Oblats : 231.

Petit Scel (droits de) : 370.

Ploermel : 45.

Ponts et Chaussées : V. Adjudications, Réparations, etc...

Pontenage (droits de) : 193, 195.

Port (droit de) : 250.

Possession de bois communaux : 306.

Postes et Messageries : 155, 174.

Prest et Annuel : 7. — V. Droit annuel.

Prestation de serment : 239, 364.

Privilèges de la Compagnie des Indes : 96, 126.

— des Commensaux : 378.

— fiscaux : 47, 70, 329, 356, 378. — V. Décharges, Dispenses, Exemptions.

— de Voiture Publique : 90.

Procédure d'Ordre : 14, 48, 235.

Procès criminels : 48, 184, 274, 359, 380.

Production de pièces ou titres : 5, 13,

33, 88, 238, 248, 249, 250, 251, 311, 321, 339, 422, 424, 426.

Prorogations de délais : Voir Délais de grâce.

— d'un privilège : 70.

— d'un tarif : 329.

Provisions : V. Sceau.

Q

Quatre sols pour livre : 17.

Quartier d'hiver : 137.

R

Rachat de droits féodaux : 22.

— de lettres de maîtrise : 102.

— d'offices municipaux, 30, 244, 289, 290, 431.

— d'offices vacants : 173. — V. Vacance d'offices.

Recépages : 324, 400.

Recouvrements de créances : 92, 136, 275, 437.

— de droits et impositions : 94, 113, 147, 198, 416, 438.

— de prix : 119, 192.

Rectifications d'erreurs de noms, titres ou qualités : 99, 100, 129, 154, 255, 259, 328, 353, 420, 430.

Réductions de cotes : 55, 56, 71.

— de droits : 285, 435.

— de prix : 30.

— de tarifs : 47.

Règlement de comptes : 162, 164.

— de coupes : 106, 107, 108, 109, 110, 112, 114, 117, 120, 201, 204, 212, 213, 220, 307, 313, 316, 320, 402, 410.

— industriel : 168, 282.

— concernant l'administration et la discipline intérieure d'abbayes et couvents : 183, 362.

— de la distribution des revenus de la Sainte Chapelle : 177.

— du transit des sucres : 342.

Regrattiers : 214.

Rejet d'une cédula évocatoire : 280.

Remboursements d'avances : 144.

— de contrats de rente : 157.

— de droits : 258, 295.

— de finances d'offices : 2, 190, 221, 348, 351.

Remises : Voir Décharges.

— de pièces : Voir Communication et Production de titres ou pièces.

Rentes : 89, 98, 157, 159. — V. Contrats de rentes.

Renvoi devant un bailliage : 369.

— devant un Bureau des Finances : 302.

— devant une Chambre des Comptes : 165.

— devant une élection : 217.

— devant un Grand Maître des Eaux et Forêts : 211.

— devant une Commission : 19, 82, 98, 182, 187, 189, 202, 246, 275, 283, 284, 331, 368, 446.

— devant le grand Conseil : 367.

— devant la grande Direction : 257, 335, 338.

— devant un Intendant : 95, 165, 169, 196, 235, 300, 401.

— devant un lieutenant de maréchaussée : 48.

— devant un présidial : 134.

— devant un rapporteur : 33, 88, 90.

— devant un Parlement : 303, 337, 360, 361, 369, 380.

Réparations : 23, 24, 25, 26, 27, 132, 133, 244, 276, 296, 297, 298, 299, 325, 408, 432, 433.

Répartition : V. Etats de répartition.

Repiquage : 324.

Représentations d'un Parlement, 236.

Restitutions : 54, 291, 364.

Rétablissement de droits : 45, 208.

Rétablissement des nefs des églises et des presbytères : 58, 59, 60, 148, 149, 150, 225, 226, 227, 228, 265, 267, 270, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445.

Revenus casuels : 7, 21, 40, 64, 65, 66, 68, 127, 128, 130, 219, 221, 222, 223. — V. Droit annuel : 224, 253, 258, 259, 261, 262, 263, 273, 285, 286, 287, 288. Sceau et expédition de provisions, Survivance, Offices vacants : 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 379, 391, 427, 428, 429, 430.

Rôle de l'ustancille : 155.

— des tailles : 370, 436.

Romans : 47.

S

Salaires : Voir droits, gages et taxations.

Sauvelerre-de-Béarn.

Sceau des Provisions : 127, 128, 129, 259, 288, 349, 379, 429, 430.

Saint-Brieuc : 45.

Secours aux sinistrés : 137.

Sectionnement d'une paroisse : 147.

Sels : v, Fourniture, Gabelles, Marais Salants

Sociétés par actions : 16.

Subrogation conventionnelle : 392.

— dans un bail : 344.

— d'un adjudicaire : 375.

— de commissaires : 175, 231, 363.

— d'un curateur : 252.

— d'intendants : 184, à 247,

— de rapporteurs : 49, 85, 188, 301.

Subventions au hôpitaux : 45, 197, 373, 381.

Successions : 18, 49, 82, 98, 119, 134, 158, 180, 188, 189, 198, 232, 233, 246, 283, 284, 300, 302, 331, 366, 367, 368, 446.

— vacantes : 18, 252.

Suppression de franchises : 29.

— d'un mémoire injurieux : 280.

— d'offices : 2, 190.

— de péages : 41, 51, 166, 195, 386, 387, 388.

Surséances : V. Délais de grâce.

Survivance des offices : 21, 127, 128, 285, 286, 288, 347, 349, 350, 429.

T

Tabellionnage : 334, 338.

Tailles : 55, 56, 57, 71, 74, 147, 153, 214, 216, 266, 354, 356, 436, 438.

Tarifs : V. droits d'entrée et de sortie, privilèges fiscaux.

Taxations : V. gages.

Traites : 341. — V. Douanes, Transit.

Traite et vidange : 403.

Transfert de résidence : 266.

Transit : 139, 342, 384.

Travaux Publics : Voir Adjudications, Réparations, Rétablissement des nefs, Voirie, etc.

Travers (droit de) : 41, 191.

U

Unions autorisées : 84. — V. Bénéfices ecclésiastiques

Université : 175, 178.

Usage (droits d') : 208, 307.

Usufruit : 121.

Usurpation de titres : 43, 234.

V

Vacance d'offices : 129, 173, 221, 258, 351.

Validation de saisies : 291.

Vannes : 197.

Vente du vin au détail : V. Droits de détail.

— d'un office : 332. — V. Adjudication.

Vérification de registres : 169. — V. aussi Comptes de gestion.

Vinage (droit de) : 385, 389.

Visa (opérations du) : 162.

Visite et contrôle (droits de) : 160.

Voirie : 236.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	v
I. Le Conseil d'Etat du Roi sous la monarchie absolue	v
II. Les arrêts du Conseil	xiv
Avant-propos	xxix
Inventaire des Arrêts du Conseil du Roi (janvier- février 1730)	1
Index alphabétique	185
